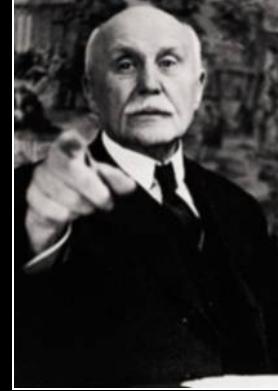


LE FIGARO HISTOIRE

FÉVRIER-MARS 2016 - BIMESTRIEL - NUMÉRO 24

VERDUN

LE CHEMIN DES HOMMES



DANS
LE SECRET
DES ARCHIVES
DE VICHY



JEANNE D'ARC
DEVANT
SES JUGES



LE TRÉSOR
DES PRINCES DE
LIECHTENSTEIN

Salon Mondial du tourisme

17>20 MARS 2016

PARIS EXPO PORTE DE VERSAILLES

Paris

le voyage
à votre GOÛT



Conception : © Q-music studio 0491 084 327 © Shutterstock - Adaptation : FIDBACK.



Salon Mondial
du tourisme
Paris

COUPON À DÉCOUPER

You pouvez également vous présenter aux caisses des salons du Tourisme muni de ce coupon.

Renseignez votre code invitation **D24P**
aux bornes d'accueil et obtenez votre entrée.

* Entrée valable sur présentation de ce coupon, le jour de votre choix de 10h à 19h (18h le dimanche). Toute sortie est définitive. Cette invitation gratuite ne peut être ni revendue ni reproduite sous peine de poursuites [Art. 313-6-2 du Code penal]. Gratuit pour les enfants de moins de 12 ans. Les achats effectués sur le salon, à l'exception de ceux faisant l'objet d'un contrat de crédit à la consommation (article L311-12 du Code de la consommation) et de ceux résultant d'une invitation personnelle à se rendre sur un stand pour venir y chercher un cadeau, ne sont pas soumis aux articles L121-21 et s. du Code de la consommation prévoyant un délai de rétractation de quatorze jours. COMEXPOSITION, 70 avenue du Général de Gaulle - 92058 Paris La Défense cedex - France - S.A.S. au capital de 60 000 000 € - 316 780 519 RCS NANTERRE - N° TVA FR 74 316 780 519.

2 entrées
GRATUITES*

à télécharger sur
invitationtourisme.com
code invitation

D24P

un événement
comexposium
The place to be

ASMT

www.salons-du-tourisme.com
Rejoignez-nous #Mondialtourisme #SalonsTourisme



© BLANDINE TOP

LE CHEMIN DES HOMMES

Il s'y étaient battus, naufragés dans des étendues mortes, pour gagner à grand-peine quelques mètres de terrain. Ils y avaient subi, trois cents jours, le pilonnage incessant des grandes orgues de feu : une pluie de fer et de boue dans un ciel maculé par une fumée noire, le vacarme assourdissant des explosions, les secousses d'un interminable tremblement de terre. Soixante millions d'obus tombés sur un étroit couloir de vingt kilomètres de long, transformé en charnier à ciel ouvert ; 163 000 morts français, 140 000 morts allemands, dont un tiers n'auraient jamais de sépulture, feraient corps pour toujours avec le paysage dévasté, les arbres arrachés, les balafres de la terre. Comme tombés dans le cratère d'un volcan.

Verdun, c'est une bataille sans manœuvres et sans charges héroïques. Sans coup de main spectaculaire, sans percée décisive. C'est pourtant celle qui résume, aux yeux des Français, la Grande Guerre. Celle qui la resserre. La victoire la plus éclatante et la plus célèbre des armes françaises : qui connaît le nom des offensives qui conduisirent, deux ans plus tard, les Allemands à demander l'armistice ?

Ses faits d'armes ont les couleurs mélancoliques qu'on prête d'ordinaire aux défaites héroïques. C'est la mort du lieutenant-colonel Driant en première ligne, au bois des Caures, dès le lendemain d'une attaque dont il avait en vain annoncé l'imminence au grand commandement. La reddition glorieuse du commandant Raynal et de la garnison des 500 défenseurs du fort de Vaux : ils avaient, pendant près d'une semaine, encaissé 8 000 obus par jour, enfermés sans lumière et sans eau dans la forteresse où les assaillants déversaient des gaz toxiques et des flammes par les meurtrières. La défense victorieuse du fort de Souville par le lieutenant Dupuy, arrêtant définitivement, à la tête de 69 hommes, l'avancée de l'armée du Kronprinz.

Verdun n'est guère, dans la mémoire allemande, que l'une des nombreuses tentatives infructueuses pour enfoncer le front français et mettre un terme à la guerre de position. L'échec qui provoqua la disgrâce de Falkenhayn et hâta l'entrée en scène de Hindenburg et de Ludendorff. Pour les Français, Verdun, c'est autre chose. La bataille où il fallait être. Celle qui résume la violence et l'inhumanité de la guerre, en même temps qu'elle révèle les ressources infinies d'héroïsme que recèle l'âme humaine, le sacrifice des simples, la ténacité des terriens : le « *royaume des ombres et des âmes nues* » (Kessel).

Son pouvoir d'évocation n'a rien perdu de sa force en traversant le siècle. Son histoire a pu même apparaître comme une confirmation de la nouvelle approche de la Grande Guerre : celle qui ne la présente plus que sous l'aspect de la douleur des hommes, comme le point culminant d'une brutalisation de l'histoire conduisant aux rives du chaos ; celle qui justifie un pacifisme sans

limite par le seul spectacle des horreurs de la guerre moderne. « *Un sous-lieutenant, de quoi cela rêve-t-il ?* » écrivait dès 1934 Drieu La Rochelle. D'être un homme qui court au soleil, comme le Grec à Marathon. Oui, à Verdun, j'ai pensé à Marathon. Et j'ai pleuré. Oh, ma pauvre jeunesse déçue. Je m'étais donné à l'idéal de la guerre et voilà ce qu'il me rendait : ce terrain vague sur lequel pluvait une matière imbécile. Des groupes d'hommes perdus. Leurs chefs derrière, ces anciens sous-lieutenants au rêve fier, devenus de tristes aiguilleurs anxieux chargés de déverser des trains de viande dans le néant. » (*La Comédie de Charleroi*).

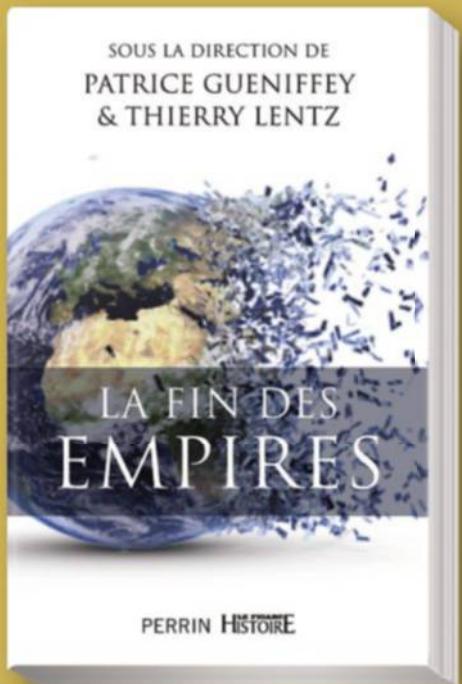
Si Verdun n'en a pas moins occupé sa place singulière dans la mémoire française, c'est qu'elle fut, aussi, autre chose. Une bataille que les Français avaient menée tout seuls : sans l'apport des alliés anglais et américains qui les aideraient, plus tard, à arracher la décision. Verdun, c'est une victoire intégralement française. C'est plus encore une incroyable aventure humaine : la bataille n'avait pas été préparée par le haut état-major, concentré sur les préparatifs de la Somme ; elle avait été gagnée dans la peur, la sueur noire, la fange, par des hommes qui n'avaient pas plié sous l'orage de fer et de feu : qui avaient, simplement, tenu bon. Les régiments, les divisions s'y étaient engouffrés tour à tour, au gré de la noria instituée par Pétain pour accélérer la relève. Elle avait été le rendez-vous de toute la jeunesse française. Elle ne dut rien à l'audace stratégique de ses chefs : Verdun offre l'exemple rare d'une victoire purement défensive. Elle n'avait consisté qu'à s'en tenir aux plus simples des mots d'ordre : « *Courage, on les aura !* » ; « *Ils ne passeront pas !* » A renouer avec l'antique serment des éphèbes d'Athènes : « *Je ne déshonorerais pas ces armes sacrées ; je n'abandonnerai pas mon compagnon dans la bataille ; je combattrai pour mes dieux et pour mon foyer (...); je ne laisserai pas ma patrie diminuée, mais je la laisserai plus grande et plus forte que je ne l'aurai reçue.* »

Aucune bataille, sans doute, n'avait paru plus juste et plus légitime à ce peuple de paysans devenus des soldats. Loin de la complexité des buts de guerre, des arrière-pensées politiques qui déshonorent parfois les proclamations altières, il ne s'était agi que de défendre leur terre contre l'invasion. Ils s'étaient révélés, pour cela, prêts à verser le plus pur de leurs vies comme de l'eau fraîche. Ils avaient pris le chemin des hommes sans se poser de questions. Dans un pays qui a, depuis, abdiqué des pans entiers de sa souveraineté et ouvert à tous vents ses frontières, où le plus âpre des individualismes va de pair avec l'affichage d'un sentimentalisme larmoyant, son seul récit a, pour nous, quelque chose d'indéchiffrable. Il renvoie les déclamations intrépidées et les torses bombés des défenseurs de la République comme les discours martiaux tenus devant les baraquements des cellules de soutien psychologique à leur véritable dimension.

LE FIGARO HISTOIRE

CONSEIL SCIENTIFIQUE. Président : Jean Tulard, de l'Institut. Membres : Jean-Pierre Babelon, de l'Institut ; Marie-Françoise Baslez, professeur d'histoire ancienne à l'université de Paris-IV Sorbonne ; Simone Bertiére, historienne, maître de conférences honoraire à l'université de Bordeaux-III et à l'ENS Sèvres ; Jean-Paul Bled, professeur émérite (histoire contemporaine) à l'université de Paris-IV Sorbonne ; Jacques-Olivier Boudon, professeur d'histoire contemporaine à l'université de Paris-IV Sorbonne ; Maurizio De Luca, ancien directeur du Laboratoire de restauration des musées du Vatican ; Eric Mension-Rigau, professeur d'histoire sociale et culturelle à l'université de Paris-IV Sorbonne ; Arnold Nesselrath, professeur d'histoire de l'art à l'université Humboldt de Berlin, délégué pour les départements scientifiques et les laboratoires des musées du Vatican ; Dimitrios Pandermalis, professeur émérite d'archéologie à l'université Aristote de Thessalonique, président du musée de l'Acropole d'Athènes ; Jean-Christian Petitfils, historien, docteur d'Etat en sciences politiques ; Jean-Robert Pitte, de l'Institut, ancien président de l'université de Paris-IV Sorbonne ; Giandomenico Romanelli, professeur d'histoire de l'art à l'université Ca' Foscari de Venise, ancien directeur du palais des Doges ; Jean Sévillia, journaliste et historien.

ABONNEZ-VOUS ET RECEVEZ LE LIVRE

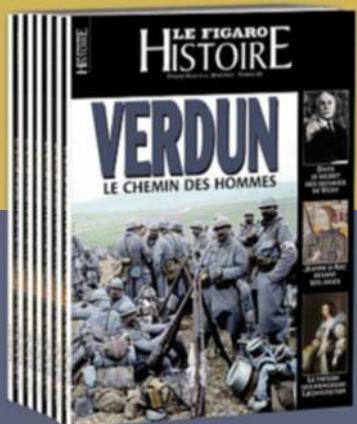


EDITIONS PERRIN / LE FIGARO HISTOIRE
450 pages

1 AN D'ABONNEMENT

+ Le livre de Patrice Gueniffey et Thierry Lentz
“La fin des Empires”

49€
au lieu
de 63,40€
soit plus de 20% de réduction



LE FIGARO HISTOIRE

BULLETIN D'ABONNEMENT

A retourner sous enveloppe non affranchie à : LE FIGARO HISTOIRE - ABOUNEMENTS - LIBRE RÉPONSE 73387 - 60439 NOAILLES CEDEX

Oui, je souhaite bénéficier de cette offre spéciale : 1 an d'abonnement au *Figaro Histoire* (6 numéros) + le livre «*La fin des Empires*» au prix de 49 € au lieu de 63,40 €.

M Mme Mlle

Nom _____

Prénom

Adresse

Code postal Ville

E-mail _____ @ _____

Téléphone | _____

Je joins mon règlement de 49 € par chèque bancaire à l'ordre de *Société du Figaro*

Je règle par carte bancaire :

Date de validité : | | |

Date de vente : _____

*Les 3 derniers chiffres du numéro

Signatura obligatária at data



- ACTUALITÉ DE L'HISTOIRE**
- 8. Dans le secret des archives de Vichy
Par Alain Michel
 - 18. Au cœur des ténèbres allemandes
Par Jean-Louis Thiériot
 - 20. Jeanne devant ses juges
Entretien avec Jacques Trémolet de Villers. Propos recueillis par Michel De Jaeghere
 - 26. La République introuvable
Par Jean Sévilia
 - 28. Tout empire périra
Par Geoffroy Caillet
 - 29. Côté livres
 - 33. Le blasphème et son double
Par François-Xavier Bellamy
 - 34. Voyage au centre des pyramides
Par Marie Zawisza
 - 36. Expositions Par Albane Piot
 - 38. Télévision
Par Marie-Amélie Bocard
 - 40. Cinéma
Par Geoffroy Caillet
 - 41. A la table de l'histoire
Par Jean-Robert Pitte, de l'Institut

En partenariat
avec



Société du Figaro Siège social 14, boulevard Haussmann, 75009 Paris.

Président **Serge Dassault**. Directeur Général, Directeur de la publication **Marc Feuillée**. Directeur des rédactions **Alexis Brézet**.

LE FIGARO HISTOIRE. Directeur de la rédaction **Michel De Jaeghere**. Rédacteur en chef **Geoffroy Caillet**.

Enquêtes **Albane Piot**. Chef de studio **Françoise Grandclaude**. Secrétariat de rédaction **Caroline Lécharny-Maratray**.

Rédacteur photo **Carole Brochart**.

Editeur **Sofia Bengana**. Editeur adjoint **Robert Mergui**. Directeur Industriel : **Marc Tonkovic**. Responsable fabrication : **Serge Scotte**.

Responsable pré-presse : **Alain Penet**. Relations presse et communication **Marie Müller**.

LE FIGARO HISTOIRE. Commission paritaire : 0619 K 91376. ISSN : 2259-2733. Édité par la Société du Figaro.

Rédaction 14, boulevard Haussmann, 75009 Paris. Tél. : 01 57 08 50 00. Régie publicitaire **Figaro Médias**.

Président-directeur général **Aurore Domont**. 14, boulevard Haussmann, 75009 Paris. Tél. : 01 56 52 26 26.

Imprimé en France par **Imaye Graphic**, 96, boulevard Henri-Becquerel, 53000 Laval. Janvier 2016.

Imprimé en France/Printed in France. **Abonnement un an (6 numéros)** : 33 € TTC. Etranger, nous consulter au 01 70 37 31 70, du lundi au vendredi, de 7 heures à 17 heures, le samedi, de 8 heures à 12 heures. *Le Figaro Histoire* est disponible sur iPhone et iPad.

CE NUMÉRO A ÉTÉ RÉALISÉ AVEC LA COLLABORATION DE FRÉDÉRIC VALLOIRE, JEAN-LOUIS VOISIN, MARGUERITE DE MONICAULT, DOROTHÉE BELLAMY, PIERRE DE LA TAILLE, PHILIPPE MAXENCE, THÉOPHANE LEROUX, GUILLAUME BOUILLEUX, CONSTANCE ROUBAUD, MARIE-LOUISE AUBRIGNON, BLANDINE HUK, SECRÉTAIRE DE RÉDACTION, MARIA VARNIER, ICONOGRAPE ET PATRICIA MOSSÉ, FABRICATION. EN COUVERTURE. © EcPad/France/1916/TETART, JULES-LOUIS.

© AKG-IMAGES/ULLSTEIN BILD. © RMN-GRAND PALAIS/AGENCE BULLOZ. © LIECHTENSTEIN. THE PRINCELY COLLECTIONS, VADUZ-VIENNA.

Au Sommaire

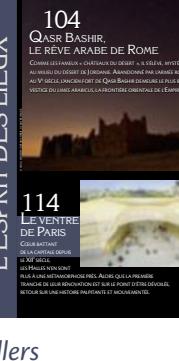
EN COUVERTURE



EN COUVERTURE

- 44. Cartes sur table *Par Frédéric Guelton*
- 52. 300 jours en enfer *Par François Cochet*
- 62. Requiem pour une bataille *Par Albane Piot*
- 68. Qui a sauvé Verdun ? *Par le général André Bach*
- 72. Ils ont fait Verdun *Par Thibaut Dary, illustrations de Dominique Bertail*
- 80. Driant le Magnifique *Par Sophie Humann*
- 84. Les sentiers de la guerre *Par Geoffroy Caillet*
- 92. Benjamin s'en va-t-en guerre
- 96. Entre les lignes
- 99. Jeux interdits
- 100. Terre des hommes

L'ESPRIT DES LIEUX



L'ESPRIT DES LIEUX

- 104. Qasr Bashir, le rêve arabe de Rome
Par Geoffroy Caillet
- 114. Le ventre de Paris
Par Marie-Laure Castelnau
- 118. Le goût rêvé des princes
Par Eric Mension-Rigau
- 126. Une épopee de bronze
Par Sophie Humann
- 130. Avant, après *Par Vincent Trémolet de Villers*



Le Figaro Histoire
est imprimé dans le respect
de l'environnement.

ACTUALITÉ DE L'HISTOIRE

© RUE DES ARCHIVES/TALLANDIER. © LUISA RICCIARINI/LEEMAGE.



8 DANS LE SECRET DES ARCHIVES DE VICHY

L'ÉTUDE DES ARCHIVES DE LA COMMISSION D'ARMISTICE DE WIESBADEN
RENOUVELLE EN PROFONDEUR CE QUE L'ON SAIT DU RÔLE DE L'ÉTAT FRANÇAIS
SOUS VICHY ET DE SON ACTION SOUTERRAINE VIS-À-VIS DE L'OCCUPANT.

20

JEANNE DEVANT SES JUGES

IL AURA FALLU SIX SIÈCLES POUR
QUE JEANNE D'ARC TROUVE SON AVOCAT.
EN PASSANT AU CRIBLE LES MINUTES
DE SON PROCÈS, JACQUES TRÉMOLET
DE VILLERS DÉVELOPPE UNE MÉDITATION
SUBTILE SUR LES PROCÈS POLITIQUES.





34 VOYAGE AU CENTRE DES PYRAMIDES

ON CROYAIT LEURS MYSTÈRES ÉVENTÉS DEPUIS LONGTEMPS. LOIN S'EN FAUT.
ARMÉE DES DERNIÈRES TECHNOLOGIES, LA MISSION SCAN PYRAMIDS EXPLORE
À FRAIS NOUVEAUX LES GRANDES PYRAMIDES D'ÉGYPTE ET LE TOMBEAU
DE TOUTANKHAMON DANS L'ESPOIR D'Y DÉCOUVRIR DES CHAMBRES SECRÈTES.

ET AUSSI

AU COEUR DES TÉNÈBRES

ALLEMANDES

LA RÉPUBLIQUE INTROUVABLE

TOUT EMPIRE PÉRIRA

CÔTÉ LIVRES

LE BLASPHÈME

ET SON DOUBLE

EXPOSITIONS

TÉLÉVISION

CINÉMA

À LA TABLE DE L'HISTOIRE



À L'AFFICHE

Par Alain Michel

Dans le secret des archives de Vichy

Alors que l'accès aux archives de Vichy vient d'être facilité, l'analyse des documents de la commission de Wiesbaden éclaire d'un jour nouveau l'attitude de l'Etat français. Le regard novateur d'un historien franco-israélien.

Malgré la date incongrue, coincée entre Noël et le 1^{er} janvier, l'arrêté du 24 décembre 2015 publié au *Journal officiel* du 27 n'est pas passé inaperçu. Ce court texte, cosigné par Manuel Valls, Laurent Fabius, Christiane Taubira, Jean-Yves Le Drian, Bernard Cazeneuve et Fleur Pellerin, autorise en effet « la libre consultation, avant l'expiration des délais prévus [par le] code du patrimoine, d'archives relatives à la Seconde Guerre mondiale émanant principalement des ministères des Affaires étrangères et du développement international, de la Justice et de l'Intérieur ». En clair, les « archives de Vichy » et de l'immédiat après-guerre.

A l'origine de cette autorisation, une requête adressée sous forme de lettre au président de la République par plus d'une centaine d'historiens de la période, à l'occasion des soixante-dix ans du 8 mai 1945. Elle portait sur la suppression des demandes formelles de dérogation, qui rendent fastidieuses les consultations, et le retour au délai de soixante ans pour la consultation des archives de la police judiciaire, qui avait été étendu à soixantequinze ans en 2008. Le vœu de ses auteurs a été exaucé. Parmi les milliers de documents concernés par l'arrêté du 24 décembre 2015, on trouve précisément les enquêtes instruites par la police judiciaire de 1939 à 1945, ainsi que les archives des juridictions d'exception mises



GRAND HÔTEL

Ci-dessus : *L'Hôtel du Parc à Vichy*, par Albert Brenet, 1942 (Paris, musée de l'Armée). Il abrita le siège du gouvernement et les appartements du maréchal Pétain de juillet 1940 à août 1944. Ci-contre : Pétain et Pierre Laval, chef du gouvernement de Vichy, après la première réunion du nouveau gouvernement, devant le pavillon Sévigné, où se tenaient les Conseils des ministres et où Pétain résidait l'été.

en place par le régime de Vichy puis par le gouvernement provisoire de la République française à la Libération.

Il faut, bien entendu, se réjouir de voir que l'on facilite le travail des chercheurs et des historiens, et que le passé des « années troubles » devient ainsi plus accessible. Il me semble cependant qu'il faut mettre deux bémols à l'allégresse soulevée par cette annonce. Le premier a été souligné par plusieurs spécialistes de la période, comme Henry Rousso ou Denis Peschanski : les historiens ont, par le passé, d'ores et déjà reçu des dérogations pour consulter ce matériel,





et il n'y a donc pas de grandes révolutions à en attendre. Le deuxième bémol me paraît plus grave : une grande partie de ces « nouvelles archives » concerne les procès de collaboration de l'immédiat après-guerre, à un moment où la justice qui jugeait « le camp perdant » n'avait pas la sérénité que devraient avoir les historiens soixante-dix ans plus tard. Or, le regard de beaucoup de ces historiens reste biaisé par les idées reçues sur Vichy. Ceci est dû en grande partie à une fixation sur certains types de documents utilisés depuis des années, alors que des milliers d'archives de la période, déjà parfaitement accessibles, bouleversent nos idées reçues mais sont délaissées par les chercheurs. A l'ouverture des archives, dont on ne peut que se féliciter, il faut donc espérer que s'associe une ouverture d'esprit du monde franco-phone de l'histoire et de la recherche : un défi qui est loin d'être relevé d'avance.

Renouveler nos sources

Après avoir souligné qu'il n'y a pas de question historique sans document ni de document sans question, le professeur Antoine Prost remarque dans ses *Douze leçons sur l'histoire* (Le Seuil, 1996) que c'est la curiosité de l'historien qui transforme tout témoignage du passé humain en un document.

NÉGOCIATIONS Session de la Commission d'armistice franco-allemande à l'hôtel Nassauer Hof, à Wiesbaden. L'article 22 de la convention d'armistice prévoyait la constitution d'une Commission allemande d'armistice (CAA), auprès de laquelle siégeait et négociait une délégation française (DFA). De 1940 à 1944, le rôle de celle-ci consista à défendre les intérêts de la France et l'interprétation vichyste du texte de l'armistice.

« *Le primat de la question sur le document entraîne deux conséquences. Il implique d'abord qu'on ne puisse faire de lecture définitive d'un document donné. L'historien n'épuise jamais ses documents, il peut toujours les réinterroger avec d'autres questions, ou les faire parler avec d'autres méthodes. (...) En second lieu, la solidarité indissociable entre la question, le document et la procédure de traitement de celui-ci explique que le renouvellement du questionnaire entraîne un renouvellement des méthodes et/ou du répertoire documentaire.* »

Le mot clé de l'historien est donc « renouveau », un renouveau qui permet entre autres aux amateurs de Clio de lire de nouvelles publications sur de vieux sujets, qui ne paraîtront pourtant pas éculés puisque la recherche historique aura permis de les analyser et de les commenter avec un regard neuf et rafraîchissant.

Il faut bien reconnaître cependant que, face à ce besoin de renouvellement, tous les domaines de l'histoire ne se trouvent pas sur un pied d'égalité. L'intrusion du politique,

et surtout du « politiquement correct », conduit en effet à figer le regard que nous portons sur certaines périodes et certaines questions. Tout est dit, tout est su, circulez, il n'y a rien à renouveler ! Il y a cinquante ans, c'était l'histoire de la Révolution française qui était surveillée par les historiens « marxistes » qui en gardaient le temple. En ce début de XXI^e siècle, c'est l'histoire du gouvernement de Vichy qui est victime de ce conservatisme historique. Or, de manière étrange, cette fermeture des esprits se produit au moment même où de plus en plus d'archives s'ouvrent, et où les possibilités d'affiner nos connaissances et notre compréhension de l'Occupation et de la collaboration se multiplient. Nous voudrions donc, dans les lignes qui suivent, permettre au lecteur de jeter un coup d'œil sur certaines de ces archives, et montrer comment des pistes intéressantes peuvent être tracées dans les années qui viennent, à condition, bien sûr, que des chercheurs acceptent de renouveler notre regard sur cette période complexe et tragique de l'histoire de France.

DÉCORATION Ci-contre : le général Karl Heinrich von Stülpnagel (à gauche), président de la Commission d'armistice, saluant le général Huntzinger, chef de la délégation française à Wiesbaden, le 30 juin 1940. En bas : la francisque, décoration créée en 1941 par le gouvernement de Vichy.

C'est sur les conseils de l'historien et professeur émérite Jean-Marc Berlière que je me suis penché sur un fonds d'archives qui a été très peu exploité jusqu'ici, à savoir les archives des organismes issus de l'armistice de 1940, qui constituent la série AJ-41 des Archives nationales. Ce fonds est constitué par plus de 2 300 cartons d'archives, des centaines de milliers de documents qui attendent encore les chercheurs qui les analyseront.

Un armistice à gérer

Lorsque le 22 juin 1940, l'armistice entre les gouvernements français et allemand est signé à Rethondes, tout, en effet, ne s'arrête pas là. Tout d'abord parce qu'un second armistice est signé deux jours plus tard avec l'Italie. Ensuite parce que l'armistice n'est pas un point final, mais au contraire le début d'une série de questions et de problèmes à résoudre. L'article 22 de la convention d'armistice prévoit donc la constitution d'une Commission allemande d'armistice (CAA) auprès de qui une délégation française (DFA) siégera et négociera. Pendant quatre ans, à Wiesbaden, dans l'ouest de l'Allemagne, une équipe française va dès lors tenter de défendre à la fois les intérêts de la France et l'interprétation vichyste du texte de l'armistice, ou



encore celle des conventions internationales, interprétations qui seront bien entendu souvent radicalement différentes de celles du vainqueur. En parallèle, une autre délégation française agira à Turin face à la Commission italienne, jusqu'à ce que la capitulation de l'Italie, en septembre 1943, la fasse disparaître. Pour coordonner les travaux de ces deux délégations, une Direction des services de l'armistice (DSA) est créée à Vichy même. Cette direction travaille en étroite coordination avec la Délégation générale du gouvernement français dans les territoires occupés (DGTO) qui se trouve à Paris, en contact direct avec l'administration militaire et civile allemande de zone nord, et dont quelque deux cents cartons se trouvent aux archives nationales dans le fonds F-60.

On le devine facilement, les archives de ces organismes sont indispensables pour comprendre l'attitude du gouvernement de Vichy face à l'occupation allemande. Elles constituent une véritable arrière-cour de l'Etat français, loin des illusions et des faux-semblants des déclarations officielles et des articles de la presse.

La façade était celle d'un gouvernement qui depuis au moins octobre 1940 « était entré dans la voie de la collaboration », selon l'expression du maréchal Pétain dans le discours qui avait suivi sa rencontre avec Hitler à Montoire. Il est bien évident que le vaincu, en position de faiblesse, ne pouvait pas officiellement dire autre chose que « amen » aux exigences de l'occupant. Or, ce que montrent ces archives, c'est que, loin des regards du public, dans les bureaux de la DSA à Vichy ou dans la résidence hôtelière de la DFA à Wiesbaden,

c'est une véritable guérilla qui s'est déroulée, des tentatives permanentes de défendre les intérêts de la nation et de ralentir l'appétit de « l'ogre nazi ».

Même si ces tentatives furent souvent peu ou pas couronnées de succès, elles nous montrent une France de Vichy radicalement différente de celle que décrivent nombre d'historiens contemporains, qui se sont appuyés essentiellement sur les déclarations publiques des hommes de Vichy, ou encore sur les archives allemandes, comme si celles-ci étaient une garantie d'objectivité historique. On a ainsi peine à croire, lorsque l'on parcourt les documents de Wiesbaden, que l'historien américain Robert Paxton ait pu écrire sérieusement, dans son célèbre ouvrage *La France de Vichy*, des phrases telles que : « *On ne peut étudier sérieusement Vichy sans se référer aux archives allemandes saisies par les Alliés à la fin de la guerre. C'est par elles, et par elles seules* [c'est nous qui soulignons], que l'on peut suivre au jour le jour chaque discussion politique dans son véritable contexte. » Certes, au début des années 1970, lorsque Paxton écrivit son ouvrage, seule une toute petite partie du fond AJ-41 était accessible aux historiens. Mais de là à affirmer que tout pouvait se décrypter en utilisant un seul versant du passé, il y a de quoi en rester pantois.

Bien entendu, et affirmons-le avec force, les archives des organismes français de l'armistice ne sont pas non plus, à elles seules, suffisantes pour décrire objectivement le gouvernement de Vichy et sa politique. Ainsi, les aspects idéologiques de Vichy sont très peu présents dans ces documents, qui ne traitent essentiellement que des





PROTESTATIONS

Ci-contre : inventaire de la galerie Wildenstein à Paris, en avril 1941. Les archives de Wiesbaden font état des protestations des représentants français contre la spoliation des biens juifs, qui aboutirent à la modification de la deuxième ordonnance. Elles contiennent aussi une lettre de l'amiral Darlan (*en bas*), demandant aux préfets de signaler au gouvernement les abus commis par l'occupant. A droite : première journée de libre passage de la ligne de démarcation à Moulins, le 1^{er} mars 1943.

tensions franco-allemandes. Cette absence ne doit pas faire oublier les fautes, les persécutions ou les crimes commis au nom de la Révolution nationale, qu'ils relèvent de l'antisémitisme, de la xénophobie ou de l'anticommunisme, non plus que le rôle joué par la milice dans la guerre civile contre les éléments de la Résistance. Reste que l'analyse de ces documents ne peut non plus être négligée par qui veut parvenir à un jugement d'ensemble sur la politique menée par le gouvernement de Vichy.

Histoire d'archives

Les archives de Wiesbaden ont également leur propre histoire, et elle vaut la peine d'être contée. Une petite partie d'entre elles a été publiée extrêmement tôt. Le gouvernement provisoire du général De Gaulle avait en effet créé, dès octobre 1944, une Commission d'histoire de l'Occupation et de la Libération. Sous son impulsion et en liaison avec les Archives de France, qui venaient de classer tout le matériel en provenance des organismes issus de l'armistice, cinq volumes furent publiés entre 1947 et 1959, au départ sous la direction de Pierre Caron, directeur honoraire des archives, et de Pierre Cézard, archiviste qui deviendra ensuite le directeur de la section contemporaine des Archives nationales. Il s'agit alors de publier les rapports hebdomadaires puis, à partir de fin 1942, bimensuels, qui ont été adressés par la Délégation française de Wiesbaden aux principaux dirigeants de la politique de Vichy. Les maîtres d'œuvre de cette édition avaient le sentiment que cette documentation était indispensable pour comprendre les relations franco-

allemandes entre juin 1940 et août 1944. La *Revue d'histoire de la Seconde Guerre mondiale* écrit ainsi lors de la publication du deuxième volume en 1950 : « *Non communiquables avant 1995 dans l'état actuel de la réglementation, ces papiers, dont l'authenticité ne pose pas de question, présentent un intérêt capital pour l'histoire de la Seconde Guerre mondiale.* » La publication de ces volumes était donc un acte fort courageux qui permettait aux historiens d'avoir accès très tôt à des documents qui n'étaient pas a priori consultables avant cinquante ans. Malheureusement, ce qui était promise d'ouverture allait rapidement s'enliser. Trois volumes sont publiés jusqu'en 1952, couvrant systématiquement la période allant de fin juin 1940 à janvier 1941. Ensuite, cinq années s'écoulent jusqu'à ce que deux volumes supplémentaires paraissent en 1957 et 1959, couvrant l'ensemble de l'année 1941, mais avec une différence fondamentale : il ne s'agit plus d'une publication systématique de l'ensemble des comptes rendus, mais d'un choix d'extraits effectué par Pierre Cézard, devenu le maître d'œuvre unique de cette publication. Plus que cela : au début du cinquième volume, celui-ci avertit le lecteur qu'il s'agit en fait du dernier volume qui sera publié, quelques documents allant jusqu'en novembre 1942 ayant été ajoutés en annexe pour compléter l'ensemble.

Pourquoi cette interruption précoce ? Cézard la justifie par le fait « *qu'il n'y eut plus, surtout après les événements de novembre 1942, d'affaire importante traitée à Wiesbaden. Il devenait dès lors sans intérêt de publier des comptes rendus vides de*

substance ». Il me semble que cette véritable censure, qui va empêcher pendant des années les chercheurs d'avoir accès à ces documents, a pour raison fondamentale une approche historique née au sein du Comité d'histoire de la Seconde Guerre mondiale, dirigé par l'historien et ancien résistant Henry Michel. Devenue ensuite un véritable axiome, confortée par les travaux de l'historien allemand Eberhard Jäckel dans les années 1960, cette approche postule que le gouvernement de Vichy a perdu totalement son autonomie après l'invasion de la zone sud en novembre 1942. Dans cette perspective, on comprend que la poursuite de la publication des comptes rendus de Wiesbaden soit aussi facilement abandonnée.

Cette vision historique est pourtant inexacte, et celui qui se plonge dans les comptes rendus de Wiesbaden de fin 1942 et 1943 constate à quel point la question





du statut de la zone sud est longtemps restée peu claire. Il faut attendre l'été 1943 pour que les Allemands eux-mêmes précisent leur point de vue, comme il est noté dans l'annexe secrète au compte rendu du 5 août 1943 : « *La thèse de la CAA est la suivante : la déclaration du général von Neubronn a étendu à toute la France l'exercice du droit de la puissance occupante. La lettre du 12 février de l'Oberbefehlshaber West a précisé qu'il appartenait exclusivement au gouvernement allemand de décider quand et dans quelle mesure il ferait usage de ce droit. (...) Il est à craindre que le Reich ne revendique progressivement la totalité de ces droits.* »

Autrement dit, au moins entre novembre 1942 et l'été 1943, et malgré l'occupation du sud de la France, l'Allemagne nazie ne s'est pas accaparé la totalité des priviléges de l'Etat et une part d'autonomie est demeurée entre les mains du gouvernement de Vichy. Dans quels domaines ? quelle évolution a subi cette autonomie ? et comment s'est-elle rétrécie comme une peau de chagrin ? Ce n'est pas ici le lieu de répondre à ces

interrogations mais le chercheur qui utilisera les archives de Wiesbaden obtiendra au moins une partie des réponses à ces questions qui restent encore ouvertes.

Une richesse étonnante

Ce qui est étonnant, lorsque l'on parcourt les archives de Wiesbaden et de l'ensemble des organismes de l'armistice, c'est la richesse des documents qu'elles contiennent, tant du point de vue des sujets abordés que des catégories auxquelles ils appartiennent. C'est que tout, ou presque, relève de la Commission d'armistice. En effet, Wiesbaden comme la DGTO sont les deux interfaces complémentaires qui relient d'une part le vainqueur et son souci de domination, et d'autre part le vaincu et son désir de se défendre le mieux possible. Car c'est là que se situe la première des conséquences de l'armistice : créer un espace d'incertitude où les uns comme les autres vont chercher à tirer le mieux possible la couverture juridique à eux. C'est également là pour l'historien un double sujet d'étonnement,

même lorsque sa connaissance de la période l'y a préparé. Etonnement devant le fait que la partie allemande triche, mais en même temps respecte le plus possible le cadre juridique des conventions de La Haye ou de l'armistice. Mais également étonnement du fait que les représentants de Vichy cherchent par tous les moyens à défendre les intérêts de la France et à limiter l'ingérence allemande.

Certes, la partie n'est pas égale, loin de là, et plus le temps passe, plus la marge de manœuvre devient étroite pour les représentants français, notamment après novembre 1942. Mais l'on constate également que la France de Vichy n'est pas ce « bénit oui-oui » ou ce « forcené de la collaboration » que l'on veut bien décrire. Bien au contraire, l'un des buts de cette administration de l'armistice est de réunir un maximum de documentation afin d'essayer de protester, ou au moins de témoigner, de la violence ou de l'injustice qui sont faites à la France. C'est pourquoi, bien au-delà des comptes rendus réguliers des négociations dont nous avons parlé ➔

GÉNÉRAUX Ci-contre :

le général de La Laurence, délégué général du gouvernement français dans les territoires occupés. Les archives de la DGTO permettent de comprendre l'attitude du gouvernement de Vichy face à l'occupation allemande. En bas, à droite : le général Huntzinger, chef de la délégation française à Wiesbaden.

plus haut (et parmi lesquels il faut compter aussi ceux de la commission économique qui siégeait à Paris), l'une des richesses de ce fonds d'archives est constituée par la documentation réunie par ces organismes. Le but étant de s'opposer aux empiétements allemands, toute une documentation est drainée vers Vichy et vers Wiesbaden afin de préparer les dossiers abordés dans les négociations.

L'ampleur de cette documentation permet au chercheur d'aujourd'hui de découvrir ainsi de nombreux aspects ignorés. Il est faux, par exemple, comme l'écrit en 2010 François Igersheim dans la *Revue d'Alsace*, que le gouvernement de Vichy se soit incliné dès 1940 devant l'annexion de l'Alsace et de la Moselle. Jamais cette annexion ne devint officielle et les protestations que l'on voit apparaître de façon permanente dans les archives de Wiesbaden démontrent que si Vichy s'inclina devant la force, le gouvernement n'admit jamais la situation et le rappela sans arrêt à ses interlocuteurs allemands.

Autre exemple. En ce qui concerne les relations franco-allemandes pendant l'Occupation, on présente souvent le gouvernement de Vichy comme un partenaire naïf, prêt à tout pour collaborer avec l'Allemagne de Hitler et ne comprenant pas à quel point il se fait manipuler. Les archives de Wiesbaden nous montrent que la réalité était plus complexe que cette image d'Epinat. D'un côté, l'Etat français était conscient des manœuvres de l'Allemagne et cherchait les moyens de les ralentir, ou bien en tout cas de poser clairement les problèmes, même lorsque ceux-ci étaient insolubles. D'un autre côté, il y avait souvent un espoir réel de faire évoluer le statut de la France et de convaincre l'Allemagne que son intérêt pouvait être lui aussi d'améliorer les relations entre les deux pays. C'est cette double réalité que l'historien doit mettre en avant. On sait ainsi qu'en mai 1941 l'amiral Darlan, qui est à ce moment l'homme fort du



régime, signe les « protocoles de Paris » qui engagent militairement la France aux côtés de l'Allemagne dans la campagne de Syrie, dans l'espoir d'obtenir des concessions concrètes et des améliorations, notamment économiques, pour la population française en métropole. On se trouve ainsi à ce moment au summum de la collaboration politique, et on pourrait penser que l'amiral Darlan, alors vice-président du Conseil, a véritablement une vision naïve des rapports avec les occupants. Or en plein milieu des négociations de mai 1941, quatre jours avant la signature des protocoles, Darlan prend le temps de faire envoyer aux différents membres du gouvernement une lettre qui commence ainsi :

« OBJET : Abus commis par les autorités d'occupation.

La plupart des départements ministériels et tous les préfets des territoires occupés ont été invités à tenir à jour un état des abus (violations, extensions et interprétations abusives) commis par les troupes, services militaires et services civils allemands et italiens. »

Le but de cette lettre est « d'établir un relevé complet de tous les cas ayant fait l'objet soit de rapports étayés de témoignages et de preuves formels soit d'indications suffisamment précises pour qu'il soit tout au moins possible d'en faire état en vue de demandes de réparations ou de compensations ».

Cette lettre, écrite à un tel moment et que heureusement les archives de Wiesbaden



nous ont conservés dans un dossier « abus » (AJ-41/47), prouve à quel point nous ne pouvons juger cette période sans tenir compte de la totalité des actes et des réactions des acteurs de l'époque.

Le regard de l'historien

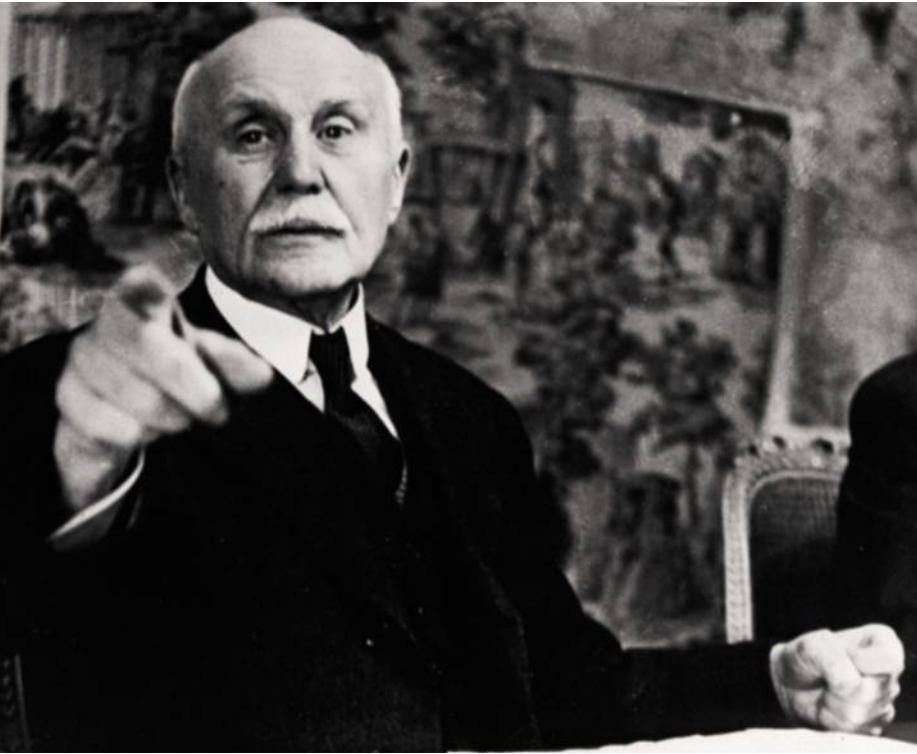
L'historien se trouve confronté dans ses travaux à deux écueils. Le premier consiste à se contenter du matériel facilement accessible, sans avoir la curiosité d'aller au-delà et d'enrichir la connaissance grâce à de nouveaux objets qu'on n'avait pas ou peu utilisés jusqu'à présent. Mais le second écueil n'est pas moins problématique. On peut étudier un document, mais ne pas poser les bonnes questions. Démonstration sur

un document tiré des archives des organismes de l'armistice.

Le meilleur ouvrage dont nous disposons aujourd'hui sur la question de la spoliation des Juifs en France est celui d'un historien allemand, Martin Jungius, et qui s'intitule *Un vol organisé* (Tallandier, 2012). L'une des qualités de sa recherche réside dans l'ampleur de la documentation utilisée. Il y cite notamment le fond AJ-41 et s'en sert, entre autres, lorsqu'il décrit la « deuxième ordonnance » contre les Juifs promulguée par l'administration militaire allemande, le 18 octobre 1940, soulignant l'information qu'en avait eue à l'avance la DGTO. Mais le regard fixé exclusivement sur sa thèse, à savoir de

montrer la complicité active (et réelle) de l'Etat français dans la spoliation des biens juifs, il n'hésite pas à écrire : « *Les délégués français protestèrent contre les mesures prévues. Non toutefois par souci du droit des Juifs, mais avant tout parce qu'ils craignaient que la très large définition des "entreprises juives" donnerait à la force occupante l'occasion de placer sous administration allemande une grande partie du capital français effectif (...).* Sans qu'il soit tenu compte des objections françaises, la "deuxième ordonnance sur les mesures anti-juives" fut promulguée (...). » Or cette manière de présenter les faits est incomplète, et passe totalement sous silence une modification effectuée par les Allemands et qui montre que, sur un domaine bien précis, ces délégués français avaient eu le souci du droit des Juifs. Dans une lettre datée du 19 octobre et qui se trouve dans le carton AJ-41/176, le général





LES PAROLES ET LES ACTES

Le maréchal Pétain à l'hôtel du Parc en mai 1941. A droite : Pétain devant la foule assemblée à Nancy, le 26 mai 1944. Déjà souligné par Robert Aron dans son *Histoire de Vichy* (1954), le décalage entre les déclarations officielles de Vichy et son action souterraine, notamment par le biais de la Commission d'armistice, est établi par l'étude des archives de Wiesbaden.

— *Où pouvons-nous insister, et envoyer comme par le passé, soit au SCRFA (Service central des relations franco-allemandes), soit à la DGTO, toutes les lettres qui nous sont adressées, en particulier celles très nombreuses que continue à nous transmettre le cabinet du maréchal ?*

Trois remarques s'imposent immédiatement, en se souvenant de la date tardive de ce document, fin 1943. La première, c'est la confirmation du souci particulier qu'ont les autorités de Vichy des Juifs français. Il ne s'agit pas de réagir à l'ensemble des arrestations de Juifs, mais bien à celles des « Israélites français ». On voit comment un seul document peut confirmer la distinction que faisait Vichy entre Juifs français et étrangers, malgré les tentatives récentes de négation de ce fait par un grand nombre d'historiens français. La deuxième remarque concerne Pierre Laval, le chef du gouvernement. Pour les auteurs de cette fiche, il est clair que Laval est la personne adéquate pour intervenir contre les arrestations et les déportations de Juifs. On est loin de l'image d'antisémite acharné que les mêmes historiens se complaisent à décrire. Enfin, troisièmement, il est également frappant de voir qu'en décembre 1943, le maréchal Pétain, dont on ne peut nier pourtant le vieux fond d'antisémitisme, continue à intervenir en faveur d'un certain nombre de Juifs. Il n'y a pas de doute que les documents de Wiesbaden nous obligent à abandonner les idées reçues concernant l'Etat français même si, comme il faut toujours le rappeler, l'action négative de Vichy est aussi un aspect de la période.

de La Laurence, responsable de la DGTO à Paris, explique en effet avoir été convoqué le 17 octobre à l'hôtel Majestic, siège du haut commandement militaire allemand, à propos de la deuxième ordonnance, et il explique : « Nous nous sommes trouvés en présence d'un refus très net de nous communiquer le texte en question. Toutefois, il résulte des explications qui nous ont été données qu'en présence des réactions françaises, le projet primitif a été largement amendé. En particulier il ne sera plus demandé de déclaration de fortune par tous les Juifs, mais seulement une déclaration d'avoirs commerciaux. »

Autrement dit, les Allemands voulaient inclure au départ dans l'ordonnance la possibilité de spolier les biens personnels des Juifs et, grâce aux protestations de Vichy, ils y ont renoncé. Vichy défenseur des biens privés des Juifs ? Après quarante ans de descriptions d'un gouvernement de Vichy plus antisémite que les nazis, cela paraît difficile à admettre. Pourtant, les archives de Wiesbaden nous montrent que ce n'est pas le seul cas. Ainsi en est-il lorsque les Allemands confisquent les postes de radios des Juifs de zone nord en août 1941. Dans les comptes rendus de Wiesbaden, on ne trouve pas moins de quatre protestations différentes contre cet abus commis contre les biens privés des Juifs. Certes, ces protestations n'aboutiront pas, mais leur existence même montre que l'antisémitisme de Vichy était plus complexe que ce qui est raconté bien

souvent par l'historiographie française, et que complicité dans l'aryanisation n'empêchait pas d'œuvrer à la défense de certains droits des Juifs.

L'intérêt historique de nombreux documents des organismes d'armistice ne tient pas obligatoirement à l'action entreprise, souvent vouée à l'échec face à la puissance et au cynisme allemands, mais surtout au témoignage qu'ils nous donnent sur des aspects de la période. Ainsi, le 6 décembre 1943, la DSA rédige une fiche qui est consacrée aux arrestations effectuées en France par les autorités d'occupation et qui se multiplient. On y décrit tout d'abord les arrestations de personnes à travers tout le territoire, zone nord comme zone sud, et qui touchent toutes les catégories sociales. Ensuite, la question des arrestations d'Israélites y est plus particulièrement abordée. Par manque de place, nous ne rapporterons ici que les conclusions par rapport à cette deuxième question :

« Aussi le moment semble-t-il venu :

(...) 2° - d'appeler l'attention du chef du gouvernement sur la situation tragique qui est faite aux Israélites français, afin qu'il tente d'obtenir un adoucissement au traitement qu'ils subissent.

En ce qui concerne plus particulièrement la DSA,

— Devons-nous tenir compte de la note reçue du Commissariat général aux questions juives qui nous signale que les Autorités allemandes repoussent toute intervention en faveur d'un Israélite ?

Nouveaux jugements

Soixante-dix ans après la fin de la Seconde Guerre mondiale, les archives que nous venons de décrire succinctement, comme d'autres fonds oubliés dans les réserves des



Archives nationales et qui attendent leurs chercheurs, sont indispensables aujourd'hui. Leur utilisation permettra de donner une image plus équilibrée, plus complexe, et donc plus historique, du régime de Vichy. Ces quarante dernières années, l'axe d'approche a été essentiellement, et parfois uniquement, idéologique, comme si le seul but du gouvernement de Vichy avait été de mettre en place la Révolution nationale. Or, en réalité, Vichy s'est donné dès le départ deux autres buts, qui sont les conséquences du choix de l'armistice : le premier, protéger autant que cela se pouvait la population française des conséquences de la défaite ; le second, maintenir la France en dehors de la guerre. Ces deux directions politiques sont au moins aussi importantes que la volonté de transformer la société française, et les archives de Wiesbaden montrent que le désir de les réaliser a été réel. Il me semble que la question de la souveraineté n'a pas été un but en soi pour Vichy, mais bien le moyen de réaliser ces deux aspects de son programme. Quel a été le degré de réussite ou d'échec de ces tentatives ? Les futurs historiens qui dépouilleront les fonds

d'archives encore inexplorés pourront nous proposer leurs analyses et leurs jugements. La valeur de ceux-ci sera finalement dépendante du croisement qu'ils sauront faire entre la partie déjà émergée de l'iceberg des archives sur laquelle les regards se sont obnubilés jusqu'à présent et la partie immergée qui attend encore les chercheurs.

Il est de bon ton dans certains milieux d'historiens, depuis les années 1980, de brocarder les travaux pionniers de Robert Aron. Pourtant, non seulement il avait eu la modestie de ne pas conclure son *Histoire de Vichy* (Fayard, 1954), du fait de la proximité des événements et du manque d'archives, mais il avait souligné l'équivoque que le décalage entre les déclarations officielles de Vichy et son action souterraine avait créé dans l'opinion publique. Il avait souligné, de plus, que toutes les conséquences de cette équivoque n'étaient pas encore apaisées au moment où il écrivait, en 1954, claire allusion aux jugements sans nuances exprimés par les contemporains. Il n'est pas sûr que quarante ans d'histoire idéologique de la France sous l'Occupation aient permis cet

apaisement. En revanche, je suis persuadé que la plongée dans les archives de Wiesbaden pourra y contribuer. ↗

Rabbin et historien, Alain Michel est spécialiste de l'histoire de la Shoah en France. Il a travaillé durant de nombreuses années à l'institut Yad Vashem et dirige les éditions Elkana qu'il a créées en 2003 (www.editionselkana.com).

À LIRE d'Alain Michel



Vichy et la Shoah. Enquête sur le paradoxe français
Elkana
402 pages
20 €



© SANDRINE ROUDEIX

AU COEUR DES TÉNÈBRES ALLEMANDES

L'historienne Gitta Sereny trace le portrait d'une Allemagne pétrie de paradoxes, entre indépassable sentiment de culpabilité et orgueil insensé de sa réussite.

L'Allemagne ne cesse d'étonner le monde, que ce soit par sa rigueur ou par sa générosité inconsidérée.

Tantôt l'Europe s'offusque de l'insensibilité germanique aux souffrances du peuple grec. Angela Merkel porte alors la livrée d'un Bismarck du livre de comptes, insensible aux malheurs de ses débiteurs. Tantôt l'Europe s'effraie des portes de la République fédérale ouvertes toutes grandes aux réfugiés syriens ou irakiens, au risque de déstabiliser le continent entier. Notre voisin a incontestablement le visage d'une puissance paradoxale qui sème la perplexité autour d'elle. Ce paradoxe est le fruit indivis de l'histoire du siècle dernier, du III^e Reich et du « miracle allemand ».

Le dernier livre de Gitta Sereny, *Dans l'ombre du Reich, enquêtes sur le traumatisme allemand (1938-2001)*, permet de démêler l'écheveau contradictoire des sentiments allemands. Il exprime d'abord la richesse d'un monde germanique qui fut longtemps enchanteur. La vie de l'auteur de ce recueil d'articles publiés entre 1966 et 2001, pour la plupart dans le *Daily Telegraph* et le *Sunday Times*, commence comme un conte de fées. Née à Vienne en 1921, de l'union d'un grand bourgeois protestant hongrois avec une jeune femme de la haute société juive, elle incarne à la perfection la richesse culturelle et sociale des élites de la monarchie habsbourgeoise, cosmopolite, ouverte, polyglotte, raffinée à l'extrême. Après le décès de son père, sa mère épousera d'ailleurs le grand économiste libéral Ludwig von Mises, descendant d'une famille juive de Galicie anoblie par François-Joseph, ce qui en dit long sur la tolérance qui régnait alors autour du vieux souverain. En sacrifiant au culte de l'ouverture à l'autre, à tous les autres, l'Allemagne contemporaine rêve inconsciemment de renouer avec ce paradis perdu.

La force de l'ouvrage de Gitta Sereny est de glisser avec talent de la douloreuse nostalgie d'un Stefan Zweig à l'acuité journalistique du Joseph Kessel de *L'Heure des châtiments*. Car, en regard de cette évocation nostalgique, elle met aussi en scène les crimes allemands et les procès de la dénazification. En commençant par montrer comment l'irruption du national-socialisme a pu avoir, d'abord, ses séductions poétiques : « Je fus subjuguée par ces cohortes de militants défilant dans une symétrie parfaite, par les nombreux enfants, par les visages joyeux qui m'entouraient, et les rythmes, les sons, la solennité des silences, les couleurs des drapeaux, la magie des éclairages. » Plus lucide que d'autres, elle discerne pourtant très vite les racines du mal. Etudiante au cours de théâtre du grand dramaturge Max Reinhardt, elle découvre avec horreur qu'il n'est plus permis « d'avoir des amis juifs ». Elle

développe alors un vif sentiment antiallemand, toujours assorti d'une certaine tendresse car, ajoute-t-elle, « Brahms aussi était allemand ». Sa vie entière restera dès lors hantée par cette interrogation : comment un peuple de tels génies a-t-il pu enfanter de tels monstres ? Son livre répond, à sa façon, par touches impressionnistes à cette quête lancinante, qui est désormais celle de tout un peuple.

Désireuse d'aider les victimes du rouleau compresseur nazi, Gitta Sereny s'installe en France en 1940, comme infirmière volontaire. Elle entre aussitôt en résistance, volant des documents diplomatiques cachés dans le château de Villandry ou faisant évader des aviateurs britanniques déguisés en infirmières. Au-delà de la dimension romanesque de ses aventures, son témoignage est éclairant car il révèle l'état d'esprit de l'époque. La solution finale était alors ignorée du plus grand nombre. La tragédie des Juifs n'était qu'une partie de la tragédie du continent et leur extermination programmée totalement inconnue. Ce n'est que plus tard, après la chute, que pourra être mesurée l'ampleur de l'ignominie. Résistante de la première heure, elle écrit : « Entre mai 1940 et le début d'hiver 1941, nous ne savions rien des déportations des Juifs allemands (...). Durant cette première période de l'occupation, Juifs ou non-Juifs, gens de mon âge ou plus âgé, personne n'a jamais évoqué de menaces pesant sur la vie des Juifs, en France ou ailleurs (...). Nous avons été assez tôt informés de mesures de rétorsion d'ordre économique visant les Juifs, mais cela, dans notre esprit, n'allait guère plus loin (...). Le monde ne se rendait pas compte que c'était le début d'un génocide planifié des Juifs d'Europe. Tous ont préféré accepter l'interprétation allemande évoquant des "actes de guerre". »

Le livre entier met ainsi le lecteur d'aujourd'hui en garde contre les reconstructions a posteriori et les anachronismes de la mémoire. Mais en restituant le contexte dans lequel le nazisme a pu recueillir, peu à peu, l'adhésion de l'un des peuples les plus civilisés d'Europe, il permet surtout de comprendre pourquoi l'Allemagne est à ce point aujourd'hui obsédée par le « devoir de transparence ». Il s'agit d'éviter que le mensonge puisse à nouveau rendre l'impensable possible.

Le procès de John Demjanjuk, soupçonné d'avoir été le boucher de Treblinka, « Ivan le Terrible », qu'il évoque longuement, révèle un autre pan de la culpabilité allemande, celui d'avoir semé un tel chaos dans l'Europe orientale que le continent tout entier est devenu une « Europe barbare ». Le destin de cet homme d'origine ukrainienne est celui qui soulève le plus d'écho car il évoque un pays dont l'avenir



déchire aujourd’hui l’Europe. Né en Ukraine en 1920, victime de la grande famine organisée par Staline, il est fait prisonnier par les Allemands lors de l’invasion de l’URSS. Il rallie alors la division SS Galicie pour combattre le communisme honni. La suite est l’objet des différents procès qui lui ont été intentés. Fut-il l’un des bouchers de Treblinka, coresponsable de la mort de plus de 100 000 Juifs ? Victime d’une homonymie, fut-il un simple combattant, engagé dans la division SS Galicie puis dans la division Vlassov qui réunissait les Russes ralliés à l’Allemagne comme il le soutiendra après-guerre ? Fut-il un gardien de Sobibor ou il aurait été complice du gazage de plus de 27 000 Juifs ? Aujourd’hui, la justice a tranché. Condamné à mort en Israël, en 1988, pour avoir été « Ivan le Terrible », il a été acquitté en 1993 en raison de doutes sérieux sur son identité et sa participation au massacre de Treblinka, avant d’être à nouveau condamné, en Allemagne, en mai 2011, à cinq années de prison pour sa complicité dans la mort de plus de 27 000 Juifs dans le camp d’extermination de Sobibor.

Les péripéties personnelles de la vie de ce bourreau sont en elles-mêmes palpitantes. Mais comme le montre brillamment l’ouvrage, elles le sont surtout en raison des immixtions constantes des intérêts contemporains dans les procès mémoriaux. Lorsque Demjanjuk a commencé à être inquiété à la fin des années 1970, il était citoyen américain, naturalisé pour avoir fui des terres communistes. Son dossier fut dès lors alimenté par le KGB, qui s’efforçait à prouver que les Etats-Unis accueillaient volontiers des criminels de guerre nazis. Quand les procédures furent engagées, c’est toute la communauté ukrainienne qui se mobilisa pour le défendre. L’enjeu n’était plus l’innocence ou la culpabilité de l’accusé, mais l’innocence de la communauté ukrainienne et la légitimité de son combat contre le bolchevisme, fût-ce au prix d’une compromission avec le nazisme. Gitta Sereny en tire une sobre conclusion : « *Il est temps que cessent les procès des crimes nazis. Les criminels et les témoins sont trop âgés (...). Les souvenirs et les preuves sont trop fragiles. (...) Les survivants pleins d’une souffrance qu’aucun d’entre nous ne peut imaginer, et leurs enfants, qui la partagent, doivent être autorisés à lâcher prise et à s'accorder du repos.* » Le ressassement perpétuel des crimes du passé n’aide plus guère les victimes. Mais il enferme les fils des coupables dans une mortelle schizophrénie.

Certains articles, parmi les plus riches de ce maître livre, rapportent des échanges avec de jeunes Allemands sur les procès et « la faute allemande ». Le constat est lourd d’enseignement. Nos voisins sont



SCHIZOPHRÉNIE

Ci-dessus : le congrès du NSDAP, à Nuremberg, en 1933. Ci-contre : des migrants syriens en Hongrie, en septembre 2015, brandissant un portrait d’Angela Merkel qui vient de leur ouvrir les portes de l’Allemagne.

tenaillés entre leur indépassable sentiment de culpabilité et l’orgueil non dissimulé que suscite chez eux le miracle économique de l’après-guerre. « *En incitant une nation vaincue à se percevoir en vainqueur économique on a accentué l’Etat de schizophrénie morale qui couve encore (...). La culpabilité de la nation est devenue le traumatisme de cette nation. (...) Le résultat est qu'il est presque impossible, en Allemagne, de formuler un objectif national clair.* » Incapables de définir une ligne de partage équitable entre un remords toujours nécessaire et une identité réduite à la prospérité retrouvée, nos voisins habitent désormais un pays sans âme. « *L’Allemagne de l’an 2000 est le pays du vide*, écrit Gitta Sereny, déchiré entre des fiertés sans contenus et des hontes sans coupables. » L’accueil insuffisamment réfléchi des migrants, sous le double parrainage de l’état de droit et de la prospérité promise par ces milliers de bras, est un symptôme de cette schizophrénie. ✓

À LIRE



**Dans l'ombre
du Reich**
Gitta Sereny
Plein Jour
520 pages
24,50 €

ENTRETIEN

avec Jacques Trémolet de Villers
Propos recueillis par Michel De Jaeghere

Jeanne devant ses juges

Lues et commentées par un avocat, les minutes du procès de Jeanne d'Arc sont l'occasion d'une méditation sur le bien commun, la justice et l'iniquité des procès politiques.

« *L*e plus émouvant et le plus pur chef-d'œuvre de la langue française n'a pas été écrit par un homme de lettres, soulignait, en 1932, Robert Brasillach. Il est né de la collaboration abominable et douloureuse d'une jeune fille de 19 ans, visitée par les anges, et de quelques prêtres mués, pour l'occasion, en tortionnaires. » Les minutes du procès de Jeanne d'Arc constituent, de fait, un document unique. Parce que, sous la poussière d'un manuscrit du XV^e siècle, elles nous donnent à entendre la voix même de l'un des personnages les plus attachants de notre histoire, et qu'on est, à les lire, immergé dans la plus émouvante des tragédies, avec son lot de cruautés, ses retournements de situation, ses moments de grâce, ses lâchetés insignes. Elles nous immangent dans un univers très lointain, où les définitions de foi étaient affaire de vie ou de mort, où le merveilleux faisait naturellement partie de la vie. Mais elles mettent en scène aussi les figures éternelles de l'ambition et du sacrifice, la soumission du plus grand nombre à la loi du plus fort, la versatilité de l'opinion publique. Elles nous donnent à voir le visage hideux de la trahison et les haines recuites d'une élite dévoyée dans les jeux de pouvoir, mais aussi le sourire de l'éternelle jeunesse, le don de soi, l'esprit de



sacrifice, l'héroïsme. Traduites et éditées pour la première fois par Quicherat au XIX^e siècle, sorties « *de la poudre du greffe* » par Brasillach avant-guerre, reprises depuis par le père Riquet et le père Doncœur, elles sont rééditées aujourd'hui par Jacques Trémolet de Villers, qui a eu la bonne idée de les placer sous le regard de l'avocat, en nous livrant, en voix off, ses commentaires de professionnel de la procédure. Collaborateur, à ses débuts, de Jean-Louis Tixier-Vignancour, avocat de Paul Touvier ou de Jean-Charles Marchiani,

il jette sur les audiences un regard de spécialiste des procès politiques avec le seul regret de ne pouvoir se commettre d'office : d'être, pour Jeanne, l'avocat qu'elle n'a jamais eu.

Pourquoi a-t-on jugé utile de faire passer Jeanne d'Arc en jugement ?

C'est une décision absolument sans précédent. Les prisonniers de guerre étaient à l'époque retenus en captivité, comme Charles d'Orléans en Angleterre depuis Azincourt, ou monnayés contre rançon. On n'avait jamais eu idée de les juger. L'initiative est venue de l'Université de Paris, dont l'un des juges de Jeanne, Thomas de Courcelles, finira sa carrière comme grand chancelier. Celle-ci regroupe alors l'élite intellectuelle du clergé français, et elle rayonne sur toute la chrétienté dont elle se prétend « *le soleil radieux* ». Elle jouit d'un immense prestige, qui lui donne une influence considérable. Elle fait les papes et les rois. Or, elle a lié son sort à celui des Plantagenêts. Elle a contribué à la mise au point du honteux traité de Troyes, par lequel, au lendemain de la défaite d'Azincourt, Charles VI, qui n'était plus maître de ses facultés intellectuelles, a déshérité son propre fils au profit du roi d'Angleterre. L'instauration du « royaume de France et d'Angleterre »

est le couronnement de son œuvre politique. Elle en a assuré la justification intellectuelle et spirituelle. Elle a pris l'initiative de rédiger un serment d'allégeance au nouveau souverain par quoi les notables des villes placées sous domination anglo-bourguignonne (comme Paris, Rouen, Dijon, Troyes ou Reims) se sont engagés à combattre les éventuelles entreprises du « faux roi » Charles VII. Jeanne est donc apparue à ces « *insignes docteurs en théologie* » comme leur adversaire le plus redoutable. Il ne leur suffit pas qu'elle soit désormais hors de combat. Il leur paraît essentiel de ruiner son prestige, de la déconsidérer. C'est à quoi doit servir, à leurs yeux, son procès. Les Anglais ont évidemment très vite compris le parti qu'ils pouvaient tirer d'un tel projet. Si les clercs étaient en effet prêts à attester publiquement que Jeanne était une diablesse altérée de sang, la honte en retomberait sur Charles VII, qu'elle avait fait sacrer. Mal remis des défaites qu'elle leur a infligées, ils entendent en outre la tuer. Or, il ne leur est guère possible de mettre à mort un prisonnier sans violer les lois de la guerre et de la chevalerie : le massacre ordonné par Henry V, dans le feu de la bataille d'Azincourt, lui avait valu un opprobre qui est encore dans les mémoires. Le procès leur offre une mise en scène judiciaire susceptible de déguiser efficacement un assassinat prémedité en un acte de justice.

C'est la première fois, à ma connaissance, dans toute l'histoire, que les vainqueurs s'arrogent ainsi le droit de juger les vaincus. César avait bien pu jeter Vercingétorix dans un cul-de-basse-fosse et le faire étrangler au soir de son triomphe à Rome : il ne s'était pas soucié de lui faire avouer, en plus, qu'il était un criminel et un salaud. Jeanne d'Arc a trouvé devant elle des ennemis qui ont entendu la briser, l'humilier, avant de la tuer. Cette innovation allait avoir, aux temps modernes, un grand avenir.

Qui est habilité à la juger ?

Jeanne est prisonnière des Anglais, qui l'ont achetée à Jean de Luxembourg, sur les terres duquel elle a été capturée à



SOLDAT DU ROI Ci-dessus : Jeanne d'Arc, anonyme, XV^e siècle (Paris, Archives nationales). A gauche : avocat au barreau de Paris, Jacques Trémoloet de Villers a relu, le crayon à la main, les minutes de son procès en professionnel de l'audience et en familier des procès politiques.

Compiègne. Ils l'ont payée six fois le prix d'un grand seigneur : 10 000 livres tournois. La rançon d'un roi. Elle a été de prison en prison, la tour de Beaurevoir, Le Crotoy, avant d'être envoyée à Rouen, Paris étant jugé peu sûr : elle peut y avoir des partisans.

Le tribunal a été saisi par le roi de France et d'Angleterre en tant que tribunal ecclésiastique extraordinaire pour juger de la foi et des agissements de Jeanne. Formé par plus de quarante savants théologiens qui ont été recommandés par l'Université de Paris, assisté par un vice-inquisiteur, il est présidé par Pierre Cauchon, l'évêque de Beauvais, sur le territoire duquel Jeanne aurait commis des crimes, et qui, chassé de son évêché par le ralliement de sa ville à Charles VII, a été appelé

à assurer l'intérim du siège épiscopal de Rouen. Rallié de bonne heure au parti bourguignon, Cauchon a été le conseiller ecclésiastique d'Henry V et il est, depuis la mort du roi anglais, l'un des proches du duc de Bedford, qui exerce la régence pour le compte du jeune roi Henry VI. Contrairement à ce qu'imagine Jean Anouilh dans *L'Alouette*, Cauchon n'a aucune indulgence pour Jeanne. Il se fera au contraire l'ordonnateur empressé de ce procès truqué.

Quelles furent les principales irrégularités de la procédure ?

Le procès dont mon livre reproduit les minutes s'ouvre en février 1431, neuf mois après la capture de Jeanne. Il suit



mots saint Paul, saint Augustin et saint Thomas d'Aquin.

A deux reprises, Jeanne fait appel de ses juges au pape. Cet appel est ignoré, alors qu'en matière grave touchant à la foi, il aurait dû interrompre immédiatement le procès et transférer la cause à Rome. Au terme des audiences, sur les conseils du frère dominicain Ysambard de la Pierre, elle fait même appel au concile général, qui se tient alors à Bâle. Cauchon est furieux qu'on le lui ait suggéré, mais il choisit de passer outre, comme il avait passé outre à l'appel au pape. Cette indifférence aux règles fondamentales du droit m'a rappelé de nombreux souvenirs. C'est une permanence des procès politiques qu'au moment où l'accusé croit avoir trouvé un argument imparable, il s'entend opposer l'arbitraire d'une justice aux ordres du pouvoir en place.

Comment se déroule le procès ?

Le procès-verbal des audiences rapporte les interrogatoires de Jeanne dans la phase finale du « procès préparatoire », c'est-à-dire de l'instruction, la lecture d'un acte d'accusation qui ramasse les imputations les plus ignominieuses sans jamais citer, à l'appui, un fait ou un témoignage précis, les réponses qu'y fait l'accusée. Enfin les admonestations, la prétendue abjuration, la condamnation à la prison perpétuelle, la relapse, la condamnation au bûcher. On n'y trouve trace d'aucune confrontation entre

22
HISTOIRE
plusieurs mois de période d'instruction, au cours de laquelle ont été recueillis des témoignages sur elle, partout où il a été possible d'enquêter. Aucun de ces témoignages ne sera cité à l'audience. Aucun témoin ne sera appelé à déposer. Leurs déclarations ont été détruites. On n'en a pas gardé la trace. On sait seulement, par les actes du procès d'annulation qui sera organisé vingt-cinq ans plus tard à la demande de la mère de Jeanne, que l'un des enquêteurs, envoyé à Domrémy, avait déclaré : « Ce que l'on m'a dit d'elle, j'aurais voulu qu'on le dise de ma sœur ou de ma mère. » Il avait été prié d'aller se faire pendre ailleurs.

Les juges examinent le comportement de Jeanne à Domrémy, avant ses campagnes victorieuses, pour savoir si elle ne s'était pas adonnée à des pratiques magiques et si elle n'avait pas eu une vie dissolue. Or cette période avait été examinée lors de deux procès successifs, à Chinon et à Poitiers, dont les conclusions avaient l'autorité de la chose jugée. Elle y avait été jugée de bonne doctrine et de bonnes mœurs, sa virginité dûment constatée. Ils n'en tiennent aucun compte. Et quand Jeanne demande que leurs

conclusions soient versées au procès de Rouen, elle n'obtient aucune réponse. Elle ne bénéficie pas de l'assistance d'un avocat pour la conseiller. On lui proposera d'en choisir un parmi les clercs bourguignons, mais seulement à la fin, quand tout sera presque joué. Or, je rappelle qu'il s'agit d'une jeune fille de 19 ans, illettrée ! Cela ne l'empêche pas de dominer ses juges en prenant, très souvent, le contrôle des interrogatoires, ou en les réduisant au silence par un sens de la repartie hors du commun. Ses répliques sont célèbres. On croit entendre Jésus devant les docteurs. A celui qui la soupçonne de forfanterie parce qu'elle se croit en état de grâce, elle rétorque : « Si je n'y suis, Dieu m'y mette ; si j'y suis, Dieu m'y garde. » Que répondre ? Les théologiens gardent devant de telles réponses le même silence embarrassé que les scribes et les pharisiens devant celles du Christ. A un autre qui prétend l'embrouiller de ses distinguos entre l'Eglise triomphante et l'Eglise militante, elle répond : « M'est avis que c'est tout un de Notre Seigneur et de l'Eglise et qu'il n'en faut pas faire difficulté. » C'est ramasser en quelques





MANIFESTE POLITIQUE

Page de gauche, en haut : dossier et du dais de Charles VII, attribué à Jacob de Littemont, XV^e siècle (Paris, musée du Louvre). Page de gauche, en bas : *Jeanne d'Arc devant ses juges*, illustration des *Manuscrits latins*, XV^e siècle (Paris, Bibliothèque nationale de France). Ci-dessus : médaille à l'effigie de Jeanne d'Arc, par Marcelle-Renée Lancelot-Croce, vers 1905 (Paris, musée d'Orsay).

Jeanne et les témoins des faits qui pourraient lui être imputés. Les interrogatoires se déroulent alternativement en séances publiques, ou dans le secret de sa prison. Jeanne y est interrogée de manière particulièrement capieuse, sans jamais lui dire au juste quel rapport existe entre les questions qui lui sont posées et les fautes qui lui sont reprochées. Ici, on lui demande quelle apparence ou quelle odeur avaient les saints qui lui apparaissaient ; là, on la questionne sur les jeux de son enfance ; ailleurs, on lui demande qui lui a conseillé de prendre l'habit d'homme qu'elle porte depuis qu'elle fait le métier de soldat. Chacune de ces questions est en réalité un piège. Il s'agit d'une instruction à charge, au cours de laquelle on ne cherche qu'à lui faire tenir par mégarde des propos qui pourraient lui être ensuite reprochés comme hérétiques, accréder qu'elle se soit livrée à des pratiques magiques, ou la prendre en défaut d'injustice ou de cruauté. On veut qu'elle ait fait à son étendard une confiance superstitieuse, parce qu'elle le brandissait avec fierté, ou qu'elle ait imprudemment promis à ses soldats qu'il ne pouvait leur arriver aucun mal à ses côtés, pour la convaincre de mensonge. Il n'est pas jusqu'à la manière dont elle a inscrit les noms de Jésus et de Marie sur sa bannière qui ne soit suspectée. On veut lui faire décrire les apparitions dont elle a bénéficié pour en démontrer le caractère démoniaque. On la pousse à se contredire, alors qu'elle est interrogée sans conseil, plusieurs heures durant, par un aréopage de théologiens et de savants qui parlent parfois en même temps, et qu'entre deux audiences, elle dort en prison enchaînée.

Qu'est-ce que ces minutes nous apprennent sur Jeanne ?

Elle est d'abord d'une extraordinaire endurance. Elle soutient de longs interrogatoires sans avoir mangé, les lendemains de jeûne, depuis l'avant-veille. Elle a une mémoire prodigieuse. Elle parle sans notes, et rappelle à ses interlocuteurs ce

qu'elle leur a dit deux semaines plus tôt. Elle est vive, rieuse et ironique, et ne manque pas une occasion de les mettre en boîte, d'exercer à leurs dépens une ironie ravageuse. En même temps, elle est d'une grande sensibilité. Il lui arrive souvent de pleurer. Elle ne cesse pour autant d'être présente à son procès, de le dominer. Elle a le génie des grands chefs militaires, et d'abord, le coup d'œil. Elle comprend au quart de tour où ses juges veulent l'emmener. Elle déjoue leurs pièges. Elle ne sait, dit-elle, ni A ni B, mais sa langue est la plus belle qui soit. Elle est d'une extraordinaire poésie : « *Et vint cette voix environ l'heure de midi, au temps de l'été, dans le jardin de mon père.* » N'y a-t-il pas là toute la musique de Villon, d'Apollinaire ou d'Aragon ? Et ailleurs, cet aveu : « *Je serais la plus dolente du monde si je savais n'être pas dans la grâce de Dieu.* » Jeanne dit le strict minimum de sa pratique chrétienne, parce qu'elle estime que cela ne regarde qu'elle. Elle confesse une foi que résument le Pater Noster, l'Ave Maria, le Credo. Ce que l'on doit croire, ce que l'on peut demander, et le rôle médiateur de la Sainte Vierge. Elle répond sur ses obligations : aller le dimanche à la messe, communier une fois l'an après s'être confessée. Pour le reste, elle estime que ses juges n'ont pas à s'en mêler ; « *Passez outre !* » leur dit-elle. Elle est extraordinairement maîtresse d'elle-même. « *Vint cette voix pour m'aider à me gouverner* », dit-elle. On sent qu'elle a veillé, tout au long de sa brève existence, au gouvernement d'elle-même avec une exceptionnelle fermeté.

Sur quoi porte l'accusation ?

On ne l'apprendra véritablement qu'au terme des interrogatoires, dans le long acte d'accusation que lui lira alors Thomas de Courcelles, et qui reprendra pêle-mêle tous les ragots qui courrent contre elle en s'efforçant de les étayer, tant bien que mal, avec des bribes des propos qu'on lui aura extorqués sans lui expliquer les tenants et les aboutissants de ce qui lui était demandé, ou en invoquant le témoignage anonyme de

« personnes » qui n'ont été ni entendues ni citées à l'audience, alors même qu'elle avait demandé à être confrontée aux témoins de son épopée. Les chefs d'accusation tiennent à la magie, à la sorcellerie, à l'immoralité et à la débauche. Lors des interrogatoires, la principale préoccupation des juges semble cependant avoir été de faire dire à Jeanne par quel moyen, quel secret, elle était parvenue à obtenir la confiance de Charles VII. On sait qu'arrivée à Chinon, elle l'avait reconnu dans la foule des courtisans, alors qu'un seigneur avait été installé sur le trône à sa place. Qu'elle s'était ensuite retirée avec lui dans la chapelle et qu'ils y avaient eu un entretien qui l'avait bouleversé. Les juges veulent savoir quel est le secret qu'elle lui a, alors, révélé, et qui a conduit Charles VII à lui confier ses destinées. Ils pensent que sa révélation leur permettra de montrer que Charles VII s'est fait manipuler par une devineresse. Or Jeanne ne veut pas, ne peut pas révéler son secret. Nous savons, parce qu'il l'a dit plus tard lui-même, que Charles VII s'interrogeait alors sur sa légitimité. Qu'il avait demandé au ciel de lui envoyer un signe. Et que Jeanne lui avait révélé qu'elle connaissait sa prière secrète et qu'elle



CHARLES LE BIEN SERVI
Ci-contre : *Portrait de Charles VII*,
par Jean Fouquet, vers 1445
ou 1450 (Paris, musée du Louvre).

était elle-même le signe demandé. Mais elle ne veut pas révéler à l'ennemi, à l'Anglais, que le roi de France s'est, un moment, interrogé sur la légitimité de sa naissance. Elle sait trop quel parti ils pourraient en tirer.

Leur deuxième objectif était d'étayer un chef d'accusation qui mérite la mort, afin de pouvoir, ensuite, la faire exécuter. Jeanne avait commandé les troupes de Charles VII. L'enquête a donc nécessairement tenté de trouver des crimes de guerre à lui imputer. Or, il n'en est pas question au procès. C'est que l'on n'avait rien trouvé. L'imputation de pratiques magiques fait long feu. Jeanne en démontre facilement l'inanité. De même l'accusation de s'être enrichie, ou d'avoir fait couler le sang. Jeanne s'en justifie sans difficulté. Les juges s'accrochent un temps au port de l'habit d'homme, qui est contraire aux recommandations du Deutéronome. Mais l'accusation ne vaut rien. Jeanne y avait répondu, à Poitiers, en un tour de main : faisant un métier d'homme, elle avait pris un habit d'homme, et personne n'y avait vu malice. Ce qu'ils voudraient, c'est qu'elle leur avoue que ses voix le lui avaient recommandé : cela aurait prouvé que contredisant l'Ecriture sainte, ces voix ne pouvaient venir de Dieu. Mais Jeanne déjoue le piège. Elle se garde de leur en attribuer la responsabilité.

Le procès va dès lors dériver vers l'accusation d'hérésie, en se polarisant sur l'idée qu'en prétendant suivre le conseil de ses voix et poursuivre une mission divine sans les soumettre au contrôle de l'autorité ecclésiastique, Jeanne aurait contesté l'autorité de l'Eglise militante, établi une relation directe avec le Ciel qui violerait la constitution de l'Eglise et ferait d'elle une orgueilleuse et une insoumise.

Que pensez-vous de son système de défense ?

Elle sait qu'elle n'a pas affaire à des juges, mais à des ennemis, et que sa cause est donc perdue d'avance. Ses voix lui ont conseillé, dit-elle, de « répondre hardiment », mais on a quelque fois le sentiment qu'elle parle pour l'histoire plus qu'elle ne s'adresse à des juges qu'au fond d'elle, elle a récusé.

Alors que l'on s'attend à la trouver abattue, désarmée, elle prend l'ascendant dès la première audience sur le procès. Aux mains de l'ennemi, elle refuse de révéler sous serment tous ses secrets. Or, en refusant de jurer de dire la vérité sur d'autres matières que celles qui font l'objet du procès, elle fait en quelque sorte un coup d'avocat, puisqu'elle conteste, d'emblée, la compétence que ses juges prétendaient s'octroyer. C'est un coup de génie car, sans lui, ils lui auraient demandé n'importe quoi et l'auraient accusée, au premier refus, de se parjurer. Elle dit non tout de suite, et elle dessine elle-même le cadre dans lequel elle acceptera de parler en annonçant de quelles matières elle « parlera volontiers », sur quelles autres elle refusera de répondre. C'est aller au-delà de ce que Jacques Vergès appelait la « défense de rupture », et faire mieux que Pétain et Isorni, ou Salan et Tixier-Vignancour, avec leurs déclarations liminaires suivies d'un silence absolu des accusés, puisque c'est fixer elle-même la trame des audiences. C'est un réflexe de chef militaire : acculée, elle prend l'offensive pour ne pas se laisser dicter sa stratégie par l'adversaire. Elle affirme dès le premier jour son autorité. En même temps, elle multiplie les demandes de délai parce qu'elle s'efforce de gagner du temps dans l'espoir d'être délivrée par une victoire des Français.

Lui auriez-vous, comme avocat, conseillé ce système ?

Il me semble que j'aurais, parfois, tenté de la calmer. Car dans la fougue de sa jeunesse, elle a multiplié les provocations.

Quand elle rappelle à ces savants docteurs que « toute lumière ne vient pas que pour vous ! », ce n'était sans doute pas nécessaire. Lorsqu'on lui demande s'il y avait des partisans des Bourguignons à Domrémy et qu'elle répond à cette assemblée de juges bourguignons qu'il n'y en avait qu'un et qu'elle aurait bien aimé qu'il eût la tête coupée, ce n'est pas forcément très utile à sa cause. Les témoins de ses campagnes militaires ont rapporté qu'elle tenait le même type de propos au conseil du roi ou sur les champs de bataille. C'est la même nature, la même vivacité, la même liberté.

Comment répond-elle à l'accusation d'insoumission à l'Eglise ?

Par une définition neuve et peut-être prophétique de la laïcité. Elle revendique en effet à la fois la primauté du spirituel et l'autonomie du temporel. La primauté du spirituel puisque, dit-elle, « Messire Dieu » doit être « premier servi ». A Saint-Benoît-sur-Loire, elle a emporté la décision d'emmener l'armée à Reims pour le sacre (alors qu'après sa victoire de Patay, les capitaines voulaient renvoyer d'abord les Anglais à la mer) en jouant pour Charles VII la scène célèbre : demandant au roi de lui donner sa couronne, elle l'avait elle-même donnée à Jésus-Christ pour qu'il la rende lui-même à Charles. Elle lui avait ainsi rappelé qu'il n'était que le lieutenant de Dieu dans un royaume dont le Christ était le véritable roi. Mais en même temps, elle estime que ce lien sacré entre la terre et le ciel ne passe pas par les clercs. Que dans les questions qui relèvent du bien commun temporel, la hiérarchie ecclésiastique n'a pas autorité et donc pas de titre à s'immiscer. Jeanne est à genoux devant son confesseur (elle se confesse jusqu'à deux fois par jour, estimant que l'on ne nettoie jamais assez sa conscience), mais elle considère que ce qui relève de sa mission temporelle ne concerne pas les clercs. Son pire ennemi est le pouvoir clérical alors même

qu'elle proclame que Jésus-Christ est le vrai roi de France. On a retrouvé en 2008 une tapisserie dont la reproduction figure sur la couverture de mon livre et qui est désormais exposée au Louvre. Probablement réalisée après le sacre de Reims, elle surmontait le trône de Charles VII et elle représente deux anges, saint Michel et saint Gabriel, portant la couronne de France et la plaçant sur la tête du souverain sans aucune médiation du clergé. Au centre et au sommet, le Christ, roi de France et roi du monde, soleil de justice d'où rayonnent des étoiles exprimant la plénitude de l'ordre divin, naturel et sur-naturel. Elle résume en une image forte la double leçon politique de Jeanne : la sacralité du pouvoir en même temps que l'autonomie du temporel par rapport au pouvoir clérical. Michelet, Chicherat et un certain nombre de laïcistes du XIX^e siècle ont cru pouvoir faire de Jeanne d'Arc leur modèle. Ce qu'elle définissait, en réalité, c'est un type de laïcité très étranger au laïcisme : une laïcité pleinement catholique analogue à celle qu'avait pratiquée avant elle Philippe le Bel et que pratiquera après elle Louis XIV. Victime de la collusion d'un pouvoir spirituel dévoyé (puisque il n'était pas au service de Dieu, mais bien des intérêts du roi d'Angleterre) avec un pouvoir temporel illégitime (puisque il était fondé sur une iniquité), elle en est, en quelque sorte, la martyre.

Comment les juges finissent-ils par justifier sa condamnation au bûcher ?

Les débats n'ont pas fait avancer l'accusation d'un pouce, car Jeanne a répondu contre toute attente à toutes les calomnies. Les juges n'en ont pas moins défini douze incriminations qu'ils ont transmises pour avis à l'Université de Paris. Mais il s'agit d'un procès médiatique, autant et plus que d'un procès judiciaire. Il n'exige pas seulement que l'accusée soit condamnée, mais qu'elle soit publiquement confondue. Les juges n'ont donc d'autre solution que de briser l'accusée. Ils vont le



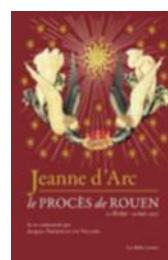
Au BÛCHER Ci-dessus : *Jeanne d'Arc conduite au supplice*, par Isidore Patrois, 1867 (Rouen, musée des Beaux-Arts). Condamnée au bûcher au terme de son procès, Jeanne, à l'heure de sa mort et face au crucifix, ne reniera ni ses voix, ni ses actes, ni Dieu : « *Tout ce que j'ai fait, je l'ai fait par le commandement de Dieu ! Non, mes voix ne m'ont pas déçue ; les révélations que j'ai eues étaient de Dieu !* »

faire avec une dureté qui montre à quel point l'appareil ecclésiastique, lorsqu'il se détourne de sa fin (Dieu premier servi) pour poursuivre des buts subalternes, peut se transformer en une effrayante machine à broyer. Leur cruauté paraît sans limite, de même que leur capacité à s'insinuer dans les replis de l'âme de Jeanne pour la persécuter : en la privant de l'accès à la confession, à la messe, à l'Eucharistie, alors même qu'on connaît sa ferveur et qu'elle se sait à l'article de la mort. Cauchon va organiser un simulacre d'exécution au terme duquel, au pied du bûcher où elle est menacée d'être brûlée vive, Jeanne va prétendument abjurer ses erreurs. En réalité, on lui lit un texte de six ou huit lignes, pas plus long qu'un Pater Noster, dira un témoin, dans lequel elle s'engage à ne plus porter les armes, ni revêtir son habit d'homme, promet obéissance au pape et se soumet de cœur à l'Eglise, et on lui fait signer sans pouvoir la lire (elle est, encore une fois, illétrée) et en lui tenant la main pour y écrire son nom, une très longue confession dans laquelle elle renie ses voix et reconnaît ses mensonges et ses crimes. On lui promet de la mener en échange en prison d'Eglise, où elle sera gardée par des femmes, et on la livre en réalité à nouveau aux Anglais, qui tenteront, dans son cachot, de la violer, la conduisant à reprendre, pour se protéger, l'habit d'homme, et à signer, par-là, sa condamnation pour s'être parjurée.

Au terme de ce corps à corps, les juges sont ainsi parvenus à leur fin : ils sont arrivés à la faire plier (« *Je ferai ce que vous voudrez* », lâche-t-elle le jour de

l'abjuration : comme si la peur du feu l'avait fait psychologiquement craquer) et ils n'en ont pas moins trouvé un prétexte pour la tuer. La « grande victoire » que ses voix lui avaient annoncée et dont elle attendait sa libération, Jeanne ne la connaîtra que dans les flammes, lorsque confessant le nom de Jésus, les yeux rivés sur le crucifix que tend devant elle Ysambard de la Pierre, elle s'écriera d'une voix forte : « *Tout ce que j'ai fait, je l'ai fait par le commandement de Dieu ! Non, mes voix ne m'ont pas déçue ; les révélations que j'ai eues étaient de Dieu !* » Il ne restera à Cauchon qu'à commettre une ultime forfaiture en rédigeant un procès-verbal des aveux que lui aurait faits Jeanne avant de mourir. On en mesure la valeur lorsqu'on sait que ses greffiers eux-mêmes refusèrent d'y apposer leur signature. ✓

À LIRE



Jeanne d'Arc. Le procès de Rouen (21 février-30 mai 1431)
Lu et commenté par Jacques Trémolet de Villers
Les Belles Lettres
320 pages
24,90 €

Par Jean Sévillia



© BALTTEL/SIPA.

LA RÉPUBLIQUE INTROUVABLE

Historien du droit, Frédéric Rouvillois montre comment l'usage intempérant du mot « république » renvoie à un concept indéfinissable.

« *L'exigence et l'espoir... c'est la République* », écrivait Manuel Valls, le 1^{er} janvier dernier, en tête de la carte de vœux officielle du Premier ministre. Voilà une formule qui a dû réjouir Frédéric Rouvillois, dont le dernier livre déplore « *l'usage invraisemblable et littéralement diluvien du mot "républicain" par les médias, les pouvoirs publics, la classe politique et les buveurs d'anisette* ». La loi républicaine, l'ordre républicain, l'école républicaine, les valeurs républicaines, les partis républicains : tout ce qui est paré de cet adjectif est désormais doté d'une légitimité déniée, à contrario, à ce que la doxa dominante décrète comme non républicain. Le problème, note Rouvillois, est que le mot « républicain » est « *susceptible de désigner n'importe qui et de servir à n'importe quoi* ».

Le 11 janvier 2015, plusieurs millions de Français descendaient dans la rue pour dire leur horreur des actes terroristes commis quelques jours auparavant : cette mobilisation était qualifiée de « *marche républicaine* ». Le 12 mars 2004, plusieurs millions d'Espagnols manifestaient de manière identique afin de protester contre les attentats survenus la veille à Madrid : nul commentateur ne s'avisa de parler d'une « *marche royale* ». Pourquoi, en France, où la contestation de la forme républicaine des institutions n'est le fait que d'une frange infime de l'opinion, faut-il accoler partout le mot « *républicain* » ? Frédéric Rouvillois s'attache à répondre à cette question dans *Etre (ou ne pas être) républicain*, un essai qui peut contenir des pages et des expressions polémiques, mais dont le signataire n'est pas un pamphlétaire. Professeur de droit public à l'université Paris-Descartes, où il enseigne le droit constitutionnel et les libertés fondamentales, auteur de savants manuels destinés aux juristes, Rouvillois s'est fait connaître par des ouvrages d'histoire politique ou d'histoire des mentalités : *Histoire de la politesse* (2006), *Histoire du snobisme* (2008), *L'Invention du progrès* (2011), *Une histoire des best-sellers* (2011), *Crime et utopie, une nouvelle enquête sur le nazisme* (2014).

Qu'est-ce que la République ? Comment la définir ? Par le suffrage universel ? C'est oublier qu'en 1795, la Constitution exclut ce mode de suffrage, qui sera instauré par la Constitution de l'an VIII (1799)... pour inaugurer le pouvoir personnel de Bonaparte. En 1848,



III^e République institue certes par décret le suffrage universel, mais les circulaires du ministre de l'Intérieur Ledru-Rollin s'emploient au contraire à le contrôler, craignant les tendances conservatrices des masses rurales. A l'inverse, Napoléon III s'appuie sur le suffrage universel de 1851 à 1870, si bien que les républicains qui recueillent le pouvoir après la défaite de Sedan se méfient de ce mode de scrutin. En 1871, en vue de l'élection à l'Assemblée nationale, Gambetta publie un décret rendant inéligibles ceux qui avaient soutenu le Second Empire, et c'est une pression de Bismarck qui constraint les Français à rapporter cette mesure « *au nom de la liberté des élections stipulée par la convention d'armistice* ». Il faut aussi rappeler qu'entre 1872 et 1945, les militaires n'ont pas eu le droit de vote, et que les femmes attendront 1944 pour en bénéficier. Impossible, donc, d'associer par principe république et suffrage universel.

L'instruction publique est-elle une spécificité républicaine ? Outre que le concept est antérieur à la République, les grandes lois fondatrices de l'école (loi Guizot, 1833 ; loi Falloux, 1850) ont été adoptées en dehors d'un cadre républicain. Quant au modèle méritocratique de la III^e République, il est identique aux projets scolaires mis en œuvre, à la même époque, par l'Empire allemand ou la monarchie des Habsbourg, mais également par la Suisse ou les Etats-Unis.

Et le fameux universalisme républicain, théorisé par la Déclaration des droits de l'homme de 1789 ? Rouvillois le passe également au crible de la critique historique, montrant que les grands principes cohabitent avec un « *regard complexe porté sur les étrangers* », ou encore avec « *le fichage de ceux que l'on présume hostiles à la République* ». L'historien rappelle, par exemple, que le grand fichier des étrangers créé par la III^e République en 1934 servira six ans plus tard à la police de Vichy...

Reste la sacro-sainte laïcité. Là encore, l'érudition de l'auteur débusque les idées toutes faites. Plus que d'avoir voulu systématiquement faire disparaître le fait religieux de l'espace public, rappelle-t-il, la République a d'abord oscillé entre deux options : intégrer à l'Etat la religion existante, ou développer une religion civile appelée à se substituer à la religion dominante. En d'autres termes, République religieuse (voir la



MARCHE À L'OMBRE
« Marche républicaine »
(ici, place de la Nation)
le 11 janvier 2015, après les
attentats de Charlie Hebdo.
Page de gauche : médaillon
représentant la République
française, par Henry Cros
(Paris, musée d'Orsay).

Constitution civile du clergé de 1790) ou religion républicaine (ainsi le culte de l’Etre suprême de 1794, consécutif à l’entreprise de déchristianisation de 1793). Jusqu’à la séparation de l’Eglise et de l’Etat (1905), et même après, la législation laisse en réalité un espace à la religion en tant que fait social. Et le Concordat reste en vigueur en Alsace-Lorraine, sans que les départements concernés soient considérés comme non républicains. Ce n’est qu’en 1946 que le mot laïcité fait quoi qu’il en soit son apparition dans la Constitution. La laïcité, toutefois, est aussi à géométrie variable : anticléricale de Léon Bourgeois à Vincent Peillon, elle s’affiche comme un combat contre l’Eglise catholique ; chez les démocrates-chrétiens de la Libération ou chez un Nicolas Sarkozy (cf. la « *laïcité ouverte* »), elle traduit une neutralité bienveillante de la puissance publique envers le catholicisme.

Après avoir conclu, au terme des critères précédents, à l’impossibilité de définir ce qu’est « la République », Rouvillois débouche sur un constat symétrique : il se révèle impossible de déterminer ce qu’elle n’est pas. Par exemple, elle n’est pas antithétique avec la monarchie. La *res publica*, synonyme d’Etat ou de communauté de citoyens, expression qui se retrouve dans les textes officiels de la monarchie, figure dans les ordonnances de François I^r ou sous la plume d’Henri IV. En publiant *Les Six Livres de la République*, en 1576, Jean Bodin, un des pères de la science politique française, définissait la république par la souveraineté et identifiait celle-ci à l’Etat, c'est-à-dire à l’appareil qui s’exerce sur une population définie par un pouvoir souverain, un pouvoir auquel nul autre n’est supérieur dans son ordre.

Il n'est plus pertinent, ajoute Rouvillois, d'opposer la république et la dictature : Bonaparte, en 1799, le général Cavaignac, en 1848, et Louis-Napoléon Bonaparte, en 1851, marient les deux. Plus tard, Gambetta, Thiers, Clemenceau, Millerand et De Gaulle seront accusés de pratiques dictatoriales, sans que le cadre constitutionnel ait changé.

« En somme, souligne l'auteur, il n'existe aucune définition de la République : ni historique, ni empirique, ni juridique – même si l'article 89 al. 5

de la Constitution de 1958 interdit de réviser la "forme républicaine du gouvernement", sans tenter de préciser ce qu'il faut entendre par là. »

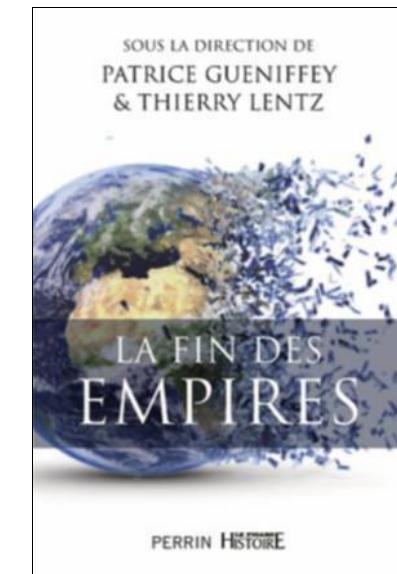
Conscient de l’aspect iconoclaste de ses affirmations, Frédéric Rouvillois est contraint d’aller plus loin. Le mot « républicain », en France, correspond, selon lui, à « une légende de substitution » dont le moment paradigmatic se situerait sous la III^e République, entre la prise du pouvoir par les anticléricaux (1879) et l’affaire Dreyfus (1894-1906). Cette mythologie présente la République française comme comparable à nulle autre république passée ou présente, comme un Etat qui serait en permanence à (re)construire, et qui incarnerait la lutte éternelle contre ce qui n'est pas républicain, soit l’héritage politique ou religieux d’avant la Révolution, mais aussi – pour les plus enragés – le catholicisme, voire aujourd’hui la V^e République, parce qu’elle serait encore trop monarchique !

Le même mot servant à désigner des réalités antagonistes, Rouvillois en conclut que « chacun a le droit de se dire républicain », et que « personne n'est en mesure de le lui contester de façon irrécusable ». Il s’agit en effet d’un « concept creux, vide », qui évite commodément d’employer les mots « France » ou « nation » à usage de ceux qui ont fait de la République un principe hors-sol. ↗

À LIRE



Etre (ou ne pas être) républicain
Frédéric
Rouvillois
Les Editions
du Cerf
240 pages
14€



À LIVRE OUVERT

Par Geoffroy Caillet

Tout empire périra

D'Alexandre le Grand aux Etats-Unis, en passant par Rome, Gengis Khan ou Napoléon, *La Fin des empires* offre un large panorama et une réflexion stimulante sur la chute des géants qui ont marqué l'histoire du monde.

Comme les êtres humains, ils se ressemblent avant tout par leur fin », notent, à propos des empires, Patrice Gueniffey et Thierry Lentz dans leur préface à ce passionnant ouvrage collectif. Bien malin en effet qui pourrait proposer une analyse susceptible de rendre compte d'un système commun aux empires, définis par les auteurs « comme résultant de la domination d'un certain nombre d'entités, politiques ou non, Etats, provinces, tribus, peuples, cultures, par une autre entité, politique celle-là ». Le déclin qui les a invariablement touchés leur donne en revanche une parenté que se proposent d'explorer, sur vingt-cinq siècles, les historiens réunis ici, comme autant de médecins légistes autopsiant chacun le cadavre de l'un des vingt empires les plus significatifs de l'histoire.

Placée sous l'exergue de la fameuse affirmation de Jean-Baptiste Duroselle, « tout empire périra », cette fascinante entreprise panoramique tient le pari d'une plongée individuelle dans l'histoire de ces déclins et d'une prudente analyse de leurs causes communes, dont s'acquitte parfaitement la solide préface, en posant aussitôt qu'on ne saurait pour autant y trouver des règles. De la chute de l'empire d'Alexandre le Grand à celui des Etats-Unis (avec un judicieux point d'interrogation pour celui-ci) en passant par Rome et le III^e Reich, les auteurs pointent d'abord le rôle joué par le mode d'organisation de l'empire : boulimie de conquêtes à la hussarde pour Alexandre, institutions vidées de leur substance pour le Saint Empire romain germanique – disparu en 1806 « dans une quasi-indifférence » –, politique et administration irrationnelles de l'Empire ottoman.



Souvent sous-estimées, les mauvaises conditions matérielles n'aident pas non plus à la longévité : la faiblesse des moyens de transport et de communication a compté dans le déclin des empires immenses de Charlemagne, de Gengis Khan ou de Montezuma. Par ailleurs, l'histoire montre quel facteur déterminant de déclin représente la fin des conquêtes, comme le théorisa à sa façon Napoléon, l'un des empereurs les plus éphémères : « La conquête m'a fait ce que je suis, la conquête seule peut me maintenir. » De là, l'empire se condamne à une chute de Charybde en Scylla, puisque son expansion par la guerre nécessite un argent qui vient toujours à manquer et dont l'absence le menace à nouveau à brève échéance. Le déclin commercial de Constantinople est éloquent à cet égard.

Reste que l'histoire politique de l'Occident, passée de la cité antique à l'Empire puis à l'Etat-nation, et dont la chute de l'Empire soviétique a semblé cautionner l'apparence irréversible, reste résolument ouverte. Comme le remarquent Patrice Gueniffey et Thierry Lentz, « l'Etat-nation n'a plus vraiment la cote ». Accusé d'avoir déclenché deux guerres mondiales, il a été sommé de se fondre, en Europe, dans un

fédéralisme sans frontières, qui non seulement ne fait pas recette mais achève son discrédit. C'est de ce désenchantement que se nourrit la nostalgie des empires et de leur rêve de paix universelle. En attendant leur retour ?

La Fin des empires, sous la direction de Patrice Gueniffey et Thierry Lentz, Perrin/Le Figaro Histoire, 450 pages, 22 €.

CÔTÉ LIVRES

Frédéric Valloire, Jean-Louis Voisin, Marguerite de Monicault,
Michel De Jaeghere, Dorothée Bellamy, Albane Piot,
Eric Mension-Rigau, Pierre de La Taille et Philippe Maxence



Histoire du monde, 1 Les Ages anciens

John M. Roberts et Odd Arne Westad

Ce livre, très célèbre dans le monde anglo-saxon, a une histoire. Paru pour la première fois en 1976 en Grande-Bretagne, signé Roberts, il fut salué comme un chef-d'œuvre. L'auteur ne cessa de le remanier jusqu'à sa mort en 2003 avec la collaboration d'un universitaire norvégien, Westad, spécialiste de la Chine et de la guerre froide. C'est ce dernier qui reprend le flambeau pour la sixième édition, celle qui est présentée ici et qui comporte trois volumes. Le premier tome, très agréable de lecture, s'ouvre sur la préhistoire et s'arrête autour du VI^e siècle, aube du Moyen Age pour l'Occident, période classique pour la Chine et l'Inde. Dans ce genre d'exercice, le général l'emporte sur le particulier et, pour reprendre le mot de Roberts, « *Louis XIV peut être traité plus rapidement que la révolution chinoise* ». C'est par exemple le cas de la guerre des Gaules expédiée en trois lignes, mais dont les conséquences sont sous-évaluées. Tout est affaire de dosage, forcément subjectif. Idées et religions l'emportent sur des réalités plus concrètes. On s'étonne que la civilisation celte soit totalement absente et qu'à Virgile manque l'*Enéide*. Les mondes que nous connaissons mal semblent bien présentés alors que dans l'exposition de ceux qui nous sont familiers se glissent des approximations. Ambiguité inhérente à ce type de synthèse ? FV

Perrin, 458 pages, 22 €.

Le Jardin des dieux. Laure de Chantal (préface d'Alain Baraton)

Bienvenue dans le jardin des dieux et des déesses ! Telle est l'invitation que formule l'auteur à son lecteur. Une galéjade ? Non pas. Il convient de prendre au sérieux cette agrégée de lettres classiques. Elle a cueilli au fil de ses études et de ses lectures les plus belles fleurs et les plus charmantes plantes qui poussent auprès des divinités et qui ornent leurs promenades. Car il n'existe pas une fleur, un fruit, une rave ou une racine qui, dans l'Antiquité, ne soit lié à un mythe. Avec la fantaisie d'une fleuriste et la méthode d'une botaniste, elle a constitué quatre familles de plantes : plantes vertueuses, magiques, d'amour, infernales. Plus un bouquet, celui qu'engendrent les humains ou les dieux, tel l'anémone née des larmes d'Aphrodite. Et pour chaque plante (il y en a 88), une délicate illustration et un ou plusieurs mythes... J-LV

Flammarion, 224 pages, 35 €.



Africa, quasi Roma. Jean-Marie Lassère

Né en Algérie en 1931, mort en 2011, élève d'un autre grand africaniste, Marcel Le Glay, à la mémoire duquel ce livre est dédié, cet universitaire avait consacré sa carrière à l'Afrique du Nord romaine, terre qu'il connaissait et qu'il aimait avec passion. Le titre (« *l'Afrique, cette presque Rome* ») tiré de Salvien, un auteur chrétien du V^e siècle, claque comme un défi : s'il y eut une résistance à Rome, il y eut également une symbiose, forte, presque totale avec la civilisation romaine. Son aboutissement culturel ?

La figure d'Augustin, le grand Docteur de l'Eglise. Cette romanisation, qui n'effaça pas tous les particularismes, est si profonde, si durable, que l'Afrique romaine « *n'a pas succombé de l'intérieur : le triomphe de l'arabe et de l'Islam a été très lent* ». Résultat d'un demi-siècle de méditations et de travail, cette synthèse, classique dans sa composition et son écriture, refuse, aux dires de son auteur, « *le politiquement correct* » et s'accroche aux événements, « *immuables et têtus* ». Elle restera le bréviaire de celui qui veut découvrir l'Afrique romaine. Avec un défaut, un seul : l'absence d'index. J-LV

CNRS Editions, 778 pages, 45 €.

29
LE MONDE
HISTOIRE

Spartacus, chef de guerre. Yann Le Bohec

Forme classique pour une étude qui ne l'est guère : ce récit enlevé de la vie de Spartacus dans son temps dérangera ceux qu'émeut le sort des esclaves à Rome, qui vibrent à l'évocation des « Spartakistes » berlinois ou s'enflèvent pour le film de Stanley Kubrick. Avec Le Bohec, retour aux réalités. Naissance de Spartacus vers 93 av. J.-C. dans un peuple semi-nomade de Thrace, enlèvement à la suite d'une razzia et vente, bien qu'homme libre, comme esclave sur le marché de Rome. L'acheteur ? Un propriétaire d'une école de gladiateurs sis à Capoue. Gladiateur malgré lui, et non déserteur comme on l'a cru, il se révolte, non pour une mythique abolition de l'esclavage, mais pour sa propre liberté. Chef de bande, il arrive à créer avec des esclaves une véritable armée (exploit inconcevable pour un Romain !), met à sac une partie de l'Italie, effraie le pouvoir en battant plusieurs armées, n'arrive pas à gagner la Thrace et meurt les armes à la main en mars 71 av. J.-C. dans un lieu incertain (peut-être sur la côte sud de l'Italie), écrasé par les forces de Crassus. Il ne pouvait l'emporter. Mais réussir à tenir la campagne pendant près de deux ans démontre qu'il possédait les qualités d'un « *chef de guerre* ». J-LV

Tallandier, 224 pages, 17, 90 €.



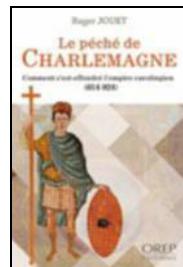


La Colonne Trajane. **Alexandre Simon Stefan avec la collaboration d'Hélène Chew**
Dédicée à l'empereur Trajan par le Sénat de Rome, la colonne Trajane témoigne depuis l'an 113 des gigantesques travaux entrepris par l'empereur et célèbre ses victoires sur les Daces, que raconte la frise historiée qui s'enroule sur son fût de 38,87 mètres de haut. Depuis sa dédicace, la colonne émerveille tout visiteur qui se rend à Rome et interroge architectes et historiens. Parmi ceux-ci, un nouveau nom, Alexandre Simon Stefan. Nul doute que son ouvrage fera date : il est magnifique, complet, répond à toutes les questions que l'on est en droit de se poser (lisibilité, polychromie, auteurs, artisans, etc.) et apporte quantité d'éléments nouveaux. La colonne Trajane est vraiment la mère de toutes les colonnes historiées, celles de Rome, de Vienne et de la place Vendôme à Paris. **J-LV Picard, 306 pages, 100 €.**

Le Péché de Charlemagne. Roger Jouet

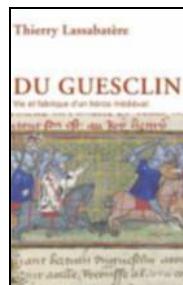
En moins d'un siècle, de 814 (mort de Charlemagne) à 887 (déposition de Charles le Gros), l'Empire carolingien se décompose en royaumes, vite démembrés en principautés quasi indépendantes. Pourquoi une chute si rapide ? Explications classiques : la médiocrité des successeurs de Charlemagne, leurs luttes intestines, les raids vikings, le développement de la vassalité et ses dévoiements liés à l'hérédité des « bénéfices » (les futurs fiefs). L'auteur, universitaire fort sérieux, en ajoute une, rarement invoquée : la responsabilité de l'empereur.

Qui s'enferme dans une conception fruste et passéeiste du royaume, ce bien de famille que l'on partage ; qui privilégie les liens d'homme à homme plutôt qu'une administration efficace à son service ; qui accepte des règles successorales dépassées et préfère « vivre de son bien » plutôt que de mettre sur pied une fiscalité digne de ce nom. S'il poursuit et amplifie l'œuvre de ses prédécesseurs, Charlemagne semble incapable de se projeter dans l'avenir. Quant au titre, énigmatique, il renvoie à des légendes du IX^e siècle. Elles expliquaient les problèmes du temps par un péché de l'empereur qu'il fallait expier... **FV OREP Editions, 320 pages, 22,50 €.**



Du Guesclin. Vie et fabrique d'un héros médiéval. Thierry Lassabatère

Considéré comme un héros dès son vivant grâce à ses retentissantes victoires militaires, et notamment celle de Cocherel en 1364, Du Guesclin est un personnage mythique : par sa brillante carrière militaire, sa ruse, ses qualités de meneur d'hommes et sa loyauté, il a incarné tour à tour et en différentes époques le service du roi, l'Etat français et le patriotisme. Grâce à une analyse rigoureuse des sources et un remarquable travail de critique littéraire, portant notamment sur *La Chanson de Bertrand Du Guesclin* de Cuvelier, l'auteur nous livre un portrait contextualisé et tout en nuances de son personnage, en le dégageant des lieux communs qui accompagnent habituellement sa légende. Ce travail ambitieux ne manque pas d'intérêt, même si on se perd parfois dans la complexité de l'ensemble. **MdM Perrin, 544 pages, 25 €.**

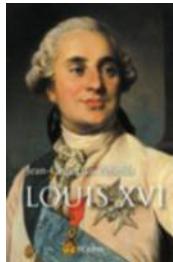


Le Moyen Age de Venise

Elisabeth Crouzet-Pavan

Venise est une ville. Franco Mancuso

Elisabeth Crouzet-Pavan connaît l'histoire de Venise comme personne. Son enquête travaillée, reprise, refondue, est une somme d'érudition, d'intelligence et de clarté. Il s'agit d'histoire urbaine. Non l'analyse d'un monument ou d'un groupe de monuments, si beaux soient-ils. Mais d'une ville prise dans sa globalité, comme un organisme vivant en perpétuelle évolution. Autrement dit pour Venise, des réponses à des questions que chacun se pose : comment la ville s'est-elle construite et organisée au milieu d'une lagune, sur un sol qui n'existe pas, dans un site impossible ? De quelle façon se déploie-t-elle ? Quels rapports ses 100 000 habitants entretiennent-ils avec les eaux qui les entourent et dans lesquelles ils vivent ? Solidement construit autour de trois thèmes (la ville à la recherche d'elle-même, l'évolution de ses structures à travers la société, le triomphe de la ville et ses représentations), l'ouvrage insiste sur le projet collectif vénitien : maîtriser la nature. Diffus à ses débuts, il se structure au XIII^e siècle lorsqu'il est pris en main par l'autorité publique. Au point de devenir, une fois la boue et l'eau dominées, l'expression d'un ordre, celui des institutions de la République : sont alors unis dans un même ensemble un espace, une société, ses élites et Dieu. Illustration superbe de cette enquête, l'ouvrage de Franco Mancuso, *Venise est une ville*, permet par sa très riche iconographie non seulement de suivre l'histoire de la ville, mais de comprendre et de voir l'ensemble des problèmes qui touchent à sa conservation. **FV Albin Michel, 1 116 pages, 32 € et Editions de la revue Conférence, 560 pages, 59 €.**



Louis XVI. Jean-Christian Petitfils

Parue en 2005, cette biographie de Louis XVI avait fait date par la qualité exceptionnelle de sa documentation, l'originalité de son approche, l'élégance de son écriture. Balayant les clichés ressassés depuis deux siècles, elle brossait du souverain le plus subtil et le plus nuancé des portraits en montrant comment ce roi scientifique, intelligent et cultivé, passionné par la Marine, soucieux de promouvoir une réforme en profondeur de son pays, mais introverti, taciturne,

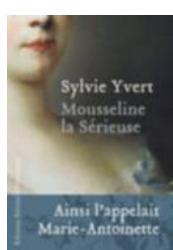
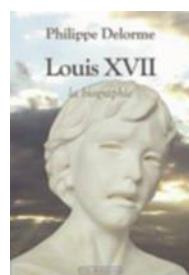
peu porté à l'exercice de l'autorité, et de caractère dépressif, s'était heurté au mur des incompréhensions, des préjugés, des revendications, des égoïsmes, jusqu'à être emporté par la violence révolutionnaire et d'offrir, mystiquement, son sang pour la pacification de son pays. Ce grand classique bénéficie aujourd'hui d'une réédition de prestige qui mérite de figurer dans la bibliothèque de tout honnête homme. *MDej*

Perrin, 1 100 pages, 35 €.

Louis XVII, la biographie. Philippe Delorme

Peu de personnages auront suscité autant de débats sur leur identité ni éveillé autant d'espoirs... De la naissance du second Dauphin à Versailles (le premier Dauphin, son frère aîné Louis-Joseph de France, étant mort le 4 juin 1789) jusqu'aux derniers rebondissements de l'enquête autour de « l'enfant du Temple », c'est une destinée mouvementée que retrace Philippe Delorme. Soucieux de mettre un terme aux théories de la « survie », il analyse avec une rigueur implacable les nombreuses controverses apparues après la mort officielle de l'enfant royal. Mais c'est surtout la vie éphémère de Louis XVII qui nous est dessinée, depuis les jardins du Trianon jusqu'au cachot du Temple. A travers lui, on assiste au crépuscule de l'Ancien Régime, à la tragédie d'une famille qui doit faire face à la Révolution. La correspondance de la reine, les Mémoires de Mme Royale, les témoignages des geôliers, tous ces documents qui nourrissent l'ouvrage replongent le lecteur au cœur d'un drame où s'affrontent folie et grandeur d'âme et où un enfant impuissant devient l'enjeu qui peut faire basculer l'avenir d'une nation. *DB*

Via Romana, 450 pages, 24 €.



Mousseline la Sérieuse. Sylvie Yvert

Son oncle, le comte d'Artois, futur Charles X, avait surnommé cette jeune princesse délicate, observatrice et réfléchie, Mousseline la Sérieuse. Enfermée avec sa famille, à la prison du Temple en août 1792, elle est séparée successivement de son père, de sa mère, de son petit frère Louis XVII, de sa tante Mme Elisabeth. Quand, en juin 1795, la Convention daigne enfin accorder une dame de compagnie à « Marie-Thérèse de Bourbon », l'enfant fragile est devenue une jeune

fille de 16 ans, grave et triste, en robe trop courte pour son âge, et ayant presque perdu l'usage de la parole à force de solitude. Exilée à Vienne, elle rejoindra ensuite Louis XVIII en Courlande où elle épouse, en juin 1799, son cousin le duc d'Angoulême. Elle connaîtra encore espoirs et désillusions, et d'autres exils avant de mourir à Frohsdorf, le 19 octobre 1851, à l'âge de 72 ans. Sa tombe porte cette épithaphe : « Ô vous qui passez par ce chemin, prenez attention et voyez s'il est une douleur semblable à ma douleur. » Avec beaucoup de sensibilité et de délicatesse, Sylvie Yvert prête sa plume élégante à Mme Royale dans ce récit écrit à la première personne, pour raconter la vie aux douleurs indicibles d'une femme de France hors du commun. *AP*

Héloïse d'Ormesson, 332 pages, 18 €.

LE CHOIX DU CONSEIL

Par Jean Tulard

L'Art militaire de Napoléon

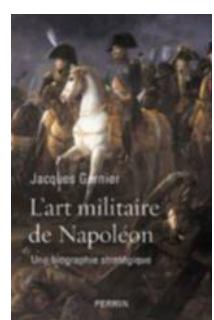
Jacques Garnier

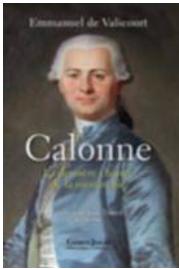
Après avoir publié l'intégralité des bulletins de la Grande Armée et révélé « les secrets de Waterloo », Jacques Garnier confirme dans *L'Art militaire de Napoléon* qu'il est l'un des meilleurs connaisseurs des campagnes napoléoniennes. Certes, Napoléon est tributaire de ses modèles (César et Frédéric II) et de ses lectures (Puységur, Folard, Guibert, mais il ignore *La Petite Guerre de Grandmaison*, lacune qui lui coûtera cher en Espagne). Il a bénéficié de la meilleure artillerie de l'époque, celle mise au point par Griebeauval, mais il a négligé l'amélioration du fusil et dédaigné les fusées Congreve et l'aérostation.

Ajoutons qu'il eut de la chance, son « étoile », notamment à Marengo. Mais il n'en laisse pas moins l'image d'un génie militaire, car, comme le souligne Jacques Garnier, « il a porté à un point jamais atteint jusque-là l'intuition guerrière, l'inventivité et le sens de l'organisation ». A travers l'analyse très détaillée de ses campagnes, l'auteur montre ce fameux instinct qui conduit Napoléon à donner sur le champ des ordres fulgurants et décisifs. Mais il est aussi un parfait stratège, sachant préparer un combat.

C'est le cas à Austerlitz où tout se déroule selon un plan prévu à l'avance et où toutes les fautes de l'ennemi ont été sciemment provoquées. Alors pourquoi Napoléon n'a-t-il pas été un perpétuel vainqueur ? Jacques Garnier note à juste titre que « son pire ennemi n'aura été autre que lui-même. C'est sa démesure qui le conduira à la défaite finale ». Il aurait pu ajouter que c'est grâce à la maîtrise de la mer que l'Angleterre l'a finalement emporté, comme les Alliés triomphèrent de l'Allemagne lors de la Seconde Guerre mondiale par suite de leur supériorité aérienne.

Perrin, 352 pages, 23 €.





Calonne. La dernière chance de la monarchie

Emmanuel de Valicourt

Servir le roi malgré lui, martelait Calonne, le ministre de Louis XVI qui, avec Maupeou et Turgot, fut le seul à préconiser les solutions qui auraient sauvé la monarchie, si le roi avait bien voulu les soutenir et si les privilégiés n'avaient pas fait preuve d'un égoïsme sans limite. Mais une fois arrivé au Contrôle général des finances, en 1783, il ne parvint pas à imposer ses réformes audacieuses. Des archives privées inédites permettent à Emmanuel de Valicourt de dresser le premier portrait complet et juste de ce grand serviteur d'Etat, de sa jeunesse à son exil après 1787. Une grande page d'histoire politique à méditer. **EM-R**

Clément Juglar, 418 pages, 25 €.



Irlande 1916. Le printemps d'une insurrection. **Philippe Maxence**

A l'heure où la guerre fait rage sur le continent, la « verte Erin » s'embrase, secouant une nouvelle fois le joug multiséculaire de l'Anglais. Le lundi de Pâques 1916, à Dublin, la joie de la Résurrection laisse place à l'insurrection, et à la sanglante répression. Revenant sans détours sur les événements, l'auteur rappelle que, malgré son échec apparent, cette révolte fut paradoxalement décisive pour la libération du pays et l'avènement de la République irlandaise. Un livre haletant où se révèle « l'âme de feu » d'un pays de résistants et de catholiques indécrobbables... **PdLT**

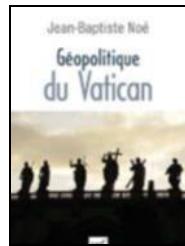
Via Romana, 200 pages, 12 €.



Le Déluge, 1916-1931. Un nouvel ordre mondial. **Adam Tooze**

Ce livre, comme le précédent sur l'économie nazie, est bourré de chiffres, de notes et de tableaux. Il ne se lit pas « comme un roman », mais permet de mieux comprendre la période envisagée. Le lecteur têtu et patient en sort, un peu hébété, avec l'impression d'être moins ignorant. Qui s'était rendu compte qu'en 1916, l'année de Verdun et de la Somme, la production totale de l'Empire britannique était dépassée par celle des Etats-Unis ? Qui avait remarqué qu'au cours de l'hiver 1928-1929, Churchill, Hitler et Trotski faisaient le même constat : dix ans après le conflit, l'organisation mondiale était bouleversée, l'Europe réduite au statut de province au profit des Etats-Unis ? Cartographier le surgissement de ce nouvel ordre politique est l'objectif de l'auteur. Avec une thèse simple et forte : face au pouvoir économique et militaire américain, apparaissent des « insurgés » comme il les appelle, Japon, Allemagne, Union soviétique, que la crise de 1929 ne fait que renforcer. S'il nous surprend souvent, Tooze, très flatteur pour Aristide Briand qu'habite non un idéalisme illusoire mais « une forme supérieure de réalisme », pousse toujours à la discussion et à la réflexion. **FV**

Les Belles Lettres, 618 pages, 33 €.



Géopolitique du Vatican. **Jean-Baptiste Noé**

Bien qu'il ne réponde pas tout à fait à son titre, notamment par une vision parfois eurocentrée, ce livre pourra certainement apporter au grand public un regard synthétique sur la réalité et l'influence de l'Eglise catholique aujourd'hui. Celle-ci occupe, en effet, une position singulière, à la fois religion universelle et Etat doté d'une personnalité juridique internationale qui accroît son efficacité à travers le monde. Pouvoir central, incarné par le pape, et société décentralisée, par la multitude de ses diocèses et paroisses répartis sur l'ensemble de la planète, l'Eglise catholique déploie par nature une vision internationale au service de sa visée spirituelle. Présentant de façon ramassée les grandes étapes historiques et les points saillants de ses « préoccupations », Jean-Baptiste Noé tend à montrer que la singularité de sa géopolitique aujourd'hui réside non dans l'extension du pouvoir d'un Etat, mais dans la construction d'une communauté des peuples. **PM**

PUF, « Hors collection », 256 pages, 20 €.



À en perdre son latin. **De Stéphane Ratti**

Jules Verne l'avait prédit dans *Paris au XX^e siècle*. Najat Vallaud-Belkacem l'a fait. Réduit à la condition de matière à option, délesté de ses heures de cours, invité à se fondre dans d'improbables enseignements interdisciplinaires, le latin est voué, au collège, à la disparition. Il le sera bientôt à l'université. Professeur d'histoire de l'Antiquité tardive à l'université de Besançon, Stéphane Ratti signe avec ce court pamphlet un formidable chant d'amour à sa discipline d'origine : l'enseignement de la langue latine, désormais sacrifiée au nom du primat de l'utilité. Il montre que son apprentissage est pourtant essentiel à la maîtrise de notre propre langue, en même temps qu'il donne accès à nos concepts politiques, à notre littérature, à notre histoire, notre culture. Que le caractère achevé du patrimoine littéraire hérité de l'Antiquité fait de lui un monde clos, et, par-là, fondateur d'une mémoire commune, en même temps que propice à la multiplication des lectures et des interprétations. Qu'en nous obligeant à nous plier à ses contraintes, à les intérioriser, l'apprentissage du latin nous fait entrer enfin dans la familiarité d'un ordre dicté par la raison, et, partant, nous accoutume aux disciplines constitutives de la civilisation. **MDej**

EUD, « Essais », 68 pages, 8 €.

Par François-Xavier Bellamy



© G. BASSIGNAC/LE FIGARO MAGAZINE

LE BLASPHÈME ET SON DOUBLE

Revivifiée par le réveil de la violence islamiste, la répression du blasphème n'a pas disparu en Occident.

Mais elle ne protège pas la même victime.

Avec les attentats qui ont émaillé l'année 2015, le religieux fait de nouveau irruption au cœur d'une

société qui pensait avoir enfin relégué Dieu au rang d'une affaire privée. Nous subissons de plein fouet la violence islamiste au moment où nous sommes le moins capables de la penser, ayant délaissé, en bons positivistes, la théologie et la spiritualité comme autant de bizarries du passé. C'est le cas en particulier des attentats de janvier 2015, justifiés par l'accusation de blasphème : totalement désorientés devant cette accusation, l'opinion publique et les gouvernants se sont livrés à une défense enflammée de la liberté d'expression – sans savoir qu'ils étaient simplement en train de déplacer, en quelque sorte, la nature du blasphème. Car dans la proclamation des « valeurs de la République », faut-il voir autre chose que de nouveaux dogmes intouchables, entourés de la même sacralité ?

C'est le grand mérite du livre d'Anastasia Colosimo que de nous permettre de prendre, enfin, un peu de recul sur cette question. Dans *Les Bûchers de la liberté*, la jeune doctorante mobilise des champs de connaissance variés pour éclairer le blasphème : l'histoire, le droit comparé, la linguistique, et bien sûr la théologie et la science politique.

L'Occident avait cru, au XX^e siècle, avoir dépassé la religion ; la disparition des antagonismes idéologiques, avec la fin de la guerre froide, allait-elle alors inaugurer la paix perpétuelle ? Avec « *la fin de l'histoire* » (1992), on s'en souvient, Fukuyama prophétisait « *la victoire du magnétoscope* », le succès de la rationalité technique et démocratique empêchant désormais toute guerre, à commencer par les guerres de religion. Las, dès 1988, l'affaire Rushdie aurait dû alerter sur les conflits à venir : c'est par le blasphème que le religieux reviendrait dans l'histoire. « L'international fondamentaliste » émergea en réaction à la parution des *Versets sataniques*. La fatwa lancée par l'ayatollah Khomeyni obligeait tout musulman à tuer leur auteur, n'importe où et n'importe quand : pour Anastasia Colosimo, c'était déjà « *la clé de la globalisation du blasphème* ». Tout Occidental devenait en effet, en tant qu'impie, un condamné potentiel – et tout musulman un bourreau par devoir. La peur ainsi suscitée, comme un fossé irréparable, ne pouvait désormais qu'accroître encore les effets de cette division dangereuse.

Car il y a bien, entre l'islam et l'Occident, une « *incompatibilité des sacrilités* », malgré toutes les contorsions rhétoriques employées par les gouvernants occidentaux pour minorer le problème. En Occident en effet, le blasphème a subi la grande mutation moderne : l'exemple le plus transparent s'en trouve dans le droit britannique. Défini comme « *dénégation de la doctrine du christianisme* », qui

constitue un risque pour l'ordre public », le blasphème devient en 1883 « *ce qui est de nature à blesser sérieusement la sensibilité religieuse des chrétiens* ». Cette évolution « *constitutive de la modernité* », qui fait que certains pays comme l'Espagne condamnent comme un blasphème l'insulte envers les agnostiques, maintient le crime, mais change la victime : ce n'est plus Dieu qui est offensé, mais la communauté qui croit en lui. Anastasia Colosimo pointe là la porte ouverte à une dangereuse concurrence : « *L'accusation d'offense aux sentiments des croyants devient une arme redoutable pour tous les particularismes* » – et ils sont nombreux en quête de reconnaissance, dans une Europe déboussolée en pleine crise d'identité.

En France, cette mutation communautariste du droit s'est opérée avec la loi Pleven contre le racisme, en 1972. Anastasia Colosimo met en évidence le glissement avec beaucoup de finesse : le droit protégeait jusque-là des individus, désormais, il prend le parti des groupes ; le blasphème ne vise plus un Dieu, mais une communauté, et même une ethnie... L'auteur, qui adopte le plus souvent le ton précis de l'universitaire, ne peut ici retenir ses coups : ce texte est « *une erreur impardonnable* » et une « *maladresse tragique* ». On aurait pu penser que le « *bûcher de la liberté* » se trouvait dans le crime des Kouachi ; mais il est bien plutôt dans notre dérive juridique et dans l'arsenal incroyable empilé depuis quarante ans contre la liberté d'expression. En suivant avec elle l'accélération impressionnante de la production législative en la matière, jusqu'aux nouvelles mesures prises depuis janvier 2015, on comprend que l'auteur ait été saisie d'un sentiment d'urgence. C'est cette urgence qui fait des *Bûchers de la liberté* un livre vraiment nécessaire, pour redonner un sens à la liberté d'expression – et une consistance au combat contre l'oppression islamiste. ✓

À LIRE



Les Bûchers de la liberté
Anastasia Colosimo
Stock
232 pages
18,50 €

Voyage au centre des pyramides

Les derniers mystères des pyramides seraient-ils sur le point d'être levés ? La mission Scan Pyramids espère découvrir l'existence de chambres secrètes à travers leurs parois.

Impénétrables, les pyramides ? Presque. Pour les Egyptiens de l'Antiquité, la vie du pharaon dans l'au-delà dépendait de la conservation de son corps, assurée par la momification. « Encore fallait-il assurer la durabilité et l'inviolabilité de la sépulture. A priori, rien ne pouvait satisfaire davantage à ces deux exigences que la masse des pyramides », souligne l'architecte Gilles Dormion dans *La Chambre de Kheops* (Fayard, 2004). C'est sans doute l'une des raisons pour lesquelles il reste si difficile pour les égyptologues de percer les secrets de ces géants de l'Antiquité, bâtis pour ne pouvoir être pénétrés. La mission Scan Pyramids, lancée le 25 octobre 2015 sous l'égide du ministère égyptien des Antiquités nationales, fait pourtant le pari fou de découvrir ce qui se cache derrière leurs façades, sans les dégrader comme les pillards qui y creusèrent des passages dès l'Antiquité. Son espoir : dévoiler le mystère millénaire de leur construction et de leur structure interne.

Conçu et coordonné par la faculté des ingénieurs de l'université du Caire et l'institut français HIP (Heritage, Innovation, Preservation), le projet vise à scanner durant une année les grandes pyramides d'Egypte, en combinant des technologies innovantes non invasives : thermographie infrarouge, radiographie par muons, photogrammétrie, scanner et reconstitution en 3D. « C'est la première fois que ces outils de pointe sont utilisés sur des pyramides. Le but est de mettre les données obtenues à la disposition des chercheurs, qui pourront, à partir d'elles, construire des hypothèses interprétatives », explique Mehdi Tayoubi, codirecteur du projet. La mission Scan Pyramids s'applique actuellement à



quatre pyramides construites pendant la IV^e dynastie, entre 2575 et 2465 av. J.-C. : la pyramide Sud, dite rhomboïdale, et la pyramide Nord, dite « pyramide rouge », bâties par le premier roi de la dynastie, Snéfrou, sur le site de Dahchour, ainsi que les pyramides de Kheops et Képhren, fils et petit-fils de Snéfrou, érigées sur le plateau de Gizeh, une vingtaine de kilomètres plus loin. « Elles ont en commun d'avoir été bâties avec les mêmes techniques et de représenter l'apogée de cet art architectural », explique Mehdi Tayoubi.

Les premières découvertes réalisées grâce à ces technologies provoquent déjà un séisme au sein de la communauté des égyptologues... Des caméras infrarouges ont en effet relevé sur les quatre façades des quatre pyramides étudiées une dizaine d'anomalies thermiques. « Quand des écarts de

température sont relevés entre des blocs de pierre, l'anomalie laisse supposer que derrière la façade se cache une cavité, un couloir, une rampe de construction, un éboulement interne ou encore un matériau différent », explique Mehdi Tayoubi. Or, parmi ces anomalies thermiques, l'une d'elles se révèle particulièrement impressionnante : sur la façade est de la pyramide de Kheops, une zone présente, au niveau du sol, jusqu'à 6 °C d'écart avec les blocs voisins... Au point que la carte des relevés thermiques sur la pyramide de Kheops constitue l'image « la plus importante de l'année 2015 », selon le ministre des Antiquités égyptien Mammouh Eldamaty, lui-même archéologue.

Et pour cause. La pyramide de Kheops, dernière merveille du monde de l'Antiquité encore debout, est actuellement connue



FOUILLES TECHNO-ARCHÉOLOGIQUES Ci-dessus : une campagne de thermographie infrarouge dans le cadre de la mission Scan Pyramids. En bas : grâce à ces plaques qui sont des capteurs de muons, il est possible de scanner l'intérieur des pyramides. Page de gauche : la campagne de thermographie infrarouge menée dans la tombe de Toutankhamon, durant l'automne 2015, a permis d'y détecter deux chambres funéraires secrètes.

comme la seule pyramide abritant trois chambres étagées : une chambre souterraine, celle de la Reine et celle du Roi, la seule accessible aux visiteurs, qui y pénètrent par une ouverture creusée par les profanateurs antiques, et traditionnellement appelée « galerie d'al-Mamoun », du nom d'un calife ayant exploré la pyramide en l'an 820. Aujourd'hui, les résultats de la première mission de Scan Pyramids laissent penser que l'édifice en recèle, peut-être, une quatrième...

Néfertiti à Louxor ?

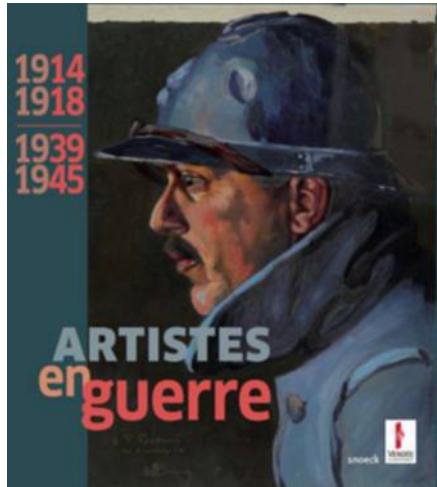
Ce protocole scientifique apparaît ainsi d'un enjeu capital, d'autant plus qu'à Louxor, il a permis une autre découverte majeure. En novembre 2015, en marge du projet Scan Pyramids, les mêmes caméras thermiques ont été utilisées pour confirmer la crédibilité d'une théorie de l'archéologue britannique Nicholas Reeves : en

août 2015, ce fin connaisseur de la vallée des Rois avait en effet observé sur un scan en très haute définition des marques sur les parois du tombeau de Toutankhamon, indiquant, selon lui, la présence d'une chambre secrète. Et celle-ci, pense-t-il, abriterait la dépouille de l'une des plus célèbres reines d'Egypte : Néfertiti, épouse d'Akhenaton – fondateur de la première religion monothéiste, le culte du disque solaire Aton, et père de Toutankhamon. D'après lui, le jeune Toutankhamon, mort à 19 ans, avait dû être enterré en urgence dans une tombe qui ne lui était pas destinée : celle de Néfertiti, morte près de dix ans plus tôt.

De fait, les relevés thermiques effectués pendant l'automne confirment la possibilité que deux cavités funéraires existent derrière la façade. Rien ne prouve cependant encore que Néfertiti y repose. Le ministre Eldamaty, convaincu que cette souveraine a été ensevelie à Tell el-Amarna, l'ancienne capitale du royaume fondée par son époux Akhenaton, attribue plutôt la sépulture à Kiya, une autre épouse du pharaon, ou à un membre de la famille royale. Pour sa part, fort de ces résultats, Nicholas Reeves continue d'étudier le site pour tenter de confirmer son intuition.

De même, pour affiner les résultats déjà obtenus sur les sites de la mission Scan Pyramids, les recherches se poursuivront au moins jusqu'à fin 2016. Des caméras infrarouges enregistrent désormais des relevés thermiques plus précis, ciblés sur les zones repérées à l'issue de la mission courte. Par ailleurs, des capteurs de muons sont en cours d'installation dans la chambre de la Reine de la pyramide de Kheops. D'autres ont déjà été disposés dans la chambre basse de la pyramide rhomboïdale, à Dahchour. « *De la même façon que les rayons X pénètrent à travers notre corps et permettent d'observer notre squelette, les muons, particules élémentaires, traversent des roches de grande épaisseur. Des détecteurs permettent de distinguer les zones vides des zones denses, et ainsi de visualiser des volumes* », explique Mehdi Tayoubi. Enfin, les plateaux de Dahchour et de Gizeh seront reconstitués en 3D avec tous leurs monuments – pyramides, temples, ainsi que le Sphinx –, grâce à des appareils photographiques embarqués sur des drones et des relevés au scanner laser. Aux égyptologues, ensuite, de les étudier et de proposer des hypothèses. En espérant que tout ce remue-ménage ne trouble pas le sommeil des pharaons... 





EXPOSITIONS

Par Albane Piot

Le casque et la plume

L'Historial de la Vendée rend un hommage vibrant aux soldats des deux conflits mondiaux du XX^e siècle à travers les œuvres d'artistes vendéens, combattants ou témoins des événements.

Ils sont partis au combat avec en poche leurs espoirs, leur bonne volonté, et aussi leurs crayons et leurs couleurs, parfois un appareil photo. Soldats de la Première ou de la Seconde Guerre mondiale, ils ont mis leur talent d'artiste à profit durant les événements, croquant leurs camarades du front entre deux batailles, parfois même à l'heure H, peignant les villes détruites, les paysages dévastés. Marqués de façon indélébile par le souvenir de ce qu'ils virent alors, ils ont raconté la guerre, en faisant de leur dessin l'exutoire de leurs souffrances ou de leur colère, un hommage aux frères d'armes, une arme politique critiquant l'ennemi ou l'Etat meneur de guerre, un outil didactique qui décrit et explique les combats et la captivité, le front et l'arrière.

L'exposition de l'Historial de la Vendée, organisée thématiquement dans une scénographie sobre et classique, montre, sans sentimentalisme, de quelles diverses façons les artistes ont pu illustrer la guerre qu'ils ont faite. Elle exhume les œuvres d'artistes vendéens connus ou moins connus, une sélection de dessins, peintures, lithographies ou photographies contemporains ou légèrement postérieurs aux deux guerres, des œuvres de petits maîtres de qualité inégale mais souvent belles, et toujours d'une grande puissance évocatrice. Les portraits de poilus de Jean Launois, aux regards pénétrants, sont d'une singulière présence. On s'amuse du talent d'humoriste de Benjamin Rabier qui tourne en dérision l'armée allemande ou raconte, dans un album paru en 1916 chez Tallandier, l'histoire de Flambeau,



IN MEMORIAM Projet de bas-relief pour le monument aux morts de La Roche-sur-Yon, par Jan et Joël Martel, 1922 (Les Lucs-sur-Boulogne, Historial de la Vendée).

chien de guerre : un chien engagé volontaire s'efforçant de secourir les soldats prisonniers. On rit aussi des caricatures de Maurice de La Pintière, ridiculisant ceux qui firent basculer le monde dans la Seconde Guerre mondiale, avant d'être saisis par ses œuvres dépeignant l'horreur de sa détention dans les camps de concentration nazis. Les paysages étranges et désolés, presque fantomatiques, de Fernand Combès, impressionnent, œuvres d'un artiste

qui s'improvisa reporter sur le front qui lui vola son fils en mai 1917. Il y a des trésors dans cette sélection originale, où s'exprime tant de désarroi, de violence, mais aussi de joie de vivre, malgré tout.

« 1914-1918, 1939-1945, artistes en guerre », jusqu'au 13 mars 2016. Historial de la Vendée, 85170 Les Lucs-sur-Boulogne. Du mardi au dimanche, de 10 h à 18 h. Tarif : 8 € ; 5 €. Rens. : www.historial.vendee.fr ; 02 51 47 61 61. Catalogue, Snoeck, 120 pages, 28 €.

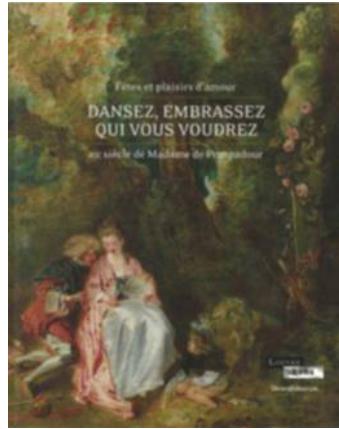


TAMBOURS, TROMPETTES ET SOLDATS DE PLOMB

Les nouveaux espaces du musée de l'Armée, cabinets insolites évoquant l'atmosphère des contes d'Hoffmann ou d'Andersen, ont de quoi enchanter. Le premier expose les collections de figurines anciennes du musée, figurines de carte (fabriquées en carton rigide par et pour les adultes dès le XVIII^e siècle), petits soldats d'étain, de plomb ou de plastique, près de 5 000 pièces en ordre de bataille sur les 140 000 que conserve le musée : des soldats de toutes les époques, de l'Antiquité à la Seconde Guerre mondiale, mais surtout du Premier Empire. Auprès d'eux, des modèles réduits de pièces d'artillerie des XVIII^e et XIX^e siècles, objets de prestige et de collectionneurs, et quelques projets d'armes jamais réalisés. Le second cabinet révèle une très belle sélection d'instruments de musique militaire aux reflets chatoyants et aux noms exotiques (serpents, buccins, ophicléides...) et leur évolution depuis la Révolution jusqu'au Second Empire. Et l'on (re)découvre l'ingéniosité d'Adolphe Sax (1814-1894), facteur d'instruments de musique qui s'était employé brillamment à perfectionner les instruments à vent, la qualité de leur sonorité, leur facilité de jeu... Avec un tel succès qu'en 1845, lorsque l'armée réorganisa sa musique, ce fut des instruments de son invention qu'elle choisit d'adopter : saxhorn, saxotromba et saxophone, lequel dut ainsi à la musique militaire, bien avant le jazz, ses premières lettres de noblesse.

Musée de l'Armée, Hôtel des Invalides, 75007 Paris. Tous les jours de 10 h à 17 h (du 1^{er} novembre au 31 mars). Tarif : 11 € ; 9 €. Rens. : www.musee-armee.fr ; 0 810 11 33 99.

© CHRISTOPHE CHAVAN/RMN-GR



JEUX DE SÉDUCTION

Né sous les auspices légers voire licencieux de la Régence, l'art séduisant et poétique d'Antoine Watteau avait inventé le thème de la fête galante, avec, pour l'introduire, le *Pèlerinage à l'Isle de Cythère*, son morceau de réception à l'Académie royale de peinture et de sculpture en 1717. François Boucher à sa suite popularisa la pastorale, mettant en scène de jolis bergers enrubannés se délectant des jeux de l'amour et du hasard. Jusqu'à la Révolution, leurs suiveurs chantèrent la joie de vivre, les délices de l'amour, les variations des sentiments et l'ivresse de paraître, les plaisirs aristocratiques, en France et dans toute l'Europe, sur tous les modes, en peinture et jusque dans les arts décoratifs, avec un succès fou. Le refrain alors était unanime : « *Sautez, dansez, embrassez qui vous voudrez !* » Sur des cimaises aux couleurs pastel, l'exposition brosse un panorama général de l'évolution du genre et de ses différentes déclinaisons en Europe, en exposant certaines de ses plus belles œuvres, et consacrant une intéressante section à ses répercussions dans les arts de la scène, à l'opéra et au théâtre. Joli, mais sucré !

« Dansez, embrassez qui vous voudrez : fêtes et plaisirs d'amour au siècle de madame de Pompadour », jusqu'au 29 février 2016. Musée du Louvre-Lens, 62300 Lens. Tous les jours, sauf le mardi, de 10 h à 18 h. Tarifs : 10 € ; 5 €. Rens. : www.louvrelens.fr ; 03 21 18 62 62. Catalogue sous la direction de Xavier Salmon, Louvre-Lens/Silvana Editoriale, 320 pages, 39 €.

PROMENADE ITALIENNE

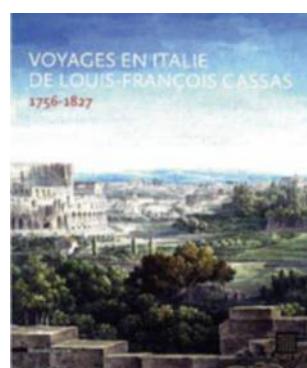
En cette fin d'Ancien Régime, l'appel de l'Italie était irrésistible : depuis plus d'un siècle les aristocrates venaient y faire leur Grand Tour, pour parfaire leur éducation. Les artistes qui pouvaient y séjourner venaient y affiner leur jugement esthétique, en se confrontant aux œuvres antiques et modernes que Rome et ses environs recelaient, et aux paysages de ruine sous les lumières italiennes, que le peintre Hubert Robert savait si bien rendre. Ils y pratiquaient le dessin d'observation, cherchant l'anecdote et le pittoresque, et puis, l'esprit scientifique des lumières aidant, avec une ambition nouvelle d'exactitude et de savoir archéologique. L'artiste tourangeau Louis-François Cassas (1756-1827) effectua deux voyages en Italie grâce à ses mécènes successifs le duc de Chabot et le comte de Choiseul-Gouffier. Ses dessins de sites et de paysages exposés à Tours montrent cette évolution du regard. Avec le temps, ces vues lumineuses, paisibles et contemplatives, s'étoffent d'une interrogation sur ce que fut l'Antiquité.

« Voyages en Italie de Louis-François Cassas », jusqu'au 22 février 2016.

Musée des Beaux-Arts, 37000 Tours. Tous les jours, sauf le mardi, de 9 h à 12 h 45

et de 14 h à 18 h. Tarifs : 6 € ; 3 €. Rens : www.mba.tours.fr ; 02 47 05 68 82.

Catalogue, musée des Beaux-Arts de Tours/Silvana Editoriale, 296 pages, 34 €.



TÉLÉVISION

Par Marie-Amélie Brocard



Autant en emporte le vent

Après cinq ans de diffusion, *Downton Abbey* vient tout juste de se clore. La sortie de coffrets DVD et Blu-ray permet désormais aux fans d'en posséder l'intégrale.

« Si nous ne respectons pas le passé, il nous sera difficile de construire l'avenir. » En septembre 2010 apparaissait sur la chaîne britannique ITV une série dont le succès allait être aussi immédiat qu'inattendu. Créé par Julian Fellowes, *Downton Abbey* met en scène la vie de château en Angleterre au début du XX^e siècle en alternant entre les scènes dans la haute société et celles tournées parmi les domestiques, au sous-sol de la prestigieuse demeure de la famille Crawley, *Downton Abbey*.

Quand, en 1912, l'héritier de lord Grantham (lui-même doté de trois filles à marier, mais dépourvu d'enfant mâle) meurt dans le naufrage du *Titanic*, c'est toute la vie de la maison qui est affectée par l'arrivée du nouveau successeur, Matthew Crawley, un cousin éloigné appartenant à la haute bourgeoisie. En décembre dernier, l'épisode de Noël de la saison 6 tirait le rideau de fin sur un spectacle qui a couvert plus de dix années des bonheurs et malheurs de la maison de lord Grantham. La diffusion française s'est de son côté achevée sur TMC début janvier.

Fortes audiences, critiques élogieuses, la série s'exporte et reçoit chaque année de multiples récompenses. De nombreux livres dérivés ont été publiés ; deux des ouvrages de la nièce du réalisateur approfondissant les caractères des personnages, le contexte historique, et introduisant le lecteur dans les coulisses, ont été traduits en français : *Le Monde de Downton Abbey* et *les Chroniques de Downton Abbey*. Outre-Atlantique, *Downton Abbey* est régulièrement citée



par les personnages de quelques-unes des séries les plus regardées. Et outre-Manche, la reine Elisabeth n'a pas manqué un épisode des six saisons.

Ce succès s'explique avant tout par une réalisation exceptionnelle. *Downton Abbey* est une œuvre d'art, un enchaînement de tableaux qui ne laisse jamais la place aux fausses notes. Même quand les intrigues sont moins intéressantes, le scénario plus faible, la beauté des images, l'atmosphère justifient à elles seules qu'on y revienne. Les dialogues sont ciselés dans une langue qui n'admet

jamais la vulgarité. Les décors sont fastueux. Les costumes font revivre la mode du premier quart du XX^e siècle, évoluant au fil des saisons au fur et à mesure que les années passent. Les exigences de Julian Fellowes sur l'authenticité de la reconstitution historique sont réputées pour être intraitables.

Plus qu'une série historique, c'est un drame d'époque. On participe peu aux grands événements : la guerre est vue de loin, on prend connaissance des soubresauts de la politique par les journaux. Mais c'est tout un monde qui resurgit ici, celui de l'aristocratie fortunée

de la campagne anglaise, viscéralement liée à ses terres, et qui, si elle est parfois trop attachée à ses priviléges, n'en est pas moins consciente qu'elle a, de par sa position, un rôle à jouer auprès de ceux qui dépendent d'elle. Un monde qui vit son chant du cygne au rythme des réceptions, des chasses, des bals. Incarnant ce passé révolu, lady Violet, la comtesse douairière aux répliques cinglantes, est une figure d'anthologie : « *Ne sois pas défaitiste, ma chère, ça fait très classe moyenne.* »

La majestueuse demeure qui donne son nom à la série en est un personnage à part entière. Probablement le principal. « *J'ai donné ma vie à Downton. Je suis né ici et j'espère mourir ici, proclame lord Grantham. Je n'ai d'autre prérogative que d'entretenir cette maison et ce domaine. C'est mon troisième parent et mon quatrième enfant.* » C'est pour ce domaine que l'on se bat. Pour en préserver l'âme. Pour le transmettre aux générations futures. Il justifie tous les sacrifices, est maître de toutes les décisions.

Le ballet des domestiques est orchestré avec vigilance par l'exigeant Carson, majordome profondément attaché à la famille et vigilant à ce que rien ne change dans la qualité du service de la maison. Chaque geste est codifié, millimétré. Aucun faux pas ne lui échappe et gare au valet de pied qui mettrait la troisième fourchette un peu trop à gauche. Un guide pour domestiques par Carson a même été publié.

Mais depuis la guerre, chacun le répète à l'envi, le monde a changé, remettant en question ce mode de vie, et offrant à chacun la possibilité de s'élever (ou de descendre) dans l'échelle sociale. Les grands domaines ne peuvent plus être gérés comme autrefois. Désormais, il faut s'adapter. Ou mourir.

Lors du premier épisode, l'électricité est arrivée depuis peu au château. Au fur et à mesure des six saisons, les progrès techniques s'imposent les uns après les autres : le téléphone, le réfrigérateur, le gramophone, la TSF ou le sèche-cheveux. Le socialisme fait son entrée. La cadette du comte s'intéresse à la politique et au droit de vote des femmes. Au fur et à mesure des saisons, chacune des femmes de la famille va se trouver une activité quand leur principal souci était au départ de se trouver un mari et une tenue pour le dîner.



LA VIE DE CHÂTEAU Ci-dessus : le domaine de Downton Abbey. En haut à gauche : lady Mary (Michelle Dockery, à gauche) et lady Violet (Maggie Smith). Les Crawley au complet, avec le chef de famille, lord Grantham (debout à gauche), incarné par Hugh Bonneville.

A partir de la saison 3, l'enjeu est de moderniser l'exploitation du domaine. Lord Grantham essaie de faire avec, s'oppose parfois à ses gendres et sa fille lady Mary, se laisse convaincre, parvient à l'occasion à leur faire toucher du doigt le bien-fondé de certaines anciennes pratiques. Réduire le train de vie de la maison apparaît désormais comme une évidente nécessité. Partout, l'aristocratie apprend à faire avec moins de personnel. On se surprend à accepter qu'un invité passe à table sans avoir pu se changer pour le dîner !

Les temps changent

Mais l'évolution ne se borne pas à la question de savoir si on peut se passer du troisième voire du deuxième valet de pied. C'est comme si, en modifiant une façon de vivre, c'est tout ce en quoi l'on croyait qui devient petit à petit obsolète. A côté de la façon de faire, on assiste, en effet, au bouleversement de la façon de penser. D'abord par l'abandon de l'idée de mésalliance. Puis on flirte avec un homme marié qui finit par faire un enfant à l'une des filles de la maison, tandis qu'une autre passe une semaine à l'hôtel avec son soupirant pour s'assurer qu'ils sont bien compatibles ! Peu à peu s'installe ainsi l'idée qu'accepter la modernité et le progrès technique s'accompagne nécessairement d'un consentement à la révolution des mœurs, de l'abandon de ce que l'on croyait bon et juste quelques années plus tôt.

Downton Abbey n'est que de loin une série historique. Elle effleure l'histoire. Mais ce qu'elle a d'historique, c'est la peinture de cette société, la chronique de ce monde qui, sous prétexte de progrès, n'a pas su garder les principes qui l'animaient, une fois tombée en désuétude l'étiquette qui lui servait de corset.

Désormais, Julian Fellowes va pouvoir se consacrer à son nouveau projet de série *The Gilded Age* (la Belle Epoque), un Downton à l'américaine qui se déroulera à la fin XIX^e siècle aux Etats-Unis, et qui mettra en scène une famille de riches aristocrates américains. Il a toutefois déclaré qu'on pourrait y voir apparaître certains personnages de Downton Abbey plus jeunes. Certaines rumeurs font également état de la possibilité d'un film en guise de conclusion. Mais a-t-on réellement envie de savoir ce qui se passe après ? Car le destin de Downton Abbey tel que nous avons appris à le connaître et à l'aimer, nous ne le savons malheureusement que trop bien, c'est de disparaître. ✓

Coffret des six saisons en DVD ou Blu-ray, à paraître le 2 février, Universal, 95,99 € et 107,99 € env. Le Monde de Downton Abbey, par Jessica Fellowes, Editions Charleston, 320 pages, 24,90 €. Chroniques de Downton Abbey, par Jessica Fellowes et Matthew Sturgis, Editions Charleston, 320 pages, 27 €. Instructions et petits secrets du majordome de Downton Abbey pour bien tenir sa maison, traduit de l'anglais par Hélène Hinfray, Payot, 160 pages, 12 €.

CINÉMA

Par Geoffroy Caillet

Cas de conscience

Experimenter retrace avec brio l'histoire de Stanley Milgram, l'homme qui mit en évidence la docilité de la conscience humaine soumise à une autorité.



COUPLE IDÉAL Stanley Milgram (Peter Sarsgaard) trouve auprès de sa femme Sasha (Winona Ryder) un soutien indéfectible dans ses recherches, contemporaines du procès du nazi Adolf Eichmann, qui affirme lui aussi « *n'avoir rien fait qu'obéir aux ordres* ».

Peu d'expériences ont connu un plus grand retentissement que celle à laquelle Stanley Milgram laissa son nom. Son évocation dans une séquence d'anthologie du film *I... comme Icare* (1979) et sa reprise dans le documentaire télévisé *Le Jeu de la mort* (2010) n'y sont pas pour rien auprès du public français. Dans cette expérience menée au début des années 1960 par ce chercheur en psychologie à Yale, des volontaires devaient administrer des décharges électriques – en réalité fictives – à un inconnu situé dans une autre pièce lorsque celui-ci donnait une réponse erronée à un test de mémoire. Malgré les cris simulés de leur victime, 65 % des volontaires, d'après le résultat le plus souvent cité par Milgram, allèrent jusqu'à la soumettre à la décharge

potentiellement mortelle de 450 volts, sur le seul ordre que leur donnait l'autorité d'un scientifique présent à côté d'eux.

Dépassant le cadre du biopic, c'est à la fois l'histoire de Stanley Milgram, disparu à 51 ans en 1984 et interprété ici par Peter Sarsgaard, et celle de son expérience qui met en scène *Experimenter* d'une façon à la fois sobre et inventive, en s'attachant à rendre le contexte, le déroulement et la postérité de ses recherches sur la docilité de la nature humaine placée en situation de soumission à une autorité. Milgram cherchait à comprendre comment les nazis avaient pu embiguder aussi efficacement des milliers d'individus pour accomplir leur œuvre de mort. Précisément, en 1961, au moment même où il mène son expérience, se tient



à Jérusalem le procès d'Adolf Eichmann. Or, comme la plupart des volontaires testés par Milgram, le criminel nazi se retranche systématiquement derrière un troublant : « *Je n'ai rien fait qu'obéir aux ordres* ». »

Logiquement, les conclusions de Milgram se nourrissent du fameux *Eichmann à Jérusalem, rapports sur la banalité du mal* publié par Hannah Arendt en 1963. Comme celles de la philosophe allemande, les siennes furent critiquées. On lui reprocha les souffrances psychologiques infligées à ses patients d'occasion. On s'interrogea sur la validité scientifique et l'acceptabilité morale d'une expérience reposant sur la tromperie. *Experimenter* montre un Milgram ébranlé par ces remises en cause. Epaulé par sa femme (Winona Ryder), il prend le soin d'y répondre, s'adressant au spectateur face caméra, comme pour l'enjoindre à ne pas se déresponsabiliser en endossant ce qu'il nomme un « état agentique ». Persuadé, comme Montaigne, que « *nous sommes, je ne sais comment, doubles en nous-mêmes, qui fait que ce que nous croyons, nous ne le croyons pas, et ne nous pouvons défaire de ce que nous condamnons* », il ne peut pourtant s'y résoudre. Et tout en reconnaissant l'aspect « kafkaien » de son expérience, il souligne avec force que « *nous sommes des marionnettes, mais des marionnettes qui jouissent de la perception et qui ont une conscience. Et peut-être que cette conscience est la première marche qui nous mène vers la liberté.* » Vibrant, *Experimenter*, de Michael Almereyda, avec Peter Sarsgaard, Winona Ryder, Jim Gaffigan, 1 h 37.

Par Jean-Robert Pitte, *de l'Institut*



© CANAL ACADEMIE.

LES PIEDS DANS LE PLAT

Louis XVI doit-il sa perte aux pieds de porc à la Sainte-Menehould ? Lors de sa fuite, en juin 1791, l'infortuné souverain n'aurait pas su résister à la spécialité argonnaise.

La réputation des pieds de porc à la Sainte-Menehould, du nom de la jolie capitale de l'Argonne reconstruite après un incendie vers 1730, remonte au moins à 1674, date de parution de *L'Art de bien traiter* qui en donne une première recette, laquelle consiste à cuire longuement les pieds en braisière ou au court-bouillon, puis à les rouler dans de l'oeuf battu et de la chapelure avant de les faire griller pour les rendre croustillants. Située sur la route royale qui mène de Paris à Metz et en Allemagne, la ville compte alors plusieurs relais de poste qui servent aux voyageurs de passage ce mets à la fois rustique et raffiné. On sait comment s'achève la malheureuse fuite de Louis XVI et de sa famille. Reconnus à Sainte-Menehould le 21 juin 1791, ils sont arrêtés quelques kilomètres plus loin à Varennes-en-Argonne par Jean-Baptiste Drouet. Le 27 juin suivant, dans son journal, Camille Desmoulins réécrit l'histoire à sa façon et attribue l'infortune royale à la légendaire gourmandise du souverain : « *A quoi tiennent les grands événements ! A Sainte-Menehould, ce nom rappelle à notre Sancho Pança couronné les fameux pieds de cochon. Il ne sera pas dit qu'il aura passé à Sainte-Menehould sans avoir mangé sur les lieux des pieds de cochon. Il ne se souvient plus du proverbe "Plures occidunt gula quam gladius"* » (« *Les gourmands creusent leur tombe avec leurs dents* »). Le délai de ces apprêts lui fut fatal. » Alexandre Dumas montre le ridicule de cette calomnie dans un beau livre publié en

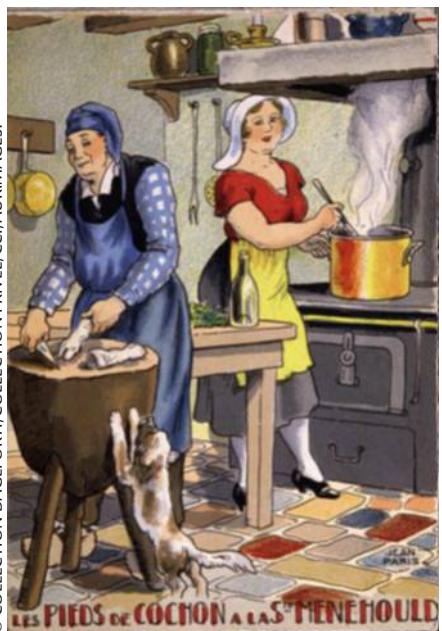
à l'auberge du Cheval Rouge selon une recette inchangée depuis 1873, et l'une des meilleures interprétations est celle du restaurant Laurent, à Paris, où ils sont totalement désossés et servis très croustillants. À déguster avec un côte-de-brouilly du Château Thivin. ✓



© WILLIAM MEPPEM/BAUER SYNDICATION/ORÉDIA.

PIEDS DE PORC FARCI

RÉCETTE
Acheter des pieds de porc en gelée. Faire fondre la gelée que l'on conservera et ramollir les pieds en les plaçant 15 minutes dans un four à 100 °C. Les ouvrir en deux par la face interne et les désosser intégralement. Les placer à plat sur un morceau de crête, puis les remplir d'une farce fine porc et veau, avec des morceaux de foie gras de canard cru sur toute la longueur et des morilles séchées (réhydratées, nettoyées et hachées) ou des truffes. Rouler dans la crête et cuire à four moyen une heure en arrosant d'un peu de madère ou de marsala. Récupérer le jus, le mêler de l'eau filtrée des morilles ou du jus des truffes, ainsi que de la gelée fondue, et couler sur l'ensemble. Laisser refroidir et servir ensuite en tranches d'épaisseur moyenne sur un lit de la gelée aromatique. Accompagner d'un hermitage blanc. A tomber !



© COLLECTION DAGLI ORTI/COLLECTION PRIVÉE/CCI/AURIMAGES.

ENCOUNTER

© ECPAD/FRANCE/1916/TEART, JEAN LOUIS, © KEYSTONE/GAMMA.

44 CARTES SUR TABLE

FALKENHAYN A PRÉTENDU QU'IL AVAIT VOULU, À VERDUN, « SAIGNER À BLANC L'ARMÉE FRANÇAISE ». IL AVAIT EN RÉALITÉ RÊVÉ D'Y RÉALISER LA PERCÉE DÉCISIVE, QUI S'EST HEURTÉE À LA RÉSISTANCE DE SES ADVERSAIRES.

68 QUI A SAUVÉ VERDUN ?

ALIMENTÉ DÈS L'APRÈS-GUERRE PAR LE MARÉCHAL JOFFRE LUI-MÊME, LE MATCH PÉTAIN-NIVELLE N'A CESSÉ DE DIVISER LES ESPRITS.

QUI EST VRAIMENT LE SAUVEUR DE VERDUN ? LE POINT SUR LE RÔLE RESPECTIF DES CHEFS DANS LA VICTOIRE FINALE.





72

ILS ONT FAIT VERDUN

ILS S'APPELAIENT JOFFRE ET FALKENHAYN,
CASTELNAU ET MANGIN, OU, DÉJÀ, PÉTAIN
ET DE GAULLE. ILS ÉTAIENT POILUS ET
TIRAILLEURS, FRANÇAIS ET ALLEMANDS. LEUR
TITRE DE GLOIRE ? ILS ONT FAIT VERDUN.

VERDUN

Le chemin des hommes

Et aussi

300 JOURS EN ENFER

REQUIEM POUR UNE BATAILLE

DRIANT LE MAGNIFIQUE

LES SENTIERS DE LA GUERRE

BENJAMIN S'EN VA-T-EN GUERRE

ENTRE LES LIGNES

JEUX INTERDITS

TERRE DES HOMMES

ILLUSTRATION : © DOMINIQUE BERTAIL

Cartes sur Table

Par Frédéric Guelton

Que cherchaient les Allemands en attaquant Verdun ?

« *Saigner à blanc l'armée française* », comme le prétendit Falkenhayn ? Son plan inadapté compromit en réalité les chances de succès d'une offensive destinée à leur ouvrir la route de Paris.



LA VOIE SACRÉE

Hors d'atteinte des canons allemands, le site du Moulin-Brûlé était le point d'arrivée de la Voie sacrée. C'est ici que les camions déposaient les soldats et le matériel, et qu'ils récupéraient ceux qui quittaient le front ainsi que les blessés.



© RUE DES ARCHIVES/TALLANDIER.



La bataille de Verdun est souvent présentée, en France, comme le symbole et le sommet de la Grande Guerre. Cette vision était celle du professeur Guy Pedroncini, qui voyait dans Verdun la seule bataille dont le nom « survivra à l'oubli des siècles ». A l'inverse, et jusqu'à une période récente, marquée par la publication d'un *Verdun 1916* par les historiens français et allemand Antoine Prost et Gerd Krumeich, cette bataille était demeurée largement absente de l'historiographie d'outre-Rhin.

Cette situation a une explication simple, les regards portés sur une bataille l'étant toujours à l'aune de ses résultats, glorifiés par les uns, oubliés par les autres. Qui plus est, les archives françaises de la bataille sont abondantes alors que les archives allemandes ont presque toutes été détruites par les bombardements alliés en 1945. Dans les premières, on trouve les ordres du Grand Quartier général (GQG), les documents du QG de Pétain puis de Nivelle à Souilly, les *Journaux des marches et opérations* des unités, etc. Dans les secondes, rien ou presque. Rien ou presque sur le point de vue de Falkenhayn, ses intentions, le travail du QG de la Ve armée du Kronprinz. Rien sur la fameuse intention de Falkenhayn de « saigner à blanc l'armée française », hormis ce qu'il en a écrit après la guerre ; peu de choses sur la décision de combattre sur la rive droite ou sur la rive gauche de la Meuse...

Ainsi, un siècle après la bataille, l'historien en est-il réduit à interpréter les sources connues en cherchant à établir entre

elles un équilibre délicat. Il ne doit enfin pas négliger le fait que, lorsque les deux adversaires élaborent, à la fin de 1915, leurs plans de campagne pour 1916, ils le font dans le contexte de l'époque, avec une Triplice (l'Empire allemand et l'Empire austro-hongrois, augmentés de l'Empire ottoman et de la Bulgarie) victorieuse sur tous les fronts, et une Triple Entente (France, Royaume-Uni, Russie, auxquels se sont jointes la Belgique, la Serbie et l'Italie), dont les armées sont tenues en échec ou vaincues.

Tour d'horizon à la fin de 1915

A la fin de l'année 1915, et en dépit des avantages territoriaux obtenus par la Triplice, les deux adversaires sont l'un et l'autre en échec. Pourquoi ? Parce que leurs plans de guerre ont échoué. Le plan français, connu sous le nom de plan XVII, qui avait pris la forme, en août 1914, d'une double offensive centrale voulue par Joffre entre les Vosges et la Moselle d'une part, entre Metz et Verdun de l'autre, s'était soldé par un échec complet lors de la bataille des Frontières. De leur côté, les Allemands avaient tenté d'appliquer le plan Schlieffen, du nom de son concepteur, qui avait commandé l'armée allemande de 1891 à 1905. Ce plan, qui prévoyait d'envelopper l'armée française par une manœuvre d'aile à travers la Belgique, le nord de la France et l'ouest de Paris, s'était soldé, à son tour, par la défaite de la Marne.



© MEP/RUE DES ARCHIVES.

TÊTES D'EMPIRE Page de gauche : l'empereur allemand Guillaume II (*assis, au premier plan*), entouré par le haut commandement de l'armée impériale. On reconnaît notamment Erich von Falkenhayn (*debout, quatrième à partir de la droite*), chef de l'état-major général jusqu'au 29 août 1916, et ceux qui l'ont remplacé à cette date, Paul von Hindenburg (*assis, premier à partir de la droite*) et Erich Ludendorff (*debout, cinquième à partir de la droite*). C'est le chancelier Theobald von Bethmann Hollweg (*debout, premier à partir de la droite*) qui, face aux résultats catastrophiques à Verdun, convaincra l'empereur de remplacer Falkenhayn. Également présent sur cette photo, le fils de Guillaume II, le Kronprinz Wilhelm von Hohenzollern (*debout, troisième à partir de la gauche, juste après Moltke*), commandant de la Ve armée allemande à Verdun. Ci-dessus : le Kronprinz Wilhelm avec son état-major à Verdun.

Face à cette situation imprévue, aucun des commandants en chef n'avait, au début de 1915, de plan de remplacement. Les états-majors en sont encore réduits, à la fin de la même année, à chercher comment sortir de l'impasse. S'ils espèrent trouver la solution pour l'année 1916, ils ignorent laquelle. Ce qui est sûr, c'est que la plupart des armées, organisées et préparées pour mener une guerre de quelques mois, sont épuisées. Elles sont, pour reprendre le terme utilisé à l'époque, « usées ». Elles commencent à manquer de combattants instruits, elles manquent d'armes et plus encore de munitions. Elles ont besoin de temps pour préparer une nouvelle campagne, sachant pertinemment que celui qui sera prêt le premier aura l'avantage sur les autres.

Face à cette situation, les adversaires adoptent des postures différentes. Dans les deux camps, les principales puissances estiment certes que la victoire ne pourra être obtenue que dans un affrontement dit « du fort au fort », mais les Alliés se convertissent, lors de la conférence de Chantilly, en décembre 1915, à l'idée que la décision résultera d'un engagement

concerté sur trois fronts à la fois. Encerclant les empires centraux, ils jugent qu'une série d'offensives menées presque simultanément sur les fronts français, russe et italien interdira à l'ennemi de manœuvrer sur ses lignes intérieures. Contraint de répartir ses forces sur trois fronts, celui-ci sera alors plus facile à vaincre sur l'un d'eux. La première victoire acquise en entraînera naturellement d'autres sur les autres fronts, et la somme des victoires locales donnera la victoire totale.

Pour les Allemands, qui négligent les opinions des Austro-Hongrois, des Bulgares et des Ottomans, il n'existe que deux fronts principaux : le front russe et le front français. Ils doivent au contraire à leurs yeux être traités séparément, l'un après l'autre. Reste à décider dans quel ordre. Au sein du haut commandement allemand, Hindenburg et Ludendorff défendent l'option russe. Bien qu'auréolés de leurs victoires de 1914 à Tannenberg, puis de 1915 sur un front allant de Riga à Tarnopol, ils ne peuvent résister à Falkenhayn. Commandant en chef depuis l'éviction de Moltke à l'issue de la bataille de la Marne, Falkenhayn est un proche de l'empereur Guillaume II.



© COSTA/LEEMAGE. © RUE DES ARCHIVES/RDA. © RMN-GRAND PALAIS (MUSÉE D'ORSAY)/TONY QUERRIC.



Or, il veut la décision à l'Ouest, contre les Français, et dans des conditions telles qu'il pourra ensuite soit vaincre, soit faire sortir la Grande-Bretagne de la guerre. Le tour de la Russie suivra.

Attaquer vite

Formés dans des écoles militaires qui enseignent les mêmes principes de la guerre, Joffre et Falkenhayn savent que celui qui attaque le premier bénéficie d'un avantage initial certain. Mais une fois ce principe réaffirmé, les attitudes diffèrent. Si les Alliés pensent qu'il faut se préparer à mener le plus tôt possible les grandes offensives coordonnées dont ils attendent la décision, chacun d'eux sait aussi qu'il doit réorganiser ou simplement reposer d'abord son armée. Joffre estime qu'il ne peut rien tenter avant le mois de mars 1916, parce que ses troupes sont trop fatiguées par les offensives répétées auxquelles il

les a soumises, en 1915, en Champagne et en Artois. Il en va de même pour Alexeieff, qui a besoin d'environ six mois pour remettre l'armée russe sur pied après les revers qu'elle vient de subir en Galicie et lors de la sanglante bataille de Varsovie en août-septembre 1915. French, puis son successeur Haig, sait qu'il faut encore plusieurs mois pour former, sur le sol britannique, les volontaires recrutés en masse depuis août 1914 pour former « l'armée Kitchener », qui doit venir rejoindre, en France, le maigre corps expéditionnaire britannique (100 000 hommes engagés en 1914 et 1915 aux côtés des 3 580 000 soldats français). Quant aux Italiens, Cadorna a décidé que son armée devait hiverner avant d'envisager une campagne de printemps.

Les Alliés en tirent deux conclusions. La première est qu'il est impossible de déclencher avant juin 1916 les grandes offensives espérées. La seconde, qu'il faut, pour éviter d'être pris de



court par les Allemands, déclencher partout, dès les premiers jours de l'année, des offensives secondaires afin de leur infliger des « pertes définitives » (pour reprendre l'expression de Joffre) de 200 000 hommes par mois. Pourtant, même à ce rythme, Joffre demeure perplexe, déclarant : « les attaques frontales, même concordantes dans le temps, sur les fronts occidental et oriental peuvent ne pas donner de résultats décisifs, [et] le moment décisif de la guerre peut encore être éloigné ».

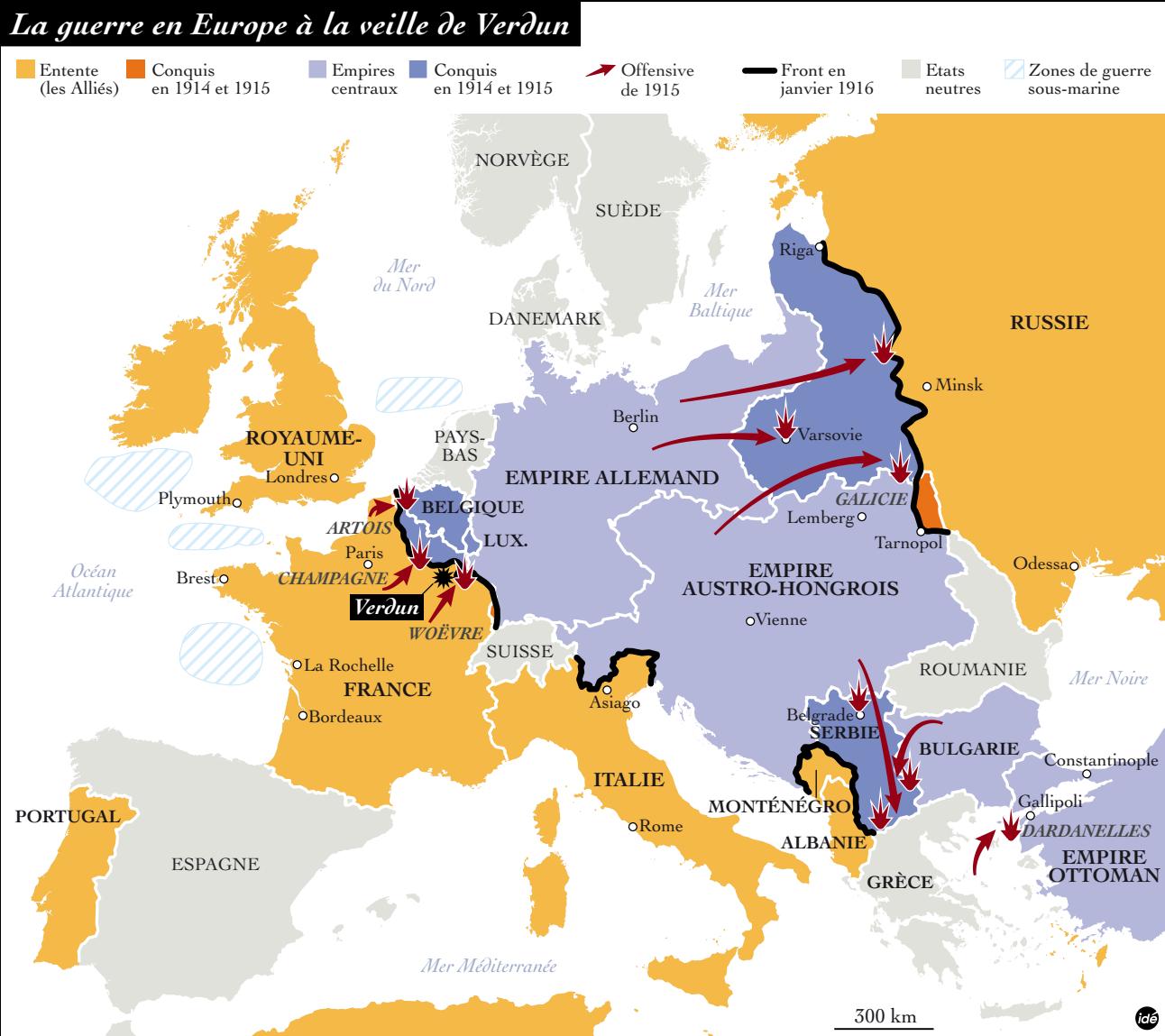
Les Allemands, eux aussi, sont conscients et inquiets de l'usure relative de leur armée. Un proche de Guillaume II, le général Hans von Plessen, note dans son *Journal*, à l'issue d'une entrevue entre l'empereur et Falkenhayn, que ce dernier vient de brosser « un tableau sombre de notre situation militaire ». Inquiet pour l'avenir, Falkenhayn veut pourtant forcer le destin en misant sur la dynamique et l'enthousiasme nés des victoires récemment remportées contre la Russie et contre la Serbie (Belgrade a été prise le 9 octobre 1915). Il veut attaquer à l'ouest et le plus tôt possible en 1916. Reste à déterminer exactement où et quand.

Si l'idée comme la décision de l'offensive sur le front français sont bien nées dans l'esprit de Falkenhayn, le choix de Verdun et la nature de l'opération à conduire vont résulter, après le rejet de « l'hypothèse Belfort », d'une convergence de vue entre lui et le général Knobelsdorf, chef d'état-major de la Ve armée allemande, qui fait face à la ville. L'idée d'une opération sur Belfort, un temps envisagée, a été rejetée car elle ne présentait en réalité qu'un seul intérêt, d'ordre tactique : celui de pouvoir couvrir l'aile gauche de l'offensive allemande sur la frontière suisse. Sa prise n'offrirait en revanche aucune perspective stratégique intéressante.

PLUIE D'OBUS Ci-dessous : les poilus dans les tranchées de Verdun durant un tir de barrage, photo parue dans la revue *Le Miroir*, le 10 décembre 1916. Page de gauche : *Portrait du général Erich von Falkenhayn*, par Karl Bauer, XX^e siècle (collection particulière). Ci-dessus : *Ils ne passeront pas*, médaille de Verdun en bronze, par John Flanagan, 1920 (Paris, musée d'Orsay).

Si le choix de Verdun répond à l'exigence formulée par Falkenhayn d'une opération contre les Français seuls, le commandant en chef allemand demeure hésitant, jusqu'à ce qu'il apprenne en décembre, par son service de renseignement, que les forts qui protègent la ville ont été vidés de leur artillerie par les Français. Au cours du même mois, Knobelsdorff lui présente le plan d'attaque que vient de préparer son équipe. A partir de cet instant, le doute s'efface dans son esprit. La probabilité d'une intervention britannique à Verdun est négligeable, la région fortifiée désarmée et la situation tactique sur le terrain favorable, car les voies de communications, ferrées et routières, convergent en grand nombre, côté allemand, vers la ville, ce qui permettra de « nourrir la bataille » dans de bonnes conditions, alors qu'à l'inverse, les voies de communications françaises sont peu nombreuses et, pour les plus importantes, à portée de l'artillerie lourde allemande. Enfin, la manœuvre à





CAP À L'OUEST A la fin de l'année 1915, plusieurs succès des armées de la Triplice et la relative stabilisation des fronts à l'est et au sud incitent le général Falkenhayn et l'état-major allemand à profiter de la situation pour lancer une offensive d'envergure contre la France. Les Allemands ont en effet repoussé les Russes hors de Pologne et de Lituanie après la bataille de Varsovie en août-septembre. Les puissances centrales ont également reconquis, face aux Russes, la majeure partie de la Galicie au nord-est de l'Empire austro-hongrois. Dans les Balkans, l'entrée en guerre de la Bulgarie aux côtés de la Triplice, en octobre, a précipité l'invasion de la Serbie, alors que dans les Dardanelles, après huit mois de calvaire face à l'Empire ottoman, les Français et les Britanniques ont été contraints d'évacuer la place.

organiser se réduit à attaquer un saillant, ce qui ne présente que des avantages. C'est d'ailleurs ce qu'explique Knobelsdorf à Falkenhayn, avec conviction et par le menu.

Du plan de Knobelsdorf...

Lorsque les deux hommes se retrouvent à Berlin mi-décembre, cela fait plus d'un an que l'état-major de la Ve armée étudie la réduction du saillant qui lui fait face. Non que ses deux chefs, le Kronprinz, qui la commande en titre, et son adjoint Knobelsdorf aient une vision précise de l'avenir de la guerre sur le front français, mais parce qu'ils en ont reçu l'ordre et parce que le travail d'un état-major d'armée est de préparer des plans, quelle qu'en soit l'utilisation qui pourra en être faite ultérieurement.

Le plan élaboré par Knobelsdorf, après avoir fait étudier à la fois la situation des forces françaises et allemandes, consiste à réduire le saillant français en attaquant en force sur les deux rives de la Meuse, tout simplement parce que le saillant couvre

ces deux rives et qu'une offensive convergente a intérêt à les utiliser toutes deux. En cas de succès, deux possibilités s'offriront à lui. S'il dispose encore de suffisamment de réserves pour exploiter un succès initial, il doit, appliquant les principes de guerre allemands, pousser ses feux et, après avoir « percé » les lignes françaises, lancer « l'exploitation » dans la profondeur. S'il n'y parvient pas, faute de moyens ou parce que la résistance française est plus forte que prévue, il a intérêt à conquérir, au minimum, les hauteurs qui surplombent Verdun, afin de tenir la ville sous ses feux à partir d'une position désormais presque inexpugnable. Ce faisant, il adopte une démarche cohérente qui consiste, à la guerre, à chercher à adapter les moyens à la stratégie.

Pourtant, lorsqu'il présente ce plan à Falkenhayn, celui-ci le rabroue. Le plan est trop ambitieux et les moyens demandés trop importants. Falkenhayn ordonne alors à la Ve armée de revoir son plan, non plus en fonction d'un effet recherché mais



© IDÉ. © ECPAD/FRANCE/1916/DIETSCHE VICTOR.

VISITE PRÉSIDENTIELLE

Le président Raymond Poincaré (*au premier plan*), accompagné des généraux Herr et Bapst, pendant une inspection à Verdun, en 1916.

des moyens octroyés. Il impose à Knobelsdorf, qui le regrettera toute sa vie, de limiter l'offensive à la rive droite de la Meuse. Ce faisant, Falkenhayn se prive lui-même d'une victoire qui était peut-être à sa portée.

... au plan de Falkenhayn

Pourquoi Falkenhayn agit-il ainsi ? Parmi les principales interprétations possibles, la première résulte de l'analyse rationnelle. La seconde relève du mythe.

Comme commandant en chef de l'armée allemande, Falkenhayn a une vision d'ensemble de la guerre, qui détermine ses décisions locales. Elle lui impose de tenir compte du rythme de réorganisation des Russes, de la date d'arrivée de l'armée Kitchener dans le nord de la France, des demandes autrichiennes d'envoi de troupes allemandes en Galicie, et enfin de l'état général de l'armée allemande et de ses réserves. Ajoutées à ce que l'on sait de son caractère peu audacieux, ces considérations le poussent sans doute à mesurer au maximum les moyens qu'il est prêt à engager contre Verdun. Mais le calcul est en contradiction profonde avec l'effet recherché par son plan d'ensemble.

Entendrait-il, alors, comme cela a été écrit mille fois, « *saigner à blanc l'armée française* » en l'obligeant à se sacrifier pour ne pas être vaincue à Verdun, lui-même s'interdisant machiavéliquement d'y gagner la bataille ? Ce mythe, véhiculé par Falkenhayn lui-même à partir de 1919, lui a permis de justifier son échec à bon compte. Il a été d'autant plus puissant pendant près d'un siècle que présenté de façon anachronique, à partir d'un résultat qui correspondait à la fois à une réalité, celle des pertes de l'armée française, et à un autre mythe, construit par les Français autour de Verdun et allégoriquement illustré, dès 1916, par le chant patriotique *Verdun, on ne passe pas !* Malheureusement pour Falkenhayn, ce mythe, qu'aucun document d'époque n'atteste, a été démonté depuis et récemment encore par Antoine Prost et Gerd Krumeich !

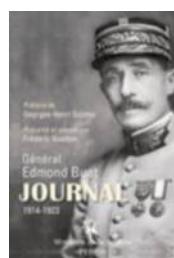
Au bilan, l'échec initial allemand devant Verdun apparaît une nouvelle fois, au-delà de la résistance inattendue des Français, comme celui de son haut commandement. Pourquoi une nouvelle fois ? Parce que le haut commandement allemand se révèle à Verdun, comme dans la Marne, incapable de prendre des décisions susceptibles de créer l'unité

nécessaire entre l'objectif à atteindre et les moyens dévolus. Si Falkenhayn a bien désigné le front sur lequel il voulait obtenir la décision – le front français, à Verdun –, son plan était inadapté et les moyens n'ont pas été alloués là où la logique aurait voulu qu'ils le soient.

Cette incohérence apparaît ultimement dans le plan final, signé par Knobelsdorf le 27 janvier 1916 pour une application le 12 février suivant, finalement reportée au 21. On y comprend que Knobelsdorf, qui obéit aux ordres, aimerait bien « *en faire davantage* », et, comme il l'écrit, attaquer sans désembarquer afin de ne pas laisser aux Français le temps de « *réorganiser leur résistance après qu'elle a été rompue* ». Mais une fois le front rompu, où faudra-t-il arrêter l'exploitation de la percée ? En d'autres termes, jusqu'où sera-t-il possible de poursuivre l'offensive ? Bien évidemment, nul ne le sait. Une question demeure néanmoins : les moyens demandés par Knobelsdorf auraient-ils été suffisants pour conquérir Verdun, aller au-delà de la forêt d'Argonne, et ouvrir, entre Marne et Seine, la route de Paris ? Force est de constater que ceux que lui octroya Falkenhayn ne permirent même pas aux Allemands de conquérir les Hauts de Meuse. ✓

Historien, le colonel (e.r.) Frédéric Guelton a dirigé le département de l'armée de terre au service historique de la Défense. Il est membre du conseil scientifique de la mission du centenaire de la Première Guerre mondiale. Il enseigne à Sciences Po Paris.

À LIRE



**Général Edmond Buat
Journal, 1914-1923**
Présenté et annoté
par Frédéric Guelton
Perrin/Ministère
de la Défense
1 480 pages, 45 €

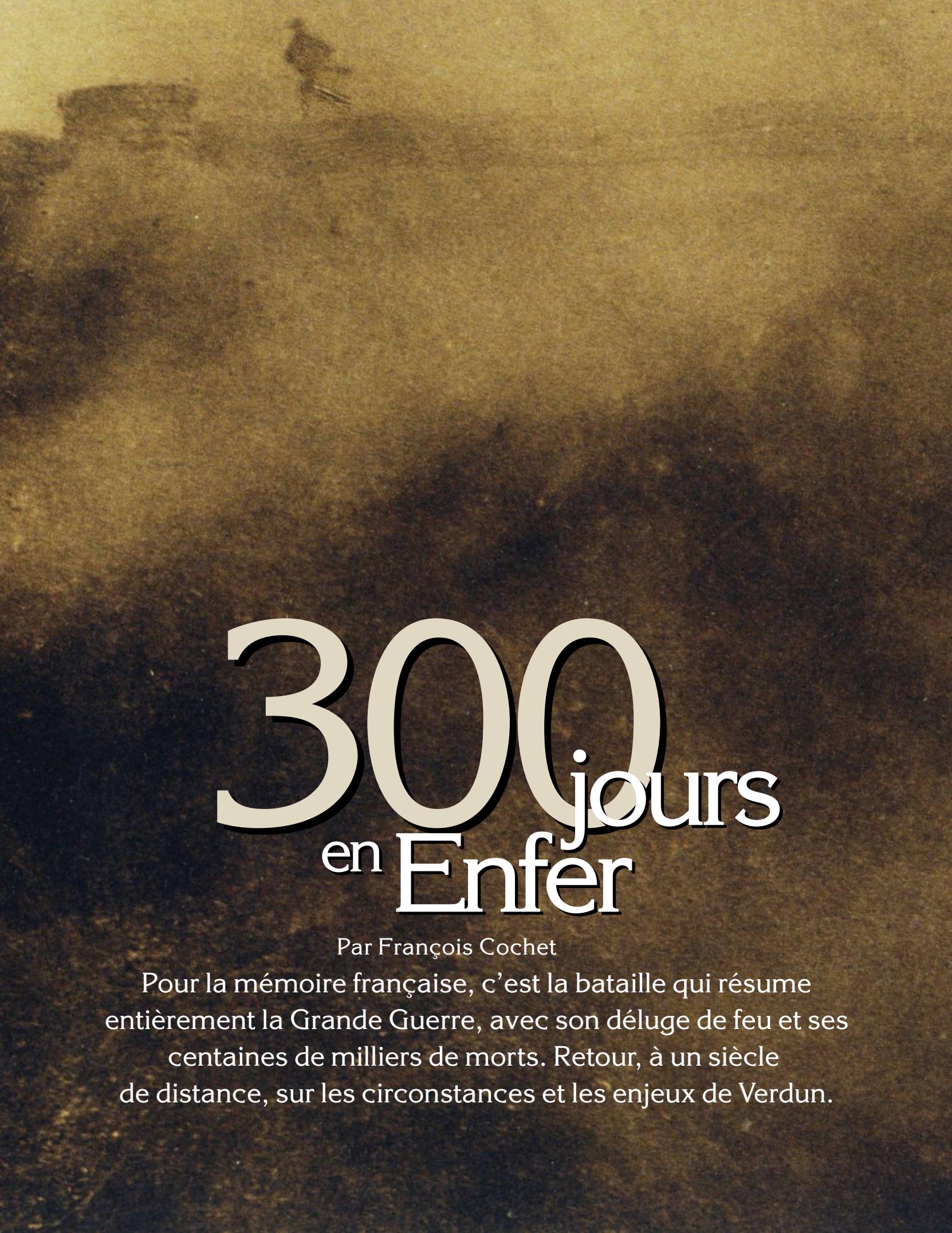


© AKG-IMAGES/JEAN-PIERRE VERNEY.

LE FORT DE L'ANGOISSE

Le fort de Vaux sous le feu allemand, le 3 juin 1916.

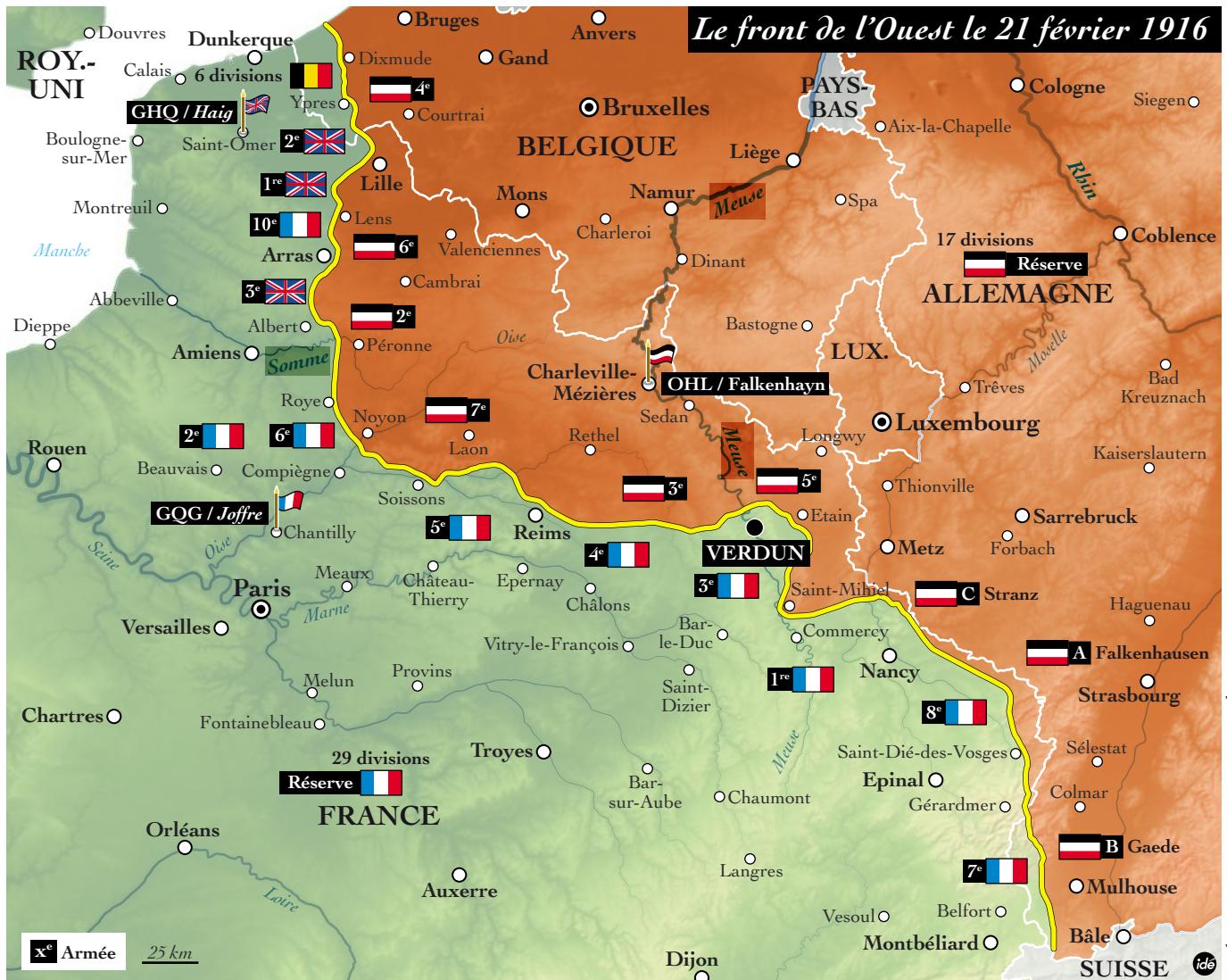
Durant six jours, 500 soldats français, privés d'eau et d'électricité, y ont subi un bombardement intensif avant d'être assaillis aux fumigènes et aux lance-flammes.



300 jours en Enfer

Par François Cochet

Pour la mémoire française, c'est la bataille qui résume entièrement la Grande Guerre, avec son déluge de feu et ses centaines de milliers de morts. Retour, à un siècle de distance, sur les circonstances et les enjeux de Verdun.



Quel est le plan des Allemands à Verdun ?

La bataille de Verdun, dont nous célébrons le centenaire, demeure dans toutes les mémoires françaises. En ce lieu, la Grande Guerre semble tout entière ramassée, en 1916 comme en 2016.

Que veulent faire les Allemands en attaquant le secteur fortifié de Verdun, le 21 février 1916 ? Veulent-ils « saigner à blanc l'armée française », comme Falkenhayn a tenté de le faire croire ? Cette légende forgée a posteriori ne résiste guère à la simple consultation d'une carte d'état-major à la veille de la bataille. Celle-ci fait en effet apparaître très clairement une tout autre raison de la décision allemande. Le secteur de Verdun constitue un saillant qui pénètre profondément dans les lignes allemandes et menace leurs flancs. D'ailleurs, plusieurs plans d'attaque sur Verdun ont été préparés dès 1915 et une ligne de chemin de fer a même été construite pour la préparer. A cette perspective s'ajoute l'espoir de s'emparer de la

ville afin de mettre les Français en difficulté. C'est donc bien la place de Verdun qui est visée et non le fait d'obliger les Français à sacrifier un nombre considérable de leurs troupes pour défendre la ville et sa ceinture fortifiée.

L'attaque sur Verdun doit d'abord passer par la neutralisation des forts par de puissants bombardements d'artillerie. Dès les préparatifs de l'offensive, les Allemands hésitent pourtant sur l'ampleur à lui donner en fonction de la compartmentation du terrain meusien. Attaquer sur les deux rives de la Meuse à la fois serait plus efficace, mais plus coûteux en vies humaines. Falkenhayn, en désaccord avec d'autres généraux, décide de n'attaquer que sur la seule rive droite, afin d'économiser ses hommes, ce qui, d'entrée de jeu, précarise les chances de succès du plan préparé par Knobelsdorf, chef d'état-major de la V^e armée, et accepté le 6 janvier 1916. Face à ces préparatifs, comment le Grand Quartier général (GQG) français réagit-il ?

Pourquoi Joffre ne croit-il pas à une attaque allemande ?

Dès le milieu du mois de décembre 1915, le GQG français dispose d'informations précises sur les préparatifs allemands, avec une incertitude de taille : le lieu choisi de l'offensive sera-t-il Amiens, Reims, Belfort ou Verdun ? En décembre 1915, les Allemands pensent encore à une attaque sur Belfort, la frontière suisse leur permettant de se garantir sur un flanc. Pour les Alliés, la crainte de voir une offensive allemande se développer est pourtant contrebalancée par les perspectives ouvertes par la conférence de Chantilly, tenue du 6 au 8 décembre 1915. Cette dernière a planifié toutes les grandes offensives alliées prévues pour l'année 1916 à venir : la Somme en premier lieu, qui doit se dérouler au printemps ou au début de l'été, mais aussi l'offensive russe de Broussilov et celle des Italiens, sur l'Isonzo.

Dans ce contexte, le général en chef des armées françaises, Joseph Joffre, développe un certain scepticisme devant les rumeurs d'offensive allemande sur

Verdun. Pourquoi l'incrédulité de Joffre ? A l'évidence, la préparation de l'offensive de la Somme mobilise toute son attention et il ne veut pas se laisser détourner de ses préparatifs. La bataille doit permettre de reprendre définitivement l'initiative sur l'ennemi après les déboires des différentes offensives françaises de l'année 1915 (Artois, Woëvre, Champagne).

Par ailleurs, les Alliés ont tiré des conclusions très claires de la situation à Chantilly. Pour eux, les Allemands ne sont pas en mesure de lancer une grande offensive à l'ouest, et leurs véritables ambitions sont tournées vers l'est. Sans la moindre ambiguïté aux yeux du GQG, l'année 1916 doit donc être celle de l'initiative alliée à l'ouest. On comprend qu'en dépit des mauvaises nouvelles en provenance de Verdun Joffre soit amené à minimiser le risque sur ce secteur du front occidental, de manière à ne pas trop bouleverser ses plans et les immenses préparatifs qu'il convient de mettre en œuvre pour une offensive comme celle de la Somme.

Comment imaginer, d'ailleurs, que les Allemands puissent lancer leur offensive sur un des points les plus fortifiés du front français ? La ceinture de Verdun est une de celles qui ont été modernisées après la crise de « l'obus-torpille » de 1886, qui avait montré que les fortifications de type Séré de Rivières, du début des années 1880, ne résistaient pas aux nouveaux explosifs. Douaumont, notamment, fleuron de la fortification verdunoise, sorte de navire-amiral dominant le terrain, a reçu une carapace de béton armé. En outre, Joffre, qui sait parfaitement lire une carte, considère, à juste titre d'ailleurs, que la topographie du secteur de Verdun est trop segmentée, trop compartimentée, notamment par le cours de la Meuse, pour que l'ennemi puisse y lancer une offensive d'envergure.

Des signes avant-coureurs ont pourtant alerté les Français. On sait que le général Herr, commandant la Région fortifiée de Verdun, a fait savoir à ses supérieurs qu'il n'avait pas les moyens de faire face à une attaque allemande. C'est surtout le gendre du général

Boulanger, le lieutenant-colonel Driant, député de Nancy, qui se trouve à la tête de deux bataillons de chasseurs à pied au bois des Caures, qui a dénoncé la mauvaise préparation défensive de la place de Verdun, le 1^{er} décembre 1915. Court-circuitant Joffre en n'empruntant pas la sacro-sainte « voie hiérarchique », il en a averti directement la commission de l'armée de la Chambre des députés et le président de la République. On se doute que le généralissime n'a que très modérément apprécié la démarche !

Joffre répond de haut et affirme, le 18 décembre 1915, à Gallieni, ministre de la Guerre, que trois ou quatre positions de défense existent bel et bien à Verdun, ce qui est loin d'être réellement le cas sur le terrain. En fait, au mieux, une seule ligne de tranchées existe, empêchant toute défense en profondeur, les autres n'étant qu'esquissées. C'est seulement le 23 janvier 1916 que Castelnau, chef d'état-major général, va vérifier sur le terrain l'état de préparation des défenses devant Verdun, avec cette exhortation incrédule de Joffre : « Allez-y si vous voulez, mais ils n'oseront jamais nous attaquer à cet endroit du front. »

Si la météo l'avait permis, c'est d'ailleurs dès le 12 février 1916 que l'attaque allemande devait être lancée. Le trop mauvais temps vient concéder aux Français quelques jours de répit supplémentaire, qui leur permet de mettre en alerte les deux divisions du 20^e corps, alors stationné près d'Epinal, et de pourvoir à quelques préparatifs défensifs d'urgence.

LES JOURS LES PLUS LONGS

A gauche : Caricature du maréchal Joffre, par Weal, 1915 (Paris, musée de l'Armée).
Page de gauche : le 21 février, vers 7 heures, la V^e armée allemande commandée par le Kronprinz Wilhelm lance l'offensive sur le secteur fortifié de Verdun. Un ouragan de feu s'abat sur la première ligne française qui craque de partout à la fin de la journée. Elle tombera deux jours plus tard, de même que la deuxième ligne. Au soir du 24 février, les Français, repoussés sur leurs troisièmes positions, sont au bord de la défaite.



Que se passe-t-il le 21 février ?

La veille du 21 février, les Allemands ont décidé une concentration extraordinaire des forces. Sur la seule rive droite de la Meuse, ils accumulent une artillerie forte de 1 500 tubes, quand les Français ne peuvent leur en opposer que 630. Les Allemands rassemblent 90 000 hommes qu'ils lancent contre 30 000 Français. Le ratio attaquant/attaqué est donc de l'ordre de 3 contre 1. Mais ce qui frappe surtout, lors du déclenchement de l'offensive le 21 février, ce sont les méthodes nouvelles développées par les Allemands, par rapport aux pratiques précédentes du champ de bataille, mises en œuvre quelques mois auparavant par les Français lors des deuxièmes offensives de Champagne, en septembre-octobre 1915.

Au lieu de bombarder longuement les positions françaises avant l'assaut, les Allemands choisissent en effet de raccourcir leur préparation d'artillerie, concentrée sur quelques heures, de 7 heures du matin à 16 heures, afin d'obtenir une puissance maximale de feu. Par ailleurs, l'artillerie lourde allemande s'en prend non seulement aux tranchées françaises repérées, mais aussi aux voies d'accès d'éventuels renforts. Elle compartimente ainsi le champ de bataille, en le segmentant en autant de secteurs d'attaque.

La troisième innovation tient à l'emploi de matériels nouveaux.

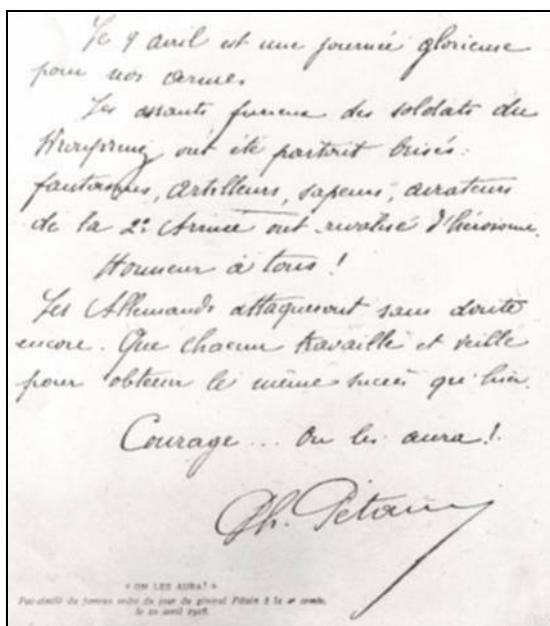
Les fantassins allemands attaquent à partir de 16 heures dans un dispositif très dilué, tant ils sont persuadés que leur artillerie n'a pu que réduire à néant défenses et défenseurs. Ils sont précédés de porteurs de lance-flammes, déjà utilisés en Argonne en 1915. Les unités de ligne viennent ensuite. En d'autres termes, les Allemands commencent à mettre en œuvre, dans l'attaque du 21 février 1916, la préfiguration de la doctrine des troupes d'assaut s'infiltrant par les endroits où l'ennemi résiste le moins. Remplacez les troupes d'assaut par des blindés et vous avez la tactique de mai-juin 1940...

L'enjeu était-il politique ou militaire ?

Malgré les renseignements antérieurs, les Français sont sonnés par l'attaque du 21. Les troupes de première ligne résistent assez bien, mais doivent plier sous le choc. Les 56^e et 59^e bataillons de Driant se font hacher sur place au bois des Caures, Emile Driant lui-même étant tué au feu le 22 février vers 16 heures. Mais des cas de panique existent aussi dans certaines unités et des pièces d'artillerie sont abandonnées dans le repli. Le 25 février, le fort de Douaumont tombe sans combat, car les Français n'y ont laissé qu'une cinquantaine de territoriaux. Au total, les Français reculent de 7 kilomètres environ entre le 21 et le 25 février 1916.

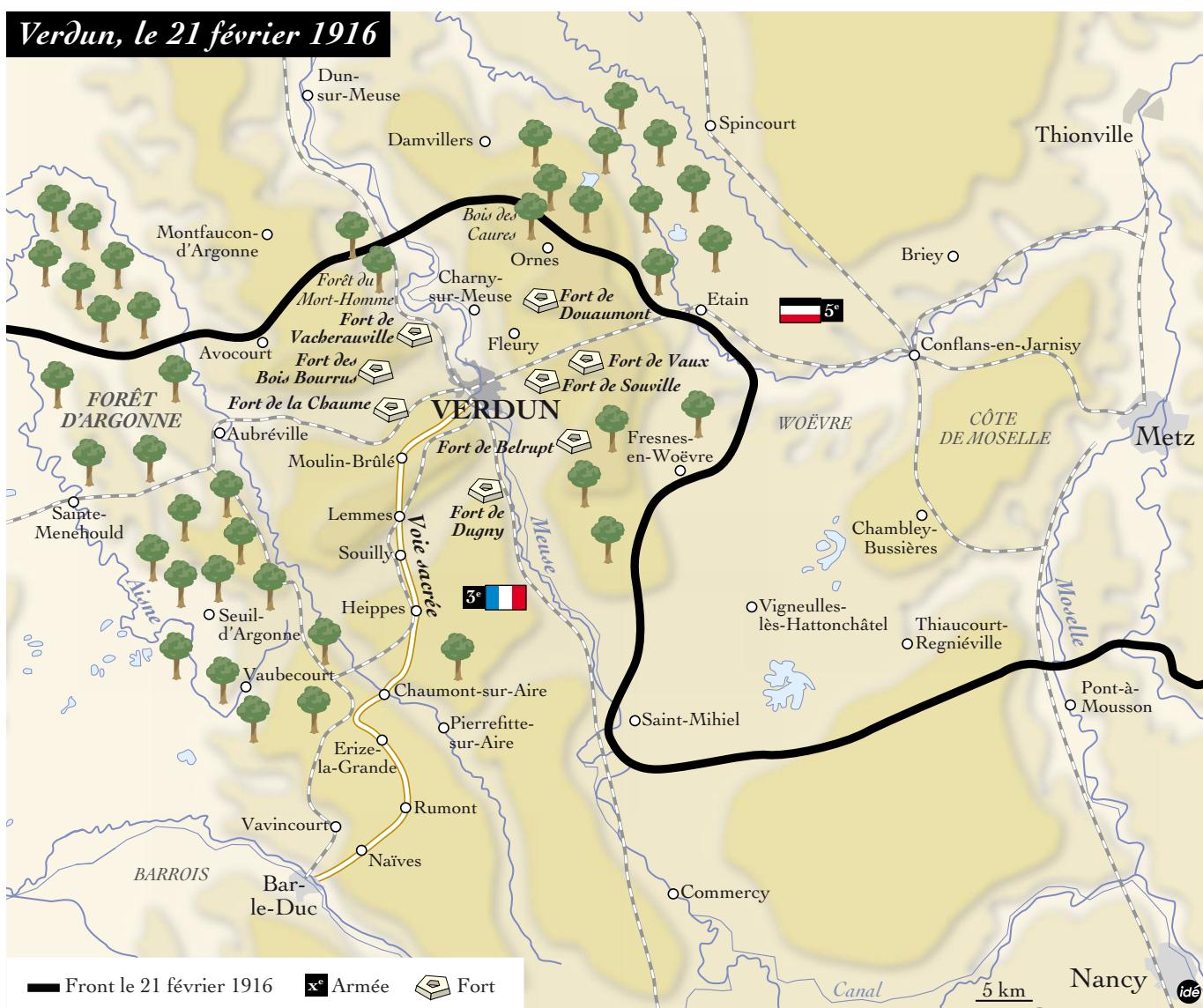
Dès le 22 février 1916, Aristide Briand se rend auprès de Joffre et lui indique clairement qu'il n'est pas question de céder le moindre pouce de territoire national. Le général de Castelnau traduit cet ordre du politique en instruction militaire à l'égard du général Herr : « La défense de la Meuse se fait sur la rive droite. Il ne peut être question que d'arrêter l'ennemi à tout prix sur cette rive. » L'enjeu de la bataille relève donc bien du politique et du symbolique.

Les Français sont-ils prêts à tous les sacrifices pour sauver Verdun ? Cet argumentaire a été manié a posteriori par les Allemands. Dans la décision politique de ne rien céder devant Verdun, le traité de partage de 843 entre les fils de Charlemagne fait-il encore sens aux yeux des contemporains de 1916 ? Rien n'est moins sûr. En revanche, une réalité s'impose devant ce choix politico-militaire : le champ de bataille de Verdun devient, dès les premiers jours de la bataille, un symbole



ramassé de la nation française tout entière, une aphorisation du territoire national.

A aucun autre moment de la guerre, ni sur aucun autre lieu de bataille, on ne rencontre, pour les Français, une alchimie similaire à celle de Verdun. Celle-ci s'exprime parfaitement le 10 avril dans le fameux ordre du jour de Pétain qui se termine par les mots « On les aura ! ». Dans cette mesure, il est aussi évident qu'une telle attitude englobe l'acceptation politique et militaire du coût humain à payer face à un tel choix.



Quel rôle joue la « Voie sacrée » dans la bataille ?

Autant l'anticipation de la mise en défense de Verdun peut être critiquée, autant celle de la mise en place d'une artère de ravitaillement est remarquablement mise en œuvre. Le 18 février 1916, trois jours avant le déclenchement de l'offensive allemande, les questions de ravitaillement de la future bataille sont confiées à la direction du service automobile. Le capitaine Doumenc, adjoint au commandant Girard, directeur des services automobiles de l'état-major général de Chantilly, part immédiatement pour Bar-le-Duc, où il arrive le 19 février. En quelques heures, Doumenc crée quasiment de toutes pièces la structure qui va permettre de faire face à la bataille et de la gagner. Le 19 février, à 17 heures, lors d'une réunion placée sous les auspices du général Ragueneau, chargé de la direction de l'arrière, il crée la Commission régulatrice automobile et la rend opérationnelle dès le 22 à midi.

Des trois voies ferrées menant à Verdun, deux ont, alors, été rendues inutilisables par l'ennemi. Quant à la troisième, le « Meusien », c'est un chemin de fer à voie étroite, de faible capacité, qui relie Verdun à Bar-le-Duc, au sud. Mais, parallèlement au tracé du « Meusien », s'étend une route départementale, élargie à sept mètres en août 1915. Popularisée plus tard par Maurice Barrès sous le nom de « Voie sacrée », parce qu'elle mena à la victoire comme la « Via Sacra » des triomphateurs romains, c'est elle dont Doumenc va faire l'artère vitale de la bataille.

Les ambitions qu'il affiche sont énormes, car il s'agit de faire monter à Verdun les vivres et les matériels nécessaires aux grandes unités présentes sur le terrain, à raison de 100 tonnes par division, soit 1 500 à 2 000 tonnes par jour. Il faut aussi assurer les flux de soldats montant au front ou en redescendant, soit 15 000 et

20 000 hommes par jour, valides comme blessés. Pas moins de 140 000 blessés sont évacués au cours des 130 premiers jours de la bataille. En six mois, près de 800 000 évacuations sanitaires seront effectuées. Pour permettre la circulation ininterrompue des camions (des Berliet pour la plupart) montants et descendants, plus de 8 000 territoriaux entretiendront en permanence cette route de terre, à grands renforts de travaux de terrassement contre le gel et le dégel qui menacent de la transformer en bourbier.

ON LES AURA ! Ci-dessus : la poche de Verdun avec les forts de défense français face à la Ve armée allemande. En haut, à gauche : attaque de l'infanterie allemande avec lance-flammes et grenades, en mars 1916. En bas : « On les aura ! », fac-similé du fameux ordre du général Pétain, le 10 avril 1916.





Quel est le rôle de Pétain ?

Quel chef faut-il pour mener la bataille défensive ? Philippe Pétain n'est pas bien en cour à la veille de la guerre. Son mauvais caractère lui a fait une réputation. Par ailleurs, ancien élève des jésuites, il a été estampillé « réactionnaire » lors de l'affaire des fiches de 1904 (le fichage

des officiers catholiques par le gouvernement anticlérical d'Emile Combes). Professeur à l'Ecole de guerre, il a remis en cause – peut-être pas aussi vigoureusement qu'il le dira par la suite – la doctrine de l'offensive. Ces traits de personnalité font que quelques mois avant la guerre, le ministre Adolphe Messimy a refusé de le promouvoir aux étoiles.

Ce n'est que le 31 août 1914, pour combler les trous laissés chez les officiers généraux par les « limogeages » consécutifs aux premiers revers de l'armée française, qu'il a été promu général de brigade, avant d'être nommé général de division le 14 septembre. En 1915, il a d'abord commandé un corps d'armée en Artois, puis, à compter du 21 juin, la II^e armée avec laquelle il a participé à la deuxième offensive de Champagne en septembre. En janvier 1916, Pétain et son état-major se trouvent à Noailles, dans l'Oise. Dans la plus grande discréetion, il doit justement travailler à la préparation des offensives franco-anglaises de l'été. N'étant plus directement à la tête de troupes opérationnelles, cet état-major est immédiatement disponible et bénéficie, en outre, de la confiance du général de Castelnau, chef d'état-major général des armées.

Dans ce contexte, et en tenant compte du désarroi du commandement de Verdun après quatre jours d'offensive allemande d'une violence inédite, Philippe Pétain est convoqué le 25 février 1916 au GQG dès 8 heures du matin, pour s'entendre confirmer son commandement devant Verdun alors même que son état-major rejoint directement Bar-le-Duc. C'est donc bien un état-major immédiatement opérationnel, en qui Castelnau a pleine confiance, ET un général qui sont choisis pour faire face à la situation, et non un général seul. Pourtant, l'« effet Pétain » est immédiat. Rompt avec l'ambiance de résignation qui règne dans l'entourage du général Herr. Il prend contact avec ses grands subordonnés par téléphone et, le 26 au matin, son état-major s'installe dans la mairie de Souilly pour être au plus près de la bataille. Malgré un coup de froid, qui l'oblige à s'aliter quelques jours, c'est bien lui qui commande. L'ordre d'opérations n° 1 est libellé en termes sans ambiguïté : « La mission de la II^e armée est d'enrayer à tout prix l'effort que prononce l'ennemi sur le front de Verdun. Toute parcelle du terrain qui nous serait arrachée par l'ennemi donnera lieu à une contre-attaque immédiate. »

La « méthode Pétain » est faite de prudence. Il l'a définie dans sa directive du 22 novembre 1915 en Champagne : « Il importe, avant de conquérir de nouvelles positions, d'assurer l'inviolabilité de celles qu'on occupe et cette organisation même est nécessaire pour servir de base aux futures attaques de l'armée. » En outre, il comprend qu'il lui faut maintenir des troupes dans le meilleur état psychologique possible. Pour ce faire, il organise une rotation des troupes du secteur de Verdun, connue sous le terme de « noria ». Au total, les deux tiers de l'armée française vont passer par la bataille, permettant une remarquable appropriation mémorielle par la plupart des grandes unités de l'armée française.



De quels moyens dispose l'armée française ?

L'artillerie semble l'arme reine de la bataille de Verdun. De combien d'obus le sol meusien a-t-il été dévasté ? Selon certaines estimations, les Allemands tirent un million d'obus pour la seule journée du 21 février. Environ 60 millions d'obus auraient été tirés de février à décembre 1916. Mais si l'artillerie semble en posture d'obtenir des décisions tactiques, c'est bien l'infanterie qui doit aller au contact de l'ennemi. Les fantassins de Verdun, des deux côtés et de manière tout à fait symétrique, souffrent, meurent, combattent, subissent, tiennent, mais aussi contestent. Bien avant les mutineries massives du printemps 1917, des refus d'obéissance sont identifiés, chez les Français comme chez les Allemands. Ces refus d'obéissance sont d'ailleurs décalés dans le temps. Ce n'est pas dans le contexte de février qu'ils sont le plus identifiables. En revanche, on les trouve lorsque la bataille se généralise, qu'elle embrase aussi la rive gauche, notamment.



DES OBUS PAR MILLIONS

Environ 60 millions d'obus auraient été tirés à Verdun, entre février et décembre 1916, et pour la seule journée du 21 février, les Allemands en auraient lancé un million. Page de gauche : Joffre (à gauche) et Pétain (au premier plan), à Verdun.

Le sort des fantassins atteint sans doute le comble de l'abomination en mai et juin 1916. Malgré le caractère apparemment massif et généralisé de la bataille, les effectifs engagés au contact sont rarement très importants. Verdun, par la compartimentation de la topographie meusienne, voit davantage l'action du bataillon, de la compagnie – comme celle du capitaine de réserve Charles Delvert, agrégé d'histoire – que de la division. En cela, la bataille tranche radicalement, sur le plan technique,

avec celle de la Somme. Verdun, c'est la bataille des groupes restreints.

L'aviation se révèle l'arme indispensable. On comprend la fameuse injonction de Pétain au commandant de Rose : « *Rose, balayez-moi le ciel ! Je suis aveugle !* » L'aviation se constitue selon les missions opérationnelles qu'il faut mener. La plus importante d'entre elles est l'observation de l'ennemi et les réglages d'artillerie. Mais pour que l'aviation d'observation puisse remplir convenablement ses missions, il faut

qu'elle soit protégée des coups des avions ennemis par des appareils de chasse qui viennent lui déblayer le ciel. C'est ce que Rose comprend et met en œuvre. A partir de juin, l'aviation française, surclassée au début de la bataille, fait jeu égal avec l'aviation allemande.

Dans toutes ces dimensions, le caractère de guerre de matériels s'impose durant la bataille et vient confirmer l'évidence de l'industrialisation de la guerre, bien perçue par les chefs militaires dès la fin de l'année 1914.

Pourquoi Pétain est-il remplacé par Nivelle ?

Depuis la nomination de Pétain, un contentieux s'installe entre Chantilly et Souilly, entre Joffre et Pétain. On sait combien Joffre est attentif à la préparation de la bataille de la Somme. Or il se heurte aux demandes renouvelées de Pétain en troupes fraîches et en renforts. Jusqu'à la mi-mars, il y répond toujours favorablement. Mais quand les préparatifs de la Somme se font plus urgents, le ton de Joffre à l'égard du chef de la II^e armée change singulièrement. Il est désormais perçu comme un « empêcheur de préparer en rond » l'offensive. Ses demandes sont jugées exagérées. Nivelle, estimé plus agressif, apparaît dès lors au génialissime comme une solution de remplacement.

Le 19 avril, Castelnau annonce par téléphone à Pétain que Joffre songe à lui substituer Nivelle. Pétain est averti de sa « promotion » à la tête du groupe des armées du Centre, le 26 avril. La promotion est tout aussi réelle que le désaveu. Nivelle, nommé le 29 avril, prend la tête de la II^e armée le 1^{er} mai. Il se fait fort de reconquérir le terrain perdu depuis février. Artilleur chevronné, il a mis au point une méthode qu'il pense infaillible pour venir à bout de l'ennemi. Pourtant, après sa nomination, des déboires surviennent encore. Entre le 20 et le 24 mai, les Allemands progressent singulièrement sur la rive gauche, s'emparant de la côte 304 et de Cumières.

En quoi consiste la bataille des forts ?

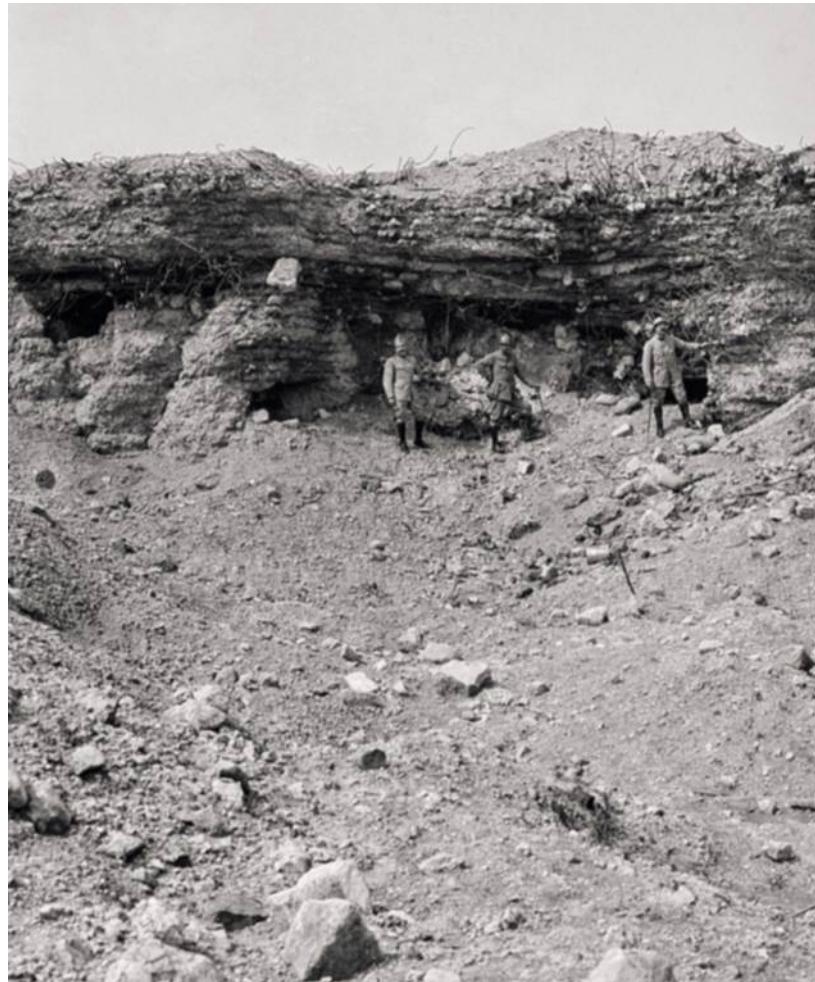
La ceinture fortifiée verdunoise ne joue pas tout à fait le rôle militaire qui lui était dévolu avant la guerre. Grâce à la puissance de feu de son artillerie abritée, il s'agissait de bloquer l'ennemi et de l'empêcher de s'infiltrer par les intervalles. Or, durant toute la bataille, les forts servent d'abord et avant tout d'abris d'infanterie, voire de lieu de combat d'infanterie.

C'est le cas de Vaux, perdu le 7 juin après des combats dantesques à l'extérieur et à l'intérieur du fort. A sa tête, le commandant Raynal. A partir du 24 mai, les Allemands s'en prennent à ce fort qui domine la plaine de la Woëvre. Plus de 20 000 obus s'abattent alors dessus. Le 2 juin, les fantassins allemands montent à l'assaut de Vaux, atteignent les superstructures et y installent des mitrailleuses qui empêchent toute sortie. Les communications ne peuvent plus se faire que par pigeons, dont le dernier (matricule 787-15), envoyé le 4 juin 1916 et intoxiqué par les gaz qui s'échappent de la bataille, meurt à son arrivée au colombier militaire de la citadelle de Verdun et reçoit une bague d'honneur.

Les combats sont horribles, les défenseurs français se réfugiant dans les galeries du fort où ils se poursuivent à la grenade et à la mitrailleuse, après le dynamitage des parties hautes par les Allemands. Le 6 juin, les Français lancent une tentative pour desserrer l'étau autour du fort. Elle échoue. C'en est fini. Le 7 au matin, le commandant Raynal et les défenseurs survivants, qui ont tenu près d'une semaine dans des conditions dramatiques, reçoivent les honneurs des Allemands vainqueurs lorsqu'ils sortent de ce qu'il reste du fort.

Le sort des forts est très différent de l'un à l'autre. Douaumont a été pris par les Allemands sans combat. Ils le transforment en une gigantesque caserne fortifiée, qui subit les coups de l'artillerie française à grande puissance, notamment les nouveaux 400 mm qui arrivent à percer la voûte du fort. La phase d'occupation allemande dure du 25 février au 24 octobre 1916. La surpopulation des soldats allemands est évidente et débouche directement sur le drame du 8 mai 1916. Le feu d'un réchaud à alcool allumé par un soldat se propage à un dépôt de munitions, occasionnant toute une série d'explosions qui tuent plus de 800 Allemands. Faute de pouvoir évacuer les corps vers l'extérieur du fait des bombardements français, 679 dépouilles sont rassemblées dans une des galeries du fort, aussitôt murée. Dès lors, le fort acquiert une dimension de nécropole aux yeux des Allemands et mérite pleinement son surnom de « couvercle de cercueil ».

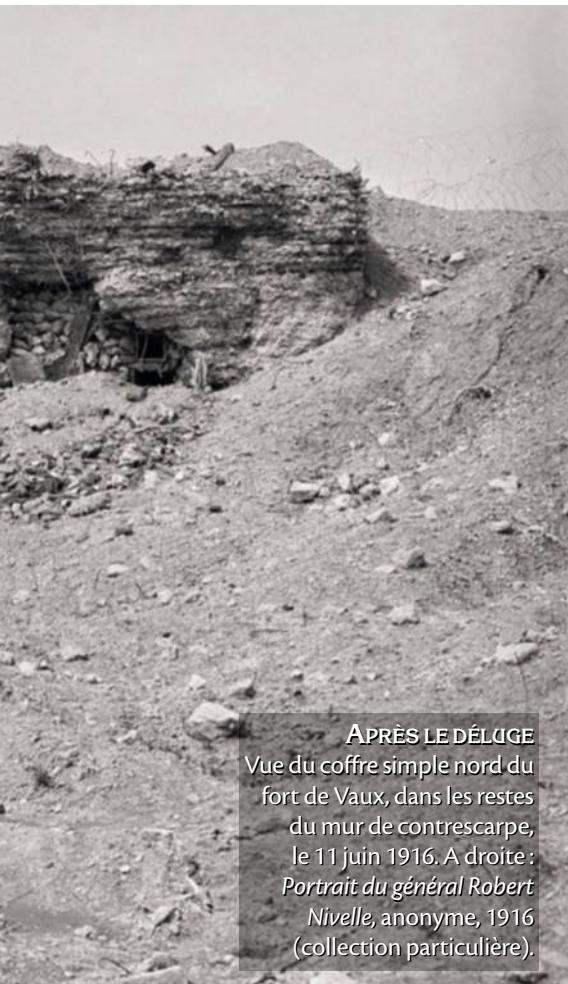
Après la prise de commandement de Nivelle, les Français tentent de reprendre le fort du 22 au 24 mai 1916. La tentative, sans doute mal préparée, échoue, bien que des soldats français aient réussi à se maintenir durant deux jours sur les superstructures du fort, sans pouvoir y pénétrer. Vers la mi-septembre 1916, Joffre demande à Nivelle de préparer une offensive susceptible de ramener les Français aux abords de Vaux et de Douaumont.



Dans la soirée du 23 octobre, un obus de 400 perce la voûte de Douaumont et parvient dans un dépôt des pionniers, déclenchant un énorme incendie. Les Allemands décident alors d'évacuer l'ouvrage, n'y laissant qu'une centaine d'hommes. D'une manière assez dérisoire, quand on se souvient des pertes considérables connues par les deux camps dans le secteur, le fort n'est pas davantage défendu par les Allemands en octobre qu'il ne le fut le 25 février 1916 par les Français. Dans l'après-midi du 24 octobre, il est repris par les Français.

Les autres forts, notamment ceux de Souville, Saint-Michel, Moulainville, Tavannes sur la rive droite, ou Bois Bourrus, Marre, Vacherauville sur la rive gauche, tiennent lieu de môles et d'abris d'infanterie. A tout le moins, la fortification permanente, si décriée après le triste sort des ouvrages belges de la ceinture de Liège à l'été 1914, retrouve une modernité comme lieu de protection de l'infanterie. Ce rôle ne devait pas être oublié dans l'entre-deux-guerres.

Il est difficile de donner une chronologie précise de la fin de la bataille de Verdun. Traditionnellement, on retient la date du 19 décembre 1916, qui correspond à la fin de l'opération lancée par les généraux Nivelle et Mangin. Ceux-ci estiment après la reconquête de Douaumont que le fort est trop exposé et qu'il faut le dégager plus complètement. L'attaque, soigneusement préparée, est lancée le 15 décembre à 10 heures. Dès le 16 décembre, les objectifs sont atteints. Mais il faudrait aussi évoquer les combats de l'été 1917, qui permettront véritablement de reconquérir la totalité du terrain perdu en février 1916.



© ECPAD/FRANCE/1917/BAGUET, ERNEST. © RUE DES ARCHIVES/RDA/DROITS RESERVÉS.

APRÈS LE DÉLUGE
Vue du coffre simple nord du fort de Vaux, dans les restes du mur de contrescarpe, le 11 juin 1916. A droite : *Portrait du général Robert Nivelle*, anonyme, 1916 (collection particulière).



Quelles sont les conséquences de Verdun ?

Les conséquences les plus évidentes de la bataille se lisent clairement au niveau décisionnel. Falkenhayn est remplacé à la tête de l'armée allemande par son grand rival, Hindenburg. Pour le reste, Verdun ouvre sur des dimensions essentielles mais très différentes dans le temps. Sur le court terme de la guerre, elle persuade les milieux dirigeants français que Nivelle et Mangin, l'artilleur et le fantassin, « l'école de Verdun », ont mis au point la méthode infaillible pour reprendre le terrain perdu. Joffre est considérablement affaibli et même Pétain se trouve désormais dans l'ombre de Nivelle. Au final, le bilan stratégique de la bataille est nul. Elle n'est pas la bataille la plus meurtrière de la guerre, mais elle est celle qui marque le plus les Français. Elle symbolise l'échec de la conception allemande de l'offensive, mais les armées françaises sont éprouvées par leur victoire défensive.

Les bilans humains sont loin d'être faciles à établir. Selon les « états récapitulatifs des cinq jours », du 21 février 1916 au 20 décembre 1916, 377 221 pertes sont à déplorer du côté français, soit 61 619 tués, 100 689 disparus et 214 913 blessés. Les bilans les plus sérieux font état de 162 400 morts pour les Français et de 140 000 pour les Allemands. Pour ces derniers, il est plus difficile d'avoir un chiffre exact, une partie des archives de Berlin ayant été détruites par les bombardements alliés de 1945.

On notera cependant deux choses : d'une part la théorie élaborée a posteriori par Falkenhayn, affirmant qu'il s'agissait

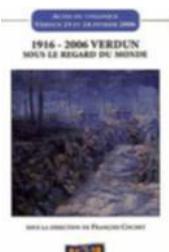
de « saigner à blanc l'armée française », ne tient pas, les Allemands ayant eu des pertes assez comparables à celles des Français. L'armée française est éprouvée par sa victoire défensive, mais les Allemands le sont presque autant. D'autre part, le nombre considérable des disparus, dont un grand nombre d'entre eux dorment encore du sommeil définitif dans la terre meusienne, atteste incontestablement de la violence des feux de l'artillerie et de l'impossibilité de fournir une tombe convenable à leurs dépouilles.

Les bilans mémoriels de long terme sont tout aussi importants. La mémoire française de la bataille est clairement surdimensionnée par rapport à la mémoire allemande. Les raisons en sont connues, mais peuvent être rappelées. Le système de noria, mis en place par Pétain, permet à un nombre considérable de régiments et de divisions de s'approprier mémoriellement la bataille de Verdun. Par ailleurs, les unités non-combattantes se reconnaissent également dans la bataille par leur participation active à sa logistique. Les territoriaux, qui entretiennent au quotidien la « Voie sacrée », eurent tout à fait l'impression d'avoir « fait Verdun » à l'issue de la guerre. Leurs familles aussi.

À LIRE de François Cochet



**La Grande Guerre.
Fin d'un monde,
début d'un siècle**
**Perrin/Ministère
de la Défense**
528 pages, 25 €



**1916-2006,
Verdun sous
le regard
du monde (dir.)**
**Soteca/
14-18 Editions**
388 pages, 23 €

CHRONOLOGIE

Par Albane Piot

Requiem pour une bataille

Sur ce point obscur du front, au bord de la Meuse, l'affrontement franco-allemand, un an durant, prit un tour spectaculaire, l'aura d'une épopée.

DÉCEMBRE 1915 Après environ un an de posture défensive à l'ouest, Falkenhayn, chef de l'armée de terre allemande, décide de préparer une offensive décisive sur ce front. Les Allemands pensent d'abord à Belfort, puis à Verdun. Une fois le lieu choisi, ils aménagent le terrain et concentrent une artillerie impressionnante : environ 1 500 pièces, dont 654 lourdes, alignées sur 10 km. C'est la Ve armée allemande, commandée par le Kronprinz, qui va mener l'attaque. Son chef d'état-major, Schmidt von Knobelsdorf, est chargé d'établir le plan de cette bataille, baptisée opération *Gericht* (« Jugement »).

1^{ER} DÉCEMBRE Le lieutenant-colonel Emile Driant, commandant les 56^e et 59^e bataillons de chasseurs au bois des Caures, profite d'une permission à Paris pour dénoncer devant la commission de l'armée de la Chambre des députés la faiblesse des organisations défensives de Verdun. Il est reçu par Poincaré, président de la République, et Gallieni, ministre de la Guerre.

6-8 DÉCEMBRE A l'invitation de Joffre, une réunion rassemble à Chantilly le maréchal French, commandant en chef de l'armée britannique, et son chef d'état-major le général Murray, le général Porro, sous-chef d'état-major italien, le général Gilinsky, chef de la mission militaire russe en France, le général Wielemans, chef d'état-major belge et le colonel Stephanovic, attaché

militaire serbe auprès de Joffre. Ensemble, ils prennent la résolution d'obtenir la victoire en 1916 en coordonnant des offensives concordantes sur les fronts franco-anglais, russe et italien. Joffre, tout à sa préparation de l'offensive franco-anglaise sur la Somme, balaie d'un revers de main les rumeurs d'une offensive allemande sur le front occidental.

16 DÉCEMBRE Gallieni alerte Joffre de la faiblesse de Verdun.

18 DÉCEMBRE Joffre s'indigne et répond : « *Rien ne justifie les craintes que vous exprimez.* » Il dénonce des pratiques qui sapent son autorité et ne cherche pas à vérifier si cette alerte est fondée ou non. Dès la mi-décembre, les Français savent que les Allemands préparent une offensive, mais ils ignorent le lieu choisi.

23 JANVIER 1916 Castelnau, chef d'état-major général et donc second de Joffre, se rend en inspection à Verdun durant trois jours. A l'issue de cette inspection, il ordonne des travaux d'urgence (qui ne pourront être terminés à temps) et l'acheminement de quelques renforts. Joffre ne croit pas à Verdun et entend conserver l'essentiel des forces pour sa future offensive sur la Somme.

12 FÉVRIER Le général de Bazelaire prend le commandement de la rive gauche de la Meuse, à Verdun. Trois jours plus tard, effrayé par l'insuffisance des installations de

défense, il écrit au général Herr, alors commandant de la région fortifiée de Verdun : « *Je me trouve en présence d'une situation telle que je crois devoir vous la signaler.* »

18 FÉVRIER Le commandement français décide de réservier « complètement et exclusivement » la route de Bar-le-Duc à Verdun aux transports par automobile et confie la question du transport des troupes et des munitions au capitaine Doumenc. Le lendemain une commission régulatrice est créée et installée à Bar-le-Duc avec pleine autorité sur cette voie. Doumenc constitue un parc de plus de 2 000 camions et autobus, et organise son flux, qui va être incessant dans les deux sens : tout est opérationnel dès le 22 février.

21 FÉVRIER L'attaque allemande, initialement prévue le 12 février mais retardée à cause du mauvais temps, est déclenchée. Au nord de Verdun, sur la rive droite de la Meuse, le feu de plus de 1 200 canons s'abat sur les positions françaises dès 7 heures du matin et jusqu'à 16 heures environ. Vers 17 heures, les fantassins allemands s'avancent. Mais le terrain est tellement bouleversé qu'il complique la progression des assaillants. Les Français s'accrochent.

22 FÉVRIER Les Allemands progressent au lance-flammes dans le bois d'Haumont et prennent le village d'Haumont. Le lieutenant-colonel Emile Driant, qui tient avec ses deux bataillons de chasseurs le bois des

ARME AU PIED Soldat debout, par Lucien Brasseur, XX^e siècle (Valenciennes, musée des Beaux-Arts).



Caures, défend ses positions coûte que coûte. Pilonné par l'artillerie lourde allemande, il est finalement contraint de faire retraite vers Beaumont ; il est tué le 22 février comme beaucoup de ses hommes, et le bois des Caures perdu. Malgré ces quelques succès, l'avancée allemande est plus difficile que prévue.

23 FÉVRIER Action décisive du bataillon allemand Rohr, un commando d'élite particulièrement entraîné pour le combat rapproché. A la fin de la journée, toute la première ligne française est prise. Les Allemands ont fait un peu plus de 10 000 prisonniers.

24 FÉVRIER Les Allemands prennent Samogneux, essuient en retour une riposte redoutable de l'artillerie française, mais parviennent tout de même à prendre la cote 344. Au soir, l'armée française, repoussée sur ses troisièmes positions, est au bord de la défaite. A 21 h 45, le général Philippe Pétain, alors dans un hôtel parisien où il se trouve en galante compagnie, apprend par son ordonnance qu'il doit venir recevoir ses ordres au Grand Quartier général français (GQG), à Chantilly, dès le lendemain à 8 heures.

25 FÉVRIER Joffre confie à Pétain et son armée la défense de Verdun. Il le charge de recueillir les troupes épuisées qui se replient, de former une armée nouvelle, d'interdire aux Allemands le franchissement de la Meuse et de tenir, coûte que coûte. Pétain se met en route pour Souilly, où est fixé son QG. Castelnau lui confie la totalité du commandement sur la rive droite comme sur la rive gauche de la Meuse, dès minuit. Pétain doit réorganiser le commandement, mais aussi l'artillerie lourde, en plaçant des unités là où le front menace de céder. Le fort de Douaumont, qui domine l'ensemble du champ de bataille sur la rive droite, et dont l'ennemi ignore qu'il est en réalité très mal défendu par une poignée de soldats, est facilement enlevé par la compagnie du capitaine Haupt. Symboliquement, Douaumont c'est déjà Verdun.

26 FÉVRIER Le GQG français tarde à reconnaître cette défaite. Pourtant, les Allemands réarment déjà à leur profit le fort de Douaumont.

28 FÉVRIER Les avions allemands maîtrisent le ciel. Pétain demande alors au commandant Charles de Tricornot de Rose de prendre les choses en main : « *Rose, balayez-moi le ciel ! Je suis aveugle !* » Rose crée alors un groupement de combat, formé de plusieurs escadrilles placées sous sa seule autorité, obtient les meilleurs pilotes et les meilleurs avions (notamment des Nieuport XI, surnommés « Bébé Nieuport » en raison de leur faible envergure, mal armés, mais agiles, souples et rapides). Il met au point un système de patrouilles chargées de rechercher et de détruire tout adversaire présent sur un point donné du front. L'aviation de chasse naît alors.

6-7 MARS Pétain est parvenu à un rétablissement précaire du front : les Allemands ont progressé de près de 8 km depuis le 21 février et tiennent une ligne allant de Vacherauville aux lisières de Vaux-devant-Damloup en passant par la côte du Poivre, le fort de Douaumont (et non le village) et l'ouvrage de Bezonvaux, mais leur avancée semble enrayer. Falkenhayn, fort de ses succès et se sachant vulnérable du côté de la rive gauche de la Meuse, tenue par les Français, décide de relancer l'offensive. Après un immense feu d'artillerie lourde, les Allemands attaquent en tenailles d'une part sur la rive gauche de la Meuse, d'autre part à l'est de Douaumont, en direction du fort de Vaux. Les combats font rage. Les Français s'arc-boutent, mais reculent.

13 MARS Guynemer disperse un groupe de cinq avions allemands, en chasse un autre au-dessus de l'Argonne. Au retour, trois appareils le prennent pour cible et le touchent. Guynemer réussit à atterrir, puis est conduit à l'hôpital, où il demeure jusqu'au 26 avril. C'en est fini pour lui de la bataille de Verdun.

14 MARS Les Allemands ont pris Forges, la côte de l'Oie et le bois des Corbeaux, la mamelle nord du Mort-Homme (cote 265). Les Français tiennent Cumières, Béthincourt, Malancourt, Haucourt et Avocourt. Les deux adversaires reprennent leur souffle pour quelques jours.

21 MARS Les corps d'armée allemands qui ont mené le principal de l'attaque depuis

le 6 mars sont enfin relevés : ils ont perdu 295 officiers et 10 309 hommes. Les attaques reprennent rive gauche ; les combats sont effroyables. Les Français doivent reculer devant les lance-flammes et perdent les bois de Malancourt et d'Avocourt.

31 MARS L'attaque reprend rive droite contre le village de Vaux, qui tombe le 2 avril. Dans les premiers jours d'avril, Haucourt, sur la rive gauche, tombe à son tour, et les Allemands attaquent la cote 304.

8 AVRIL Pétain reçoit de Joffre l'ordre de lancer une puissante offensive dans les plus brefs délais pour rétablir la ligne Béthincourt-Haucourt.

9 AVRIL Pétain a fait évacuer Béthincourt dans la nuit du 8 au 9 et répond à Joffre : « *Je demande qu'on me fasse confiance.* » Joffre vient à Souilly tandis que les Allemands achèvent la conquête du Mort-Homme. Le lendemain, 10 avril, Pétain lance son célèbre « *Courage, on les aura !* » Joffre, partisan convaincu de l'offensive, ne comprend pas la bataille défensive de Pétain.

11 AVRIL Le front français s'établit sur une ligne d'une vingtaine de kilomètres, d'Avocourt (à l'ouest) jusqu'à Damloup (à l'est) en passant par la cote 304 sur la rive gauche, le village de Fleury et le fort de Vaux sur la rive droite.

19 AVRIL Castelnau annonce à Pétain que Joffre va le nommer à la tête du groupe d'armées du Centre (GAC) et le remplacer à la tête de la II^e armée par Nivelle. Le changement est limité car la II^e armée relèvera désormais du GAC. Pétain conserve donc la main sur la bataille.



Parallèlement, Joffre prépare son offensive sur la Somme, il demande donc à Pétain de se contenter des vingt-quatre divisions dont il dispose.

25 AVRIL Le conflit devient aigu entre Joffre et Castelnau d'une part et Pétain de l'autre.

1^{ER} MAI Pétain passe le commandement à Nivelle. Le front s'est alors à peu près stabilisé et se mue en combat d'usure. L'ambition de Nivelle, assisté du général Mangin, est de reconquérir le fort de Douaumont.

20-24 MAI Les Allemands prennent la cote 304, le sud du Mort-Homme et Cumières.

22-24 MAI Les Français tentent de reprendre le fort de Douaumont. Ils sont repoussés le 24. Les Allemands passent à l'attaque du fort de Vaux. Les combats font rage.

2 JUIN Les hommes du lieutenant Rackow ont réussi à occuper partiellement le fossé qui entoure le fort de Vaux et s'infiltrent à l'intérieur. Le 4 juin, le commandant Raynal, patron du fort, envoie son dernier pigeon voyageur (Vaillant 787-15) à la citadelle de Verdun : « *Il y a urgence à nous dégager !* »

5 JUIN Guidés par l'aspirant Buffet, cent hommes environ, inutiles à la défense,

quittent le fort et, à travers les lignes allemandes, réussissent à rejoindre les positions françaises. Buffet accepte de rentrer au fort pour porter une communication au commandant Raynal. Le message annonce une contre-attaque.

7 JUIN Lancée par Nivelle, la contre-attaque est un échec. Le fort de Vaux est pris. Raynal et ses hommes sont faits prisonniers, les Allemands saluent leur courage et leur rendent les honneurs militaires.

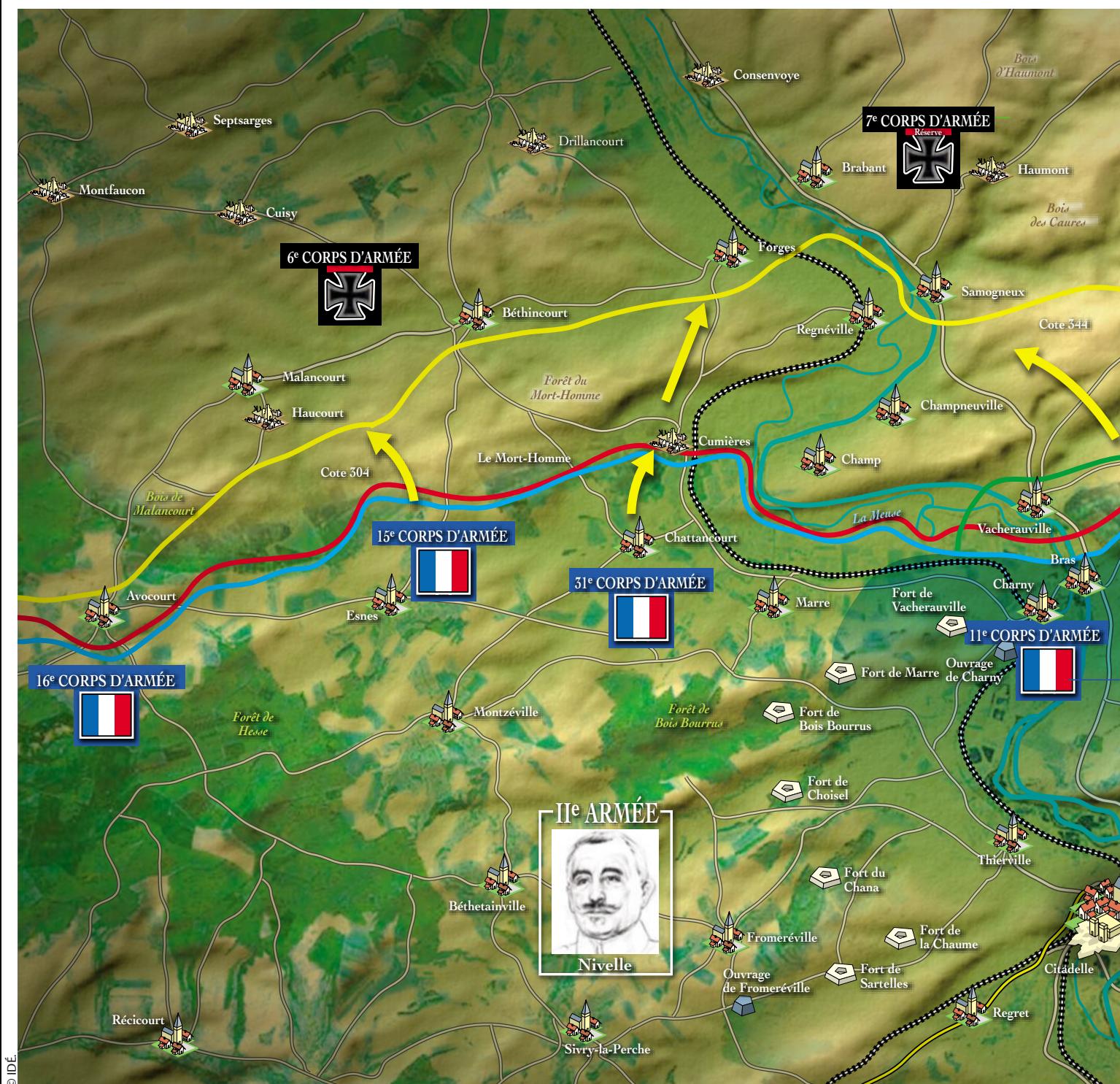
23 JUIN Falkenhayn, qui doit envoyer des renforts aux Autrichiens, mis à mal sur le



REICH ATTACKS ! Prévue pour le 12 février, l'offensive allemande a été retardée par le mauvais temps. C'est finalement le 21 février que la V^e armée, commandée par le Kronprinz Wilhelm, et avec pour chef d'état-major Konstantin Schmidt von Knobelsdorf, déclenche son attaque sur la Région fortifiée de Verdun (RFV), sur la rive droite de la Meuse. La RFV accuse le coup, le moment est critique. Le 25 février, Joffre envoie à Verdun Pétain et l'état-major de la II^e armée qu'il commande, avec pour mission de rétablir la situation. Début mars, l'offensive allemande semble enrayer. Falkenhayn ordonne alors d'attaquer une nouvelle fois, sur la rive gauche de la Meuse cette fois. La bataille devient alors un affrontement continu, jusqu'au début du mois de juillet.

front Est par Broussilov depuis le 4 juin, et sait l'offensive alliée proche, décide un ultime effort. Après deux jours de pilonnage intense, trois corps d'armée allemands attaquent entre le bois de Nawé et la batterie de Damloop. Ils s'emparent de l'ouvrage de Thiaumont puis encerclent celui de Froideterre. Les Français dégagent Froideterre mais ne parviennent pas à reprendre Thiaumont, ni Fleury. Pétain appelle au GQG et prévient Castelnau : « Si l'ennemi atteint la ligne de contre-pente, il faudra songer à passer sur la rive gauche... »





1^{ER} JUILLET L'offensive alliée sur la Somme ralentit la pression allemande.

11 JUILLET Les Allemands attaquent à nouveau mais échouent au fort de Souville.

12 JUILLET L'avance allemande est arrêtée. Le Kronprinz, commandant la V^e armée, reçoit du Grand Quartier général allemand l'ordre de se tenir désormais dans une stricte défensive, les objectifs fixés n'ayant pu être atteints. Si les combats continuent, c'est surtout pour fixer sur place des unités qui pourraient alimenter la Somme.

29 AOÛT Falkenhayn est remplacé par Hindenburg et Ludendorff.

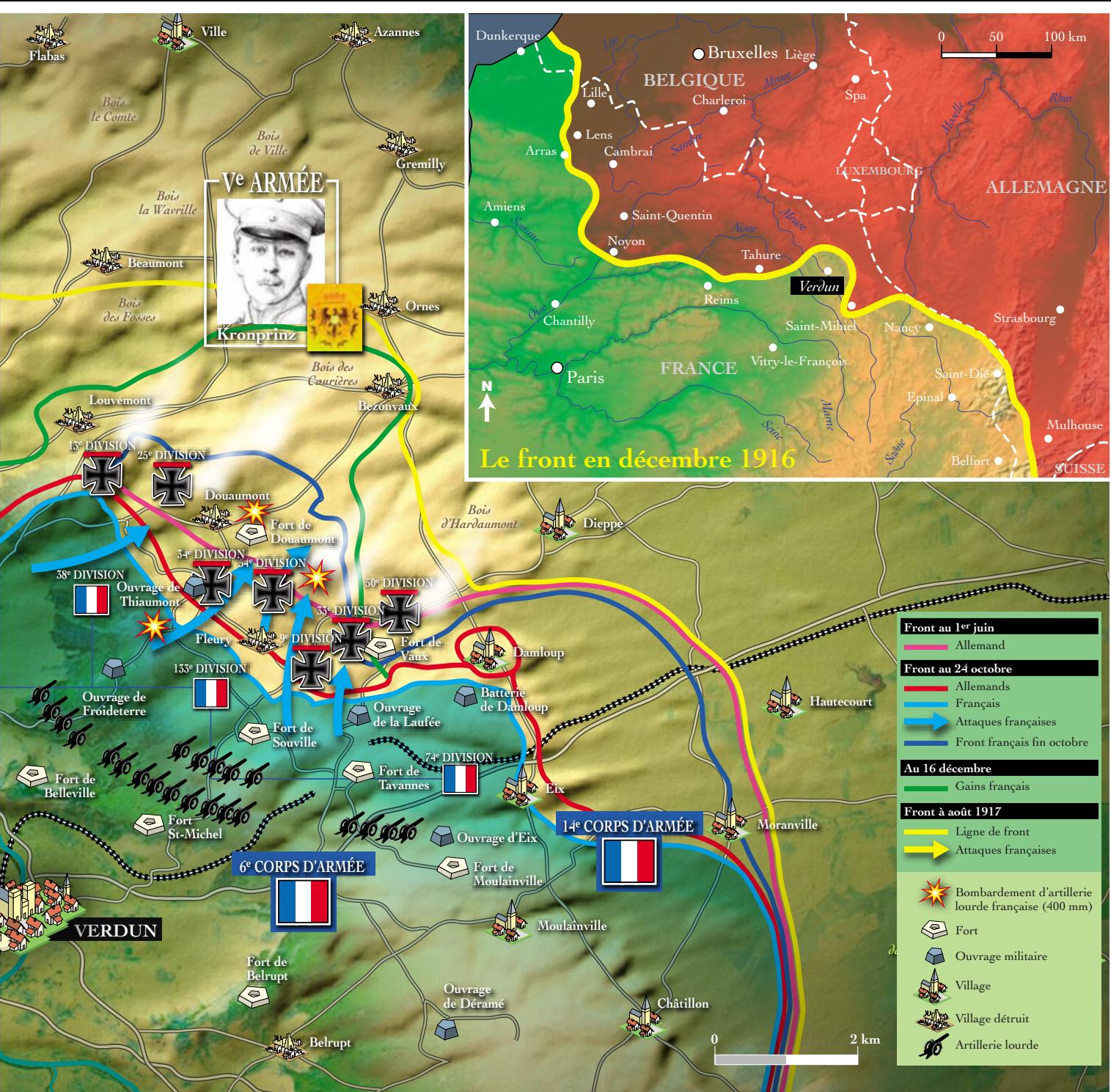
2 SEPTEMBRE Hindenburg renouvelle l'ordre d'arrêter définitivement l'offensive sur Verdun. Les Français en profitent pour reprendre peu à peu le territoire perdu. Une seconde bataille de Verdun se prépare : dans la deuxième quinzaine de septembre, 48 km de pistes en rondins ou en cailloux sont réalisés pour acheminer des canons.

21 OCTOBRE La préparation d'artillerie française commence.

24 OCTOBRE A 11 h 40, Charles Mangin lance l'assaut. Ses soldats reprennent le fort et le village de Douaumont, puis la batterie de Damloup, mais n'atteignent pas le fort de Vaux. Pétain ordonne que les troupes s'installent sur les positions conquises avant de lancer de nouvelles offensives. Joffre, de son côté, dit à Nivelle de pousser aussitôt tout ce qu'il peut.

2 NOVEMBRE Les Allemands évacuent le fort de Vaux.

15 DÉCEMBRE Une ultime offensive



française repousse les Allemands sur un front proche, le 18 décembre, de ce qu'il était avant la bataille. Pour les Français, la bataille de Verdun est terminée. Ils ne cherchent pas à reprendre, sur la rive gauche, le Mort-Homme et la cote 304, qui restent aux mains des Allemands et ne seront reconquis qu'au printemps 1917. Nivelle est au sommet de sa gloire et succède à Joffre comme généralissime au GQG. On retire du front de Verdun des divisions et des batteries entières.

Sus à l'ENNEMI ! Le 1^{er} mai, Pétain est remplacé à la tête de la II^e armée par Nivelle ; lui-même prend le commandement du groupe d'armées du Centre, dont dépend la Région fortifiée de Verdun (RFV). Nivelle, assisté par Mangin, s'attelle à la reconquête de Douaumont, sans succès. La bataille de la Somme, à partir du 1^{er} juillet, a aspiré deux ou trois divisions allemandes et de nombreuses batteries du front de Verdun. La pression s'allège sur Verdun, les combats durent mais sans la même ardeur. Mangin tente une offensive le 15 juillet, sans succès. Pétain commande de ne plus rien tenter tant qu'on ne se serait pas assuré de la suprématie de l'artillerie. La contre-offensive, lancée le 21 octobre, reprend une à une les positions perdues. A la mi-décembre, les Allemands sont repoussés.

a lutte autour de Verdun est la seule à avoir déposé dans la mémoire collective un halo à ce point porteur d'émotions, d'autant plus fortes qu'elles constituent désormais une part de notre imaginaire national. Jamais, que ce soit durant la Grande Guerre ou la suivante, le mot « sacré » n'a été brandi autant de fois. Souvenir douloureux, il en a précédé un second, gorgé d'humiliation nationale : la défaite de 1940 et l'instauration du régime de Vichy. Une figure est présente au cœur de ces deux drames : le général puis maréchal Pétain.

On n'a plus idée du déferlement de reconnaissance, dans l'entre-deux-guerres, des anciens combattants et de l'opinion tout court envers cet officier. Le maréchal Joffre, du haut de son autorité, eut beau écrire dans ses *Mémoires* publiés en 1932 : « Je tiens à affirmer que le vrai sauveur de Verdun fut Nivelle, heureusement secondé par Mangin », cette prise de position, officielle, ne fut relayée que par ses fidèles, le nom de Nivelle étant loin de faire l'unanimité après l'échec sanglant du Chemin des Dames en 1917.

Après la Seconde Guerre mondiale, les auteurs de livres sur Verdun, pour éviter les polémiques, s'attachèrent à relater l'héroïsme et la souffrance des hommes en évitant de mentionner l'action de ceux qui les commandaient. Le seul qui put se permettre de briser cette omerta fut le général De Gaulle, qui, aux cérémonies

DÉCRYPTAGE
Par le général André Bach

Qui a sauvé Verdun ?

La question a fait couler beaucoup d'encre : la bataille de Verdun a-t-elle été gagnée par Pétain, qui réorganisa la défense, ou par le duo Nivelle-Mangin, qui mena les contre-offensives finales ?



de Douaumont en 1966, où les anciens combattants vieillissants étaient encore nombreux, déclara que « la gloire que Pétain avait acquise à Verdun, puis gardée en conduisant l'armée française à la victoire, ne saurait être contestée ni méconnue par la patrie ».

Un chef offensif

L'ombre portée de 1939-1945 rend la tâche des historiens difficile car il faut écarter tout ce que la propagande a fait des deux côtés pour distordre la réalité. Qui était donc Pétain ? Quels étaient ses traits saillants, tels

qu'on les observe à travers les archives officielles, le regard de ses subordonnés, de ses pairs et de ses supérieurs ?

Il a très peu fait parler de lui durant la première partie de sa carrière. Sorti de Saint-Cyr à 22 ans, en 1878, il a cette particularité par rapport à d'autres chefs de la Grande Guerre d'avoir appris longuement son métier dans la troupe comme officier subalterne dans les chasseurs, d'abord alpins, puis à pied, troupes bien entraînées sur le terrain. Son titre de fantassin ne peut lui être discuté. L'attention est attirée sur lui, quand, jeune commandant, en 1900, il conteste, les jugeant inefficaces, les méthodes d'instruction du directeur de l'Ecole de tir de Châlons, dont il a été nommé adjoint. Cette insubordination se traduit par son renvoi. Elle ne lui nuit pas car, l'année suivante, il est appelé à l'Ecole de guerre comme professeur adjoint chargé de l'enseignement de l'infanterie. Il y reste jusqu'en 1903, y revient de 1904 à 1907, puis de 1908 à 1911 : huit ans. Ce séjour est crucial pour Pétain. Il va y mûrir ses pensées tactiques.

On les connaît grâce à son cours regraphié en 1911. Ce serait faire œuvre utile que d'éditer cet ouvrage de 225 pages, qui frappe par son professionnalisme. Pétain y montre que la tactique n'est qu'affaire d'expédients et non de formules, qu'il s'agit de trouver chaque fois une réponse adaptée à l'entreprise ennemie en prenant

bien en compte l'état de la puissance des armements de la période considérée. Il le démontre par des exemples historiques. Le lire permet de comprendre son action pendant la guerre. On est loin des élucubrations de l'offensive à outrance, à une période où elle tient le haut du pavé.

Au déclenchement de la guerre, ce colonel de 58 ans commande par intérim une des deux brigades de la 2^e division d'infanterie dont l'autre est confiée à Charles Mangin, devenu général l'année précédente, à l'âge de 47 ans. Se distinguant tous les deux, ils sont choisis fin août pour remettre sur pied, en pleine retraite, les divisions d'un 3^e corps d'armée complètement démotivées par la faillite de leurs généraux. La réputation qu'il acquiert le fait passer en l'espace d'un mois de colonel à général de division et lui fait confier, dès le 20 octobre, la tête du 33^e corps d'armée.

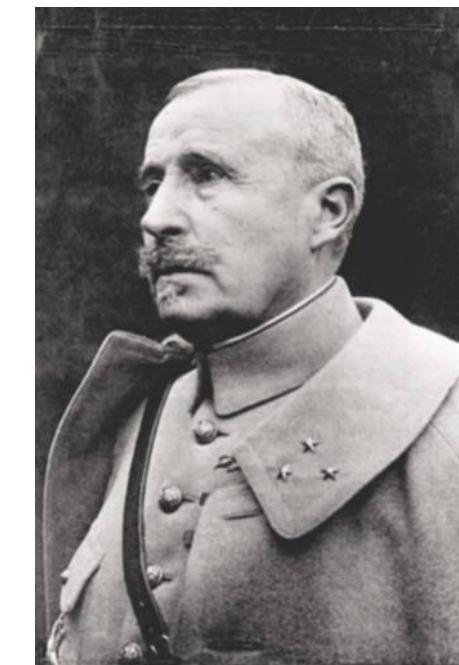
Dès lors, il est auréolé de l'image du chef offensif qui réussit avec des pertes raisonnables. Cette réputation se confirme dans l'offensive d'Artois, entamée le 9 mai 1915. Il est en effet le seul qui faillit percer à la crête de Vimy. Castelnau le choisit alors comme adjoint pour l'offensive de Champagne, en le mettant à la tête de la II^e armée. L'échec pousse Pétain à faire, le 1^{er} novembre, un rapport sans concession, qui n'épargne pas son chef direct. Il le termine par une pique adressée au Grand Quartier général (GQG): « *Nous ne devons pas craindre de regarder en face les difficultés ; ce n'est pas en les niant que nous parviendrons à les résoudre.* »

Le 18 février 1916, il est informé du projet d'attaque sur la Somme et apprend qu'il a été choisi unanimement comme adjoint du général Foch pour assurer l'exploitation. Ainsi le sort de l'année 1916 était-il

MAIN DANS LA MAIN

Dans la nuit du 24 au 25 février 1916, le général Pétain (*ci-contre, à gauche*) fut appelé d'urgence par le général Joffre (*ci-contre, à droite*), pour prendre le commandement des troupes à Verdun. Le 10 avril, il lancera son célèbre « *Courage, on les aura !* » qui sera repris notamment sur cette affiche d'Abel Faivre, en octobre 1916 (*page de gauche*).





LE COUPLE ANTIDOTE En avril 1916, Joffre, furieux du refus de Pétain de contre-attaquer, décida de le remplacer par Nivelle (ci-dessus, à gauche) secondé par Mangin (ci-dessous, préparant l'attaque du 24 octobre 1916 pour la reprise du fort de Douaumont). Auréolé de ses victoires de reconquête à Verdun, le général Nivelle sera nommé, le 25 décembre 1916, commandant en chef des armées en remplacement de Joffre.

confié aux deux généraux que le GQG estimait comme les plus aptes à débloquer la situation. Mais il en sera autrement. Quelques jours après, le 24 février, Pétain est arraché à une nuit galante passée dans un hôtel parisien pour apprendre, le lendemain matin, qu'il doit aller d'urgence « prendre le commandement des troupes de la rive gauche de la Meuse en vue de soutenir et de recueillir au besoin les troupes de la Région fortifiée de Verdun si elles étaient obligées de repasser la Meuse ».

Lutte logistique

L'attaque allemande du 21 février a d'abord été répercutee sur le GQG comme « sous contrôle », jusqu'au moment où, le 24, le colonel Claudel, émissaire du général Joffre sur place, alerte et autorise le général de Langlade Cary, alors qu'il se prépare à abandonner aux Allemands la rive droite de la Meuse, et donc Verdun, à replier, sans combat, les troupes en Woëvre. La situation devient explosive car le gouvernement voit dans un tel événement un risque d'effondrement de l'opinion. Le libellé de la mission montre que le GQG compte sur Pétain pour limiter au maximum les conséquences militaires provoquées par la ruée allemande.

Alors que ce général, en rien préparé à ce qui l'attend, roule vers les lieux des combats, le général de Castelnau, arrivé sur place au petit matin du 25, constatant la désorganisation de la défense, étend la mission de



Pétain à la défense sur les deux rives de la Meuse. Pétain dispose pour cela d'un état-major d'une extrême qualité – peu ou prou celui formé par le général de Castelnau avant-guerre – et de sa propre capacité de discernement. De l'exposé que lui fait son chef de 2^e bureau, le lieutenant-colonel de Cointet, de ce qu'on sait du dispositif des forces allemandes, il extrait un point essentiel : primauté à la lutte logistique. « C'est la lutte d'une route contre trois lignes de chemins de fer », écrit-il.

Il s'efforce dès lors de clarifier les responsabilités de commandement, en décomposant le front en secteurs confiés à des généraux en qui il a confiance. Ensuite, alors que le pouvoir politique et la presse suivent avec angoisse les progrès allemands sur la rive droite, il se préoccupe de la rive gauche, car une submersion de ce côté envelopperait irrémédiablement l'ensemble des forces dans un chaudron dont l'ennemi tirerait le verrou à Verdun. Une véritable catastrophe militaire. Sur la rive droite, la mise en place judicieuse du 20^e corps d'armée, utilisé groupé, en arrêtant l'émettement des jours précédents, brise le dynamisme de l'attaque allemande dans la région du village de Douaumont.

Au soir de sa vie, Pétain énonçait : « Dans la bataille, il suffit pour le général de prendre de bonnes dispositions initiales, ce sont les exécutants qui font le principal. A Verdun,

ma bataille personnelle, c'est contre le GQG que j'ai eu à la livrer. Il me refusait les renforts nécessaires. Or, plus la bataille durait, plus elle prenait d'importance morale et psychologique. » Tout est là. Ayant perçu d'emblée le non-sens stratégique de l'attaque allemande, il donnait rapidement son sentiment à l'un de ses subordonnés, le général Guillaumat : « *Bataille d'opinion !* » Il y répondait en utilisant les services de deux futurs académiciens, Henry Bordeaux et Louis Madelin. Son « *Courage, on les aura !* », dans son ordre du jour du 10 avril, s'inscrit dans cette veine.

Pour le reste, une ligne de conduite claire : ne pas faire le jeu du commandement allemand en poussant à l'attaque, dans l'arène





HÉROS DES POILUS Chef d'état-major de Joffre en février 1916, Castelnau (*page de gauche, en haut, à droite*) organisa la défense de Verdun avant le déclenchement de la bataille. C'est lui qui informa Pétain de la décision de lui confier le commandement des troupes de Verdun. Après son éviction au mois d'avril, Pétain (*ci-dessus, en août 1916*) fut chargé du groupe d'armées du Centre. Il sera nommé commandant en chef des armées en mai 1917, au lendemain de l'échec de l'offensive de Nivelle sur le Chemin des Dames.

pilonnée par les canons ennemis, une chair à canon ininterrompue de fantassins. En revanche, harceler le GQG pour disposer d'une artillerie de haut niveau, apte à rendre aux Allemands la monnaie de la pièce, sachant que Verdun était essentiellement une bataille d'artillerie, 80 % des pertes étant occasionnés par son action.

Dès le 27 février, Joffre, en l'assurant qu'on ne lui marchanderait pas les renforts, l'incitait à contre-attaquer. Son refus mit en fureur l'entourage du généralissime, qui lança la campagne de dénigrement d'un Pétain pessimiste et chercha l'antidote : ce fut le couple Mangin-Nivelle, qui promettait la reconquête du terrain perdu, réclamée par le politique. Pour Pétain, cette idée de reconquérir un terrain déclaré médiatiquement sacré était un non-sens tactique : reconquérir au prix de fortes pertes, et après ? Quelle incidence fallait-il en attendre sur le déroulement de la guerre ?

En mettant Verdun à peu près à l'abri du canon allemand en décembre 1916, le couple Mangin-Nivelle a certes « sauvé

Verdun ». Mais en ne se laissant pas entraîner dans la surenchère mystique mise en branle à cette occasion, et en tirant parti de ses acquis en art militaire, Pétain s'est montré supérieur à son adversaire allemand. Le 31 mai 1917, le *Breisgauer Zeitung* dans son article intitulé « Pétain contre Hindenburg », écrivait ainsi : « Pétain a effectivement montré plusieurs fois déjà que, par le don de combinaison stratégique, il est supérieur à tous les autres chefs français. »

À LIRE d'André Bach



*Justice militaire,
1915-1916*
Vendémiaire
608 pages
26 €

Ancien directeur du Service historique de l'armée de terre, le général André Bach est l'auteur de plusieurs ouvrages sur la Première Guerre mondiale, notamment *Fusillés pour l'exemple, 1914-1915* (Tallandier, 2003). Il est vice-président du Collectif de recherche international et de débat sur la guerre de 1914-1918 (CRID 14-18).

DICTIONNAIRE

Par Thibaut Dary, illustrations de Dominique Bertail

Ils ont fait Verdun

Officiers ou simples soldats,
ils ont été les acteurs de l'une
des batailles les plus meurtrières
de la Grande Guerre.

LES FRANÇAIS

GÉNÉRAL JOSEPH JOFFRE

(RIVESALTES, 1852-PARIS, 1931)

Fils doué de viticulteurs aisés des Pyrénées-Orientales, Joseph Joffre a quitté le soleil méditerranéen pour l'Ecole polytechnique, où il entre, à 17 ans, en 1869. Après avoir fait le coup de feu comme sous-lieutenant d'artillerie dans la guerre contre la Prusse, il choisit le génie. Sitôt exprimées, ses velléités de grand air sont exaucées : il part en 1885 pour l'Extrême-Orient, point de départ d'une brillante carrière dans les colonies. Chef du génie à Formose, puis à Hanoï, il est l'un des artisans de la victoire contre la Chine, qui disputait le Tonkin à la France. Envoyé au Soudan français – l'actuel Mali –, il se couvre de gloire en organisant la prise de Tombouctou, le 12 février 1894, puis sert à Madagascar sous les ordres de Gallieni. De retour en métropole, il est nommé général et poursuit son ascension dans le haut commandement jusqu'à ce que, en 1911, la défection de Gallieni et de Pau lui vaille d'être nommé chef d'état-major général de l'armée. Commandant en chef des opérations en août 1914, il mène et perd la bataille des Frontières, mais remporte en septembre le succès de la Marne, qui l'auréole à jamais d'une image de vainqueur, bien qu'il en partage la paternité avec Gallieni. Dès lors, la guerre s'installe dans un conflit de positions. Meurtrières, ses offensives destinées à « grignoter l'ennemi » essuient des critiques. En février 1916, Joffre nomme Pétain pour contrer l'attaque sur Verdun : la résistance française, payée au prix fort mais efficace, débouche sur l'initiative de la Somme, dévastatrice et stérile. Joffre est alors écarté au profit de Nivelle en décembre 1916 et reçoit le maréchalat à titre de compensation. Après la guerre (1920-1922), il entame une seconde carrière comme représentant de la France à l'étranger : de la Roumanie à l'Espagne, des Etats-Unis au Japon, il est acclamé en héros.



ILLUSTRATIONS : © DOMINIQUE BERTAIL

GÉNÉRAL ÉDOUARD DE CASTELNAU (SAINT-AFFRIQUE, AVEYRON, 1851-MONTASTRUC-LA-CONSEILLÈRE, HAUTE-GARONNE, 1944)

Issu d'une vieille lignée aristocratique et monarchiste, le jeune Edouard de Castelnau a la vocation militaire et rejoint l'infanterie pour prendre part en 1870 à la guerre franco-prussienne. En 1911, alors que l'hostilité à son catholicisme affiché lui a valu un retard d'avancement – on le surnomme le « capucin botté » –, il est appelé au cabinet de Joffre, dont il devient le chef d'état-major, pour plancher sur les scénarios d'invasion de l'Allemagne par la France. Lorsque l'inverse se produit, il mène le combat à l'est et gagne le surnom de « sauveur de Nancy » lors de la bataille du Grand-Couronné, qui prolonge le succès de la Marne en Lorraine. En septembre 1915, il mènera une campagne victorieuse en Champagne. Inspectant Verdun en janvier 1916, il y ordonne en urgence des aménagements défensifs, pris en charge par deux divisions. Puis, dans la nuit du 24 au 25 février, il annule l'ordre de faire passer les troupes sur la rive gauche de la Meuse : il faut tenir les deux rives, ce dont il confie le soin à Pétain le jour même. Frappé par la disgrâce qui touche Joffre, Castelnau ne revient qu'en 1917 à la tête des armées de l'Est. En dépit d'états de service dignes des plus grands officiers généraux français, il ne recevra pas le titre de maréchal, d'autant qu'il s'engage en politique. Élu député en 1919, il succède à Maurice Barrès pour présider la Ligue des patriotes en 1924, puis face au laïcisme du Cartel des gauches, fonde la Fédération nationale catholique, qui jouera le rôle d'un puissant lobby conservateur. Autorité morale incontestée, il en restera président jusqu'à sa mort.



GÉNÉRAL CHARLES MANGIN (SARREBOURG, 1866-PARIS, 1925)

Né à Sarrebourg, il est le fils de parents qui, en 1871, choisissent de rester français quand la Lorraine est annexée par l'Allemagne. Engagé volontaire avant de devenir officier, Charles Mangin rejoint l'infanterie de marine et part barouder. Il est au Soudan en 1889, participe à l'expédition Congo-Nil en 1899-1900 auprès du commandant Marchand, sert ensuite au Tonkin de 1901 à 1904, avant de gagner le Sénégal en 1906. L'expérience de l'Afrique occidentale française le passionne et lui inspire son fameux livre, *La Force noire*, où il recommande la création d'un corps indigène en Afrique. Affecté au Maroc après 1912 sous les ordres de Lyautey, il regagne ensuite Paris, où il intègre l'état-major des troupes coloniales. En 1916, il est à Verdun, chargé de reprendre le fort de Douaumont. Son assaut du 22 mai est un échec, qui se solde par 5 500 morts. Ce soldat énergique, combattant dans l'âme, admiré de ses troupes, réussira à chasser les Allemands de Douaumont le 24 octobre, après huit mois d'occupation, notamment à la tête de troupes de tirailleurs sénégalais et somalis. Touché par la disgrâce de Nivelle après le Chemin des Dames, il revient vite en poste avec Foch et multiplie les victoires en 1918, en particulier grâce à la méthode du feu roulant qu'il invente. Il meurt encore jeune, à la grande déception des milieux de droite et de l'Action française, qui espéraient en faire un champion politique.



GÉNÉRAL PHILIPPE PÉTAIN

(CAUCHY-À-LA-TOUR, PAS-DE-CALAIS,
1856-ÎLE D'YEU, VENDÉE, 1951)

Début 1914, le colonel Philippe Pétain est à la tête de la 4^e brigade d'infanterie, proche de la retraite. On ne regrettera pas cet officier aux théories à contre-courant qui valorise la non-exposition au feu et l'économie de la vie des hommes quand son milieu ne jure que par l'offensive à outrance ! Mais dès août, ses succès au combat vont vite révéler sa valeur. En septembre, il passe général de division, puis, en octobre, général de corps d'armée en charge du 33^e corps en Artois. En juin 1915, Joffre lui confie la 11^e armée en Champagne. En février 1916, Pétain est chargé en urgence de défendre Verdun, dont il réorganise la ligne de front sur les deux rives de la Meuse. Les forts sont réarmés, l'aviation est mise à contribution pour renseigner sur les mouvements ennemis, et le flux logistique de la « Voie sacrée », organisé peu avant son arrivée, se met en branle depuis Bar-le-Duc.

Pétain instaure aussi un système de relève régulière, qui va non seulement soulager les combattants, mais aussi les fédérer autour d'un enjeu partagé ; grâce à ce système, 73 divisions sur 95 auraient en effet pris part à la bataille. Le succès est au rendez-vous, l'avancée allemande est ralentie et stoppée. Pétain finit pourtant par être jugé trop « défensif » et doit céder la place à Nivelle en avril 1916. Un an plus tard, en mai 1917, il le remplace à la tête des armées françaises, après l'échec du Chemin des Dames. Par une politique d'économie des forces et de clémence, il résorbe la rébellion qui couve dans les troupes saignées à blanc et choisit avec pragmatisme d'attendre l'arrivée des Américains en Europe.

Pressenti pour devenir généralissime des armées alliées, il est coiffé par Foch en mars 1918, mais reste commandant en chef de l'armée française. Alors qu'il préparait l'invasion de l'Allemagne, l'armistice est signé, trop tôt à son gré, le 11 novembre 1918. Il aurait préféré faire sentir à l'Allemagne le poids de sa défaite en envahissant son territoire pour négocier le traité de paix en position de force. Compté parmi les pères de la victoire, Pétain est aussitôt fait maréchal de France.





CHARLES DE GAULLE (LILLE, 1890-COLOMBEY-LES-DEUX-ÉGLISES, 1970)

Lieutenant au début de la guerre, Charles De Gaulle est blessé à la jambe dès le 15 août 1914, et manquera la Marne et la course à la mer. Soigné, de retour au combat, il est atteint à la main en mars 1915 et, bien malgré lui, évite la Champagne et l'Artois. Rétabli, promu capitaine, il est en toute première ligne à Douaumont le 2 mars 1916, à la tête de la 10^e compagnie du 3^e bataillon du 33^e régiment d'infanterie. Courageux, il découvre pourtant une guerre inédite, qui ne lui laisse aucune chance : le pilonnage allemand, « *inénarrable* » selon ses propres mots, est suivi d'un assaut des Brandebourgeois. Le 3^e bataillon est encerclé, le village de Douaumont est pris. Là, écrira *Le Journal officiel* dans une citation à titre posthume du 7 mars, De Gaulle « *est tombé dans la mêlée* », à l'issue d'un « *corps à corps farouche* ». En réalité, Charles De Gaulle est vivant. Il a été capturé, après avoir été, selon ses termes, « *blessé pas trop gravement d'un coup de baïonnette à la cuisse* » et étourdi par une grenade. D'une autre citation de 1919, qui le décrit au contraire comme « *grièvement blessé* » et gazé, il précisera lui-même dans une lettre à son colonel qu'elle correspond à « *un idéal dont je ne me suis guère rapproché dans la réalité* ». Soigné par l'ennemi à Mayence, il est désormais prisonnier. Il n'aura de cesse de s'évader mais, cinq fois, il est repris et déplacé dans une nouvelle prison. Charles De Gaulle ne retrouve sa liberté qu'à l'armistice, sans avoir trouvé l'occasion de s'illustrer au feu. Après la guerre, son destin ne cesse cependant de croiser celui de son ancien colonel au 33^e RI en 1912 : Philippe Pétain. En 1924, le maréchal, vice-président du Conseil supérieur de la guerre, fait rectifier à la hausse son classement à l'Ecole de guerre, puis l'affecte à son état-major l'année suivante pour lui confier des travaux de plume, avant d'imposer son protégé comme conférencier à l'Ecole de guerre en 1927. Leurs travaux littéraires sont l'occasion de quelques brouilles mais, en 1932, De Gaulle lui dédie encore son ouvrage *Le Fil de l'épée* en ces termes : « *Cet essai, Monsieur le Maréchal, ne saurait être dédié qu'à vous, car rien ne montre mieux que votre gloire, quelle vertu l'action peut tirer des lumières de la pensée.* » Des rapports quasi filiaux qui s'interrompront brutalement en juin 1940.



GÉNÉRAL ROBERT NIVELLE (TULLE, 1856-PARIS, 1924)

Polytechnicien et artilleur, Nivelle n'est que colonel au début de la guerre et proche de la retraite. Mais en août et septembre 1914, il s'illustre lors des batailles de Dornach et de l'Ourcq et va être promu général en trois mois. C'est le début d'une ascension fulgurante. Nommé en 1915 à la tête d'une division, il commande ensuite le 3^e corps, qui contribue à stopper l'offensive allemande à Verdun. Le 19 avril 1916, c'est donc lui que Joffre choisit comme successeur de Pétain. Soutenu par sa science du feu et l'efficacité au combat du général Mangin, il reconquiert Douaumont en octobre. Dès lors, Nivelle fait figure de porte-bonheur pour les autorités françaises et britanniques, qui adhèrent à sa vision d'une victoire rapide fondée sur l'attaque. Le 25 décembre 1916, il est nommé commandant en chef des armées, à la place de Joffre, jugé trop prudent. Le 16 avril 1917, Nivelle lance l'offensive entre Reims et Soissons, destinée à percer le front adverse et à relancer la guerre de mouvement. C'est la catastrophe de la bataille du Chemin des Dames, où près de 350 000 soldats alliés, sur 1 200 000 hommes engagés, périssent sans succès notable. Des mutineries éclatent, et Pétain, l'anti-Nivelle, doit lui succéder en urgence dès le mois de mai, pour rétablir la situation. En décembre 1917, lâché par les politiques, Nivelle est muté en Afrique du Nord, loin des combats. Il fera partie des généraux honorés à la fin de la guerre, mais restera la figure du chef trop sûr de lui, consommant les vies humaines comme les cartouches.



LES ALLEMANDS

ERICH VON FALKENHAYN

(BURG BELCHAU, 1861-POTSDAM, 1922)

Après la défaite de la Marne, le haut commandement militaire allemand change de main. Helmuth von Moltke, diminué, cède la place à Erich von Falkenhayn, qui cumule la fonction de ministre de la Guerre du royaume de Prusse et de chef d'état-major général. Le front de l'Est lui paraît vite démesuré et il refuse de le renforcer : il faut frapper en priorité à l'ouest, pour sortir de la guerre de positions, vaincre la France et la désolidariser de l'Angleterre. Falkenhayn propose à l'empereur une attaque ciblée pour février 1916, soutenue par un feu d'artillerie destructeur. Ce sera l'opération *Gericht* (« Jugement ») qui, après avoir ciblé Belfort, vise la ville de Verdun, mal desservie et peu défendue. Falkenhayn lance l'attaque le 21 février 1916. Durant trois mois, l'armée allemande avance, mais sans gain déterminant ; les pertes humaines s'accélèrent et Falkenhayn sait que Joffre va lancer une grande attaque sur la Somme. Il tente donc une nouvelle percée vers les forts de Vaux et de Souville le 2 juin. A nouveau, la résistance française le ralentit, puis l'arrête. En juillet, il n'a plus le choix : il lui faut déplacer des troupes vers la Somme, et reculer dans la Meuse. Fin août, l'échec manifeste de la prise de Verdun signe la fin du mandat du général Falkenhayn : le 29, le chancelier Bethmann Hollweg obtient son remplacement par le duo de choc que forment Paul von Hindenburg et Erich Ludendorff. Muté en Roumanie, puis en Turquie, Falkenhayn finit la guerre à la tête de la X^e armée en Russie occupée. Mis à la retraite en 1919, il meurt en 1922 après avoir défendu, dans ses *Mémoires* et jusqu'à son dernier souffle, l'idée, promise à un bel avenir, qu'il avait toujours voulu, à Verdun, « saigner à blanc l'armée française » dans une guerre d'usure, pour se dédouaner d'avoir, en réalité, échoué à percer le front.

ILLUSTRATIONS : © DOMINIQUE BERTAIL



LE KRONPRINZ GUILLAUME DE PRUSSE

(POTSDAM, 1882-HECHINGEN, 1951)

Aux armées de la République française, la Grande Guerre oppose les troupes de la monarchie constitutionnelle allemande. Parmi les officiers supérieurs qui dirigent l'assaut sur Verdun, figure un prince héritier, Friedrich Wilhelm Victor August Ernst von Hohenzollern, dit le « Kronprinz », commandant officiel de la V^e armée. Il est l'aîné des sept enfants de l'empereur Guillaume II. A Vaux, c'est sous ses ordres que le fort est assailli et pris. Admiratif du courage des troupes menées par le commandant Raynal, il ira jusqu'à offrir à celui-ci un poignard allemand lors de sa reddition, ne pouvant lui laisser son sabre, resté introuvable. Guillaume de Prusse s'installe à Stenay, dans la Meuse, de 1914 à 1918. Bien que discipliné vis-à-vis de sa hiérarchie militaire, il se caractérise par sa frivôlerie personnelle et les maîtresses allemandes ou françaises qu'il collectionne. Les Français l'appellent le « con prince », les Anglais le « clown prince ». Belliciste, le Kronprinz prend le parti du haut commandement militaire contre les velléités de paix du chancelier Bethmann Hollweg en 1917 et finit d'affaiblir son propre père, l'empereur. En décembre 1918, il renonce à ses droits au trône et se retrouve exilé aux Pays-Bas. En 1923, le chancelier Gustav Stresemann l'autorise à rentrer en Allemagne et, au début des années 1930, Guillaume de Prusse ne boude pas la cour opportune que lui font les nazis. Une fois arrivés au pouvoir, en 1933, ils ne le laisseront pas moins sur la touche. Il est inhumé au château familial des Hohenzollern, son dernier refuge, dans le Land de Bade-Wurtemberg.

LES HOMMES DE TERRAIN

COMMANDANT SYLVAIN RAYNAL

(BORDEAUX, 1867-BOULOGNE-BILLANCOURT, 1939)

Officier de sensibilité socialiste, Sylvain Raynal fait partie de ces hommes dont la guerre n'entame que le corps, non le cœur. Début 1916, convalescent après trois blessures, dont l'une lui a valu dix mois à l'hôpital, il s'est porté volontaire pour défendre Verdun et a rejoint le fort de Vaux, poste réservé à des officiers affaiblis. La bataille le surprend en février et le destin lui fait signe fin mai, quand les forces allemandes menées par le Kronprinz, après cent jours de siège, assaillent la forteresse. Durant une semaine, pliant sans rompre, Raynal, à la tête de 500 hommes, entrave héroïquement la progression de l'adversaire à l'intérieur même du fort et retarde son plan d'assaut. Le 4 juin, à cours de munitions, d'eau et de nourriture, il finit par envoyer un pigeon voyageur au haut commandement, en attente d'instructions. Sans réponse, le commandant Raynal remet sa reddition le 7. Il aura droit à l'hommage de l'adversaire, le prince en personne, vainqueur touché par la bravoure du vaincu, avant de passer le reste de la guerre en captivité. On jugera a posteriori que Raynal, en enrayant l'avancée ennemie, a joué un rôle décisif dans la victoire de Verdun.





LE POILU DE VERDUN

A partir d'août 1915, les soldats français ont commencé à revêtir l'uniforme « bleu horizon », qui a remplacé le pantalon rouge garance et la veste bleu foncé traditionnels des fantassins tricolores. En septembre 1915, leur képi a cédé la place au casque « Adrian ». Rapidement, on a appelé ces hommes du peuple, courageux et combattants, les « poilus ». Ils ont déjà le costume et le nom sous lesquels ils passeront à la postérité ; il leur manque encore un fait d'armes héroïque : ce sera la bataille de Verdun. Le 21 février 1916, depuis leurs tranchées, ils font face à une attaque d'un nouveau genre, faite d'un long pilonnage d'obus lourds – le *Trommelfeuer* allemand – et de progression d'unités d'élite – les *Sturmtruppen* – armées de lance-flammes. A ces assauts méthodiquement destructeurs, les poilus vont opposer une résistance farouche, qui ira jusqu'au combat au corps à corps, sans crainte d'employer les armes de l'ennemi, du bombardement à l'utilisation de gaz phosgène. Presque chaque soldat français pourra s'identifier au poilu de Verdun : avec le « tourniquet » mis en place par Pétain, près des trois quarts des divisions y servirent, pour en partager le même souvenir d'horreur, de sacrifice et de fierté. « Qui n'a pas fait Verdun n'a pas fait la guerre », put-on dès lors dire parmi eux.

ILLUSTRATIONS : © DOMINIQUE BERTAIL.

LES TIRAILLEURS SÉNÉGALAIS

En 1916, la « force noire » que le général Mangin avait imaginée pour servir l'empire en Afrique est requise pour la défense du sol national. A Verdun, deux bataillons de tirailleurs sénégalais, le 36^e et le 43^e, sont mobilisés, ainsi que deux compagnies tout juste créées en 1915 de tirailleurs somalis, recrutés à Djibouti et à Madagascar. En octobre, la reconquête du fort de Douaumont, menée justement par Mangin, mobilise une bonne part d'entre eux et offre un succès symbolique retentissant à Nivelle. Mais les tirailleurs viennent aussi d'Afrique du Nord : Algériens et Tunisiens, on les surnomme les « Turcos ». Ils composent dix-sept régiments et se battront sur la cote 304, à Louvemont, la Côte-du-Poivre, Souville, au bois Le Chaume et à Bezonvaux, sans oublier leur participation à la reprise de Douaumont et Vaux. Les tirailleurs marocains, réunis en deux régiments, gagnent pour leur part au combat le surnom des « hirondelles de la mort », qui sera conservé. Tous ces soldats d'Afrique se battent sans calcul, fidèles à la France. La nationalité française pour prix du sang versé ne leur sera en revanche pas accordée après-guerre. Le projet d'un mémorial dédié aux soldats de l'empire, envisagé à Douaumont, sera aussi abandonné. En revanche, en hommage aux 70 000 musulmans morts au combat, un autre édifice sortira de terre entre 1922 et 1926 : la Grande Mosquée de Paris, financée par l'Etat français.



LE SOLDAT ALLEMAND

Comme le poilu français, le soldat allemand a vu la guerre modifier son uniforme, devenu plus ample, plus pratique et plus discret : si la couleur *feldgrau*, vert-de-gris, est toujours de rigueur, lisérés et boutons ont disparu, et le casque à pointe est remplacé par le *Stahlhelm* en acier, dont la visière et le tour évasé offrent une meilleure protection au front et à la nuque. La création des troupes d'élite, le *Sturmbataillon*, chargé de percer les lignes fortifiées, a servi d'aiguillon. En février 1916, les troupes du Kronprinz croient à une victoire rapide à Verdun, à l'instar de leurs chefs, qui la leur ont promise. Des fantassins s'avancent confiants face aux lignes françaises pilonnées le 21 : ils sont cueillis par la mitraille et comprennent que le *Trommelfeuer* ne fera pas tout. L'artillerie française, du reste, répond au défi, et assure à son tour un « orage d'acier ». Contrairement au choix de Pétain, le haut commandement allemand n'assure pas de rotation fréquente des troupes : les *Feldgrauen* doivent tenir, et le sentiment d'abandon s'intensifie au fil des semaines. Pour le reste, l'expérience partagée dans les deux camps est la même : tenir bon, jusqu'à la relève, la démence ou la mort ; survivre au milieu des cadavres ; et mourir en masse. Entre février et décembre 1916, on compte 140 000 morts et disparus allemands à Verdun, et 187 000 blessés ; 162 400 morts ou disparus côté français, et environ 215 000 blessés. Une balance du désastre presque équilibrée.

PORTRAIT

Par Sophie Humann

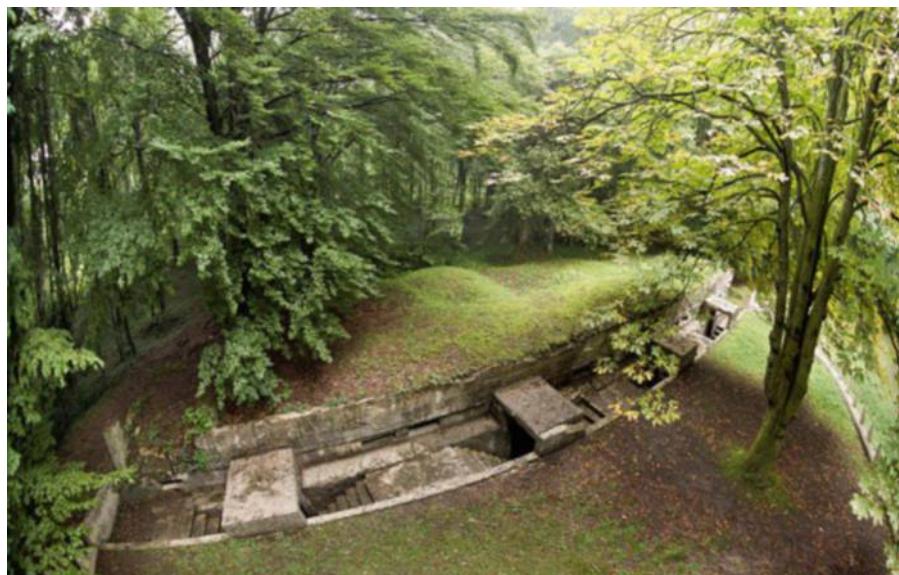
Driant le Magnifique

Auteur visionnaire et exalté de romans d'anticipation et meneur d'hommes hors pair, Emile Driant mourut en héros au deuxième jour de la bataille qu'il avait prévue.

Autour de la stèle, les sapins ont laissé place à une étroite clairière. Le brouillard y rôde, le silence y règne, interrompu une fois l'an par une cérémonie à sa mémoire. Le 22 février 1916, à la tête de ses chasseurs, il avait gagné par à-coups la crête du bois de Ville et venait de poser un pansement provisoire sur la plaie d'un blessé, lorsque soudain, il cria : « Oh, là, là, mon Dieu ! » Touché à la tempe par une rafale de mitrailleuse, il s'affala en vomissant son sang. Le lieutenant-colonel Emile Driant était mort. La bataille de Verdun venait de commencer.

Quelques années plus tôt, cet écrivain visionnaire avait imaginé dans ses romans les armes de destruction massive enfantées par la Grande Guerre. Mais à 60 ans, ce combattant intrépide venait d'être ratrépété par les fantômes de ses livres. La veille, il écrivait à sa femme ces lignes – les dernières : « *Leur assaut peut avoir lieu cette nuit comme il peut encore reculer de plusieurs jours. Mais il est certain. Notre bois aura ses premières tranchées prises dès les premières minutes, car ils y emploieront flammes et gaz. Nous le savons par un prisonnier de ce matin. Mes pauvres bataillons si épargnés jusqu'ici ! Enfin, eux aussi ont eu de la chance jusqu'à présent... Qui sait ! Mais comme on se sent peu de choses à ces heures-là.*

© STEPHANE COMPOINT. © ECPAD/FRANCE/1916/DIETSCH, VICTOR



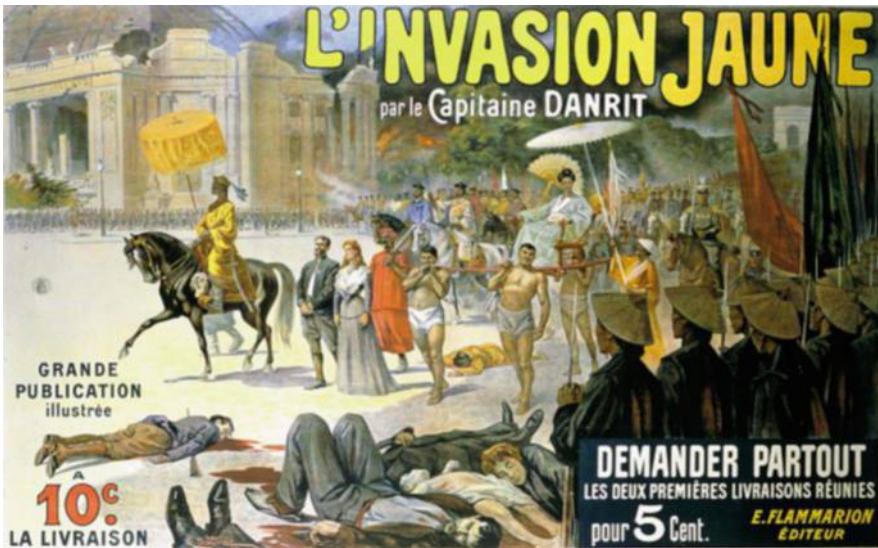
EN PREMIÈRE LIGNE

A droite : le lieutenant-colonel Emile Driant en janvier 1916, devant son baraquement au bois des Caures, où il commandait les 56^e et 59^e bataillons de chasseurs depuis l'automne 1915. Le 1^{er} décembre 1915, il dénonça devant la commission de l'armée de la Chambre des députés la faiblesse défensive de Verdun. Ci-dessous : vestiges de l'ancien poste de commandement du lieutenant-colonel Driant au bois des Caures.

Il s'appelait Emile Augustin Cyprien Driant et il était né à Neufchâtel-sur-Aisne un jour de septembre 1855, fils d'un père notaire et juge de paix. Au lycée de Reims, il avait cumulé les prix. Traumatisé par la vue des soldats prussiens déferlant sur sa région natale en 1871, il avait refusé une route toute tracée dans l'étude paternelle pour se lancer dans la carrière militaire. Après une licence de lettres et de droit, Emile Driant intégrait Saint-Cyr en 1875. Deux ans plus tard, il sortait quatrième de sa promotion. « *Petit, mais solide, écrivait l'un de ses supérieurs, santé à toute épreuve, très actif et toujours prêt ; monte fort bien à cheval et a un*







goût très prononcé pour l'équitation, très intelligent, a devant lui le plus bel avenir. »

En 1883, lieutenant au 43^e régiment d'infanterie, il était envoyé à Tunis et rapidement promu officier d'ordonnance du général Georges Boulanger, qui commandait le corps d'occupation en Tunisie. Trois ans plus tard, il suivait à Paris le général, nommé – pour peu de temps – ministre de la Guerre, puis épousait sa fille Marcelle. En 1891, tandis que Boulanger se suicidait en Belgique sur la tombe de sa maîtresse, son gendre, de retour en Tunisie, à Carthage, caracolait dans le désert le jour, à la tête de ses zouaves, et fréquentait, le soir, les cercles catholiques du primat d'Afrique, le cardinal Lavigerie. Rentré en France en 1892, Driant n'hésita pas à défendre la mémoire de son beau-père dans *Le Figaro* et le paya d'une semaine d'arrêt et de quatre ans à ronger son frein comme capitaine instructeur à Saint-Cyr.

En 1899, il parvint à se faire nommer chef du premier bataillon de chasseurs à pied, en garnison à Troyes. Il fallut peu de temps au commandant Driant pour transformer son bataillon en unité d'élite, avec laquelle il parcourait à marche forcée la campagne champenoise. Il y resta six ans, jusqu'à ce qu'un nouveau coup d'éclat mît fin à sa carrière militaire. En 1904, en pleine séparation de l'Eglise et de l'Etat, on apprit en effet que le ministre de la Guerre utilisait un système de fiches pour bloquer l'avancement des officiers catholiques au profit des officiers républicains et francs-maçons. Emile Driant n'hésita pas à crier son indignation devant les cadres de son bataillon et dans les colonnes de la presse. Il supporta le rappel à l'ordre, les arrêts simples. Mais lorsqu'il fut frappé de quinze jours d'arrêts de rigueur supplémentaires pour avoir organisé une messe dans la cathédrale de

Troyes à l'occasion de la Sidi Brahim, la fête des chasseurs, Driant démissionna de l'armée. Il avait 50 ans.

Il allait pouvoir se consacrer à sa carrière de romancier populaire, commencée quelques années plus tôt dans les sables tunisiens. Rapidement, sous le pseudonyme de « capitaine Danrit », Emile Driant était devenu, aux côtés de Paul d'Ivoi, l'un des piliers du *Journal des voyages*, un hebdomadaire né en 1877. Publiées sous forme de feuilleton, ses œuvres paraissaient ensuite sous les couvertures illustrées de l'éditeur Ernest Flammarion. Quel adolescent d'aujourd'hui connaît le nom du capitaine Danrit ? Aucun, ou presque. Entre 1890 et 1914, on s'arrachait pourtant les livres de celui que son biographe Daniel David surnomma « *le Jules Verne militaire* ». On offrait aux distributions des prix ses récits truffés d'interminables descriptions de batailles sauvages, de mouvements de troupes et de machines de guerre futuristes, où l'armée française était présentée comme le dernier recours contre les peuples barbares, la perfide Albion, les socialistes et, dans le style et l'esprit de l'époque (l'affaire Dreyfus éclatera en 1896), les Juifs et les francs-maçons.

Anticipation militaire

Lorsque Driant quitta l'armée en 1905, il avait déjà publié *La Guerre de demain* (1888-1893), « grand récit patriotique et militaire » couronné par le prix de l'Académie française, en six volumes. Dans la première partie, *La Guerre de forteresse*, il racontait à la première personne une invasion allemande. Dans les deux suivantes, *La Guerre en rase campagne* et *La Guerre en ballon*, il anticipait les futurs Taube, ces avions que les Allemands allaient utiliser pendant la Grande Guerre pour larguer leurs bombes sur Paris.

Driant n'inventait pas de toutes pièces : il utilisait ses connaissances dans les domaines militaire et du renseignement, ainsi que sa passion pour la géopolitique. Lors de son passage au ministère de la Guerre, il avait été en contact avec tout ce qui se faisait de plus moderne en matière d'armement. Il savait, par exemple, que Boulanger avait octroyé des crédits à l'armée pour lancer les premiers essais de dirigeables à Meudon. Il n'ignorait pas que l'armée avait installé, en 1898, un poste radio permanent sur la tour Eiffel. Il était persuadé que la logistique serait cruciale pour gagner les conflits à venir. Pour lui, ses effrayants récits d'anticipation militaires étaient un moyen d'alerter l'opinion publique en lui montrant ce qui risquait d'arriver si on ne faisait rien.

Comment ne pas être troublé par le thème de *L'Invasion noire*, récit de 1 200 pages paru en trois parties en 1895 (*La Mobilisation africaine*, *Le Grand Pèlerinage à La Mecque*, *La Fin de l'islam devant Paris*), sur l'invasion de l'Europe par le sultan turc Abd-ul-M'hamed et son fils ? Ayant été convaincus de partir pour le jihad, les musulmans du monde entier commencent par massacrer tous les Blancs du Moyen-Orient et d'Afrique, puis entrent en Europe en remontant le Danube. Faute de nourriture, les musulmans mangent leurs chevaux avant de devenir anthropophages. Ils finissent par échouer devant Paris grâce à l'armée française qui les extermine aux gaz de combat, causant aussi la mort de nombreux Parisiens. Les héros ? Deux officiers français capturés par les islamistes, mais libérés grâce au fils du sultan, sorti de Saint-Cyr ! On y trouve aussi des terroristes qui s'introduisent dans un aéronef, tuent l'équipage et prennent les commandes, des téléphones à miroir télescopique qui permettent de voir l'interlocuteur, des soucoupes volantes qui sont en réalité des ballons recouverts d'aluminium...

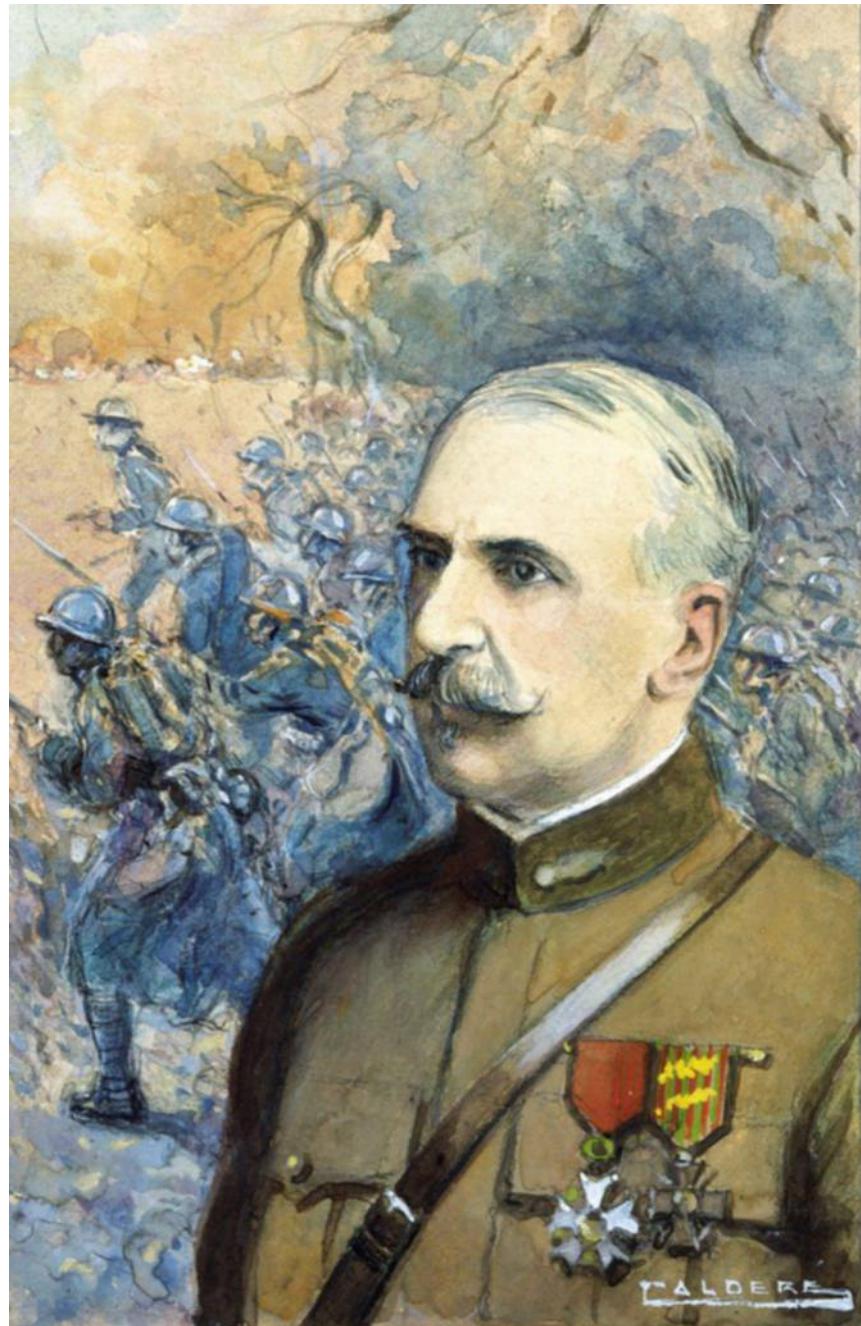
Écrit pendant la guerre russo-japonaise de 1905, le récit de *L'Invasion jaune* fut, lui, publié en 1909 et lancé avec une grande affiche de Georges Dutriac, qui illustra presque tous les livres du capitaine Danrit chez Flammarion et travailla à ceux de la

collection Nelson, ainsi qu'à *La Semaine de Suzette*. Elle représente une des scènes finales du roman : les troupes de « l'armée jaune » défilant sur les Champs-Elysées devant le Grand Palais en ruine... Dans son livre de souvenirs *Le Fleuve Alphée*, Roger Caillois se rappelle le lancement : « L'Invasion jaune racontait comment l'armée japonaise, après avoir asservi la Chine et en avoir gonflé ses effectifs, envahissait l'Europe. Pour traverser un large fleuve, le commandant en chef ordonnait à des régiments entiers d'entrer dans le courant et de s'y noyer jusqu'au moment où la cavalerie pourrait le franchir sur un pont de cadavres. Au dernier chapitre, il défilait à la tête de ses troupes sous l'Arc de triomphe et s'écriait : "La Grande Armée, maintenant, c'est l'armée jaune." A ce moment, un obus de 75 tiré par un saint-cyrien héroïque le tuait net sous la voûte glorieuse. Pareils souvenirs sont durables. »

Parfois, le talent de Danrit pour les scénarios de géopolitique lui faisait pressentir, avec une acuité troublante, les zones exactes des conflits futurs. *L'Aviateur du Pacifique* (1910) commençait ainsi par une attaque des Japonais sur Pearl Harbor sans déclaration de guerre préalable... Pour couvrir leur invasion des îles Hawaï, ils organisaient un réseau de chalutiers munis d'antennes destinées à écouter puis à brouiller les communications de la flotte américaine.

En 1910, Driant entrat à la Chambre des députés comme élu de la troisième circonscription de Nancy sous l'étiquette de l'Action libérale. Très vite, il devint le véritable porte-parole de l'armée à l'Assemblée et, réélu en avril 1914, demanda au ministre de reprendre du service dès le début de la Grande Guerre. Le 14 août 1914, à 59 ans, il prenait le commandement des 56^e et 59^e bataillons de chasseurs à pied et, le 20 novembre, recevait la Légion d'honneur pour sa conduite héroïque.

Depuis l'automne 1915, Emile Driant avait pris en charge la défense du secteur du bois des Caures. Sentant l'attaque imminente, il ne cessait d'alerter le général Gallieni et jusqu'au président Poincaré sur le danger de laisser la place de Verdun aussi mal défendue. Il faisait renforcer les positions, aménager au mieux les défenses. « Qu'ils doutent là-haut tant qu'ils veulent,



LE JULES VERNE MILITAIRE Ci-dessus : Portrait du lieutenant-colonel Emile Driant, par Caldéré, XX^e siècle (Paris, musée de l'Armée). Parallèlement à sa carrière militaire, Driant, sous le pseudonyme de Capitaine Danrit, fut l'auteur de plusieurs romans d'anticipation publiés par Ernest Flammarion et illustrés par Georges Dutriac (*page de gauche, une affiche publicitaire de Dutriac pour L'Invasion jaune du capitaine Danrit*).

disait-il. Ici, on croit ce qu'on voit et ce qu'on entend. » Cela ne suffira pas. Alors que le Kronprinz leur donnait à peine quelques heures, les chasseurs de Driant tinrent deux jours, avant de se faire hacher par le feu allemand. Sur les 1 200 hommes de ses bataillons, il n'en resta qu'une centaine.

La mort d'Emile Driant fut une onde de choc pour l'armée et pour tous ceux qui avaient dévoré l'œuvre du capitaine Danrit. Le 7 avril, il eut droit aux éloges funèbres de Paul Deschanel à la Chambre, et le

28 juin, la Ligue des patriotes de Maurice Barrès faisait célébrer un service solennel à Notre-Dame. Quelques semaines plus tôt, Mme Driant avait reçu ces lignes de la baronne de Wiesbaden : « Mon fils, lieutenant d'artillerie qui a combattu vis-à-vis de Monsieur votre mari, me dit de vous écrire et de vous assurer que Monsieur Driant a été enterré avec tout respect, tous soins, et que ses camarades ennemis lui ont creusé et orné un beau tombeau (...) de sorte que vous le retrouverez aux jours de paix. »

Les sentiers de la guerre

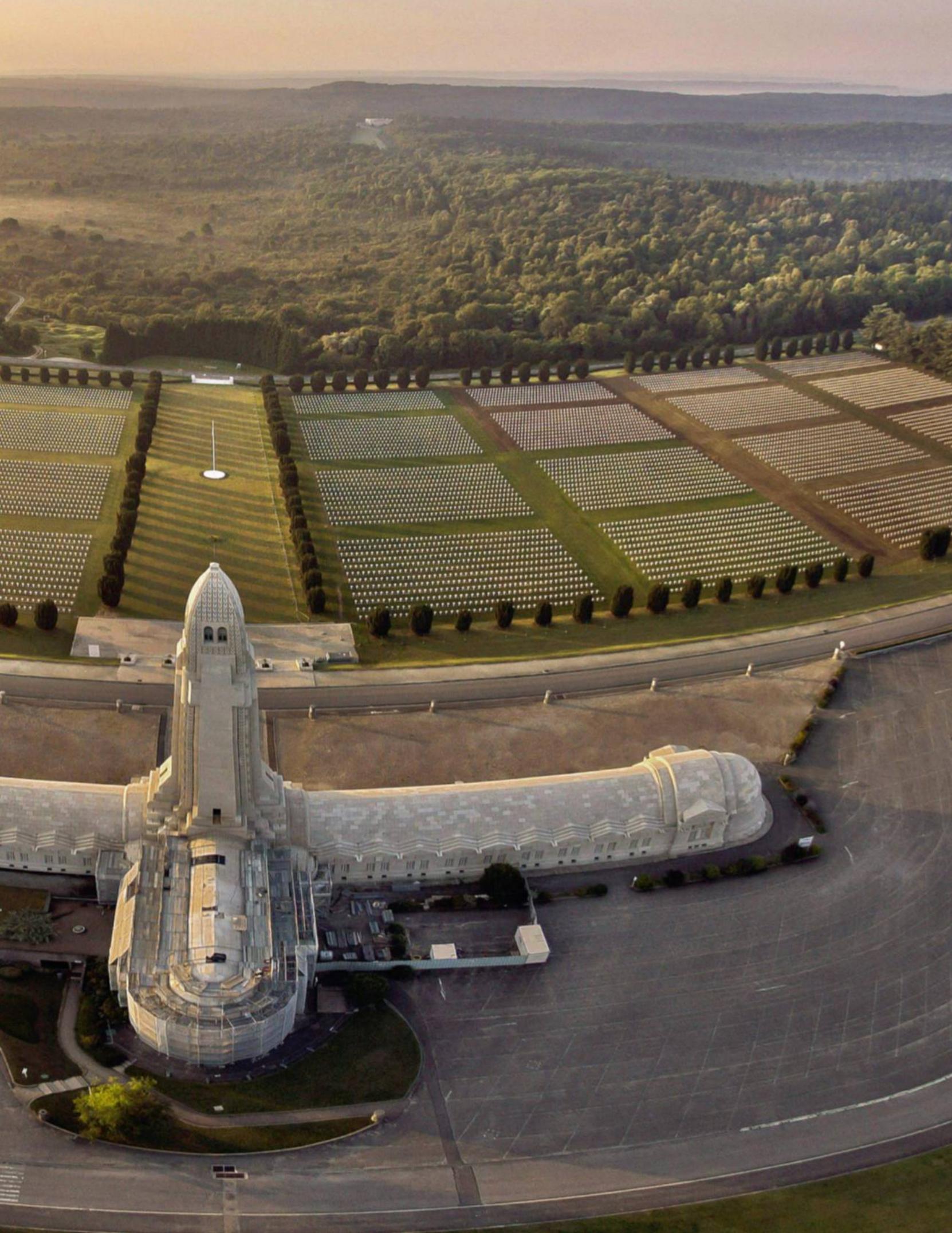
Par Geoffroy Caillet

Sur l'ancien champ de bataille,
les stigmates des combats
sont restés presque intacts.

Un musée à ciel ouvert,
où se lisent la mémoire de la guerre
et la peine des hommes.

LA TERRE VUE DU CIEL

Situé au centre de la zone des combats, l'ossuaire de Douaumont domine tout l'ancien champ de bataille. Il abrite les restes de 130 000 soldats anonymes, français et allemands, tandis que la nécropole nationale, dont on distingue les carrés blancs, renferme les corps de près de 16 000 soldats français identifiés.





© STEPHANE COMPOINT. © MANUEL COHEN/ALIMAGES.

Le nom qui apparaît sur les panneaux au premier ralentissement du train donne déjà une idée du programme. La gare « Meuse TGV-Voie sacrée », qui a vu le jour en 2007 au beau milieu de la campagne lorraine, borde la départementale où l'on poursuit en voiture jusqu'à la ville la plus emblématique de la Grande Guerre. Tout au long des 27 kilomètres du trajet, des bornes rouge et blanche, surmontées d'une réplique miniature du casque Adrian, martèlent puissamment le destin de cette route reliant Bar-le-Duc, au sud, à Verdun, au nord. « RD 1916 » pour l'administration, « Voie sacrée » pour la postérité depuis Maurice Barrès, c'est à cette artère vitale que Verdun, dûment ravitaillée en hommes et en matériel, dut de tenir le choc face à la pression allemande. Au petit matin, les véhicules s'y comptent sur les doigts d'une main. Il y a tout juste un siècle, des centaines de camions et d'ambulances s'y pressaient jour et nuit, dans un ballet ininterrompu : la fameuse noria inventée par le capitaine Doumenc, deux jours avant que l'orage d'acier ne s'abatte sur Verdun.

De la placide sous-préfecture, divisée par la Meuse en ville haute et ville basse, on n'aperçoit d'abord que des murailles inexpugnables, au pied desquelles débouche la Voie sacrée. Achevée en 1634 puis remaniée par Vauban, l'antique citadelle connut une deuxième vie après 1871, lorsque l'ingénieur militaire Séré de Rivières fit entrer Verdun dans le système défensif destiné à tenir en respect l'ennemi prussien, dangereusement proche depuis sa mainmise sur l'Alsace et la

Moselle. Une ceinture de trente-huit forts fut édifiée autour de la ville, et la citadelle dotée de 7 kilomètres de galeries souterraines pouvant abriter deux mille hommes. Juché sur le petit train qui circule sur une partie de leur longueur, on s'y engouffre pour découvrir ce qu'était la citadelle en 1916 : le lieu de transit des poilus entre leur arrivée par la Voie sacrée et leur départ pour le front, à 7 kilomètres de là.

Dans l'ombre, des écrans s'allument. Des chambrées, une cantine, un poste de télégraphie, des magasins à poudre se dévoilent, peuplés de mannequins fantomatiques. Un commentaire audio retrace le quotidien enfoui des hommes qui vécurent à l'abri de ce sas de pierre avant de connaître, quelques heures plus tard, l'angoisse des combats sous des ciels enflammés. Plus loin, c'est à pied qu'on découvre le recoint de galerie transformé en chapelle ardente où eut lieu, le 10 novembre 1920, le choix du soldat inconnu, parmi les dizaines de milliers de corps relevés sous uniforme français sur les principaux champs de bataille. Désigné comme plus jeune engagé volontaire du 132^e d'infanterie, le soldat Auguste Thin eut l'idée d'ajouter les chiffres de son régiment. C'est donc sur le sixième des huit cercueils disposés devant lui qu'il choisit de placer le bouquet d'œillets tendu par André Maginot, ministre des Pensions, pour l'envoyer reposer sous l'Arc de triomphe.

De retour à l'air libre, on traverse la ville en se disant instinctivement que le symbole du martyre français pendant la Grande Guerre porte encore beau. Même si le premier obus de



AUX YEUX DU SOUVENIR A gauche : bâti à la fin du XIX^e siècle comme élément du réseau de fortifications Séré de Rivières, le fort de Douaumont culmine à 388 mètres de haut. On distingue, sur sa carapace de béton, les tourelles pour canon de 155 et de 75 qui en assuraient la défense. Bombardé par les Allemands dès 1914, il fut pris par eux dès le 25 février 1916, et repris seulement le 15 décembre par les Français. A droite : la nef de l'ossuaire de Douaumont abrite 46 caveaux contenant les restes de soldats anonymes. Sur les murs, des inscriptions gravées à la demande des familles rappellent les noms et les régiments des soldats tombés à Verdun. A chaque extrémité, deux autres caveaux (dont l'un au premier plan) sont recouverts d'un bouclier où brille, les jours de cérémonie, la flamme du souvenir.

38 cm tiré par les Allemands le 21 février 1916 depuis la batterie de Duzey, à 25 kilomètres au nord-est, atteignit directement l'ancien hôpital Saint-Hippolyte, l'ennemi ne vit jamais Verdun. Contenu sur les Hauts de Meuse par la défense française, il ne put s'en approcher à plus de 4 kilomètres. Devenu le Centre mondial de la paix en 1994, l'ancien palais épiscopal du XVIII^e siècle, que Saint-Simon jugeait « *le plus vaste et le plus splendide palais épiscopal qu'il y ait en France* », déploie intacte sa splendeur baroque, comme sa voisine la cathédrale, avec son prodigieux baldaquin de marbre copié sur celui de Saint-Pierre de Rome.

Descendu dans la ville basse, on franchit la Meuse et on suit la route qui mène au champ de bataille. Une autre voie sacrée : c'est celle qu'empruntèrent nuitamment, pendant les trois cents jours de la bataille, les hommes sortis de la citadelle pour rejoindre, après plusieurs heures de marche, le boyau menant à la tranchée, la mitraille et la mort. Sur le dos, 30 kilogrammes de munitions et de nourriture. Au cœur, le sentiment du devoir résigné, sur fond de peur indicible. Au fil des lacets, on cherche en vain, de part et d'autre de la route, les étendues

boueuses et les solitudes désolées qu'ont léguées à la postérité les photos en noir et blanc de la Grande Guerre. Partout, rien qu'un long paysage haché de crêtes, creusé de mille valonnements, et une forêt ombreuse de conte de Grimm, bordée de panneaux invitant fermement le promeneur à chasser l'idée d'y faire une halte pique-nique.

La mémoire à contre-emploi

A l'aube de la bataille, il n'y avait là que des champs et des villages. En fauchant les vies par milliers, la pluie infernale des 60 millions d'obus tirés à Verdun a labouré la glaise, bossué le sol, stérilisé à jamais ce coin de terre lorraine, large de 10 kilomètres, en y enfouissant 8 millions de débris mortels, jamais retrouvés. À la fois mesure de sécurité et premier acte de sa sanctuarisation, le champ de bataille, devenu impraticable pour la culture, fut classé « zone rouge » après la guerre et planté, de 1923 à 1931, d'une forêt de 36 millions de conifères et de feuillus, qui a reçu en 2014 le label national « Forêt d'Exception ». Difficile d'imaginer, à l'ombre des ramures silencieuses, le fracas assourdissant de la plus





COULOIR DE LA MORT
Ce couloir du fort de Vaux donne une idée de l'atmosphère confinée dans laquelle les soldats (*ci-dessous, un poilu de Verdun*) vécurent jusqu'à la prise du fort par les Allemands, le 7 juin 1916. Intoxiqués par des obus suffocants, les hommes du commandant Raynal se battirent héroïquement.



grande concentration d'artillerie de l'histoire de l'humanité. C'est qu'ici comme ailleurs, la mémoire de Verdun joue souvent à contre-emploi.

On le vérifie à l'étonnante tranchée des Baïonnettes, long couloir de béton abritant un monticule continu de terre, d'où émergent des croix blanches et des canons de fusils. Rare tranchée à avoir été conservée, avec celles de Vauquois, elle ne dit rien au premier regard du trou noir, rempli de corps fauchés, empanenti de fumée et de gaz toxique, qui fut le milieu naturel des poilus pendant les dix longs mois des combats. Et pourtant, sous la terre, quarante-sept soldats, proclame une inscription, « dorment debout, le fusil en main », depuis l'effroyable bombardement qui arrosa ce secteur le 11 juin 1916.

L'histoire a fait justice de la légende qui les a crus ensevelis vivants sous une pluie de terre alors qu'ils s'apprêtaient à livrer un furieux corps à corps avec l'ennemi. Tués dans le bombardement, ces hommes furent en réalité enterrés à même la tranchée, et leurs fusils utilisés pour marquer leur sépulture. Le plus ancien monument du champ de bataille, offert par un banquier américain, George Rand, et inauguré en 1920, rappelle surtout que le souvenir de la souffrance des hommes se nourrit de symboles. Celui de leurs victoires aussi, comme l'étonnante sculpture du lion de Souville, qui occupe l'angle d'un carrefour en venant de Verdun. Cet immense fauve de pierre représenté couché, les yeux clos, marque l'emplacement où, le 12 juillet 1916, la ruée allemande fut stoppée net par le

lieutenant Dupuy et ses soixante hommes. La ligne française résista à l'enfoncement et jamais l'ennemi n'allait plus loin.

Souville, Vaux et Douaumont : sanctifiée par les corps qui dorment toujours dans ses profondeurs, la terre de Verdun a aussi sa trinité. Les Allemands ne s'y sont pas trompés, qui firent retentir, outre-Rhin, les cloches de leurs églises pour célébrer la prise du premier de ces trois forts, Douaumont, le 25 février 1916. Au sommet de son épaisse carapace de béton, à 388 mètres de haut, la coupole d'une tourelle pour canon de 155 arrondit son œil d'acier. Dans ses profondeurs, des successions de couloirs où flotte un air froid et humide. Des citerne, des casemates, des dortoirs. Dans un recoin, un mémorial évoque le souvenir de plus de 800 soldats allemands qui périrent là lorsque, le 8 mai 1916, éclata un dépôt de grenades. Tous les corps ne purent être évacués et 679 d'entre eux sommeillent pour l'éternité dans deux traverses-abris murées.

L'enfer tout autour

Si Douaumont fut pris puis repris sans combat, Vaux tomba le 7 juin 1916 dans des circonstances tragiques. Dans le dédale de ses galeries, on songe aux corps à corps furieux qui opposèrent les hommes du commandant Raynal aux fantassins allemands. On jette un œil au petit colombier grillagé d'où s'envola, le 4 juin à 11 h 30, le dernier pigeon relayant leur pathétique appel au secours. On renonce à se plaindre des infiltrations qui transforment le sol en pataugeoire, en se rappelant qu'elles auraient fait le bonheur des héroïques défenseurs du fort, réduits à lécher les murs pour apaiser leur soif après l'explosion d'un obus ennemi dans leur citerne d'eau. Pour un peu on croirait voir, comme l'historien d'art Louis Gillet, ancien de Vaux, « *le capitaine Tabourot, qui défendait la porte nord-est, agonis[ant], le ventre ouvert, les jambes arrachées (...) dans les puantes ténèbres de quinquets et de pétrole* ».



PHOTOS : © STEPHANE COMPOINT.

VIE SOUTERRAINE Ci-dessus : un extrait du parcours présenté dans la citadelle de Verdun. C'est là que les soldats débarqués de la Voie sacrée stationnaient avant de rejoindre le champ de bataille, à 7 kilomètres de là. En bas : le sommet du fort de Vaux domine la forêt plantée sur la « zone rouge » après la guerre.

En vase clos ou à ciel ouvert, l'enfer était partout à Verdun. Mais c'est à Fleury-devant-Douaumont que passait son premier cercle. Epicentre de la bataille, ce petit village de 422 habitants fut pris et repris seize fois par les deux camps, avant d'être définitivement enseveli sous le pilonnage de l'artillerie. On cherche en vain la moindre trace d'agglomération dans le vallonnement mité de sapins et de cratères mous-sus où l'on descend aujourd'hui. Rasé jusqu'aux fondations comme huit autres villages des alentours, il ne reste pas pierre vaillante de Fleury. Déclaré « mort pour la France » en 1918, il n'a jamais été reconstruit, mais a conservé son statut de commune, avec maire et conseil municipal nommés par le préfet de la Meuse, même si plus personne n'y naît, ne s'y marie ou n'y meurt. Le symbole, toujours. Comme la reconstruction d'une petite chapelle, Notre-Dame-de-l'Europe, ou les bornes indiquant, dans le paysage torturé, l'emplacement des maisons et la profession de leurs habitants. Ici, des cultivateurs. Là, le maréchal-ferrant. Plus loin, le boulanger.

Disparue elle aussi, la gare de Fleury a laissé la place, en 1967, au mythique Mémorial de Verdun, élevé par le Comité national du souvenir de Verdun et son président, Maurice Genevoix. Pour ce lieu, à la fois musée, centre de recherche et centre d'expositions, le centenaire de la bataille correspond à une renaissance complète. Entièrement rebâti au même emplacement, il rouvrira ses portes le 21 février, un siècle jour pour jour après le début des combats. Au bout de deux ans et demi de travaux, « *le Mémorial s'est mué en un centre d'interprétation de la bataille* », précise son directeur, Thierry Hubscher. Sur une superficie étendue à 3 800 m² – soit le double de ce qu'il représentait –, ce musée du combattant de Verdun, français et allemand, exposera sur deux niveaux quelque deux mille objets. Mais il fera surtout la part belle aux technologies interactives, parmi lesquelles une spectaculaire évocation du champ de bataille. Un passeport indispensable pour silloner ensuite le musée à ciel ouvert où le Mémorial se trouve enchâssé, au cœur de la forêt.

D'un bout à l'autre de l'immense sépulcre végétal, c'est une succession ininterrompue de croix, de stèles, de monuments commémoratifs égrenés comme les vers d'une tragédie si peu



antique que possible. Car pour qui veut bien seulement regarder autour de lui, Verdun, c'était hier. Au bois des Caures, à 20 kilomètres au nord de Fleury, une clairière dûment signalée rappelle le souvenir du lieutenant-colonel Driant, dont on voit aussi, plus loin, le PC semi-enterré et la tombe. Entre les troncs étroits des sapins immenses, une brume mouvante y tombe du ciel comme un rideau liquide. Tout au bout de l'allée, une simple stèle se dresse, maître-autel de cette cathédrale à ciel ouvert. Elevée à la mémoire du prophète qu'on ne voulut pas écouter lorsqu'il annonça, en décembre 1915, l'imminence de l'attaque allemande, elle rappelle l'endroit exact où Driant et ses deux bataillons de chasseurs « sont tombés silencieux sous le choc, comme une muraille », au deuxième jour de la bataille.

Une cité secrète au fond des bois

Une vingtaine de kilomètres à l'est, la route s'enfonce dans des bois ignorés, depuis le village de Loison. En 1916, c'était la « zone des étapes » allemande, celle qui s'étendait derrière la zone du front. Là, ni tranchées ni barbelés, mais des stocks de matériel et de munitions, des camps et des bivouacs pour les soldats. Soudain, au bout d'un sentier, une poignée de constructions éparques, reliées par des allées bétonnées, se dressent entre les troncs. Le camp Marguerre est l'un des fantômes méconnus de Verdun. C'est là qu'en 1915, ce capitaine allemand au nom très peu germanique établit une petite centrale à béton, destinée à soutenir l'économie de guerre. Avec la bataille, cette micro-usine sylvestre se transforma en un camp d'accueil des unités militaires pour former une véritable cité secrète au beau milieu des bois.

Sila voie ferrée qui reliait le camp aux autres installations de la « zone des étapes » allemande a disparu, maisonnettes et blockhaus de ciment sont restés debout. Ici, la maison du capitaine, avec ses restes de peintures murales, ses linteaux de fenêtre décorés, ses emplacements pour bacs à fleurs le long des murs. Ailleurs, les cuisines, le réfectoire ou l'emplacement de

© AGENCE LE CONTE-NOIROT SCÉNOGRAPHIES. © STEPHANE COMPOINT.



l'ancienne usine à béton, alors alimentée par une centrale électrique. C'est seulement au départ de ses occupants, en novembre 1918, que les Français découvrirent ce monde perdu, avec son cortège d'anciens ballasts ferroviaires, de réservoirs d'eau, d'infrastructures en tout genre. Celui de la guerre côté allemand, qui survit toujours, largement ignoré, dans le silence de la forêt.

Ce béton qui rappelle que 1914-1918 fut la première guerre industrielle, on le retrouve naturellement dans le monument le plus emblématique du champ de bataille. Précedé d'un vaste cimetière de 15 000 croix et de 592 stèles musulmanes, l'ossuaire de Douaumont élève à 46 mètres sa tour plantée, tel un glaive aux étranges allures d'obus, sur un immense vaisseau recouvert d'un parement de pierres blanches, « symbolisant, comme le décrit un document de l'époque, la digue que les héroïques défenseurs de Verdun ont opposée avec leurs poitrines à l'avance de l'ennemi ». Ce monument unique en son genre naquit à l'initiative de Mgr Ginisty, évêque de Verdun, lorsque, sitôt l'armistice signé, il visita le champ de bataille en compagnie du général Valantin, gouverneur de la place, et de la princesse Henri de Polignac, veuve de guerre originaire de Reims. La mitraille permanente ayant empêché l'inhumation des corps ou exhumé les corps déjà enterrés, il se résument toujours à un gigantesque charnier à ciel ouvert. Devant ces monticules de restes humains mêlés à la terre labourée par le feu, la princesse de Polignac, horrifiée, parla d'une « galantine de corps », du nom de ce plat de charcuterie composé de morceaux de viande blanche pris dans la gelée...

Pendant des mois, l'abbé Noël, ancien aumônier militaire, arpenta tous les secteurs du sol martyr pour en relever quelque 130 000 restes de soldats français et allemands anonymes et leur donner une sépulture. Dès 1919, un ossuaire provisoire



© STEPHANE COMPOINT.



LES CHEMINS DE LA MÉMOIRE Ci-dessus : une image de projection du nouveau Mémorial de Verdun. Entièrement reconstruit et agrandi, le monument inauguré en 1967 par Maurice Genevoix rouvrira ses portes le 21 février, un siècle jour pour jour après le début des combats. A droite : ce sentier sylvestre est tout ce qu'il reste de Fleury-devant-Douaumont, l'un des neuf villages rasés jusqu'à leurs fondations par la violence des combats, après avoir été pris et repris seize fois par les deux camps. Une série de bornes indique l'emplacement des bâtiments détruits et la fonction de leurs anciens occupants : ici, la mairie, plus loin, le charron ou des cultivateurs. En bas, à gauche : la chapelle Notre-Dame-de-l'Europe, bâtie à l'emplacement de l'église disparue de Fleury-devant-Douaumont.

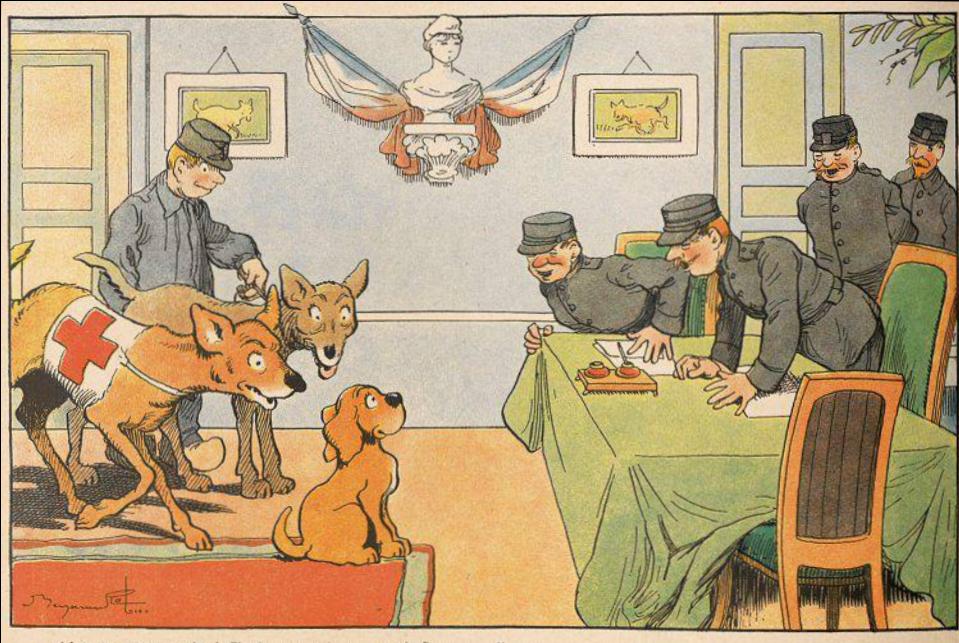
fut installé dans un baraquement en bois, tandis que se précisait le projet de nécropole. Une souscription internationale fut lancée auprès de villes, d'Etats, de régiments, de personnalités, et, le 22 août 1920, Mgr Ginisty posa la première pierre en compagnie du maréchal Pétain, président d'honneur du comité d'action de l'Œuvre de l'ossuaire. La construction sur un sol fouillé par l'artillerie jusqu'à 14 mètres de profondeur imposa la mise en place de 234 piliers de béton pour soutenir le monument, avec sa double voûte et sa charpente de béton. Le 7 août 1932, enfin, l'édifice achevé était inauguré par le président de la République, Albert Lebrun.

A l'intérieur de la longue galerie, le jour mordoré qui filtre des verrières couleur d'albâtre commande aussitôt le recueillement. De part et d'autre des 137 mètres de cette nef unique sont alignés 46 caveaux représentant les différents secteurs du front. Sous leur couvercle de granit rouge, des fosses de 14 m³ abritent un vrac d'ossements, que l'on peut apercevoir de l'extérieur à travers de petites lucarnes. A chaque extrémité, deux fosses de 200 m³ sont toujours alimentées par les restes non identifiés régulièrement mis au jour dans la « zone rouge ». Des boucliers de granit les recouvrent, où brille, les jours de cérémonie, la flamme du souvenir, semblable à celle du soldat inconnu.

Sur la voûte et les murs, une constellation de noms, dates, lieux et régiments, comme autant d'ex-voto : des inscriptions gravées à la demande des familles françaises ayant perdu là

un père, un fils, un frère, un oncle, un cousin, jamais retrouvé. « *En 2014, le premier nom allemand est apparu* », souligne Olivier Gérard, le sympathique directeur de l'Ossuaire, classé monument historique en 1995 mais toujours géré par une fondation privée. Si les restes des soldats des deux camps sont ici mélangés, les inscriptions étaient jusque-là réservées aux Français. L'attachement des Allemands à Verdun a vaincu les réticences. « *Sur les 420 000 visiteurs annuels, jusqu'à 60 % sont germanophones* », précise d'ailleurs Olivier Gérard.

Le recueillement se prolonge dans la chapelle adjacente, où est enterré Mgr Ginisty et dont les vitraux historiés racontent l'épopée de vaillance et de souffrance qui se déroula au dehors. On gravit enfin la tour et ses paliers, aménagés en un petit musée. A son sommet, le regard embrasse tout le champ de bataille dans une vue époustouflante. Sous les deux tonnes de bronze du « bourdon de la victoire », qui résonne aux jours de cérémonie, la « lanterne des morts » brille depuis 1930. Chaque soir, pendant deux heures, les quatre fanaux de ce phare terrestre balaiant les quatre coins de l'horizon. Leur rayonnement blême porte au monde le souvenir de la peine des hommes. Il invite à arpenter « *l'étrange assemblage de silence et de chaos* » que décrivait en 1916 l'aviateur américain James McConnell survolant le champ de bataille. Celui dont Verdun conserve à jamais intacte la mémoire, dans le granit de ses monuments et à l'ombre de sa forêt. *✓*



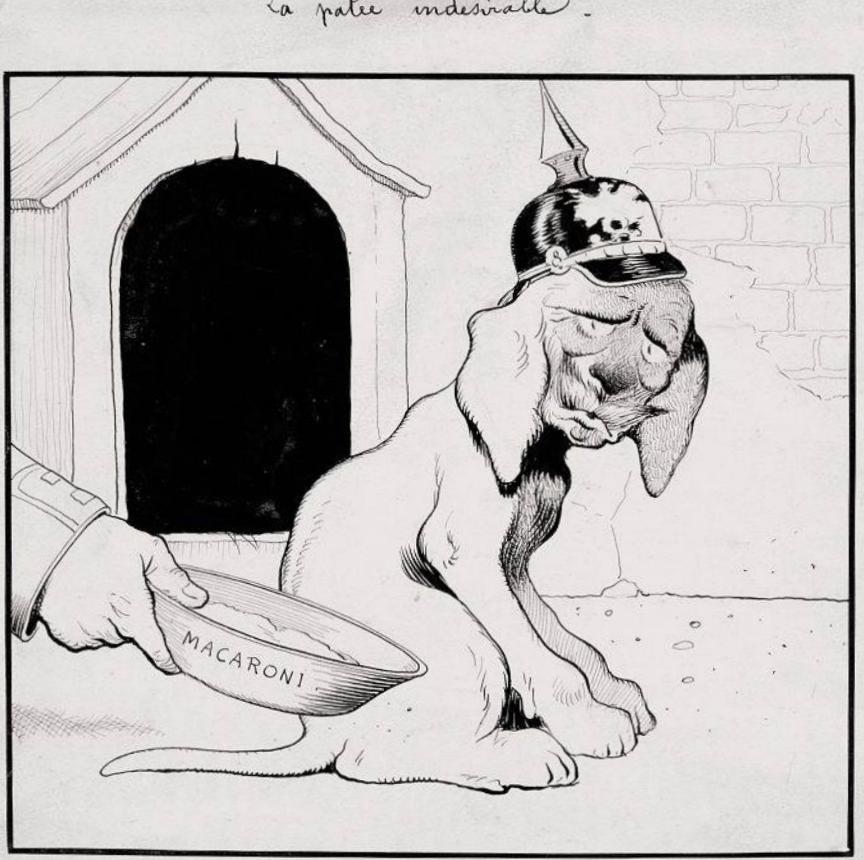
« Moi aussi, je partirai, décide Flambeau en se dirigeant vers la Commission d'engagements militaires. Puisque, dans l'armée, on utilise de mes semblables, pourquoi ne serais-je pas chien de guerre, chien sanitaire ? — C'est cela, le candidat ? disent, dès qu'il se présente, les membres de la Commission. Non ! Mais laissez-nous rire ! — Loin de nous, cet affreux, accentuent les chiens définitivement admis ; s'il vient parmi nous, nous démissionnons !

FLAMBEAU Ci-contre : page intérieure de l'album *Flambeau chien de guerre*. A droite, en bas : illustration de la page de garde. Publié en 1916, *Flambeau chien de guerre* raconte l'histoire d'un chien s'engageant volontairement pour aller sur le front où il libère des prisonniers, transmet un rapport, fait arrêter un soldat allemand, tire un obus, est blessé... L'ennemi y est ridiculisé et Flambeau devient un héros. Il connaît un véritable succès avant d'être supplanté, après-guerre, par le canard Gédéon.

Pour tous les dessins de Benjamin Rabier :
© Les Héritiers de Benjamin Rabier.

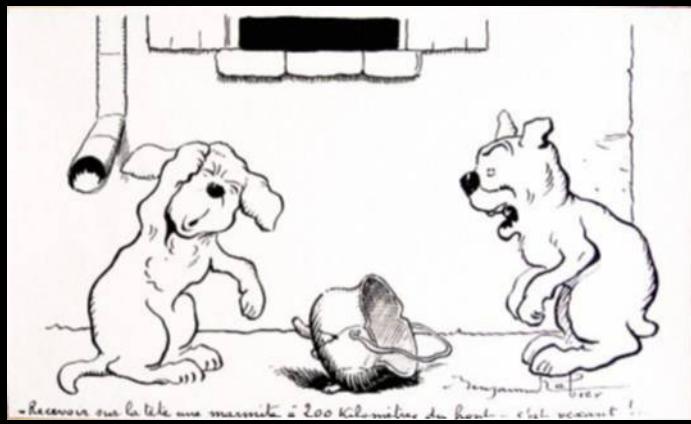
SATIRIQUE
Ci-contre : *La Pâtée indésirable*, dessin préparatoire à l'encre pour *L'Anti-Boche* du 17 mai 1915 (collection particulière). Le dessin est légendé : « Guillaume.

— Merci... je n'ai pas faim ! » Page de droite, en haut : « Recevoir sur la tête une marmite à 200 kilomètres du front... c'est vexant ! », dessin à l'encre (musée de La Roche-sur-Yon).

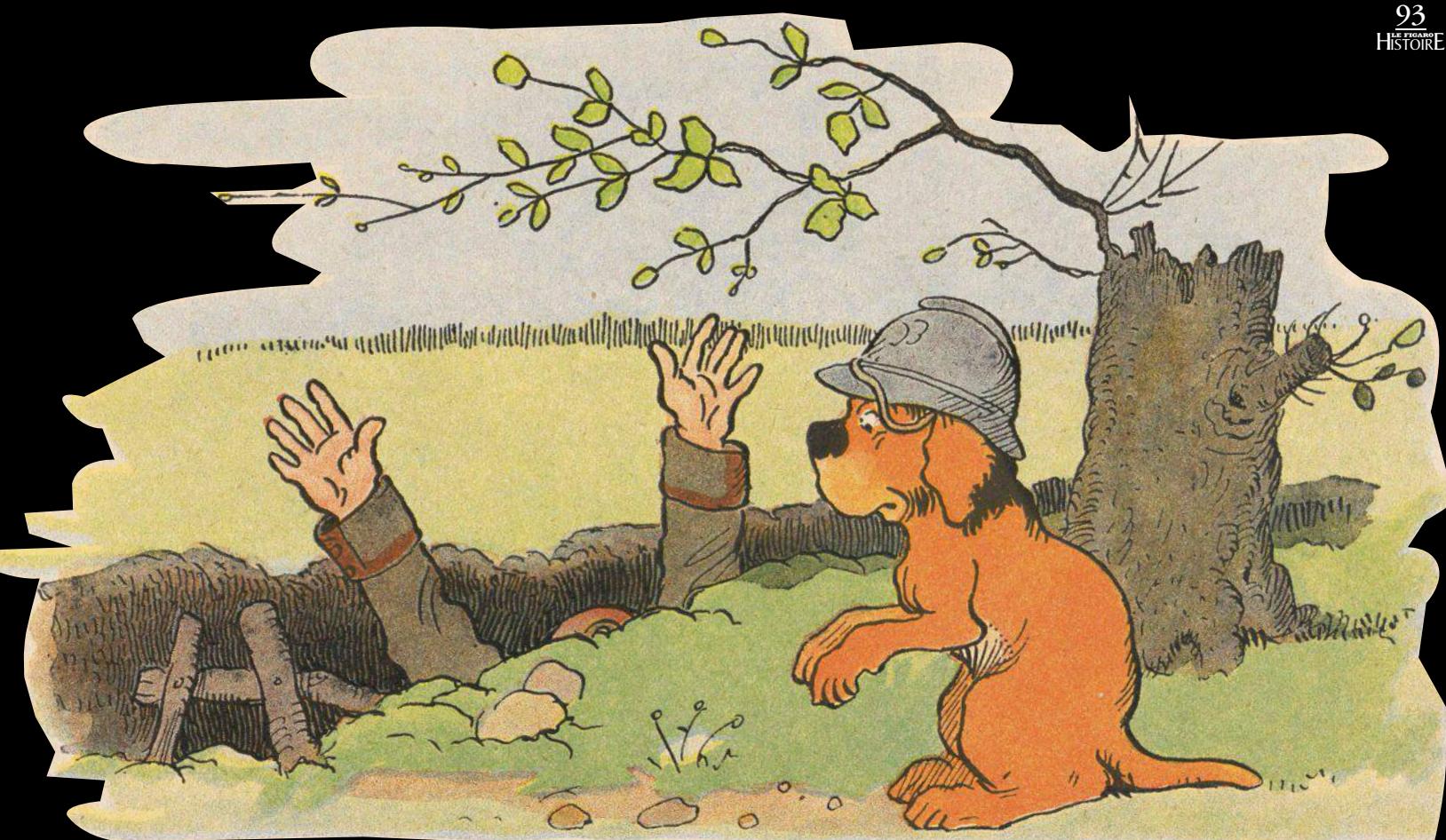


Guillaume... — merci... je n'ai pas faim !

Benjamin s'en va-t-en guerre



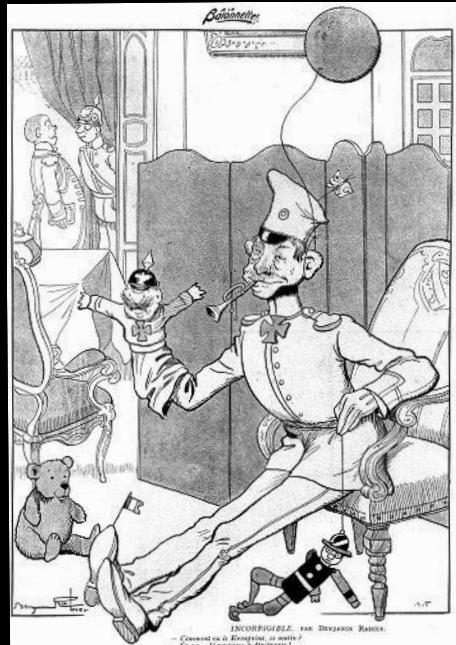
Quand la Première Guerre mondiale éclate, l'illustrateur Benjamin Rabier, non mobilisable, met son savoureux talent de dessinateur et d'humoriste au service de l'antigermanisme et du patriotisme français.





ANTI-BOCHE Ci-contre : « Le Clownprinz », *A la baïonnette* ! n° 3, 22 juillet 1915, (Péronne, Historial de la Grande Guerre). Rabier croque le Kronprinz comme un imbécile jouant aux marionnettes. Celle qu'il tient en main est à l'effigie du Kaiser Guillaume II, son père. Dans le numéro du 5 août, il représente François-Joseph I^{er}, qui, en 1915, a déjà du mal à poursuivre la guerre, en un chien grimaçant dont une botte ennemie écrase la queue et qui s'exclame : « Pas de paix séparée. Jamais ! Je suis trop attaché à mon auguste allié ! »

LE COQ FRANÇAIS Le coq Chantecler, symbole par excellence de la France en ce début du XX^e siècle, lance au ciel son chant de victoire. Il est juché sur la niche de Bismarck, figuré par un chien coiffé du casque à pointe germanique et tournant le dos à sa pâtee. Benjamin Rabier fournit des dessins satiriques et des caricatures de ce type à la presse de l'époque, comme à la revue *La Baïonnette* publiée de 1915 à 1920 (*ci-dessous*).



UN SUCCÈS MONDAIN

LA WACHKYRIE



Souvenir de la Guerre
Insigne de la R.V.F. / B.70
Autobus du ravitaillement
de viande fraîche.

EDITIONS CLAPSON
L. MAILLOCHON, Edit.
31, Place de la Madeleine
PARIS.

Copyright by CLAPSON 1919
Tous droits réservés, reproduction
strictement interdite / p.t. payé.

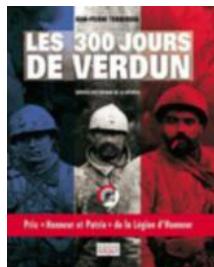
CLAPSON

NET : 2f 50
ORCH. 2.50
/any majoration

EMBLÉMATIQUE *La Wachkyrie*, partition de fox-trot pastichant *La Walkyrie* de Wagner, légendée « Souvenir de la guerre, insigne de la RVF/B70 », 1919. C'est vers 1915 que Rabier crée cette tête de vache hilare, la désormais célèbre Vache qui rit, comme emblème pour les camions du service de ravitaillement en viande fraîche (RVF). Quelques mois après la démobilisation, tous les anciens du régiment B70 de ravitaillement en viande fraîche reçoivent, en « souvenir de la guerre », cette partition de fox-trot, œuvre d'un de leur ancien compagnon d'armes, un certain Clapson. Parmi les destinataires, Léon Bel est fromager à Lons-le-Saunier dans le Jura, et vient de se lancer dans la fabrication de fromage fondu. Il le baptise alors « La vache qui rit » et, en 1923, il adopte le dessin de Rabier comme image de marque.

Théophane Leroux, Frédéric Valloire, Philippe Maxence,
Albane Piot, Pierre de La Taille et Marie-Amélie Brocard

Entre les lignes



Les 300 Jours de Verdun. Jean-Pierre Turbergue

En s'appuyant sur force documents, photos et témoignages, ce récit des 300 (302 exactement) jours de la bataille, présenté ici dans une nouvelle édition, forme un panorama d'une exceptionnelle richesse. Le lecteur y suit les combats heure par heure. Les écrits des deux camps se succèdent, la lettre du troupier côtoyant le rapport du généralissime. A la fois global et précis, le point de vue passe sans cesse de la carte d'opération aux petits instants de vie quotidienne au fond des tranchées. La bataille est observée de façon nuancée, sans idéaliser le combattant mais sans sombrer dans le misérabilisme cher à nombre de contemporains lorsqu'ils évoquent les poilus. Un siècle plus tard, les héros de ces 300 jours valaient bien un tel monument. **TL**

Editions Italiques, 2015, 554 pages, 59 €.

Verdun 1916. Antoine Prost et Gerd Krumeich

Expliquer plutôt que décrire : tel est l'objectif de ces deux historiens, l'un français, l'autre allemand. Une approche à quatre mains, très différente du récit habituel. Tout change selon les adversaires, la durée de la bataille, sa signification. Pour comprendre cette distorsion, trois volets. Le premier, l'analyse des décisions : pourquoi Verdun ? Pourquoi l'attaque allemande a-t-elle d'abord réussi ? Pourquoi et comment la bataille a-t-elle duré ? A chaque question, des réponses précises et fondées. Le deuxième, celui de la bataille au ras des trous d'obus. Français et Allemands ont été jetés dans le même enfer. Fut-il plus brûlant que celui de la Somme, qui fut plus meurtrier ? Les soldats français l'ont pensé, sans que les historiens y souscrivent. Troisième volet, Verdun dans les mémoires. Pour les Français, une bataille devenue résumé et symbole de toute la guerre, érigée en mythe. Du côté allemand, Verdun n'a rien de particulier : une grande offensive, un espoir de succès, une rapide déception, un enlisement. Comme il y en eut tant. Peut-être, avec plus d'acharnement et de dureté. Un même combat, mais deux mémoires dont cet ouvrage paru simultanément dans les deux langues rend compte avec une rare acuité. **FV**

Tallandier, 2015, 320 pages, 20,90 €.



UNE BATAILLE DE LÉGENDE VUE DES DEUX CÔTÉS

Verdun. Paul Jankowski

Le 21 février 1916, le général Falkenhayn lance l'offensive allemande sur Verdun, enclenchant ainsi une gigantesque bataille qui devait coûter au total la vie à près de 300 000 hommes. Professeur à l'université Brandeis (Etats-Unis), Paul Jankowski s'est moins attaché à faire un nouveau récit de la bataille qu'à chercher les raisons qui ont élevé Verdun au rang de haut lieu de mémoire, de 1916 à aujourd'hui. Sans être totalement convaincant au long de sa tentative de démythification, il montre bien que, ni cible stratégique primordiale ni impact militaire ou politique du rang de Waterloo, par exemple, Verdun fut la dernière grande victoire au cours de laquelle la France mena un combat défensif sur son propre sol sans aide extérieure. Une raison certainement suffisante pour expliquer la place unique de cette bataille d'usure à défaut d'en accepter toutes les récupérations ou déconstructions. **PM**

Gallimard, 2013,

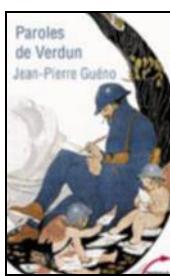
416 pages, 25 €.

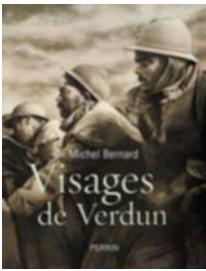


Paroles de Verdun. Lettres de poilus réunies par Jean-Pierre Guéno

Réuni en 2006 pour « réhydrater une mémoire lyophilisée », ce florilège de lettres ou extraits de journaux intimes de soldats français ou allemands ayant combattu à Verdun, distribué par ordre chronologique, contribue à redonner toute sa dimension humaine, de chair et de sang, à l'événement historique, à la bataille mythique inscrite sur nos chronologies d'histoire de France. On fait ou refait la connaissance des soldats de tous grades et de tous âges, on lit leurs peurs, leurs espérances, leurs amours et leurs désespoirs, leur courage et leur hébétude sous leurs plumes souvent servies par un réel talent d'écriture. Impressionnant. **AP**

Perrin, « Tempus », 2016, 416 pages, 9 €.





Visages de Verdun. Michel Bernard

Avec un savoureux talent de conteur et une plume magnifique, Michel Bernard raconte la guerre, la bataille de Verdun comme elle fut vécue par ceux qui la firent, soldats, généraux, infirmiers... Il décrit les lieux, les combats, les hommes, les discussions tactiques et politiques, les a priori, les désillusions, les fiertés, les émotions de ces hommes. Ce texte littéraire plus que didactique, mais d'une grande justesse, est illustré par une centaine d'images d'archives inédites. Une très belle façon de redonner vie et couleurs à l'histoire, une réussite ! **AP**

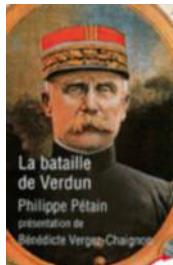
Perrin, 200 pages, 27 €. Parution le 4 février.

La Bataille de Verdun

Philippe Pétain

Pendant dix mois, un déluge de fer et de feu s'abattait sur Verdun, place forte de l'est de la France, appelée à devenir l'un des symboles de la Grande Guerre. « Tenir à tout prix », résister vaille que vaille : telle fut la consigne répétée sans cesse par l'état-major français, conduit alors par le général Pétain. Dans un ouvrage de circonstance, qui lui ouvrit les portes de l'Académie française en 1929, le « vainqueur de Verdun » revient sur ces événements. Plus que le récit d'une bataille, son livre est un hommage émouvant : celui d'un chef à ses soldats et aux héros anonymes dont le sang a imprégné à tout jamais la terre de France. **PdLT**

Perrin, « Tempus », 2015, 182 pages, 7,50 €.



Une magnificence d'horreur. Paul Christophe

Cent ans après Verdun, Paul Christophe livre un ensemble de lettres ou de textes de soldats, qui s'égrènent du 25 mars 1915 au 24 décembre 1917. La démarche n'a rien de nouveau, sauf qu'il s'agit de cerner à partir d'archives pour la plupart inédites l'attitude des chrétiens face à cette guerre moderne atrocement ravageuse. Les intellectuels et les personnalités, à l'instar de Jacques Rivière, du jésuite Teilhard de Chardin ou de l'écrivain royaliste Georges Bernanos, côtoient nombre de figures anonymes, prêtres, religieux et laïcs. Mais tous sont emblématiques de l'évolution des mentalités face à ce conflit. Alors qu'ils sont partis, pour beaucoup, la fleur au fusil, la durée de la guerre et l'atrocité des combats les conduisent souvent de l'envie d'en découdre à la nécessité de simplement tenir et de remplir son devoir. Le plus souvent, pourtant, leur foi confond dans un même élan Dieu et la France, au point que beaucoup rejettent clairement l'appel de Benoît XV à une paix des braves. **PM**

Le Cerf, 2015, 448 pages, 25 €.

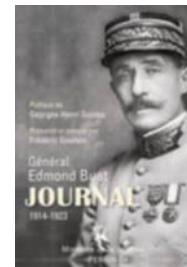


Journal, 1914-1923. Général Edmond Buat

Présenté et annoté par Frédéric Guelton

Les 1 480 pages de ce *Journal* se lisent sans peine. Difficile même d'interrompre sa lecture tant le récit du général Buat est captivant. Pas dennui, tout y est : les grandes batailles (la Marne, Verdun, la Somme), la victoire, la paix ; les grands noms (Joffre et Pétain notamment, auprès desquels il officie et prépare les grandes décisions) ; les tergiversations politiques ; et surtout une très fine analyse du caractère de ses contemporains. Où que l'on prenne la lecture de ce *Journal*, on sera initié, au jour le jour, à l'art de la décision et aux secrets de la stratégie militaire, tout en goûtant l'humour et les confidences d'un officier de grande classe, apprécié par ses pairs et aimé de ses soldats. Un témoignage précieux, servi par une belle plume. **PdLT**

Perrin/Ministère de la Défense, 2015, 1 480 pages, 45 €.



97
LES LIVRAIRES
DE L'HISTOIRE

La Grande Guerre. Fin d'un monde, début d'un siècle. François Cochet

Ce vaste ouvrage de synthèse, à l'amplitude impressionnante, réussit le tour de force d'associer l'analyse globale à l'exploration thématique. Il s'appuie sur les témoignages des protagonistes de tout rang et présente l'enjeu des batailles et l'évolution des stratégies tout au long de ce conflit de quatre ans, qui se poursuivit jusqu'en 1922 dans une partie de l'Europe, et jusqu'en 1925 au Proche-Orient. Il n'occulte ni les aspects politiques ni l'étendue de la guerre, qui concerne aussi des pays comme le Japon, lequel en retirera des bénéfices territoriaux. Une plongée grandiose dans cette guerre qui fut l'acte de naissance au forceps du nouveau siècle et l'adieu définitif, dans les ruines et le sang, au monde ancien. **PM**

Perrin/Ministère de la Défense, 2014, 528 pages, 25 €.



BOUTIQUE « LE POILU »

Sa devanture « bleu horizon » ne passe pas inaperçue : ouvert il y a plus de trente ans par un groupe de passionnés, ce magasin offre un vaste panel d'objets et de souvenirs se rapportant à l'histoire militaire, entre 1870-1960. Des célèbres casques à pointe prussiens à l'uniforme « bleu horizon » de nos poilus, en passant par des pièces de la vie quotidienne (musette, gamelle, pipe, etc.), le visiteur pourra aisément retrouver l'univers du soldat, dans une ambiance conviviale, et éventuellement parfaire sa collection... **PdLT**

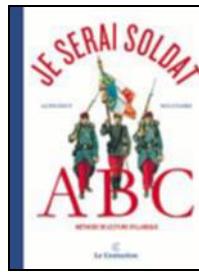
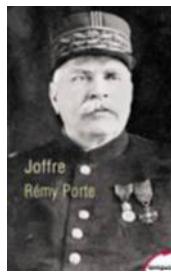
Le Poilu, achat-vente uniformes, documentation et souvenirs militaires, 18, rue Emile-Duclaux, 75015 Paris. Tous les jours, de 10 h à 19 h, sauf le dimanche.

Rens. : www.lepoilu-paris.com ; 01 43 06 77 32.

Joffre. Rémy Porte

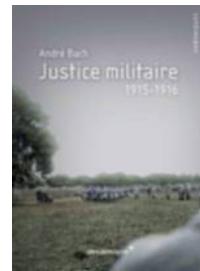
Rééditée à l'occasion du centenaire de la Grande Guerre, cette biographie offre un regard apaisé sur celui qui occupa le sommet de la hiérarchie militaire entre 1911 et 1916. Décrié par les uns, adulé par les autres, Joffre (1852-1931) souvent divisé. La vie de ce fils de viticulteur catalan devenu glorieux maréchal de France demeure un modèle d'ascension sociale. Rémy Porte revient sur le parcours de cet homme qui, avant de prendre la tête de l'état-major des armées, effectua une brillante carrière dans le « génie », ponctuée par plusieurs missions importantes dans les colonies. L'enquête bien documentée et sans parti pris révèle le portrait d'un officier de sang-froid, « plus technicien que sabreur », et d'un homme qui, s'il parlait peu, agissait avec constance et détermination. A lire. **PdLT**

Perrin, « Tempus », 2016, 270 pages, 10 €.

**Je serai soldat. Alphabet militaire**

Sur les pages blanches, les lettres majuscules ou minuscules, imprimées ou cursive, s'alignent avec ordre, s'assemblent pour former des sons, des mots de deux, trois ou quatre syllabes, puis des phrases et enfin une histoire : celle de Félix, qui accompagne son père au camp dont il revient émerveillé et « décidé à bien apprendre à lire et à écrire, afin de devenir officier comme son papa, et même général si c'est possible ! ». Chaque page s'orne de silhouettes, vignettes ou planches coloriées qui mettent en scène des militaires en uniforme des armées de la Révolution, du Premier Empire ou de la III^e République, celui que les soldats français porteront encore en 1914. Parue en 1899, cette méthode de lecture syllabique évoque les réformes scolaires qui, après la guerre de 1870, avaient rendu obligatoire l'enseignement de l'histoire, de la géographie et de l'instruction civique, afin de forger des patriotes fidèles et de servir à l'éducation des enfants pour que, pétris du roman national, ils soient prêts demain à donner leur vie pour leur pays. Joliment réédité, cet album plein de charme continue de faire rêver. **AP**

Le Centurion, 2015, 52 pages, 14,50 €.

**Justice militaire, 1915-1916. André Bach**

Après *Fusillés pour l'exemple* (2003), le général Bach poursuit son enquête sur la justice militaire au cours de la Grande Guerre, vue du côté français. Dans le cadre d'une guerre qui se prolonge et s'enlise inexorablement, l'auteur décrit l'évolution d'une institution qui, sans changer fondamentalement son contenu, tend, sous la pression de « l'arrière » et du Parlement notamment, à une vigilance accrue quant à l'application de son Code, ainsi qu'à un respect plus scrupuleux du droit. Fort de son expertise à la tête des archives militaires, André Bach offre au lecteur un travail inédit et abouti sur un sujet « sensible », qui donne un bon aperçu de l'état d'esprit des troupes et du haut commandement dans une période charnière du conflit, marquée par les terribles batailles de Verdun et de la Somme. **PdLT**

Vendémiaire, 2013, 608 pages, 26 €.

**À VOIR
VERDUN, ILS NE PASSERONT PAS**

Le plus grand choc de l'histoire entre les nations française et allemande. Une bataille qu'elles menèrent seules, sans l'aide de leurs alliés. Pour Arte, Verdun était l'un de ces anniversaires à côté desquels il était impossible de passer. La chaîne franco-allemande nous introduit, de fait, avec ce superbe documentaire, dans l'intimité de ces soldats, des deux côtés de la ligne du front, à travers les courriers, les photos, les films tournés sur place et les reconstitutions filmées quelques années plus tard avec des survivants. Les événements sont retracés comme autant de cercles d'un enfer où les hommes sont livrés

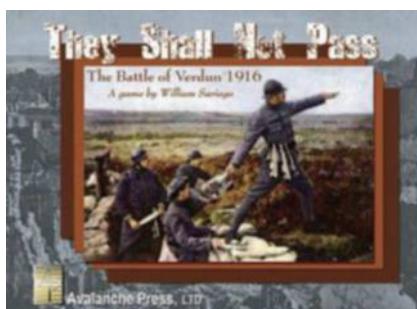
à une inexorable machine à broyer. Plongé dans l'horreur de la guerre, on ne peut s'empêcher d'avoir le cœur serré et l'émotion est vive en écoutant les lettres de ces soldats dont on nous annonce qu'ils mourront deux jours plus tard, en voyant ces fils de France patauger dans une boue infâme qui leur tient lieu de deuxième peau. La narration, un peu répétitive, n'évite malheureusement pas le parti pris. Clairement pacifiste et critique vis-à-vis des gouvernements et des états-majors, elle tend à réduire Verdun à une bataille d'ego : un propos qui aurait mérité d'être plus argumenté pour être convaincant. **M-AB**

Diffusé sur Arte, le 9 février, à 20 h 50, 1 h 20. Disponible pendant 7 jours après la diffusion sur : Arte+7.



Jeux interdits

A l'occasion du centenaire de Verdun, deux nouveaux jeux de société offrent une simulation efficace et réaliste de la bataille et des combats de tranchées.



« THEY SHALL NOT PASS » – LA BATAILLE DE VERDUN, 1916

L'éditeur américain Avalanche Press propose de revivre les premiers jours de l'offensive allemande sur Verdun, du 21 au 29 février 1916. Les joueurs vont revêtir l'uniforme du Kronprinz ou du général Herr afin de diriger les unités, figurées par des pions bleus pour les Français, noirs pour les Allemands. Pour l'emporter, l'Allemand devra conquérir au plus vite les lieux clés du champ de bataille : villages et forts, mais surtout la ville de Verdun. Il devra aussi causer le maximum de pertes à son adversaire, selon la justification *a posteriori* de Falkenhayn de « saigner à blanc l'armée française ». L'objectif du Français sera de tenir, en s'accrochant au terrain le temps que les renforts montent en ligne... D'un abord clair, les règles mettent en avant les points centraux du combat d'infanterie et des doctrines militaires de l'époque. Elles tiennent compte du contexte historique : arrivée de Pétain le 25 février, formation de la réserve d'artillerie française sur la rive gauche de la Meuse... Une carte à déployer sur une petite table, une centaine de pions, une règle en anglais (téléchargeable en français sur le site de l'éditeur) et plusieurs dés vous permettront de simuler en deux heures la phase initiale de la bataille. L'éditeur a eu la bonne idée d'inclure dans la boîte de jeu un livret historique de 64 pages, afin de s'immerger dans l'univers de cette simulation tendue et équilibrée. Guillaume Bouilleux

Un jeu de William Sariego, Avalanche Press, 35 € environ, à partir de 14 ans, www.avalanchepress.com

« NO MAN'S LAND » – LA GUERRE DES TRANCHÉES, 1914-1918

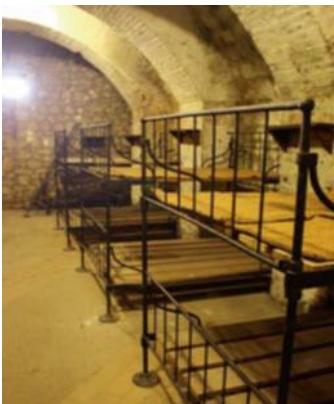
Voici un jeu de simulation rapide et nerveux qui plonge dans l'atmosphère confinée et meurtrière des tranchées. Le joueur peut ainsi prendre la tête d'unités françaises ou anglaises face aux unités allemandes, en suivant les onze scénarios proposés, qui couvrent le conflit de 1914 à 1918. Ceux-ci lui font découvrir les différentes tactiques et les évolutions techniques de chaque camp pour réussir la percée tant attendue : gaz de combat, crapouillots, lance-flammes... Chaque scénario suit une séquence de jeu précise, qui s'appuie sur les règles d'engagement avant de partir à l'assaut des tranchées ennemis : reconnaissance aérienne du secteur adverse, phase de préparation d'artillerie, assaut, contre-attaque du défenseur. Une dernière phase appelée « Elan » ajoute des incertitudes à l'engagement, par l'apparition d'un QG en renfort, par exemple, et sert de compte-tours aléatoire à la durée de la partie. L'attaquant l'emporte s'il atteint avec au moins une unité la ligne de réserve du défenseur. Quant à celui-ci, s'il parvient à maintenir ses unités sur sa tranchée de tir, il marque autant de points que l'assaillant. La défense résolue de la première ligne marque l'échec de la percée. L'éditeur français Ludifolie propose cette simulation avec une carte recto-verso, plus de trois cents pions et une aide de jeu très pratique. « No Man's Land »

vous fera découvrir les subtilités tactiques et la rudesse des combats de tranchées, qui couvrent la plus grande période de la Grande Guerre en France. GB
Un jeu d'Arnaud Della Siega, Ludifolie Editions, 27 € environ, à partir de 14 ans, www.ludifolie.com



VISITES

Par Constance Roubaud



Terre des Hommes

Le centenaire de la bataille de Verdun est l'occasion d'en redécouvrir les sites de mémoire.

EN COUVERTURE

100
HISTOIRE

Verdun et son champ de bataille se visitent idéalement en deux jours. Mieux vaut commencer par les lieux situés dans la ville avant de se rendre en voiture sur le champ de bataille, à 7 kilomètres du centre.

Pour connaître les périodes et les horaires d'ouverture des différents sites : Verdun Tourisme, place de la Nation, 55106 Verdun. Rens. : www.verdun-tourisme.com ; 03 29 84 14 18.

LA CITADELLE SOUTERRAINE

C'est dans ce centre logistique de l'état-major, véritable ville souterraine, que les soldats attendaient de partir au front. C'est là aussi que fut choisi, en 1920, le soldat inconnu qui repose sous l'Arc de triomphe. Un parcours en wagonnets, avec animations audiovisuelles et reconstitutions, permet de saisir la vie des soldats sous terre.

Tarifs : 8 €/4 €.

LE CENTRE MONDIAL DE LA PAIX, DES LIBERTÉS ET DES DROITS DE L'HOMME

Situé dans l'ancien palais épiscopal de Verdun (XVIII^e siècle), le Centre mondial de la paix propose des colloques et expositions sur les problématiques du monde contemporain. Jusqu'au 11 novembre 2018, l'exposition « Que reste-t-il de la Grande Guerre ? », réalisée à partir de collections inédites de documents audio et vidéo, offre un parcours interactif et instructif sur le premier conflit mondial et ses conséquences.

Tarifs : 9 €/4 €.



L' OSSUAIRE DE DOUAUMONT

C'est dans cette gigantesque nécropole, construite à l'initiative de Mgr Ginisty, que reposent les restes de 130 000 soldats inconnus, français et allemands. La galerie centrale, entièrement recouverte d'inscriptions en l'honneur des morts de Verdun, offre une atmosphère unique. Devant l'ossuaire s'étend l'immense nécropole nationale où reposent près de 16 000 soldats français. Un mémorial consacré aux soldats juifs et un autre aux soldats musulmans se dressent à l'ouest et à l'est du cimetière.

Tarifs : 6 €/3 €.

LE MÉMORIAL DE VERDUN

Ancré au cœur du champ de bataille, ce mémorial voulu et inauguré par Maurice Genevoix en 1967 vient de connaître une rénovation complète. Agrandi, il offre une immersion fascinante dans la bataille de

Verdun grâce à plus de 2 000 objets de collection, photos inédites, témoignages français et allemands, et grâce à des dispositifs audiovisuels exceptionnels. Un nouveau parcours de visite sur trois niveaux permet de découvrir les arrière-fronts français et allemands, le rôle de l'aviation, des états-majors ou des services de santé.

Réouverture le 21 février 2016. Tarifs : 11 €/7 €.

LES FORTS DE DOUAUMONT ET DE VAUX

Principaux enjeux militaires et symboliques de la bataille de Verdun, les forts de Douaumont et de Vaux portent les stigmates de la Grande Guerre et témoignent des conditions de vie quotidienne de soldats héroïques. Du poste de commandement à l'infirmerie, en passant par le poste de communication, la visite de ces forteresses



LA COLLINE DU SOUVENIR La visite du fort de Vaux (ci-dessus) permet de se figurer assez bien le quotidien des soldats qui y vécutent jusqu'à l'attaque allemande du 2 juin 1916 (à gauche, en haut, les lits superposés de six places où ils dormaient). Clou d'une visite sur l'ancien champ de bataille, le nouveau Mémorial de Verdun (à gauche, une image de projection) a été refondu de façon spectaculaire et redéployé sur 3 800 m².

spectaculaires permet de saisir l'âpreté de la vie enfouie des poilus.

Tarifs : 4 €/2 €.

LA TRANCHEE DES BAÏONNETTES

Ce monument élevé en 1920 consacre l'histoire de quarante-sept fantassins enterrés vivants par l'explosion d'un obus alors qu'ils se préparaient à l'assaut, ne laissant émerger du sol que le canon de leurs fusils. La découverte de corps couchés et désarmés a dissipé la légende, mais elle reste un symbole puissant de l'héroïsme et de la peur de l'ensevelissement qui hantait l'imaginaire du poilu.

Accès libre.

LES VILLAGES DÉTRUITS

Situé juste à côté du Mémorial, Fleury-devant-Douaumont fait partie de la triste liste des neuf villages, situés en « zone rouge », qui furent balayés par les bombes. Ces impressionnantes villages fantômes, conservent une grande puissance d'évocation,

avivée par les inscriptions indiquant l'emplacement des anciennes maisons.

Accès libre.

LA VOIE SACRÉE

Artère principale de la bataille, elle fut alors la seule route reliant le front de Verdun à l'arrière. Chaque kilomètre est balisé par une borne commémorative rouge et blanche, coiffée d'une réplique miniature du casque Adrian. Le Monument-Mémorial de la Voie sacrée se trouve au lieu-dit Moulin-Brûlé, au sud-ouest de Verdun.

Accès libre.

L'ARRIÈRE-FRONT ALLEMAND

Construit sous les ordres du capitaine Hans Marguerre dans la « zone des étapes » allemande, le camp Marguerre se dissimule dans les bois de la commune de Loison. Ses vestiges se composent de baraquements, d'abris pour les soldats et d'une petite centrale à béton. Un aperçu suggestif et inédit de la bataille de Verdun côté allemand.

Accès libre.

LES AMOUREUX DE VERDUN

Sur 1 800 m² et en l'espace d'une quinzaine de minutes, plongez au cœur de l'enfer en descendant dans la tranchée des « Amoureux de Verdun » (photo ci-dessous). Inauguré au printemps 2015, ce nouveau spectacle du Puy du Fou a reçu un Thea Award, le prix de la meilleure attraction au monde. Durant l'hiver glacial de 1916, depuis les entrailles de la terre, un poilu écrit à sa fiancée. Le sol vibre sous les tirs d'obus, les cris déchirants des soldats s'ajoutent aux bruits sourds des balles. Aussi pesante que terrifiante, l'atmosphère devient encore plus réaliste lorsque se mêlent, aux mannequins des soldats, des figurants en chair et en os ainsi que de nombreux (7 500 !) objets d'origine. Soudain, le silence. La trêve de Noël a été acceptée. Sur la tranchée, longue de 300 mètres, les flocons succèdent aux obus. Les chants des poilus retentissent. Ils célèbrent la naissance du prince... de la paix. Un spectacle exceptionnel.

Le Puy du Fou, 85590 Les Epesses. Ouvert du 2 avril au 25 septembre 2016. Tarifs : à partir de 32 € pour les adultes et 22 € pour les enfants. Rens. : www.puydufou.com ; 0 820 09 10 10.

101
LES IMPRESSIONS
HISTOIRE



Agenda

La cérémonie officielle du Centenaire de la bataille de Verdun aura lieu à l'ossuaire de Douaumont le 29 mai 2016 en présence du président de la République. Elle s'insère dans le cycle commémoratif « Verdun 2016 », rythmé par les « 300 jours » de la bataille, du 21 février au 21 décembre 2016, durant lesquels sont programmés de nombreux événements, à découvrir mois après mois sur : verdun2016.org

La Grande Guerre au Salon mondial du tourisme

Le Salon mondial du tourisme de Paris accueillera pour la quatrième année un pavillon consacré au « tourisme de mémoire ». Les comités et offices de tourisme de Lorraine, de la Meuse, de Verdun, mais aussi de la Somme, y tiendront un stand présentant au public leur offre culturelle liée à la Grande Guerre. Du 17 au 20 mars 2016, Porte de Versailles. De 10 h à 19 h (dimanche : 18 h). Tarif : 10 €, gratuit pour les moins de 12 ans. www.salons-du-tourisme.com

L'ESPRIT DES LIEUX

104

QASR BASHIR, LE RÊVE ARABE DE ROME

COMME LES FAMEUX « CHÂTEAUX DU DÉSERT », IL S'ÉLÈVE, MYSTÉRIEUX, AU MILIEU DU DÉSERT DE JORDANIE. ABANDONNÉ PAR L'ARMÉE ROMAINE AU V^E SIÈCLE, L'ANCIEN FORT DE QASR BASHIR DEMEURE LE PLUS BEAU VESTIGE DU LIMES ARABICUS, LA FRONTIÈRE ORIENTALE DE L'EMPIRE ROMAIN.

© 167/AI WILHELM/OCEAN/CORBIS. © LAUTRE IMAGE.



114

LE VENTRE DE PARIS

COEUR BATTANT
DE LA CAPITALE DEPUIS
LE XII^E SIÈCLE,
LES HALLES N'EN SONT

PLUS À UNE MÉTAMORPHOSE PRÈS. ALORS QUE LA PREMIÈRE TRANCHE DE LEUR RÉNOVATION EST SUR LE POINT D'ÊTRE DÉVOILÉE, RETOUR SUR UNE HISTOIRE PALPITANTE ET MOUVEMENTÉE.



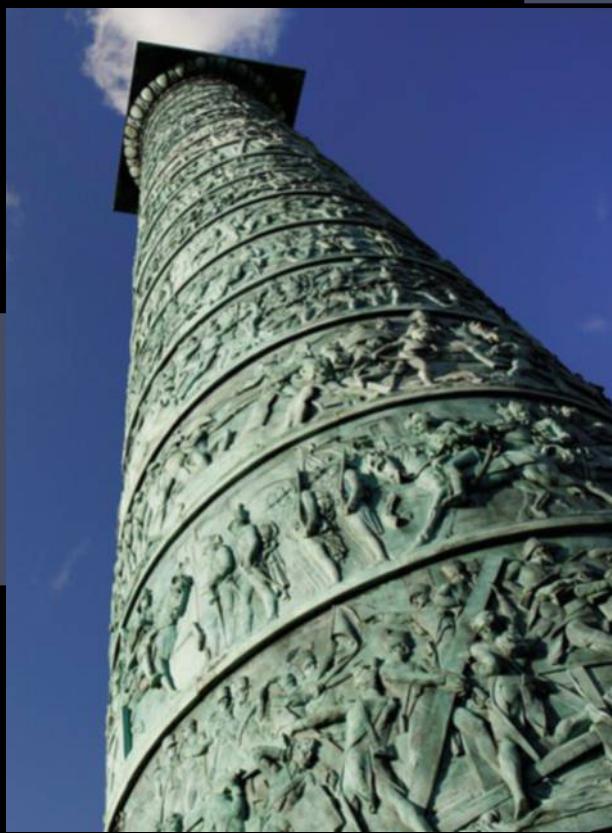
118

LE GOÛT RÊVÉ DES PRINCES

LEUR ÉBLOUISSANTE COLLECTION
PROLONGE LA BRILLANTE
TRADITION DE MÉCÉNAT DONT
LES FAMILLES PRINCIÈRES ONT
LE SECRET. DEUX EXPOSITIONS,
EN FRANCE ET EN ITALIE, LÈVENT LE
VOILE SUR UNE PARTIE DES CHEFS-
D'ŒUVRE QUI FONT LA GLOIRE
DES PRINCES DE LIECHTENSTEIN.



© LIECHTENSTEIN, THE PRINCELY COLLECTIONS, Vaduz-Vienna.



© DAVID BORDS.

ET AUSSI
UNE ÉPOPÉE DE BRONZE
C'EST L'AUTRE DAME
DE MÉTAL DU CIEL PARISIEN.
DÉDIÉE AU SOUVENIR
DE L'ÉPOPÉE NAPOLÉONIENNE,
LA COLONNE VENDÔME
FAIT DE NOUVEAU RESPLENDIR
SES BRONZES HISTORIÉS,
AU TERME D'UNE RÉNOVATION
ATTENDUE ET SPECTACULAIRE.



© ROBERT CLARK.

MIRAGE DE PIERRE 80 kilomètres au sud d'Amman, Qasr Bashir étend ses ruines majestueuses au milieu du désert jordanien. Une vision grandiose mais ignorée de la plupart des touristes, qui filent directement vers Pétra et le Wadi Rum.



Qasr Bashir

Le rêve arabe de Rome

Par Geoffroy Caillet

Sa silhouette presque intacte surgit comme un mirage de pierre dans le désert de Jordanie. Vestige le mieux conservé des fortifications du *limes arabicus*, le spectaculaire Qasr Bashir raconte l'histoire oubliée de la frontière orientale de l'Empire romain.

LIGNE DE DÉFENSE

L'absence d'obstacles naturels dans le désert a obligé les Romains à construire une série de forts pour protéger la frontière orientale de leur empire.

Pour les Jordaniens comme pour les touristes, elle est seulement l'« autoroute du désert ». De la frontière syrienne à Aqaba, l'unique port du pays, le long ruban rectiligne de la route 15 sillonne le royaume hachémite du nord au sud. Pourtant, 80 kilomètres au sud d'Amman, les mers de sable coupées de montagnes de granit et de grès du Wadi Rum et de l'illustre Pétra sont encore loin. La steppe minérale qui recouvre les trois quarts du pays étale jusqu'à l'horizon son sol ras de pieraille blanche, semé de graminées étiées.

« L'autoroute du désert » s'étire parallèlement à deux illustres voisines. À gauche, le tracé d'une voie de chemin de fer joue à cache-cache dans les ondulations du sol. Ces vestiges intermittents sont ceux du mythique train du Hedjaz, financé par les Turcs et l'Allemagne de Guillaume II, qui reliait Damas à Médine en traversant la Jordanie. Inauguré en 1908, il fut attaqué par les bandes arabes

de Lawrence d'Arabie pendant la Première Guerre mondiale et ne survécut pas à l'effondrement de l'Empire ottoman. Son exploitation fut alors interrompue entre la frontière jordanienne et Médine, dans ce Hedjaz qui lui donnait son nom. Deux lignes ont pourtant subsisté en Jordanie : l'une relie Damas à Amman ; l'autre, les mines de phosphate de Ma'an au golfe d'Aqaba.

Adroite de la route 15, la plus ancienne voie de communication du pays se fait discrète, et c'est à pied qu'il faut traquer ses vestiges. A quelque distance, des alignements de pierres plates dessinent une chaussée, ponctuée de bornes milliaires : une voie romaine au milieu du désert... C'est en effet en 106 que l'empereur Trajan conquiert le royaume nabatéen de Pétra et l'annexa à l'Empire, en créant la nouvelle province d'Arabie. Dès l'année suivante, il ordonna la construction d'une route reliant Ayla, l'actuelle Aqaba, à Bostra, la capitale

de la province, aujourd'hui la Bosra syrienne, en passant par la cité grecque de Philadelphie, l'Amman moderne. Dès l'an 114, la Via Nova Traiana déroulait fièrement ses 430 kilomètres à travers la nouvelle province. Jusqu'à Constantin, elle fut restaurée à plusieurs reprises. Ce sont ses vestiges qui affleurent encore miraculeusement ça et là dans le désert.

Retour sur l'asphalte. Cinq kilomètres après la ville d'al-Qatrana, on oblique à droite. Pendant dix minutes, la voiture traverse une étendue aride où le soleil couchant dépose maintenant une poussière d'or. Du bas-côté, un aigle dérangé dans sa chasse s'envole, majestueux, dans un glissement rauque. La romanité du lieu se confirme. Après un dernier virage, le repli du terrain qui le dissimulait s'aplatit tout à coup, et surgit alors dans le lointain, comme un mirage de pierre posé au milieu de la steppe, la silhouette massive de Qasr Bashir : le plus beau fort romain conservé du *limes*.



arabicus, la ligne de défense de la frontière orientale de l'Empire romain.

Aussitôt, la voiture quitte la route et taille vaillamment à travers la pieraille, seul moyen d'atteindre l'étonnante vision. Après quelques centaines de mètres, sa physionomie se dévoile enfin. Quatre murs crénelés, larges de 1,50 mètre, hauts de 6,50 mètres et longs d'environ 56 mètres, dessinent un quadrilatère dont chaque angle est flanqué d'une tour saillante, également carrée, haute de 10 mètres : Qasr Bashir est un *quadriburgium*, comme les archéologues désignent ce genre de fort. Au centre du mur sud-ouest, celui qu'on aperçoit de la route, une inscription latine parfaitement lisible est gravée sur le linteau de pierre qui surmonte l'entrée. Véritable bénédiction pour les archéologues et les historiens, elle fournit en quelques lignes la carte d'identité de Qasr Bashir : « *En l'honneur de nos meilleurs et plus grands chefs, Gaius Aurelius Valerius Diocletianus, pieux, heureux et invincible empereur, et Marcus Aurelius Valerius Maximianus, pieux, heureux et invincible empereur, et de Flavius Valerius Constantius et Galerius Valerius Maximianus, nos plus nobles Césars, Aurelius Asclepiades, gouverneur de la province d'Arabie, fit construire le camp de Mobene depuis ses fondations.* »

Dioclétien et Maximien, Constance et Galère : ces quatre noms dessinent en creux une période bien connue de l'histoire de l'Empire romain. En 286, Dioclétien s'était choisi un coempereur en la personne de Maximien, à qui il avait confié la partie occidentale de l'Empire. En 293, les deux Augustes s'adjointaient chacun un César, soit un empereur « auxiliaire », inaugurant ainsi le système de la tétrarchie : Dioclétien désigna son gendre, Galère ; Maximien hérita du préfet du prétoire, Constance Chlore, père du futur Constantin le Grand. En 305, Dioclétien et Maximien abdiquaient

en faveur de leurs Césars. C'est donc entre 293 et 305 que Qasr Bashir vit le jour, sous le nom de fort Mobene.

L'entrée franchie, l'œil est happé par les amoncellements de blocs épars qui emplissent la cour. Relativement intacts vus du dehors, les tours d'angle et les murs ont vomi leurs entrailles à l'intérieur. Sur le sol, deux cavités s'ouvrent sur les anciennes citermes qui assuraient l'approvisionnement en eau. Malgré un escalier à peine praticable et une voûte à la stabilité douteuse, on s'aventure dans les trois étages de la tour sud-ouest. D'une ancienne porte percée dans son mur, le regard embrasse tout l'intérieur du fort.

« *Qasr Bashir abritait une unité de cavalerie romaine auxiliaire, explique notre guide, Marc-Henry Saillard. Vingt-trois petites salles étaient réparties tout autour de la cour, probablement des écuries, selon les archéologues, qui ont interprété les niches pratiquées dans les murs comme des mangeoires pour les* »



UN FORT, QUATRE EMPEREURS L'inscription gravée sur le linteau de pierre de la porte d'entrée (*ci-dessus*) indique l'origine de Qasr Bashir. Fort de cavalerie auxiliaire de l'armée romaine, il fut élevé sous le nom de fort Mobene entre 293 et 305, soit du temps de la tétrarchie : l'empereur Dioclétien et son adjoint Galère en Orient, Maximien et Constance Chlore en Occident, régnait alors conjointement sur l'Empire romain (*en haut, à droite, le groupe de Tétrarques de la basilique San Marco, à Venise*). Qasr Bashir appartenait au réseau de fortifications du *limes arabicus*, dont il demeure le vestige le plus spectaculaire. Abandonné dès le V^e siècle, il fut brièvement réoccupé sous les Omeyyades, puis essaya un tremblement de terre au VIII^e siècle, qui mit à bas ses structures intérieures, en épargnant cependant la plus grande partie de ses murailles et de ses tours (*ci-contre*).



© GEOFFROY CAILLET. © MDJ. © GEOFFROY CAILLET.

chevaux, peut-être équipées de râteliers en bois. » A raison de trois mangeoires par pièce, Qasr Bashir aurait ainsi abrité 69 chevaux. Selon l'hypothèse la plus vraisemblable, l'étage des écuries servait de quartier pour la troupe, son toit formant un chemin de ronde tout autour des murs. Face à la porte d'entrée, les restes d'une pièce plus grande correspondent sans doute au *principium*, le quartier général du fort romain.

La capacité d'hébergement de Qasr Bashir ne devait guère excéder 70 places. Or, à la fin de l'Empire, les unités de cavalerie comptaient de 120 à 150 hommes. L'autre moitié des effectifs était-elle constituée de patrouilles qui y venaient par rotation ou de détachements stationnés dans les tours de guet alentour,

commerciaux via des postes de douane et, en bien des endroits, il s'apparenta à une zone frontière, au-delà de laquelle l'influence romaine s'étendait selon les circonstances. Lorsque, au milieu du II^e siècle, l'Empire atteignit son extension territoriale maximum, il apparut toutefois comme marquant la limite de croissance d'un monde qui, pour se définir encore comme « *l'Empire sans fin* » chanté par Virgile dans l'*Enéide*, avait bel et bien renoncé à s'agrandir face à la pression des peuples voisins.

Commencée en Syrie quelques années après la création de la province d'Arabie par Trajan, la construction du *limes* oriental s'étendit vers le sud en suivant le tracé de la Via Nova Traiana, destinée à assurer la circulation des troupes et des

Un réseau de forts et de tours de guet, appuyé sur la Via Nova Traiana.

comme celle de Qasr el-Al, à 5 kilomètres au nord-est ? Le mystère plane surtout sur la fonction exacte de l'antique fort Mobene, car sa taille modeste contredit son emplacement stratégique, en première ligne du *limes arabicus*.

L'histoire de cette frontière longue de 1 500 kilomètres se confond avec celle des autres *limes* romains, ces lignes fortifiées bâties à partir du I^e siècle aux confins de l'Empire. Barrières naturelles comme le *limes* du Danube moyen et inférieur délimité par le fleuve, ou artificielles comme les murs d'Hadrien et d'Antonin formant le *limes* de Bretagne, elles visaient à défendre l'intérieur de l'Empire contre ses voisins, tout en assurant la sécurité des régions frontalières, sur près de 9 000 kilomètres.

S'ils ruines spectaculaires qu'on peut toujours admirer en Ecosse ont accrédi-
té l'idée d'une muraille inexpugnable, le mur d'Hadrien fait en réalité figure d'exception. Partout ailleurs, le *limes* ne fut ni continu ni étanche : constitué d'une succession de fortins reliés par une route militaire, il n'empêchait pas les échanges

marchandises. Renforcé sous le règne des Sévères (193-235), ce *limes* connut son véritable développement sous Diocletien, qui le prolongea jusqu'au wadi al-Hasa, à une soixantaine de kilomètres au sud de Qasr Bashir. Aux marges du désert, l'absence d'obstacles naturels impose alors des ouvrages défensifs pour prévenir les invasions ennemis et protéger du pillage des tribus nomades le commerce des riches caravanes entre la Syrie et la mer Rouge. C'est la construction de ce réseau de forts et de tours de guet, appuyé sur l'épine dorsale formée par la Via Nova Traiana, qui marque l'acte de naissance du *limes arabicus*.

Placées à intervalles réguliers d'une quinzaine de kilomètres, les fortifications de ce *limes* du désert étaient desservies à la fois par la Via Nova Traiana et par la Strata Diocletiana, une nouvelle route bâtie plus à l'est par l'empereur, et comprenaient, selon l'archéologue S. Thomas Parker, vingt-trois forts de cavalerie auxiliaire, quatre forts de légion, espacés d'environ 110 kilomètres, et quatorze tours de guet. La



LA TANIÈRE DE LAWRENCE
Comme Qasr Bashir, Qasr Azraq (*ci-dessus*) était un fort romain appartenant au *limes arabicus*. Son aspect actuel remonte à sa reconstruction au XIII^e siècle. Il fut surtout, pendant l'hiver 1917, le quartier général de Lawrence d'Arabie (*à droite*), lors de la grande révolte arabe. Le Britannique installa son bureau à l'étage du châtelet d'entrée, où s'ouvrent deux lourds vantaux de pierre (*à gauche*).



III^e légion Cyrénaïque, stationnée près de la capitale, Bosra, assurait la sécurité de la partie nord du *limes*, tandis que d'autres légions, basées dans les forts d'Aqaba, Lejjun et Urdun, surveillaient le secteur sud. Ruiné par des tremblements de terre dès le IV^e siècle, Lejjun n'est plus aujourd'hui qu'un champ de pierres, 15 kilomètres au sud de Qasr Bashir.

« La situation isolée de Qasr Bashir l'a préservé des dégradations humaines », souligne Marc-Henry Saillard. Elle lui a aussi assuré un point d'observation exceptionnel sur la plaine alentour,

seulement coupée par des wadis, les vallées du désert. Du sommet de ses tours, on songe aux légionnaires qui y guettaient pendant des heures un ennemi aujourd'hui invisible : à l'est, les terribles Perses sassanides ; de tous côtés, les Bédouins pillards montés sur des dromadaires, que la mobilité des cavaliers romains devait permettre de poursuivre.

Qasr Bashir-Fort Mobene eut-il à essuyer de féroces assauts ? La militarisation de la province d'Arabie menée par Dioclétien le laisse supposer, même si la solitude qui l'enveloppe désormais

évoque plutôt *Le Désert des Tartares*. Peut-être glorieuse, son existence fut en tout cas brève, à l'image de celle du *limes arabicus*. Dès le V^e siècle, la présence militaire romaine décline en Arabie, car Constantinople a besoin d'hommes sur d'autres frontières menacées par les Perses sassanides. L'armée déserte alors Qasr Bashir. Au début du VI^e siècle, Justinien confie la garde du sud-est du *limes* à ses alliés ghassanides, une tribu arabe christianisée. Maigre sursis : leurs troupes se retirent vers 530 et le *limes arabicus* est définitivement abandonné.





© JUAN CARLOS MUÑOZ-ACE FOTOSTOCK © DAVID CAYLESS GETTY IMAGES © SELVA/LEE IMAGE © GEOFFROY CAILLETT

LES COULEURS DU DÉSERT Bâti ex nihilo par les califes omeyyades au début du VIII^e siècle, Qusair Amra est le plus étonnant des « châteaux du désert ». Ancien hammam, il est décoré de peintures murales figuratives, une rareté dans l'art musulman. Le détail ci-dessus illustre le thème antique des animaux attirés par la musique, peut-être d'une troupe ambulante venue distraire les princes.

Un siècle plus tard, les conquérants arabes ne trouvent plus aucun obstacle fortifié sur la route qui les mène à Jérusalem et, en 638, la chute de la Ville sainte marque la fin de la province romaine d'Arabie. Brièvement réoccupé par les Arabes sous la dynastie des Omeyyades (661-750), comme l'indiquent les mâchicoulis qui surmontent l'entrée, Qasr Bashir servit alors peut-être de caravansérail, avant qu'un tremblement de terre ne mette à bas ses structures intérieures au VIII^e siècle, en épargnant toutefois murailles et tours.

C'est pour préserver cet étonnant vestige de Rome et de sa frontière orientale, quasi inconnu du grand public, que Marc-Henry Saillard a fondé, en 2012, avec René Digard et Brahim M'Barek, archéologue, chercheur sur les fortifications romaines tardives, l'association Limes Arabicus. Ces passionnés de la Jordanie et de son histoire se dépensent sans compter auprès des principales institutions archéologiques et historiques – du département des Antiquités de Jordanie à l'Institut français du Proche-Orient, du World Monuments Fund

à l'Unesco –, pour mettre en œuvre la première étape : lancer une campagne de fouilles sur le site, encore très peu étudié. La tâche est ardue car, malgré la variété et la qualité des trésors archéologiques de la Jordanie, la priorité des autorités culturelles va naturellement à Pétra, qui absorbe la quasi-totalité du flux touristique du pays. Mais les compères voient grand et ne cachent pas leur ambition : obtenir l'inscription de Qasr Bashir au patrimoine mondial de l'humanité.

Si le touriste ignore le plus souvent Qasr Bashir, il a pourtant une connaissance



indirecte du *limes arabicus* à travers les fameux « châteaux du désert », cette poignée de forteresses-résidences de Syrie et de Jordanie bâties par les Omeyyades, qui remployèrent parfois les structures militaires romaines. Une centaine de kilomètres à l'est d'Amman, c'est le cas de Qasr Azraq. Si l'imposante forteresse doit une grande partie de son aspect actuel à sa reconstruction au XIII^e siècle, on y reconnaît encore la structure d'un fort romain de l'époque de Constantin, avec sa forme carrée et ses

magasins au rez-de-chaussée, ou, plus pittoresque, cette précision donnée par Lawrence lui-même dans *Les Sept Piliers de la sagesse* : « *Une grande arche fut ouverte dans la cour, sur la palmeraie, avec une rampe pour que nos chameaux pussent rentrer chaque soir.* »

A 30 kilomètres de là, le fleuron des châteaux du désert jordaniens éclipse cependant la rudesse des vestiges du *limes arabicus*. Particulièrement bien conservé, Qusair Amra a été bâti ex nihilo par les califes omeyyades au début du

L'art profane des Omeyyades explose au cœur du désert, dans un ancien hammam.

tours d'angle, qui succéda à un premier camp du début du III^e siècle. Située à la limite du désert, l'oasis d'Azraq revêtait pour l'armée romaine une importance stratégique de premier ordre et, comme Bashir, son fort devait constituer un élément essentiel de la défense du *limes*.

Plus près de nous, une ombre fameuse flotte encore sur Qasr Azraq. C'est ici en effet que Lawrence d'Arabie établit son quartier général durant l'hiver de 1917, lors de la grande révolte arabe qu'il contribua à attiser contre l'Empire ottoman. Dans la partie supérieure du châtelet où s'ouvrent les lourds vantaux de pierre de la porte d'entrée, on voit toujours la pièce où il installa son bureau. Le stationnement de ses troupes entraîna les ultimes modifications de Qasr Azraq : emplacements pour les mitrailleuses au-dessus des tours, aménagement de

VIII^e siècle, sous la forme d'un petit château de plaisance couplé à une forteresse. Du dehors, les multiples rotundités qui le bossuent évoquent plutôt une mosquée. Mais une fois à l'intérieur, on reste stupéfait par un décor insoupçonnable en plein désert : Qusair Amra est un ancien hammam entièrement décoré de peintures murales figuratives. Sur les murs lamberissés de marbre de la salle d'audience qui servait de vestiaire, avec son plan basilical byzantin, et des trois salles de bains, alignées sur le modèle des thermes romains, l'art profane de l'époque omeyyade explose, selon des thèmes inédits dans le monde musulman.

Thèmes païens classiques, comme ces nymphes nues environnées d'Eros, scènes de chasse inspirées de l'art perse sassanide avec animaux et oiseaux, portraits pétris d'influences coptes et

allégories accompagnées d'inscriptions en grec et en arabe voisinent avec la représentation du zodiaque, peuplé de figures mythologiques, sur la voûte du caldarium. Restauré depuis 2009 par l'équipe italienne de l'ISCR (Institut supérieur pour la conservation et la restauration), ce cycle exceptionnel dévoile une civilisation omeyyade encore riche de l'héritage des cultures préislamiques et indépendante des normes religieuses qui banniront bien vite la représentation figurée. Incidemment, les vendangeurs qu'on aperçoit récoltant le raisin sur une voûte attestent aussi qu'un siècle après la prédication de Mahomet, la consommation d'alcool n'appartenait pas encore aux interdits fondamentaux de l'islam.

L'imagerie romantique a longtemps présenté les châteaux du désert comme de simples havres où califes et princes arabes venaient se délasser des contraintes du pouvoir. Le contraste entre la steppe semi-aride et les luxueux bains décorés de Qusair Amra contribue à entériner cette semi-légende. Les historiens soulignent pourtant la fonction éminemment politique de ces établissements : à la frontière du désert, ils formaient pour les nouveaux maîtres de l'ancienne province d'Arabie un poste charnière indispensable entre eux et les tribus nomades. Si le rêve de Rome de protéger son *limes* s'était évanoui, la défense du territoire conquis demeurait ainsi, deux siècles plus tard, un enjeu fondamental. De Qasr Bashir à Qusair Amra, c'est cette histoire oubliée que ressuscitent les oasis de pierre mélancoliques ou flamboyantes du désert de Jordanie. ↗

www.limesarabicus.com

VÉNUS AU BAIN A droite : la salle d'audience de Qusair Amra, avec ses trois voûtes en berceau et ses deux arcs légèrement brisés.

Sur la paroi ouest, on trouve la représentation d'une femme au bain (*en haut*), inspirée de l'art byzantin, prolonge la tradition de l'Aphrodite grecque.





LIEUX DE MÉMOIRE

Par Marie-Laure Castelnau



Le ventre de Paris

Le réaménagement des Halles de Paris bat son plein.
Le nouveau « Carreau des Halles » sera inauguré en mars.
Un ultime avatar pour l'antique quartier, cœur battant
de la capitale et son marché pendant plus de huit siècles.



PLACE DU MARCHÉ A gauche : *Les Halles de Paris vues depuis l'église Saint-Eustache*, par Félix Benoist, 1870-1880 (collection privée). Les pavillons de Baltard ont été détruits au début des années 1970, puis remplacés par le Forum des Halles. Celui-ci laisse la place, aujourd'hui, à un nouvel aménagement de l'ancien « ventre de Paris » (ci-dessus). En bas : *La Place en face des Halles*, par Victor Gilbert, 1880 (Le Havre, musée André-Malraux).

« Ces pavillons, je les ai vus vides tout d'un coup, c'était des cathédrales. Il y avait ce bruit infernal des carcasses qui craquaient, qui tremblaient, on avait l'impression que ça gémissait. C'est triste à dire, mais c'était beau à voir (...). C'était pourtant toute une époque qui disparaissait », raconte le photographe Jean-Claude Gautrand, l'un des témoins de ce qu'on a appelé, au mois d'août 1971, « l'assassinat de Baltard ».

Si Haussmann a largement modelé la physionomie actuelle de Paris, on oublie souvent que la plus spectaculaire de ses créations a disparu. Les douze pavillons de Baltard qui formaient les Halles faisaient pourtant partie de ces endroits mythiques de la capitale, alliant architecture grandiose et ambiance unique. Eclairés par quelque 1 200 becs de gaz, ils accueillaient l'un la boulangerie, l'autre la viande, un autre les légumes, selon le principe déjà en vigueur dans les grandes villes de France depuis le début de la monarchie de Juillet.

Les Parisiens devaient ces halles modernes, avec une architecture de verre

et de fer, à Napoléon III. L'empereur s'était montré insatisfait de la lourdeur du premier pavillon en pierre, construit par un certain Victor Baltard, que le public avait même caricaturé sous le nom de « fort de la Halle ». Il n'en fallut pas davantage pour stopper net le projet et le relancer par un concours. Haussmann, qui avait été le condisciple de Baltard au lycée Henri IV, lui sauva la mise en lui soufflant que Napoléon III, inspiré par la charpente métallique de la récente gare de l'Est, attendait une œuvre légère : « Ce sont de vastes "parapluies" qu'il me faut : rien de plus », affirmait-il. Ce qu'Haussmann traduisit en « *du fer, du fer, rien que du fer !* ». C'est sur la base de ce « délit d'initié » que les « parapluies de Baltard » virent le jour et furent inaugurés, en 1857, par l'impératrice. L'auteur des Halles de Paris devint alors le grand architecte du fer, signant aussi l'église Saint-Augustin (1871), avec sa façade de pierre et son ossature de métal.

« *Dans les Halles de Paris, près de la rue Saint-Denis / y'a tout un monde qui vit, et qui grouille dans la nuit / y'a les mains pleines de sang, qui portent les bœufs saignants / y'a le bruit des gros camions, qui transportent les poissons / et y'a les trognons de choux, qui roulent vers les égouts / pyramides de carottes, que l'on va lier en bottes* », chantaient, en 1951, les Frères Jacques, décrivant à merveille ce cœur battant de la capitale. Plus tard, en 1956, Julien Duvivier s'en servit de décor dans *Voici le temps des assassins*. Tout comme l'avait fait André Breton, en 1923, dans son poème *Tournesol*.

Mais personne mieux que Zola n'a su évoquer le centre d'approvisionnement de Paris : un univers à part entière, avec ses moeurs, ses petits métiers, sa criée, son langage à lui. Dans *Le Ventre de Paris* (1873), sa verve naturaliste immortalisait les Halles, leurs tavernes nocturnes, leurs clochards et leurs vendeuses de café



**ARCHITECTE****EN CHEF**

Après la Seconde Guerre mondiale, l'énorme trafic engendré par les Halles de Paris (*ci-contre en 1944-1945*) devient très vite ingérable. En 1969, elles déménagent à Rungis, au sud de Paris. Mais ce n'est que dix ans plus tard, le 4 septembre 1979, que le Forum des Halles (*page de droite*) est inauguré par son principal « architecte », Jacques Chirac, alors maire de Paris.

au lait. C'était « une cité tumultueuse (...), écrit-il. Autour de lui, le soleil enflammait les légumes. Il ne reconnaissait plus l'aquarelle tendre des pâleur de l'aube. Les cœurs élargis des salades brûlaient. La gamme du vert éclatait en vigueurs superbes. Les carottes saignaient, les navets devenaient incandescents dans ce brasier triomphal. »

Lorsque cet extraordinaire marché des Halles s'était installé dans ces pavillons métalliques, vitrés, flambant neufs, débordant très largement sur les rues autour, cela faisait déjà plus de sept siècles que la Halle, comme on disait au Moyen Age, occupait le quartier. En 1137, le roi Louis VI le Gros avait en effet ordonné de déplacer hors des murs les deux principaux marchés parisiens de la place de Grève et de l'île de la Cité pour en libérer Paris. Il avait alors fait construire une très grande halle au milieu des champs, au lieu-dit « les Champeaux » (« petits champs »).

Peu à peu, la ville s'était développée. Elle avait débordé de ses murs, tandis que le marché, lui aussi, ne cessait de s'agrandir.

Philippe Auguste le dote, en 1183, de nouveaux bâtiments, plus vastes, tout comme Charles V à son tour, jusqu'à ce que les Champeaux se retrouvent englobés dans Paris. En 1269, Saint Louis fait ériger trois nouvelles halles à côté de la première, d'où le nom des « Halles », au pluriel. Plus généralement, le terme désignait alors tout le groupe social constitué par cette foule de marchands et de porteurs.

A la fin du règne de Louis XVI, en 1780, les Halles doublent de surface grâce au transfert du cimetière des Innocents vers les anciennes carrières Denfert. Quelques années plus tard, Napoléon, puis Louis-Philippe, se chargent de les moderniser, alors qu'elles sont devenues le plus grand marché de la planète. Mais leurs mesures se révèlent insuffisantes pour résorber les graves problèmes d'engorgement et d'hygiène dont elles souffrent depuis la fin de l'Ancien Régime.

C'est donc à Napoléon III que reviendra l'initiative de ces nouvelles Halles centrales. Véritable prouesse technique, édifiées entre

1854 et 1874, elles consacrent le triomphe de l'architecture industrielle et suscitent d'emblée l'admiration des contemporains, émerveillés par ce chef-d'œuvre de légèreté et de transparence. Zola les décrit ainsi à la tombée du jour : « les couchers de soleil qui découpaient en noir les fines dentelles des Halles sur les lueurs rouges du ciel (...), c'était comme un transparent lumineux et dépoli, où se dessinaient les arêtes minces des piliers, les courbes élégantes des charpentes, les figures géométriques des toitures. » Voué à alimenter une capitale en pleine croissance, « le ventre de Paris » était devenu le centre d'un grouillement permanent de passants, de voitures, de commerces en tout genre. Un nouvel avatar pour des Halles qui avaient toujours tenu un rôle de premier plan dans l'histoire de la capitale et de la France.

Car la politique du royaume eut longtemps maille à partir avec ce cœur battant de Paris, logé entre l'église Saint-Eustache et le cimetière des Innocents. Durant la guerre de Cent Ans, la Halle fait sa révolution avec Etienne Marcel et

envahit le Palais de la Cité pour massacrer les maréchaux du futur Charles V. Plus tard, elle lapide le connétable d'Armagnac, livre la capitale aux Anglo-Bourguignons, élève des barricades contre Henri III, appuie la Fronde, puis, manquant de pain, décide, en 1789, d'aller chercher à Versailles « *le boulanger, la boulangère et le petit mitron* » : Louis XVI, Marie-Antoinette et le Dauphin. Sous l'Ancien Régime, les dames de la Halle, c'est-à-dire les commerçantes, participent aux grands événements publics. « Les Halles » ont longtemps été le carrefour de toutes les informations, de toutes les rumeurs, de tous les mouvements d'opinion : en bref, un « chaudron », dont le pouvoir devait tenir compte.

Après la Seconde Guerre mondiale, Paris explose et se retrouve entouré d'une agglomération qu'il ne domine plus. Loin de la Seine, seulement desservi par des ruelles du XII^e et du XIII^e siècle, le centre de la capitale devient inaccessible à l'énorme trafic engendré par les Halles. Leur déménagement est scellé. Elles seront réinstallées à Rungis, au sud de Paris. « *Le destin des Halles est contenu dans le choix conservateur de l'avoir maintenu sur le marché de Louis VI le Gros, c'est-à-dire à un emplacement qui, de périphérique, était devenu ultracentral* », commente l'historien Alexandre Gady.

Se pose alors la question du sort des pavillons de Baltard, restés vacants. Des manifestations s'organisent dans les divers bâtiments, dont l'*Orlando furioso* monté par le Théâtre libre de Rome. Parallèlement, un vaste mouvement d'opinion s'attache à leur conservation. Associations, artistes, architectes, professeurs, journalistes supplient le président Georges Pompidou de ne pas les détruire. Rien n'y fait.

Les premiers pavillons sont abattus en août 1971 et le public assiste au « massacre ». L'émotion du quartier est à son comble. Marco Ferreri investit, le temps d'un été, l'immense trou pour tourner *Touche pas à la femme blanche*. « *Aujourd'hui, sans doute, cet acte relevant de l'urbicide n'aurait pas lieu car la conscience du patrimoine est plus forte*, commente Gilles Plazy, auteur, en 2003, d'un *Paris* (Flammarion). On ne peut que regretter



la destruction d'une belle architecture de fer sacrifiée sur l'autel du fonctionnalisme et dont il ne reste qu'un vestige... remonté à Nogent-sur-Marne. »

La destruction des Halles signe la fin du Paris populaire et celle de l'un des plus beaux ensembles industriels et urbains. « *Ce n'est pas sans d'immenses regrets que nous verrons disparaître ce qui aura été un des plus beaux marchés du monde, tout un Orient, tout un Moyen Age et tout un XVIII^e siècle : Rétif de La Bretonne miraculeusement épargné au centre de Paris* », écrivait André Fermigier dans *Le Nouvel Observateur*, en 1967. Le même constatera, deux ans plus tard : « *Notre conception du passé architectural est folklorique et maurassienne. Si l'on touche à ce qui rappelle Marie-Antoinette, tout le monde hurle : pour le reste et ce qui suit, silence et haussement d'épaules. On finit à Bagatelle et on recommence à Le Corbusier. Absurde ! L'architecture s'arrêterait-elle en 1815 ?* »

Le « crime » commis, Valéry Giscard d'Estaing choisit, en 1975, l'architecte Ricardo Bofill pour redessiner « le ventre de Paris ». Mais tout juste élu, en 1977, maire de la capitale, Jacques Chirac entend y imposer sa marque. « *L'architecte en chef des Halles, c'est moi !* » lance-t-il, appelant de ses voeux « *une architecture qui sente bon la frite* ». Les Parisiens assisteront dès lors à l'un de ces éternels duels entre la Ville de Paris et l'Etat. Bofill évincé, apparaît alors, signé Claude Vasconi et Georges Pencreac'h, le Forum des Halles, ce grand centre commercial aux arêtes blanches, espace en creux construit sur le principe, très en vogue dans les années 1970, de la pyramide inversée et greffée sur la station du RER. Autour du vide poussent bientôt de nouveaux pavillons, à corolles de métal, œuvres de Jean Willerval, « *ridicules fanfreluches, architecture de pacotille* »,

estime Gilles Plazy. A la surface, on aménage un jardin avec des pergolas à l'ancienne, flanqué d'immeubles dont les mansardes évoquent l'esthétique des wagons d'un train de nuit. La Bourse du Commerce, avec sa coupole de fer, et l'église Saint-Eustache sont dotées d'un parterre ordinaire et aseptisé. Dès lors, le quartier change radicalement de visage. Si, à l'époque de Baltard, tout se passait à la surface, sa vie grouillante est désormais enterrée.

Dès 2004, le constat de la vétusté du Forum est en outre unanime. La direction de Paris lance un concours d'architecture pour rénover l'ensemble du quartier. Entamé en 2010, après des années de concertation et d'innombrables études de faisabilité, le chantier des Halles devrait modifier en profondeur la physionomie du centre de Paris. Les architectes français Patrick Berger et Jacques Anziutti ont choisi de rebaptiser le Forum : « Carreau des Halles ».

Avec un budget de 802 millions d'euros, le plus important chantier de la capitale sera inauguré en mars. Pièce maîtresse de cette rénovation, la Canopée, futur toit de l'ancien « ventre de Paris », marquera l'entrée du Carreau des Halles, où circulent chaque jour près de 750 000 personnes. Véritable défi technologique, cette feuille translucide de 7 000 tonnes, faite d'écailles de verre et d'acier, qui ondule à 14 mètres au-dessus du Forum, est déjà contestée. A elle seule, elle aura coûté la bagatelle de... 216 millions d'euros. Quant à son espérance de vie, rien n'indique qu'elle sera plus longue que celle des pavillons de Willerval. « *De toute façon, ce lieu a été une succession de chantiers, raconte l'une des plus vieilles habitantes du 1^{er} arrondissement. Dans trente ans, on remet ça ?* » ironise-t-elle. Une façon de se demander si, cette fois encore, le ventre de Paris, qui fut aussi son cœur, conservera son âme. *✓*





Le Goût rêvé des princes

Grands amateurs d'art depuis le XVII^e siècle, les princes du Liechtenstein sont les détenteurs de très nombreux chefs-d'œuvre. Deux expositions, en France et en Italie, donnent un aperçu de leur fabuleuse collection.

© JON ARNOLD/HEMIS.FR. © RAPHAËL GAILLARDE/FIGAROPHOTO.COM
De Cranach à Rembrandt, de Raphaël à Vigée-Lebrun, une cinquantaine de tableaux s'offrent jusqu'au printemps au regard du visiteur dans le cadre somptueux de l'hôtel de Caumont, à Aix-en-Provence. Dans le même temps, cent autres chefs-d'œuvre signés Jordaens, Rubens, Brueghel illuminent l'austère fort de Bard, dans le Val d'Aoste... Le point commun de ces expositions : toutes deux représentent une petite partie de la prodigieuse collection des princes du Liechtenstein, l'une des plus exceptionnelles collections privées d'Europe. Consacrée principalement à l'art occidental et toujours alimentée par des acquisitions régulières, elle se distingue par sa variété et sa qualité, puisqu'elle regroupe objets d'art, peintures, sculptures du XV^e au XIX^e siècle. Elle se distingue aussi par

son histoire, qui témoigne, depuis le XVII^e siècle, du mécénat artistique dont les maîtres de la fascinante principauté du Liechtenstein ont fait leur idéal.

Les Liechtenstein sont connus depuis le XII^e siècle comme fonctionnaires du Saint Empire. Ils tirent leur nom de la forteresse de Liechtenstein, près de Mödling, au sud de Vienne, qu'ils ont possédée aux XII^e et XIII^e siècles et qui leur est revenue, en ruine, en 1807 (elle a été reconstruite au cours du XIX^e siècle). De siècle en siècle, ils avaient acquis de vastes domaines en Bohême, en Moravie et en Silésie (actuelles République tchèque et Pologne), en Basse-Autriche et en Styrie (actuelles Autriche et Slovénie) et en Hongrie. Ils émergent véritablement au XVII^e siècle, avec Karl de Liechtenstein, nommé palatin (gouverneur) de Bohême par l'empereur Rodolphe II et



SOUVERAIN Le prince Hans Adam II, souverain du Liechtenstein, dans son château de Vaduz, résidence officielle de la Maison princière de Liechtenstein. Il conserve et enrichit la collection familiale initiée au début du XVII^e siècle par son aïeul Karl I^r. En haut : vue du château de Vaduz. Page de gauche : *Portrait d'un homme*, par Raphaël, vers 1502-1504. Les œuvres présentées ici font partie des collections princières du Liechtenstein.



élevé au titre de prince en 1608. Son frère est l'aïeul de l'actuelle lignée.

Entre Saint Empire et cantons suisses

Ils ont longtemps rêvé de posséder des terres bénéficiant de « l'immédiateté impériale », c'est-à-dire n'ayant d'autre suzerain que l'empereur lui-même, et permettant de siéger à la Diète. Après de longues négociations, le prince Johann Adam Andreas fut autorisé, en 1699 et 1712, à acheter aux Habsbourg deux minuscules comtés, Schellenberg et Vaduz, que l'empereur Charles VI unifia et éleva au rang de principauté en 1719. La transaction étant avant tout politique, les princes ne s'empressèrent pas de s'installer dans leur nouvelle principauté, peuplée de paysans illétrés et seulement dotée d'une forteresse médiévale en ruine... Toutefois, le prince Johann Adam veilla à donner son nom à son nouveau bien. Le Liechtenstein était né : il était le 343^e Etat du Saint Empire, avec ses 160 kilomètres carrés le long de la vallée du Rhin, aujourd'hui entre la province autrichienne du Vorarlberg et les cantons suisses de Saint-Gall et des Grisons.

En 1806, Napoléon dissout le Saint Empire et crée la Confédération du Rhin dans laquelle entre la principauté. En 1815, elle est intégrée dans la Confédération germanique, rassemblement de trente-neuf Etats qui se maintient

jusqu'en 1866. Rural et isolé, le Liechtenstein est pauvre. Sa population se soulève périodiquement pour demander le partage du pouvoir et moins d'impôts. Durant son long règne qui s'étend de 1858 à 1929, le prince Johann II donne la priorité au développement économique : il crée les premières manufactures, la première banque en 1861 et inaugure en 1872 la première liaison ferroviaire. Il se rapproche de l'Autriche avec laquelle il conclut un accord douanier en 1852 et dont il adopte le système monétaire. En 1868, deux ans après le démantèlement de la Confédération germanique, il dissout son armée et opte pour la neutralité.

Étroitement lié à l'Empire austro-hongrois jusqu'en 1914, le pays se rapproche de la Suisse dans les années qui suivent la fin de la Première Guerre mondiale : convention sur les services postaux, union douanière et monétaire qui, en 1924, fait du franc suisse la monnaie officielle de la principauté,

traité confiant à l'Etat helvétique la mission de représenter ses intérêts.

Le Liechtenstein reste neutre pendant la Seconde Guerre mondiale, comme il l'avait été durant la première. En 1938, après l'*Anschluss*, Franz Joseph II, le père de l'actuel prince, s'installe au château de Vaduz, restauré dans les années 1900, où il transporte ses collections d'art. A la fin du conflit, la famille est dépossédée de ses biens en Pologne et en Tchécoslovaquie où elle est considérée comme « Allemands des Sudètes ». De nombreux châteaux et des centaines de kilomètres carrés de terres agricoles et de forêts lui sont confisqués.

Grâce à l'instauration d'une fiscalité avantageuse, qui attire des milliers de sociétés internationales, le Liechtenstein n'en va pas moins connaître, au cours de la seconde moitié du XX^e siècle, une ère de prospérité, qui profite à la famille princière (l'actuel souverain, Hans Adam II, né en 1945, financier très avisé, est une





HORS DE PRIX Ci-dessus : *Les Collecteurs d'impôts*, par Quentin Metsys, vers 1520, acquis en 2008 par le prince Hans Adam II. En haut, à gauche : *Vénus*, par Lucas Cranach, 1531, entré dans les collections princières en 2013. Le peintre allemand utilise ici une formule qui lui est chère : silhouette gracile au visage poupin, longs cheveux blonds et ondulés, collier en or, perles et pierres, yeux en amande, debout sur un sol caillouteux et se détachant sur un fond noir. En bas : *Judith avec la tête d'Holopherne*, par Cristofano Allori, 1613. La scène montre une jeune veuve de la ville juive de Béthulie, Judith, tenant la tête d'Holopherne, un chef babylonien envoyé par le roi Nabuchodonosor II pour piller le Proche-Orient et qu'elle vient de décapiter. Il existe plusieurs versions de ce tableau.



122

LE FIGARO HISTOIRE

des plus grosses fortunes mondiales) et à la population, dont le niveau de vie est parmi les plus élevés du monde. La monarchie est constitutionnelle, mais le prince dispose de pouvoirs réels, avec notamment un droit de veto.

Des œuvres de premier rang

Le père de la collection est le premier prince, Karl Ier, à l'aube du XVII^e siècle. Proche de l'empereur Rodolphe II, il pense comme lui que le mécénat culturel est une corde du pouvoir. Il passe commande à des artistes et travaille à rassembler tableaux, bronzes, vaisselles précieuses et objets qui témoignent de prouesses techniques et sont réalisés dans des matériaux nobles ou des pierres dures. L'ensemble relève à la fois du trésor, du cabinet des merveilles et de la galerie d'art. Son fils, Karl Eusebius, confère à ce qui va devenir « la collection Liechtenstein » ses deux traits caractéristiques : le recours systématique aux professionnels les plus réputés du marché de l'art européen, dans l'objectif de ne sélectionner que des œuvres de premier rang, et la continuité dynastique.

A l'intention de sa descendance, il rédige plusieurs traités, notamment *De l'éducation des princes* où il écrit : « Nous avons parlé de toutes ces choses rares pour instruire les membres de notre maison et les encourager dans leur curiosité. Nous exhortons ceux qui nous suivront à faire de même, afin qu'ils puissent être et rester des curiosi comme il convient à la noblesse et à la principauté pour sa plus haute renommée dans la postérité. » La ligne de conduite est fixée : conserver l'héritage et chasser la nouveauté. Les plus grands marchands et experts se succèdent ainsi auprès des princes, des Fürchondt, célèbre dynastie installée à Anvers et Berlin au XVII^e siècle, à l'historien d'art berlinois Wilhelm von Bode, au XIX^e siècle. Karl Eusebius s'oriente vers la peinture hollandaise dont il acquiert des pièces maîtresses, tels *Paysans fumant dans une taverne* d'Adriaen Van Ostade ou l'*Assomption de la Vierge* de Rubens. Son fils Johann Adam Andreas I^{er}, troisième génération de collectionneurs, d'autant plus soucieux de montrer sa puissance financière qu'il n'est pas encore prince régnant, poursuit l'acquisition de toiles des grands maîtres

du XVII^e siècle. Il achète de nombreux tableaux de Rubens – la collection compte, avec trente-cinq œuvres, l'un des plus vastes ensembles du maître flamand –, notamment les toiles monumentales du cycle *Decius Mus* et le superbe *Portrait de Clara Serena Rubens*, ainsi que plusieurs tableaux de Van Dyck, en particulier le *Portrait de Maria de Tassis*. Présenté dans l'exposition de l'hôtel de Caumont, à Aix-en-Provence, en même temps que le *Mars et Rhéa Silvia* (les parents de Romulus et Rémus) de Rubens (que l'on voit avec son *modello* récemment acquis), il manifeste la virtuosité du peintre à rendre les tissus et les bijoux. La collection est pour les princes un moyen d'affirmer, avec leur statut de commanditaire, leur richesse et leur puissance. En témoigne particulièrement le magnifique portrait d'apparat (bien qu'étant d'un artiste inconnu) de Hartmann von Liechtenstein, neveu du fondateur de la collection. En 1628, il entreprend, avec son cousin, le prince Karl Eusebius, un grand tour qui le conduit à Bruxelles, à la cour de l'archiduchesse Isabelle, gouvernante des Pays-Bas espagnols, chez il rencontre Rubens.



RAFFINÉ
Page de gauche :
Mars et Rhéa
Silvia, par Rubens,
1616-1617 :
les princes
de Liechtenstein
possèdent l'un
des plus vastes
ensembles de
Rubens au monde.
Ce tableau,
représentant les
parents de Romulus
et Rémus, évoque
le mythe de la
fondation de Rome.
Ci-contre, de
gauche à droite :
Portrait de Maria
de Tassis, vers
1629-1630, par
Antoon Van Dyck ;
Le Petit Chasseur
timide, par Aelbert
Cuyp, vers 1655.

© HOHENBUCHAU COLLECTION ON PERMANENT LOAN TO LIECHTENSTEIN. THE PRINCELY COLLECTIONS, VIENNA.

Il rapporte de son voyage un portrait où il se tient debout, richement vêtu à la mode espagnole, le regard impérieux, devant une draperie écarlate, avec à l'arrière-plan un vaste jardin baroque.

À la mort de Johann Adam Andreas I^{er}, en 1712, la collection a considérablement augmenté. À partir de 1705, elle est exposée dans le palais que la famille a fait construire au centre de Vienne, à l'ombre de la Hofburg, sur la Schenkenstrasse (aujourd'hui Bankgasse). Les artistes viennois peuvent y admirer les œuvres des artistes contemporains les plus célèbres. Dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, Josef Wenzel I^{er}, militaire talentueux et habile politique, est chargé par l'empereur Charles VI de plusieurs missions diplomatiques, en particulier à la cour de France. Il acquiert de la peinture française, beaucoup de livres et commande un somptueux carrosse d'apparat au décor peint par Boucher. Il fait imprimer, en 1767, le premier catalogue de la galerie familiale : 501 peintures et 186 sculptures y sont inventoriées. En 1807, la galerie est transférée au palais de Rossau à l'écart du centre de la ville. Construit à la fin du XVII^e siècle, entouré

d'un vaste jardin, l'édifice est somptueusement décoré de stucs, marbres et fresques. À partir de 1810 et jusqu'en 1938, sa galerie est ouverte au public.

L'art baroque domine la collection, avec un ensemble insigne de peintures flamandes et hollandaises dont l'exposition du fort de Bard, dans le Val d'Aoste, présente un large éventail. Les portraits, particulièrement nombreux, offrent un panorama très pédagogique de la technique du portrait de cour qui, de la Renaissance au Grand Siècle, tente de concilier l'étiquette et les codes de représentation avec l'expression de l'intime et du vivant. La collection comporte aussi d'importantes œuvres du XVIII^e siècle. Durant son exil à Vienne, Elisabeth Vigée-Lebrun réalisa deux tableaux de grandes dimensions : un portrait de l'épouse du prince Alois I^{er} représentée en Iris (actuellement à l'hôtel de Caumont) et un portrait de sa belle-sœur sous les traits d'Ariane à Naxos (présenté récemment au Grand Palais). Les princes appréciaient aussi les vedute d'Hubert Robert, Giovanni Paolo Panini et Claude Joseph Vernet. Au XIX^e siècle, ils firent également peindre les intérieurs de leurs nombreuses demeures, dans des aquarelles et des gouaches qui restent des témoignages de leur goût. Enfin, ils jouèrent un rôle décisif dans la diffusion du style Biedermeier en Allemagne et en Autriche, entre 1815 et 1848. Ses deux principaux peintres sont représentés dans l'exposition de l'hôtel de Caumont par deux toiles ravissantes : le délicat portrait de la princesse Marie Franziska peinte endormie, à l'âge deux ans, par Friedrich von Amerling en 1836, et le *Portrait du futur empereur Franz Josef Ier en grenadier jouant aux soldats de plomb*, par Ferdinand Georg Waldmüller en 1832.

Une collection vivante

La collection a toujours été en mouvement. Au gré de leurs goûts personnels, les princes n'ont cessé d'acheter mais aussi de vendre. Des centaines d'œuvres qui avaient été acquises par eux avec un grand discernement figurent aujourd'hui dans les plus grands musées. Au tournant du XX^e siècle, Johann II cède 125 pièces de sa magnifique collection d'art Biedermeier aux musées de Vienne. Au lendemain de la Seconde Guerre



SENSIBLE Ci-dessus : *Paysage avec la Vierge et l'Enfant*, par Jan Brueghel le Jeune et Hendrick Van Balen, vers 1626. L'œuvre fait partie de la collection Hohenbuchau, acquise par le musée Liechtenstein de Vienne en 2007, et actuellement exposée au fort de Bard, en Italie. Ci-contre : *Portrait du futur empereur Franz Josef Ier d'Autriche en grenadier jouant aux soldats de plomb*, par Ferdinand Georg Waldmüller, 1832. Page de droite : *Portrait de la princesse Karoline von Liechtenstein sous les traits d'Iris*, par Elisabeth Vigée-Lebrun, 1793.

mondiale, les difficultés financières obligent la famille à se séparer de quelques-uns de leurs joyaux, *La Ginevra* de Léonard de Vinci, quatre tableaux de Chardin et une importante série de Canaletto.

Les deux expositions, à l'hôtel de Caumont et au fort de Bard, soulignent l'éclectisme d'une collection qui résume l'évolution stylistique et iconographique de la peinture européenne : portraits marquant l'avènement de la représentation physionomique et psychologique de l'individu à partir de la Renaissance, figures religieuses, scènes narratives, peinture animalière qui émerge au XVII^e siècle en même temps que le goût du naturalisme et de l'exotisme... Surtout, elles signalent combien cette collection est vivante. « Aujourd'hui, comme dans la postérité, elle rendra notre nom glorieux et éternel plus que toute l'histoire écrite », écrivait Karl Eusebius au XVII^e siècle à l'intention de ses descendants. Depuis les années 1970, le prince Hans Adam II mène une politique d'acquisition dynamique : bronzes exceptionnels, pierres dures et peintures anciennes, en particulier un ensemble d'œuvres réalisées par des artistes de l'entourage de Rodolphe II et des tableaux de Frans Hals ou de Van Ostade qui complètent le splendide fonds de maîtres hollandais. A l'hôtel de Caumont sont ainsi présentées pour la première fois quelques-unes de ces

acquisitions récentes : la *Vénus* de Lucas Cranach l'Ancien (2013), la *Vierge à l'Enfant* de Jan Gossaert (2015), le *Portrait d'Alessandro Farnese* d'Antonis Mor (2015), le *Saint Sébastien* de Cornelis Cornelisz Van Haarlem (2010) ou *Les Collecteurs d'impôts* de Quentin Metsys (2008). *La Découverte de Moïse* est un achat de 2008 mais les liens entre le peintre, Francesco Solimena, et la famille de Liechtenstein se sont scellés du vivant même de l'artiste napolitain, qui portraitura Josef Wenzel Ier lors de la venue de l'empereur Charles VI et de la cour impériale à Naples en 1725. L'un des achats les plus spectaculaires fut en 2004, le Badminton Cabinet, exceptionnel par l'éclat des pierres précieuses taillées et la qualité des bronzes. Il est, à 27 millions d'euros, le meuble le plus cher jamais vendu aux enchères.

Depuis une décennie, la collection qui, outre le mobilier, les objets précieux, les livres et les dessins, compte aujourd'hui quelque 1 700 tableaux, circule à travers le monde, mais plus de 350 œuvres sont exposées de façon permanente dans les deux palais dont la famille est toujours propriétaire à Vienne : le palais Rossau, à l'écart du centre de la ville, où la famille présenta sa collection de 1807 à 1938, puis à nouveau à partir de 2004, et le palais de la Bankgasse, au centre de Vienne, récemment restauré. ✓



Eric Mension-Rigau est professeur d'histoire sociale et culturelle à l'université de Paris IV-Sorbonne et membre du conseil scientifique du *Figaro Histoire*.

« *Les Collections du prince de Liechtenstein* », jusqu'au 20 mars 2016. Caumont Centre d'Art, 3 rue Joseph-Cabassol, 13100 Aix-en-Provence. www.caumont-centredart.com

« *Golden Age* », jusqu'au 2 juin 2016. Fort de Bard, vallée d'Aoste, Italie. www.fortedibard.it

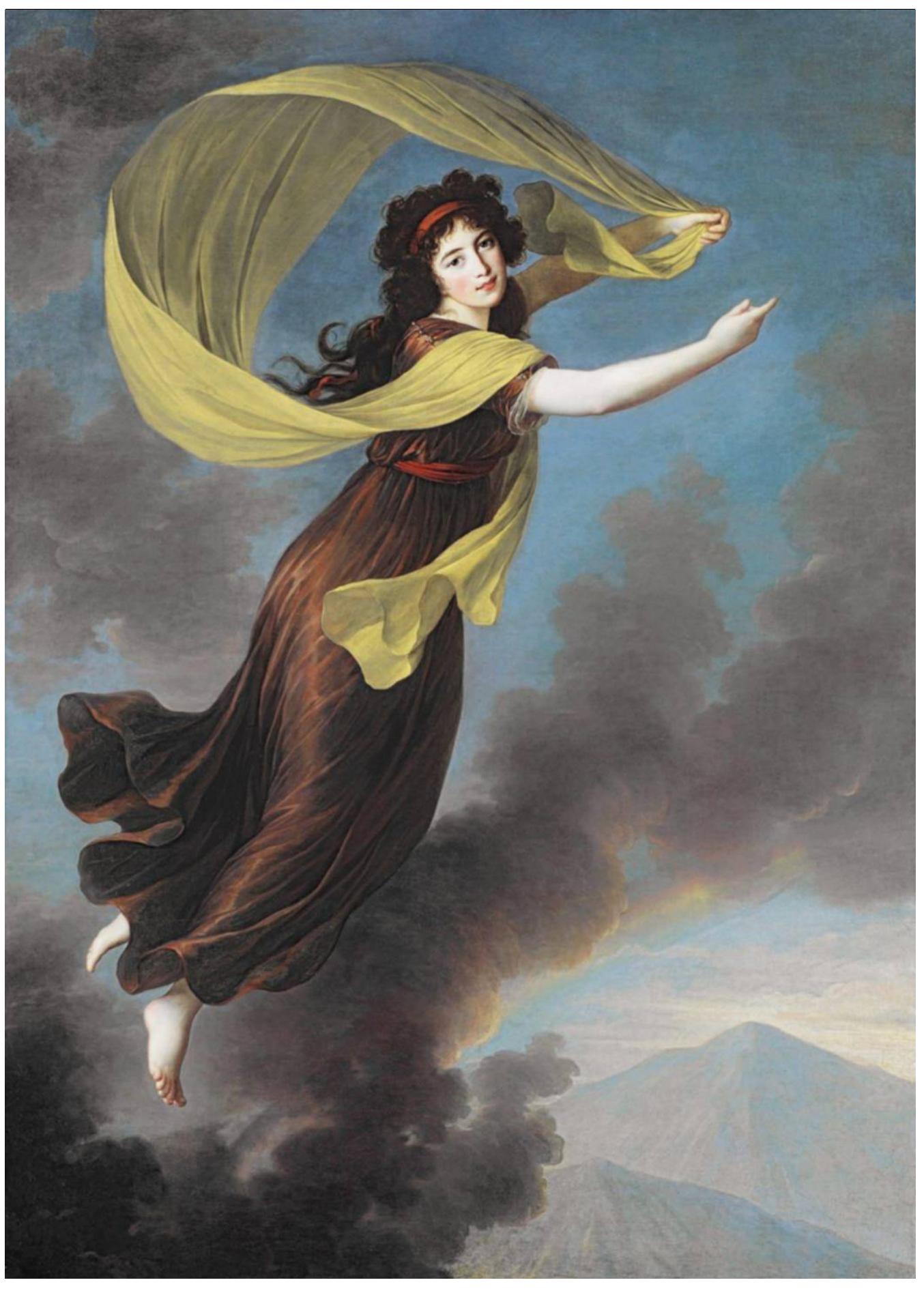
À LIRE



Les Collections du prince de Liechtenstein Catalogue de l'exposition
Editions Fonds Mercator
160 pages
32 €



Golden Age Catalogue de l'exposition
Editions Forte di Bard
156 pages
34 €





TRÉSORS VIVANTS

Par Sophie Humann



PHOTOS : © DAVID BORDÈS.

Une épopée de bronze

Grâce au mécénat du Ritz, les bas-reliefs de la colonne Vendôme ont retrouvé toute leur force évocatrice, qui plonge au cœur de l'épopée napoléonienne.



LES CERCLES DE LA GLOIRE Les fresques qui ornent le fût de la colonne Vendôme (ci-dessus) racontent la campagne d'Allemagne de 1805, du camp de Boulogne jusqu'à la victoire d'Austerlitz et la paix de Presbourg. Marie-Pierre Feyt, peintre en décors (*page de gauche*), vient de les restaurer. Après un nettoyage très doux avec des microbilles de plastique, le chalumeau lui permet de chauffer le bronze, avant d'appliquer une solution de nitrate de cuivre pour provoquer l'oxydation du matériau. Le bronze, qui provient des canons pris à l'ennemi, n'est pas homogène. Il a fallu enlever les croûtes de pollution et d'anciennes patines pour redécouvrir l'émotion qui se dégage des bas-reliefs (*en bas*).

P lace Vendôme, derrière la palissade qui entoure encore la colonne, l'aigle s'embrace sous le jet de feu, tel le phénix renaissant. Marie-Pierre Feyt continue quelques instants à inonder de flammes son bec et ses plumes, puis elle abaisse la cloche du chalumeau.

L'animal de bronze est suffisamment chaud. Elle saisit un pinceau, le trempe dans un liquide bleu – une solution de nitrate de cuivre – qu'elle applique sur le métal chauffé. Son pinceau émet un léger crépitement, signe que le sel se cristallise, comme prévu, dans la matière. Elle sourit sous son masque de protection. « *Toute la difficulté, explique-t-elle, c'est de savoir à quel moment le bronze a atteint la température de 80 à 90 °C que je recherche. Le bas-relief n'ayant pas la même épaisseur partout, je dois être vigilante.* » Cette technique, employée depuis très longtemps par les ferronniers et les restaurateurs, permet au bronze de prendre les teintes bleu-vert que l'oxydation naturelle lui donne, sinon, avec le temps.

Peintre décorateur, formée aux Beaux-Arts dans l'atelier de Leonardo Cremonini, puis, pendant cinq ans, dans la fonderie d'art Ducros à Saint-Denis, Marie-Pierre Feyt travaille régulièrement dans des églises, dont elle restaure les décors peints, ou collabore à des créations contemporaines, comme des faux marbres pour l'exposition « *Le Roi est mort* » au château de Versailles. Mais depuis quelques mois, elle vit au cœur des scènes de bataille qui s'enroulent autour de la colonne Vendôme. « *Entre les vapeurs de nitrate de cuivre et le CO₂ rejeté par le chalumeau, le travail a été fatigant, reconnaît-elle. Mais, en même temps, c'est un chantier unique. J'ai passé des heures toute seule sur mon échafaudage, avec les personnages du bas-relief et l'émotion*

me gagnait à la vue de tous ces corps empilés, mutilés. Beaucoup ont des yeux terrifiés. Je pensais à la souffrance qu'ont dû éprouver tous ces soldats pendant les campagnes de Napoléon, tous ces jeunes morts à 20 ans. »

Erigée après la bataille d'Austerlitz pour chanter la gloire de l'armée impériale victorieuse, la colonne Vendôme est l'un des rares monuments de Paris dont l'histoire reflète les bouleversements politiques du XIX^e siècle. A l'initiative du Comité Vendôme et grâce au mécénat de son voisin l'hôtel Ritz, lui aussi en travaux, elle vient de bénéficier d'un chantier de vingt mois de restauration. Avant de se lancer, Christophe Bottineau, l'architecte en chef des Monuments historiques chargé du chantier, a tenu à bien comprendre toutes les étapes de son histoire.





© ROGER-VIOLET. © ERIC EMO/MUSÉE CARNAVALET/ROGER-VIOLET.

Montrant la teinte bleu-vert fondu, à peine blanchie par endroits, il explique : « Nous avons cherché à harmoniser la couleur, mais le problème de cette colonne, c'est la grande hétérogénéité du métal. Elle a été faite avec les canons pris à l'ennemi, mais pas avec ceux d'Austerlitz, comme le dit la légende. Il y en avait peut-être quelques-uns, mais c'est tout. Presque tous provenaient de l'Arsenal de Vienne. Les Autrichiens avaient eux-mêmes pris ces canons aux Russes et aux Turcs. Nous avons commencé par nous plonger dans les documents, aux Archives nationales et au musée Carnavalet notamment, pour rétablir la vérité historique, au-delà de la légende. »

Avant la Révolution, au centre de cette place Vendôme qui s'appelait alors Louis-le-Grand, trônait une statue de Louis XIV. Elle fut abattue en août 1792 et remplacée quelques années plus tard par une statue de plâtre représentant la République. Après le traité de Tolentino, signé avec le pape en 1797 au terme de l'invasion des Etats pontificaux, le général Pommereul suggéra à Bonaparte de faire venir à Paris la colonne Trajane, dont la frise évoque les campagnes victorieuses de l'empereur Trajan contre les Daces et qui repose sur un piédestal orné des trophées pris à l'ennemi.

Mais l'historien Pierre Daunou, envoyé à Rome, dissuada le Premier Consul de mener à bien ce projet coûteux et peu diplomatique.

En revanche, on commanda pour

FIGURES DE STYLE Mise à bas par la Commune en mai 1871 (*ci-contre*), la colonne Vendôme a été surmontée de trois statues différentes de l'Empereur. La première, représentant Napoléon vêtu à la mode antique, a été brisée en 1818, fondu et réutilisée pour fabriquer le socle de la statue équestre d'Henri IV sur le Pont Neuf. La deuxième (*en bas*), visible sur cette maquette conservée au musée Carnavalet, est aujourd'hui placée dans la cour des Invalides. Celle qui trône encore au sommet (*à droite*), représentant le vainqueur d'Austerlitz en empereur romain, portant un globe et une épée, fut commandée par Napoléon III en 1863.

la capitale, comme dans chaque département, une colonne à la gloire des victoires de la France, inspirée, selon les voeux de Bonaparte, de la colonne Trajane. Le décret du 1^{er} octobre 1803 était précis : « *Il sera élevé à Paris, au centre de la place Vendôme, une colonne à l'instar de celle érigée à Rome en l'honneur de Trajan. Son fût, de 20 mètres 78 centimètres de hauteur, sera orné de 108 figures allégoriques, représentant les départements de la République. Elle supportera la statue pédestre de Charlemagne.* » Finalement, la statue de Charlemagne, enlevée à Aix-la-Chapelle en 1794, sera rendue à la ville avant que le projet ne soit mené à bien, et ce sont trois statues de Napoléon qui se succéderont au sommet de la colonne. La première fut fondue à la Restauration. La deuxième, inaugurée en 1833, trône aujourd'hui dans la cour des Invalides. L'actuelle, commandée en 1863 par Napoléon III pour préserver la précédente, fut brisée en 1871 et restaurée en 1875.

Campagne de 1805

Vivant Denon, membre de l'Institut et directeur des musées, avait proposé, au retour de la victoire d'Austerlitz, de transformer le projet de « colonne départementale » en « colonne commémorative de la campagne », sur laquelle « *la dernière expédition serait écrite en bronze par un bas-relief de 830 pieds, représentant les opérations de la mémorable campagne de 1805, de même que l'expédition contre les Daces l'a été sur la colonne Trajane.* ». Un nouveau décret du 1^{er} janvier 1806 entérina le projet. Vivant Denon en fut nommé directeur, dicta le programme au dessinateur Bergeret et imposa à Jacques Gondouin, l'architecte responsable de la construction, la participation de Jean-Baptiste Lepère, issu comme lui de l'Institut d'Egypte et qui serait, en fait, le véritable auteur de la colonne.

Napoléon souhaitait que les bas-reliefs de la colonne soient fondus en fer pour montrer la force de la sidérurgie française face à sa puissante concurrente

britannique. La fonderie Launay, spécialisée dans la fonte en fer, et d'où était sortie la première passerelle des Arts, fut choisie pour réaliser les plaques ornées qui allaient être fixées sur la colonne de pierre, finalement haute de 44,3 mètres pour un diamètre d'environ 3,6 mètres, et équipée d'un escalier intérieur. Cette fois encore, Vivant Denon réussit à faire changer d'avis l'Empereur et à le persuader que la colonne devait être ornée de bronze. Celui-ci ordonna donc au ministère de la Guerre de mettre à disposition du ministère de l'Intérieur 150 000 livres de bronze prélevées sur les pièces de canons prises aux Russes et aux Autrichiens à Ulm et à Vienne.

Mais les militaires rechignèrent à se séparer du précieux métal, et le fondeur, qui ne maîtrisait déjà pas parfaitement les techniques de fonte du bronze, reçut donc la matière première par petites livraisons successives. « *A cause de sa qualité médiocre*, précise Bruno Sauvage, de l'entreprise Chevalier, chargée de la restauration, *des petits trous se sont formés et le métal ne s'est pas patiné de manière uniforme. Par endroits, le plomb affleure et laisse des zones plus blanches, que nous avons atténuées.* »

Sur le socle, les graveurs Pierre-Nicolas Beauvallet, Jean-Martin Renaud et Antoine-François Gelée ont rendu avec une grande précision, d'après les dessins de Benjamin Zix, les trophées d'armes pris aux vaincus. Avant la restauration, les sculptures étaient si noires qu'on ne distinguait plus rien. Aujourd'hui, on peut admirer ce soin du détail dans le moindre chien de fusil, le mouvement des sabres, les brandebourgs...

« *Ils ont dû bénéficier d'un conseiller militaire* », explique Christophe Bottineau. Tous les uniformes sont autrichiens et le chiffre de l'empereur François II est gravé partout. Napoléon, qui cherchait à se rapprocher du tsar Alexandre depuis la rencontre de Tilsit (1807), avait en effet interdit que figurent des dépouilles russes. L'ensemble des scènes de la frise et du socle furent ensuite réunies pour



© DAVID BORDÈS

un ouvrage illustré de trente-six planches, par Ambroise Tardieu. Las : désormais en plein projet matrimonial avec Marie-Louise d'Autriche (ce serait chose faite en 1810), Napoléon craignit bientôt que ces gravures ne se diffusent jusqu'à Vienne et interdit le livre. Si la colonne fut inaugurée le 15 août 1810 sous le nom de « colonne de la Grande Armée », l'ouvrage de Tardieu ne fut publié qu'en 1822.

Le 12 avril 1871, la Commune reprit une idée du peintre Gustave Courbet et vota la démolition de la colonne, symbole d'un régime honni. Craignant que sa chute n'abîme les tuyaux des égouts qui couraient sous la place, l'entrepreneur Riboulard, auquel cette tâche avait été confiée, fit étendre un gros tas de fumier. Le 16 mai 1871, la colonne fut renversée à l'aide de trois câbles et ses éléments mis de côté jusqu'en mai 1873, quand la République décida de la faire reconstruire, aux frais de Courbet (qui mourut en 1877 avant de payer la première traite). Six plaques sur 425 avaient été cassées ou peut-être volées, et devaient être refondues. L'ingénieux système de fixation des bas-reliefs, qui permet aux plaques de bronze de se dilater sous l'effet de la chaleur sans provoquer de désordres dans

la colonne, fit alors, et fait toujours, l'admiration des scientifiques.

D'après les archives, la colonne reconstruite avait en 1875 l'aspect brun orangé du cuivre avant qu'il ne soit patiné. Depuis, il a verdi avec le temps et les restaurateurs lui ont laissé la couleur à laquelle on s'est désormais habitué. Pendant le chantier, les échanges ont été constants, y compris avec le Laboratoire de recherche des Monuments historiques (LRMH) à Champs-sur-Marne. Un nettoyage délicat par microbilles de plastique a été effectué pour enlever les encroûtements dus à la pollution, y compris sur la statue. A certains endroits, les restauratrices ont ensuite retiré d'anciennes patines artificielles, ou, au contraire, gardé quelques noirs pour jouer sur les reliefs.

L'édifice va continuer à vivre, l'oxydation naturelle reprendra le dessus et les couleurs se modifieront doucement. « Nous avons procédé à l'inverse du travail du peintre, par retrait de couleur, conclut Christophe Bottineau. Quand nous travaillons à l'échelle urbaine, la lumière dévore les reliefs, donc il faut laisser des noirs, sinon, de loin, on ne voit rien. C'est comme au théâtre : l'acteur fait un geste plus ample pour que le spectateur le perçoive. »

LE FIGARO HISTOIRE

VERDUN
LE CHEMIN DES HOMMES
Le lundi 1^{er} février

De 20 h à 22 h



**SIDONIE
BONNEC
ET THOMAS
HUGUES**



© ABACA PRESS POUR RTL.

reçoivent
Geoffroy Caillet
dans
**La curiosité
est un vilain
défaut,**
une émission
à retrouver
du lundi au jeudi
de 20 h à 22 h
et sur [RTL.fr](#)
en podcast.



A VANT, A PRÈS
Par Vincent Trémolet de Villers

La paille et la poutre

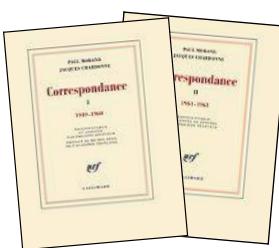
De François Mitterrand, Jean-Pierre Chevènement écrit : « *Un roman, un livre d'histoire lui ouvriraient de vastes horizons.* » Le président socialiste disparu il y a tout juste vingt ans a longtemps hésité entre l'écriture et la politique avant de composer sa vie comme un roman français : l'amour, la famille, la guerre, la mort, le pouvoir, la vanité, le silence, les paysages, l'Egypte... Il aura emprunté à Stendhal pour la politique, à Balzac pour la vie parisienne, à Mauriac pour le secret, à Montherlant pour le drapé et à Jacques Chardonne pour les sentiments. L'enfant de Barbezieux a connu les mêmes matins, les mêmes ciels changeants, les mêmes collines : « *Je crois que c'est dans cet espace (la Charente et Jarnac)* confiera François Mitterrand peu avant sa mort, *que sont nés et se développent tous les parfums, toutes les saveurs, tous les comportements qui ont fait de moi ce que je suis.* »

Dans les années 1970, dans *La Paille et le Grain*, l'homme politique dira de l'auteur des *Destinées sentimentales* : « *De sa génération, il reste pour moi le modèle. Par esprit de clocher peut-être.* » A la fin de sa vie, devant les journalistes qui venaient, un à un, recueillir ses dernières confidences, il prendra parfois ses distances avec Chardonne qui le ramenait, une fois encore, à Vichy. Les deux mille pages de correspondance entre Paul Morand et Jacques Chardonne publiées en 2015 par Gallimard révèlent cependant d'étranges résonances entre l'écrivain et le président socialiste. C'est Jacques Chardonne qui tient la plume, mais il faut s'imaginer le vieil homme dans le palais de l'Elysée. Il est à la fin de son deuxième mandat. Son visage fin oscille entre un regard sur le jardin et son interlocuteur du jour, un admirateur vaguement ridicule. La voix est basse, presque sifflante. La droite ? « *Les gens de droite sont toujours aigres. Ceux de gauche ont une espérance imbécile.* » Les hommes politiques ? « *Le pire chez un homme ce ne sont pas ses crimes, ce sont ses petites saletés.* » Les idées ? « *Il faut vous dire que je ne crois à aucune enquête, aucune statistique, aucune vue générale, aucun référendum ; et même, c'est le plus triste, aucun jugement. Il n'y a que des préjugés. Quand on connaîtra l'origine insondable des préjugés, on tiendra une fameuse*

clé. » Les livres ? « *Ce qui me touche le plus dans l'art littéraire : ce qui n'est pas dit.* » La morale ? « *Imaginez un homme qui ne soit que vertu : ce serait une motte de beurre, dont il n'y aurait rien à tirer.* » Le peuple ? « *L'erreur est de vouloir que des gens soient contents. Ils ne seront jamais satisfaits, dans aucune situation.* » La vieillesse ? « *A présent, un grand ciel bleu dans mes fenêtres, un jardin, ne souffrant de rien, bien portant, seulement fatigué, complètement indifférent au sort de l'humanité, à l'Europe, à tout avenir, satisfait de mon œuvre, inapte à toute espérance, et n'en demandant aucune, un peu trop sensible seulement à la bêtise des gens, facilement content de peu.* » Les amis ? « *Vivre, c'est voir mourir ceux que l'on aime.* » Les convictions ? « *On ne doit pas attendre de moi que je dise "ce que je crois" ; c'est pour Mauriac. Précisément, je ne crois rien. Bien sûr tout change, et a toujours changé. Mille fois, ils ont détruit le monde, et l'ont recréé ; il n'y a que cette alternative. Cette nécessité des choses, je ne me sens pas le cœur de l'applaudir, ni le créateur.* » « *Tout est nuances* », disait aussi Chardonne-Mitterrand, et la façon dont Pol Vandromme définissait l'écrivain charentais pourrait servir d'épitaphe à son glorieux compatriote enterré à Jarnac : « *Un ultra de l'indifférence.* »

ESPRIT DE CLOCHER
L'ancien président de la République François Mitterrand, dont on commémore, cette année, les vingt ans de la disparition.

À LIRE



**Paul Morand,
Jacques Chardonne
Correspondance**
**Gallimard, 2 volumes
(1 168 et 1 184 pages)
46,50 € chaque volume**

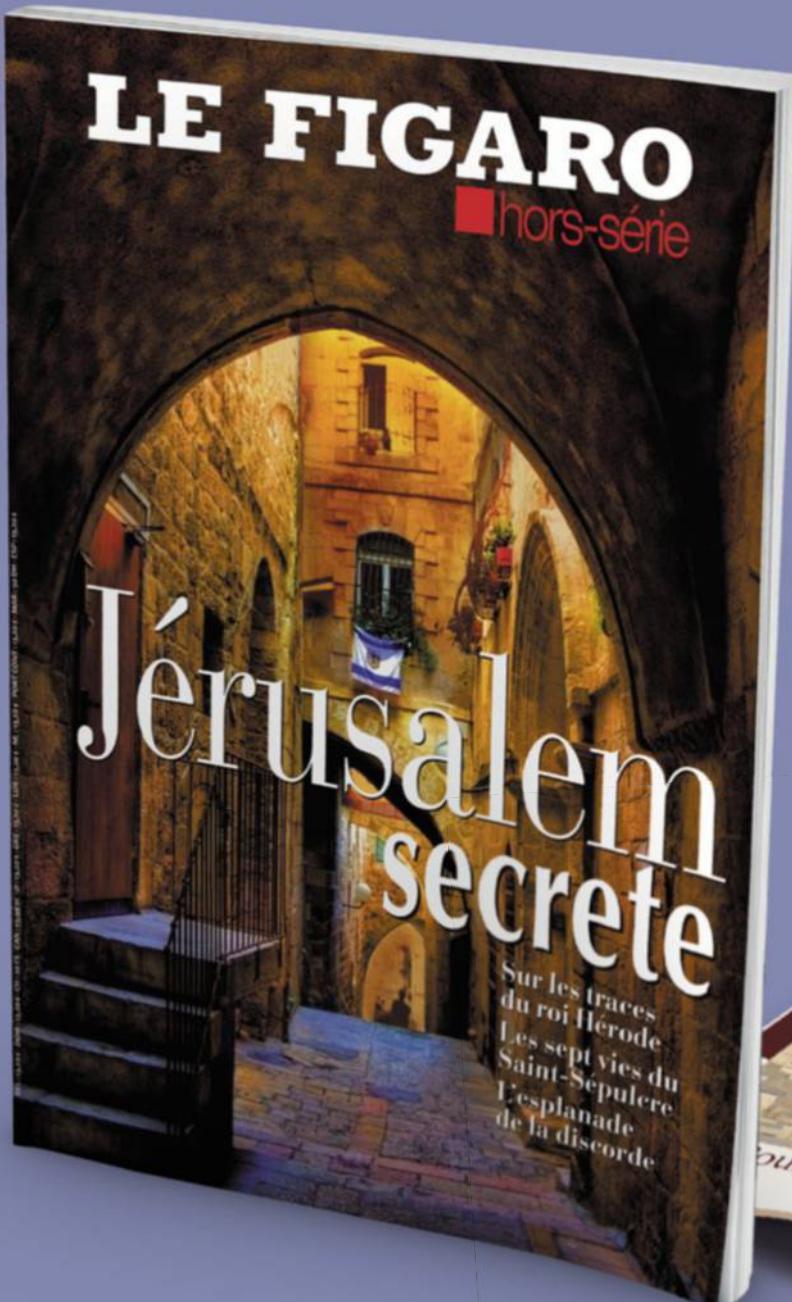


Retrouvez *Le Figaro Histoire* le 31 mars 2016

LE FIGARO

hors-série

VOUS RÉVÈLE LES DESSOUS DE LA CULTURE



NUMÉRO DOUBLE

12,90 € En vente actuellement
en kiosque et sur www.figarostore.fr



Retrouvez le Figaro Hors-Série sur Twitter et Facebook



SI JE T'OUBLIE, JÉRUSALEM

David y jouait de la lyre, Salomon l'a couronnée d'un Temple, l'empereur Titus n'en a pas laissé pierre sur pierre. Du siège de la ville, en 70, à la fondation de l'Etat d'Israël, Jérusalem est passée aux mains des Byzantins, des Omeyyades, des Mamelouks, des Croisés, des Ottomans et des Anglais. Elle est encore disputée entre Israéliens et Palestiniens.

Le Figaro Hors-Série consacre à la ville trois fois sainte un numéro exceptionnel de 164 pages, où l'histoire et l'archéologie se répondent, où la religion et la vie quotidienne s'entremêlent. Du mont des Oliviers à la pierre du Saint-Sépulcre, de l'esplanade des mosquées au quartier juif orthodoxe de Mea Shearim, du Mur des Lamentations aux hammams inconnus du souk des cotonniers, cinq mille ans d'histoire se déroulent au fil des pages. Archéologues, historiens et grands reporters vous font voyager dans les couloirs du temps, jusque dans les lieux les plus secrets et les plus insolites, et esquisSENT le portrait d'une ville multiple où coexistent juifs, chrétiens et musulmans. Magnifiée par la photographie, Jérusalem est la scène sublime de l'histoire du monde.

Le Figaro Hors-Série, numéro double, 164 pages

